Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – Nº 13459 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — SAMEDI 7 MAI 1988

La fin de la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Parole donnée...

On entend beaucoup, ces temps-ci, M. Chirac faire référence aux valeurs françaises traditionnelles en général, à l'honneur et à la dignité en particulier. C'est bien compréhensible, même s'il y a quelque paradoxe à exploiter dans le cadre de la campagne électorale la libération des trois otages français qui étaient détenus au Liban. Ne nous dit-on pas que la date de leur élargissement, à quatre jours du second tour, est tout à fait fortuite ? Qu'elle n'a pas été choisie par le gouvernement mais par Téhéran, sinon par les ravisseurs eux-mêmes ? Serait-ce bien digne et bien honorable, dans ces conditions, que d'accepter que des terroristes s'ingèrent dans la vie politique française, qu'ils influencent d'une manière ou d'une autre le choix par les Français de leur président ?

Un événement encore plus récent, mineur en apparence, soulève des interrogations du même ordre : le retour en France du capitaine Dominique Prieur, cet agent des services français compromis dans l'opération malencontreuse qui se solda en 1985 par le sabotage du « Rainbow-Warrior » dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Aux termes d'un accord négocié par M. Chirac avec les autorités néo-zélandaises sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, les deux agents français capturés en Nouvelle-Zélande et condamnés à de lourdes peines de prison pour leur participation à cette opération anti-Greenpeace avaient été libérés en juillet 1986. En échange de quoi les autorités françaises s'étaient solennellement engagées à maintenir les deux officiers sur une base située sur l'atoll polynésien de Hao, pendant trois ans.

Un premier accroc avait été porté à l'accord entre Paris et Wellington lorsque M. Chirac, prétextant des raisons de santé, autorisa le commandant Alain Mafart à revenir à Paris pour suivre les cours de l'Ecole de guerre. Avec le retour du capitaine Prieur en France, cet accord, naguère présenté comme une grande victoire de la diplomatie chiraquienne, est réduit à l'état de chiffon de papier. Et la parole de la France à un simple bavardage de circonstance.

Le gouvernement ne manquera pas de mettre en avant l'état du capitaine Prieur, qui attendrait un enfant pour... le début de l'an prochain. On se gaussera aussi des protestations indignées et passablement hypocrites de Wellington, mais on ne nous fera pas croire que l'état du capitaine Prieur exigeait que son sort fût réglé à quarante-huit heures du second tour, au prix de nouvelles difficultés pour la France dans une région où elle en a déjà beaucoup.

La mesure décidée unilatéralement par le premier ministre sera, il est vrai, bien accueillie par un électorat militaire dont on dit qu'il n'est pas resté insensible à la rhétorique d'un Jean-Marie Le Pen. D'autant qu'elle permet de remettre sur le tapis l'affaire Greenpeace, l'une des plus sombres pages des années « actives » du septennat de M. Mitterrand. Il n'empêche : les valeurs françaises chères à M. Chirac paraissent en l'occurrence céder devant l'urgence de faire flèche de tout bois...

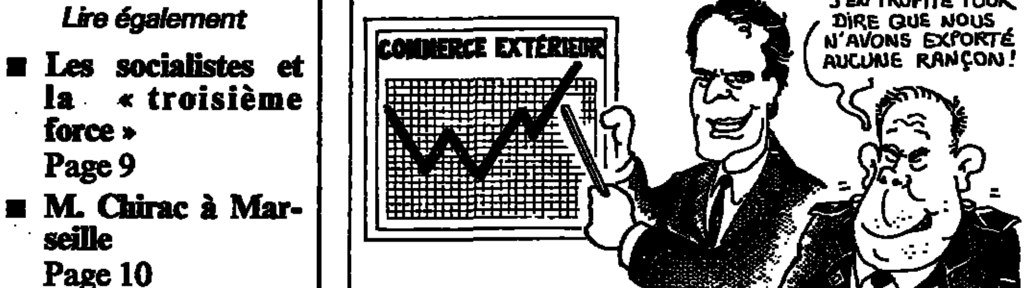
(Lire nos informations page 34.)



M. Chirac mobilise ses partisans à Paris pour accroître ses chances face à M. Mitterrand

Une manifestation était prévue, le vendredi 6 mai, en fin d'après-midi, place de la Concorde, à Paris, à l'initiative de personnalités proches de la majorité, auxquelles se sont joints les comités de soutien à M. Jacques Chirac. Toutefois, le premier ministre lui-même, qui devait être reçu à Clermont-Ferrand par l'ancien président Giscard d'Estaing, n'envisageait pas d'être présent à cette manifestation destinée à favoriser un ultime sursaut en sa faveur, à quarante-huit heures du second tout de l'élection présidentielle. M. Mitterrand, lui, tenait une ultime réunion à Toulouse. Les dernières heures de la campagne ont été dominées par les retombées du drame d'Ouvéa – qui a fait vingt et un morts. La libération des otages français de Beyrouth, elle, a été l'objet d'une satisfaction largement partagée, bien que le PS ait posé la question du prix payé pour ce retour.

Lire également



Une France à aimer

par ANDRÉ FONTAINE

COMMENCÉE dans l'apathie, la campagne électorale s'achève dans la passion, une partie du pays retrouvant à cette occasion son goût, aussi ancestral que suicidaire, pour la guerre civile. La libération des otages du Liban, dans ce climat nauséabond, apporte un soulagement d'autant plus profond qu'on n'osait plus y croire, et que, Jean-Marie Le Pen mis à part, tout le monde y applaudit.

Il n'en va pas de même de celle des gendarmes d'Ouvéa, payée d'un prix qui fait craindre le pire pour la suite et qui alimente, dès maintenant, le soupçon : le bémol apporté par Raymond Barre à la satisfaction officielle est significatif. Et l'on ne saurait oublier qu'avant le massacre de quatre militaires français, à la fin avril, il y a eu l'acquittement, par la cour d'assises de Nouméa, en octobre dernier, des métis poursuivis pour avoir tué à Hienghène, en décembre 1984, dix Canaques. L'avocat général avait requis contre eux des peines de neuf et de sept ans de réclusion. Comment des gens qui se sentent méprisés, tenus en citoyens de seconde zone, n'en auraient-ils pas éprouvé un sentiment de révolte ? *« Les nations, comme les hommes, meurent d'imperceptibles impolitesses »*, dit Giraudoux dans *la Guerre de Troie*. Cette impolitesse-là n'était pas précisément imperceptible.

Qu'il s'appelle Mitterrand ou Chirac, l'élu du 8 mai ne saurait oublier en tout cas que sa charge lui fait un devoir de protéger toutes les populations qui vivent sous le drapeau français. Ce qui implique que personne ne puisse avoir le sentiment que, un quart de siècle après l'indépendance de l'Algérie, il subsiste, sur une terre qui relève de la République, une situation coloniale. Tout pousse à craindre, à défaut, que les rapports entre les diverses communautés du territoire ne cessent inexorablement de se dégrader, comme on l'a vu, comme on le voit encore, en bien des points de la planète, dès lors que des populations appelées à vivre au contact n'éprouvent plus l'une pour l'autre que méfiance et peur.

(Lire la suite page 12.)

La libération des gendarmes d'Ouvéa a fait vingt et une victimes

La présidence au poker

par Jean-Marie Colombani

« On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs » : l'oraison funèbre prononcée par M. Charles Pasqua après l'intervention militaire d'Ouvéa restera dans les annales de la République. Elle traduit un état d'esprit, une certaine idée de la politique. Les œufs cassés sont au nombre de vingt et un, que M. Jacques Chirac trie ainsi : deux soldats *« français »* et dix-neuf *« Canaques »*, encore que le premier ministre s'interroge sur le point de savoir si ces dix-neuf-là sont bien des hommes commes les autres.

L'omelette n'est-elle qu'électorale ? C'est bien là l'essentiel ou, comme dit M. Raymond Barre, *« le plus triste »*. Si ces événements laissent un goût amer, c'est qu'il est difficile de résister à l'idée que l'on a cherché à faire voter, en métropole, avec le sang d'Ouvéa. Il est difficile de résister à l'idée qu'en quarante-huit heures, M. Chirac a voulu jouer la présidence au poker.

La politique des coups – des *« coups de théâtre »*, dit M. Jospin – l'emporte sur la politique tout court. Raymond Aron reprochait naguère à M. Valéry Giscard d'Estaing de méconnaître que l'histoire est tragique. Il faut craindre que M. Chirac ne sache pas que l'histoire existe sans lui, et qu'elle existera après lui. A Ouvéa, l'autorité de l'Etat était en jeu, c'est vrai, après l'odieux assassinat de quatre gendarmes par des militants indépendantistes, lui aussi tristement destiné à peser sur les élections locales. Mais elle peut chercher sa voie dans la négociation plutôt que dans la force. Le premier ministre a paru considérer que l'histoire se résume en une seule date, une date-butoir, le 8 mai.

L'horizon ainsi borné évite d'ouvrir les yeux sur ce qui se passera le 9. La France continuera, bien sûr. Mais quelle France ? Une France otage, isolée, divisée ? Si l'on en croit la réaction de ses alliés, la France risque d'être isolée dans deux régions du monde décisives pour elle, le Proche-Orient et le Pacifique

Elle sera prisonnière, pendant quelques mois, des engagements pris par M. Chirac au Proche-Orient. Elle est prisonnière, en Nouvelle-Calédonie, non pas d'une famille politique, d'un parti, d'une faction, de *« rebelles »*, comme dit M. Giraud, mais d'un homme et des intérêts qu'il représente, M. Jacques Lafleur, le régent du territoire. Y aurait-il eu drame à Ouvéa si le gouvernement avait su résister au chantage de ce député qui menaçait de quitter le RPR si les élections régionales – scrutin qui a mis le feu aux poudres – n'étaient pas organisées avant, ou le même jour (le 24 avril), que le premier tour de l'élection présidentielle ? Or la paix civile passait en Nouvelle-Calédonie par le maintien du *statu quo*, c'est-à-dire d'un équilibre institutionnel et politique (statut Fabius-Pisani) qui camouflait une partition de fait entre le sud de l'île contrôlée par les Blancs, l'intérieur et les îles gérés et dirigés par les Noirs.

(Lire la suite page 10.)

En raison de l'actualité, la page « Jeux » sera publiée demain (numéro daté 8-9 mai). En revanche, nous publions aujourd'hui (page 26) la grande grille de mots croisés qui paraît habituellement le samedi.

Le sommaire complet se trouve en page 36

Vingt ans après le « printemps étudiant » de 1968

Traces de mai

Mai 1968 : il y a vingt ans la révolte étudiante ébranlait la société française. A l'occasion de ce vingtième anniversaire, le Monde *publie un numéro spécial des* Dossiers et Documents *de douze pages, reprenant de nombreux articles publiés pendant les événements ainsi que des analyses sur leurs conséquences.*

par Bruno Frappat

Récréation pour une nation lassée de solennité, révolte anti-autoritaire, parenthèse ludique sans lendemain, prurit momentané, mime infantile des vraies révolutions, logomachie sans référence, ouvriérisme de salon : les appréciations méprisantes (sécurisantes ?) sur mai 68 n'ont pas manqué, sur le moment. Et, depuis vingt ans, elles n'ont fait que se conforter à l'observation du retour au réel, la crise – la vraie, celle qui dure depuis quinze ans – ayant permis de remiser les utopies au magasin des accessoires pour temps d'opulence.

Peut-on, deux fois dix ans après le « grand chambardement », porter un regard serein sur ce qu'on appela alors – faute d'y rien comprendre – les « événements » de mai avant de s'en tenir à l'expression de « mai 68 », à la fois vague et percutante ? Dès le 6 juin de cette année-là, Edgar Morin écrivait dans *le Monde* : *« Il nous faudra des années et des années pour comprendre ce qui s'est passé. »* En 1988, en écho, lui répond la perplexité de René Rémond lorsque celui-ci évoque, dans un ouvrage rétrospectif, *« l'énigme que la crise de 1968 continue d'être pour les historiens et les observateurs* (1) ».

Enigme par ses causes, étrangeté par son déroulement – cet emballement inattendu qui, d'une minuscule revendication des résidents de Nanterre réclamant de recevoir des filles, à la grève générale, fit vaciller le pouvoir de de Gaulle, – et, enfin, mystère de son incidence sur l'évolution ultérieure de la société. Si énigme il y a, c'est peut-être parce que nous avons encore le nez dessus, bien que nous affections d'avoir l'esprit ailleurs – à la Bourse plutôt qu'à l'Odéon – et de ne plus rien attendre des leçons de mai 68.

(Lire la suite page 14.)

(1) *Mai 68.* Publications de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Nombreuses illustrations, 304 p., 250 F.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

IDENTITÉ ET DIFFÉRENCES

Le pouvoir du possible

par DANIEL SIBONY (*)

QUOI ? Sur l'emploi, l'Europe, les immigrés, l'éducation, la sécurité, les libertés, « ils » sont d'accord ou presque ? Quand la différence se voile, à ce point, c'est peut-être qu'à l'état pur elle est insoutenable, ou qu'elle exige plus d'acuité. Alors, en plein remous électoral, peut-on s'offrir d'y penser ? de retrouver les différences en attente et les identités inquiètes ?

Car il s'agit bien de *différence* et d'*identité ;* de savoir vivre ce rapport de soi à l'autre, et à soi-même passant par l'autre. Cela dépasse, et de loin, le seul rapport aux immigrés qui pourtant fait symptôme. L'Europe, maître mot de cette campagne, pose la question aussi vivement : les votes Le Pen d'Alsace-Lorraine, c'est moins la peur des Arabes que celle de voir entrer non les blindés allemands comme naguère, mais les produits et capitaux, aussi blindés et intrusifs ; voir entrer dans la terre mère la chose de l'étranger...

Même le chômage est un rapport à l'étranger, à l'étrange. Un chômeur qui a perdu son emploi auquel il s'était *identifié*, se retrouve désidentifié, étranger à soi, en proie à une traversée intérieure et objective qui peut le faire rêver d'une identité absolue sans réplique et sans faille, d'un repli sur l'élémentaire : être Français et vouloir le rester. Cela peut le faire rêver d'un pouvoir absolu, qui clame cette identité et en supprime les risques, les secousses, l'histoire.

Ce repli narcissique peut prendre la forme d'une déprime sournoise, d'un vide où rien ne vaut la peine – ô fatigue – et où l'on protège grâce à ce nihilisme le peu d'identité qui reste. Sans parler des jeunes chômeurs, en deçà du premier emploi, qui sur les rails de l'école arrivent tout droit aux voies de garage : le voyage foireux laisse un rêve de « trip » total ; entre-temps c'est le vide total où l'on est identique à soi.

On le voit, l'essentiel se passe aux *frontières* de ce qui nous sert d'identité. La maladie identitaire, c'est de mal supporter les ruptures d'identité au point d'en vouloir une qui ne soit liée qu'à elle-même, sans ces traces « étrangères », sans les périls de l'altérité. Etre identique à soi : on est prêt à se couvrir d'autant d'images qu'il faut pour ça.

Autisme agressif

Or, et voici où cela se corse, la question fondamentale du politique, aujourd'hui, c'est la question du lien : avec qui d'autre faire lien ou alliance ? Si ce n'est qu'avec soi, le lien s'enroule sur soi et c'est l'étouffement narcissique ; si c'est avec l'« autre », il faut pouvoir supporter nos différences avec cet « autre », son écart avec lui-même, nos écarts avec nous-mêmes... cela fait beaucoup. Mais ce sont ces tensions qui font vivre les liens, les transforment et leur évitent l'étranglement totalitaire, narcissique.

Le sexuel est mis à plat depuis longtemps, mais la pulsion de lien demeure béante, frustrée, exaspérée. Ceux dont on disait qu'ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes y tiennent pour ça, parce que sans elles ils n'auraient rien. Les liens se ratatinent en petits maillons. Petit symptôme massif : malgré cette différence pourtant énorme et passionnante qui s'appelle « différence sexuelle », on va plutôt vers les replis de l'homme seul, de la femme seule, du couple seul... Et côté institutions, des kyrielles de petites chapelles.

Voici donc l'étrange malaise, collectif et subjectif : c'est qu'à défaut du possible on se met à vouloir l'impossible (non pas l'inaccessible : rien de plus accessible qu'un état totalitaire où tout est déjà « pu », où il n'y a plus rien à pouvoir). Le malaise c'est qu'à défaut de lien vivable avec ses risques, ses ratages, ses possibles, on veut du lien... invivable.

Eh bien ! le vote Le Pen c'est une flambée d'autisme agressif et réussi où le rapport à l'autre est vécu comme impossible ; où faute de pouvoir soutenir l'échange et le lien incertains on tire sur soi la couverture des certitudes élémentaires : la pure France avec Jeanne d'Arc qui caracole, vierge intouchable par l'étranger sauf dans la mort. La terre mère a « tremblé » de désir pour ses fils « impossibles » et les a repris dans ses draps et ses drapeaux.

Voilà pourquoi il est vital qu'un pouvoir soit d'abord le relais d'où se transmette le possible ; le haut lieu d'où irradient moins les signes du pouvoir que le goût de conjuguer le verbe pouvoir, les tentations d'y pouvoir quelque chose à ce dans quoi on patauge. C'est une transmission délicate qui suppose qu'en prenant un pouvoir on prend le risque de le perdre. Si les socialistes l'ont perdu en 1986 c'est qu'après l'euphorie de l'avoir ils ont tant craint de le perdre qu'ils ont bougé le moins possible ou qu'ils ont fait comme les autres. Résultat : peu d'audaces.

Si pouvoir c'est transmettre du possible avec ses risques, ses ratages, ses reprises, cela concerne aussi la refonte des valeurs. C'est la refonte de liens qui tiennent, qui soient assez souples pour laisser du jeu et assez riches – de mémoire par exemple – pour exercer du rappel, des forces de rappel qui rattrapent, permettant le risque de se perdre pour s'y retrouver autrement, plus tard. Sur ce point la rhétorique volontariste est plutôt creuse et elle inquiète : « *Allez, il vous faut courir avec tous ces Européens sur le Stade du progrès, foncez, ce sera passionnant ! – Mais j'ai pas de souffle ! vous savez, je tousse, j'ai peur de cracher du sang... – Allons bon, c'est des idées que vous vous faites. Si vous êtes dans les derniers, ça vous stimulera encore plus !* »

Ce pourrait être aussi bien le dialogue d'un père sadique qui pousse son fils phobique à qui il n'a rien transmis d'autre que le cliché de sa « volonté ». Ou encore, si dans certaines régions la présence des immigrés n'est qu'un échange avec les patrons qui les ont « importés », l'appel à les valoriser semble un vœu pieux. « *Respectez l'autre comme vous-mêmes. – Mais c'est que je ne me respecte que dans ma certitude fragile de valoir mieux que l'autre... tout en sachant qu'il n'en est rien.* » Coriace, le lien réduit à soi.

Un bouclage pervers, c'est une solution totale aux cassures d'identité, aux risques du possible, aux tensions du désir. Ce n'est pas toujours « méchant », cette clôture totalisée du désir, mais cela va des effets de secte, d'auto-intoxication, de délinquance, de terrorisme, de racisme, aux vacuités hébétées mais sûres d'elles et agressives... Là s'élude la question du pouvoir car l'impuissance même devient pouvoir : l'impuissance face à l'autre, c'est-à-dire à tout ce qui échappe, devient pouvoir d'effacer l'autre.

D'où l'importance que l'idée même de pouvoir soit renouvelée au possible. Il n'y a pas un pouvoir qui rende les gens heureux, il y a des gens plus ou moins heureux de leur désir de vie et qui cherchent à pouvoir le soutenir, le prolonger vers le possible : il y a le vouloir faire ceci ou cela ; c'est un désir adressé au possible, c'est-à-dire à ce qui se peut de toute sa force car c'est possible, j'aimerais dire « pouvable » pour dire ce lien élémentaire au verbe pouvoir, face aux régressions élémentaires de l'impuissance exaspérée.

Un fil essentiel pour cette mutation des valeurs et du rapport au verbe pouvoir, c'est que l'identité est non seulement partagée, inachevée, infinie, mais que c'est un processus ouvert, sans fin mot ni mot de la fin : l'identité est un désir de différence infinie qui ne revienne pas au même, une pulsion de lien qui intègre pertes et manques comme des ressorts du mouvement. Le contraire de l'intégrisme en politique. Et face aux crises d'identité il y a mieux que les prothèses d'identité : la recherche des points sensibles où le possible déconnecté s'est remis au point mort. C'est un travail élémentaire : à même les éléments de vie, à même l'élément de la vie.

Alors, est-ce faute de cela que les différences entre les deux débatteurs l'autre soir n'étaient pas toujours sensibles ? Heureusement il y a la différence de « style » : l'un des deux accusa l'autre d'avoir gracié deux individus qui plus tard allaient devenir terroristes. Veut-il donc à ce point s'assurer de l'avenir, le mettre sous clef de peur qu'il ne s'échappe ou ne fasse faux bond ? qu'il ne soit indéterminé ? mais qu'est-ce d'autre que l'avenir ?

(*) Psychanalyste, mathématicien.

APPEL

Chaos sur la montagne Sainte-Geneviève

Une guerre sourde des menues bureaucraties qui règnent sur la France vient de mettre le chaos sur le grand pavillon de l'ancienne Ecole polytechnique, promis à l'Europe. Ainsi est faite une certaine « profondeur de la France ».

Au président de la République, à son prédécesseur, à celle qui fut la première titulaire de la présidence du Parlement européen, au président de la Commission des Communautés européennes, nous adressons un appel urgent et intense.

Soyez ceux et celle qui vont restituer à la vie scientifique et créatrice de l'Europe, pour l'avenir commun, ce site de pensée qui fut déjà le sien, d'Albert le Grand à Leibniz et Henri Poincaré, à l'aile nord de la montagne Sainte-Geneviève.

Selon le mot de Jean Monnet, ce sera *« une action concrète, sur un point limité mais décisif ».*

JEAN-PIERRE FAYE.

Aux portes de la violence

par ALAIN TOURAINE

LA société française n'est plus formée de classes sociales ; elle se répartit en trois grandes catégories, définies par leur rapport à la modernisation. Les avant-gardes modernisatrices attendent de changements nécessaires des résultats favorables pour elles-mêmes et, à terme au moins, pour l'ensemble du pays. Les vastes catégories protégées, soit par la solidité de leur activité collective, soit par des garanties légales et contractuelles, forment la nouvelle classe moyenne solidement organisée autour de sa conscience d'intégration. Enfin, il existe des catégories très diverses qui se sentent menacées par la crise, la modernisation inéluctable, le triomphe du marché rebaptisé Europe, la fin des protections assurées par l'Etat corporatif. La distance entre ces trois catégories ne cesse d'augmenter.

Catégories fragiles

La masse centrale de la société française – les classes moyennes salariées : fonctionnaires, employés, techniciens et une partie importante du monde ouvrier – en appelle certes à une société intégrée, ouverte et tolérante, mais n'est-ce pas une manière d'affirmer sa propre centralité ? Face à la montée des mécontentements et des révoltes, elle ne va guère au-delà de la dénonciation des mauvais bergers. La France se dualise, et ce sont ceux qui se sentent marginalisés qui cherchent à transférer sur plus marginaux qu'eux l'obsession de l'exclusion dont ils se sentent menacés et dont ils menacent à leur tour ceux qu'ils rejettent comme inférieurs.

Ces catégories, fragiles et menacées, ont longtemps été incorporées à la politique démocratique par le gaullisme, qui associait au sentiment national une volonté de modernisation et un discours populaire. Mais le 24 avril 1988, le gaullisme est mort ; il était depuis longtemps dilué dans un libéralisme qui ne rassure que les plus forts. Le Front national pénètre rapidement et massivement dans toutes les catégories qui ne sont plus intégrées ni par le gaullisme ni par le communisme à la vie politique. Ne cherchons pas à ce parti politique une définition en termes de base économique et professionnelle ; il est trop divers. Mais sa force est grande partout où la société est désintégrée et inquiète d'un avenir ressenti comme hostile et incontrôlable, ce qui provoque la recherche primordiale de la sécurité et de l'intégration nationale et le rejet irrationnel de tout ce qui est étranger.

La chute du populisme démocratique gaulliste et la force sans cesse croissante des classes moyennes salariées et de leur principal expression politique, le Parti socialiste, laissent et laisseront de plus en plus ces catégories menacées en dehors du système politique. Le danger est grand – et il n'a pas fini de croître – de voir inquiétudes et refus se transformer en violence. Celle-ci a été, jusqu'ici, presque complètement absente ; ce calme ne durera pas. La violence risque fort d'apparaître, en particulier dans les villes de la région méditerranéenne ou dans des zones industrielles en crise.

Existe-t-il une prévention politique de ce danger ? C'est d'abord de la droite qu'elle devrait venir, puisque c'est la droite qui lui a donné dans le passé une expression démocratique. L'exemple de Mme Thatcher montre comment une droite autoritaire et modernisatrice résorbe la pression d'un National Front. Mais l'Angleterre vit depuis longtemps dans un système bipartisan qui donne au Parti conservateur comme au Parti travailliste une grande capacité d'intégration des révoltes sociales. Dans la France d'aujourd'hui, la droite est éclatée, et aucun leader politique n'aura pendant longtemps la capacité de la réunifier. Chaque fois que le RPR se rapprochera du Front national, il perdra des alliés barristes et vice versa. Le centre gauche se trouve probablement installé pour longtemps au pouvoir ; mais comment peut-il éviter la révolte de ceux qui se sentent marginalisés ?

Des gestes spectaculaires en faveur des vrais exclus ne peuvent qu'accroître les tensions. Un appel aux exigences du marché et de la modernisation ne peut aboutir qu'au même résultat. Il existe même un danger encore plus grand : celui d'une vaste alliance défensive, immobilisante, de tous ceux, appartenant aux secteurs protégés comme aux secteurs en crise, qui ont peur des dures exigences de la concurrence internationale.

Retrouver les thèmes sociaux

Il faut conclure à l'absence de solution tant que la politique ne reposera pas à nouveau sur la volonté de créer un nouveau type de société et sur les conflits sociaux qu'une telle volonté implique. Tant que la politique sera commandée par le thème de l'intégration nationale, auquel la classe moyenne donne un sens libéral mais aussi protecteur de ses intérêts et auquel les catégories menacées donnent un sens de plus en plus agressif, le système politique sera incapable de jouer son rôle de transformation de demandes sociales en éléments de fonctionnement de la démocratie.

Si la France est le seul pays où une extrême droite déchaînée a conquis une large influence, c'est d'abord parce qu'elle a cessé depuis trop longtemps de parler d'elle comme société et qu'elle s'est identifiée aux intérêts et aux discours d'un Etat technocrate et prétentieux. De là le remplacement des catégories sociales par les catégories nationales – intégration, exclusion, minorités – au centre de la vie politique. La France est américanisée et n'a cessé de s'éloigner du modèle social-démocrate, c'est-à-dire de la liaison de forces sociales et d'agents politiques. Cette américanisation a beaucoup d'avantages mais elle entraîne avec elle les effets négatifs qui marquent depuis longtemps la vie publique et sociale de l'Amérique : violence, racisme, indifférence de l'opinion face aux jeux de la politique.

Plus nous serons dans une vie politique organisée autour du thème de l'intégration sociale, plus nous connaîtrons des mouvements politiques ou sociaux réactionnaires et autoritaires, revendiquant l'intégration pour soi et demandant l'exclusion pour d'autres. La seule manière d'arrêter de tels mouvements est de sortir de ce type de vie politique, de retrouver les thèmes sociaux au-delà des thèmes nationaux, d'associer un effort réel de modernisation aux revendications des catégories sacrifiées ou affaiblies. Il faut que la politique, qui s'est dissociée presque complètement de la société, dans une vision libérale, se lie à nouveau à elle. La société a sombré dans le silence, le syndicalisme s'est décomposé, les nouveaux mouvements sociaux ont été broyés par l'obsession de l'intégration, qui ne laisse pas de place pour le conflit et le débat.

Une société ne choisit jamais qu'entre les conflits et la violence, entre les débats internes et l'opposition brutale, entre ceux qui sont intégrés et ceux qui sont exclus. Retrouvons le plus vite possible la volonté de créer une société définie à la fois par ses orientations, ses conflits et ses négociations. Si nous n'en sommes pas capables, nous serons condamnés à la violence de la société américaine sans avoir son dynamisme.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

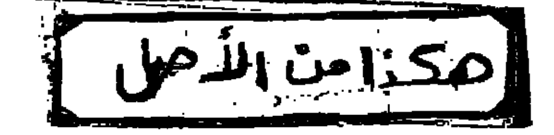
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1986

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037



Etranger

La libération des otages français détenus au Liban

• Paris affirme n'avoir rien cédé aux ravisseurs
• Téhéran salue l'« attitude positive » de la France à son égard

M. Chirac a été entendu à Téhéran. Quelques heures seulement après que le premier ministre eut remercié l'Iran pour son intervention directe en faveur de la libération des otages français au Liban et annoncé que le rétablissement de relations normales avec ce pays pouvait être *« envisagé »*, le gouvernement iranien a salué l'*« attitude positive »* de Paris envers la République islamique.

« En tenant compte de l'évolution intervenue dans les relations entre les deux pays depuis la nomination de M. Chirac et l'attitude positive de la France à l'égard des conditions iraniennes, l'Iran a demandé aux Libanais d'aider la France » en vue de la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, a ainsi déclaré, jeudi 5 mai, le vice-premier ministre iranien, M. Alireza Moayeri. Et celui-ci d'ajouter que Téhéran répondrait ultérieurement à *« la demande française de rétablissement des relations diplomatiques »* [rompues en juillet dernier à l'initiative de Paris].

Les dirigeants iraniens confortent ainsi leur réputation de tacticiens, cherchant d'une part à inverser les rôles et à placer la France en position de demandeur, alors que, en l'occurrence, la décision de rompre est venue de Paris et que Téhéran a été réellement affecté par cette rupture. Et ce, à un moment où l'Iran cherche par tous les moyens à sortir de son isolement. Nécessité d'autant plus d'actualité que les récents revers que la République islamique a subis dans la guerre du Golfe la placent en position de faiblesse.

M. Moayeri a, d'autre part, joué sur un registre abondamment utilisé par les Iraniens depuis des années : Tabler sur les rivalités politiques françaises et tenter d'utiliser les difficultés de la cohabitation en partant du principe que M. Chirac – pourtant l'un des architectes de l'aide militaire à l'Irak – était plus favorable à Téhéran que M. Mitterrand.

On peut imaginer la surprise de M. Moayeri s'il a entendu les propos du chef de l'Etat, vendredi sur RMC, dénonçant l'utilisation d'armes chimiques par Bagdad. Cette utilisation *« et le massacre des populations kurdes soulèvent le cœur »*, a déclaré M. Mitterrand, qui a ajouté que cela *« pourrait reposer le problème de nos amitiés »*. Il a toutefois tempéré ses paroles en soulignant que *« si l'Irak était enfoncé, les réactions en chaîne dans tout le monde arabe iraient jusqu'aux rivages de l'Atlantique »*.

La persévérance iranienne à *« favoriser »* M. Chirac paraît toutefois quelque peu hasardeuse à la veille d'une élection pour laquelle tous les sondages donnent M. Mitterrand comme vainqueur. On ne cache d'ailleurs pas, parmi les négociateurs franco-libanais – membres de ce qu'il est convenu maintenant d'appeler *« l'équipe Marchiani »*, (1) qui a mené les tractations à Beyrouth – que les incertitudes liées à l'échéance du 8 mai ont joué un rôle dans le retard apporté à la libération des otages. Si le problème de la capacité de M. Chirac à remplir les engagements pris n'a pas joué un rôle capital dans ce retard, il a *« effleuré »* l'esprit des ravisseurs et a *« influé quelque part »*, indique-t-on pudiquement de même source.

Les causes premières de ce retard – et notamment de l'échec de la tentative du 23 avril dernier – tiennent à des *« contraintes externes »*, liées notamment à la situation au Liban et aux dissensions au sein du régime iranien, affirme-t-on encore au sein de l'« équipe Marchiani ».

« Aucun subside »

On dément en tout cas, au diapason des déclarations officielles, qu'une quelconque rançon ait été versée aux ravisseurs qui *« n'ont rien touché »*. C'est ce qu'avait dit et répété le ministre de l'intérieur, jeudi : *« Nous n'avons accordé quelque subside que ce soit à personne. Nous n'avons cédé à aucune revendication »* (nos dernières éditions du 6 mai). Déclaration qui laisserait supposer que le gouvernement a réalisé une grande première : obtenir la libération d'otages sans la moindre contrepartie.

Quant à la possibilité que le prix de ces otages puisse être l'élargissement de terroristes détenus en France, M. Pasqua l'a écarté. Interrogé sur Antenne 2 sur l'éventualité d'une prochaine libération d'Anis Naccache, responsable du meurtre de deux personnes lors d'une tentative d'attentat, en 1980, contre l'ancien premier ministre iranien Chapour Baktiar, M. Pasqua a simplement répondu : *« Pas de notre part, et pas à notre initiative. »* M. Mitterrand a, de son côté, indiqué que la question de la grâce de Naccache ne lui avait *« pas été posée »*. La remise en liberté de ce dernier a longtemps figuré parmi les conditions du Djihad islamique pour la libération de ses otages français.

Enfin, grande absente des remerciements adressés, jeudi, par M. Chirac à l'arrivée à Villacoublay de Marcel Carton, de Marcel Fontaine et de Jean-Paul Kauffmann, l'Algérie ne paraît pas avoir joué, cette fois-ci, le rôle de médiateur privilégié qu'on lui avait prêté. C'est, en tout cas, ce que l'on assure, tant officiellement – notamment M. Pasqua – qu'officieusement.

Alger, il est vrai, n'a pas oublié l'affaire Abdallah, ce Libanais condamné en France à la détention à perpétuité après que les Algériens eurent obtenu la libération, en 1985, de M. Gilles Sydney Peyrolles (qui avait été enlevé dans le nord du Liban) contre la promesse faite aux ravisseurs d'une libération de ce même Abdallah.

YVES HELLER.

(1) Du nom de M. Jean-Charles Marchiani, représentant de M. Pasqua dans l'affaire des otages.

Le contentieux franco-iranien porte sur plusieurs milliards de francs

Les participants français à la négociation ayant permis la libération des trois otages du Liban se sont-ils engagés à des « contreparties » vis-à-vis de l'Iran et de la Syrie ? S'ils l'ont fait, ils n'ont pu que laisser dans le flou, apprend-on de bonne source, la « cuisine », c'est-à-dire le détail des sommes à payer... par le prochain gouvernement ! Et le flou est vaste puisque les estimations varient du simple au triple. Seule chose à peu près sûre, le contentieux s'élève à plusieurs milliards de francs.

Les sommes en jeu sont, en effet, énormes et les dossiers fort compliqués. Premier en liste : le contentieux opposant depuis 1979 la France à l'Iran au sujet du prêt de 1 milliard de dollars consenti en 1974 par le régime du chah. Les deux parties sont, semble-t-il, tombées d'accord pour tenter de régler définitivement le problème.

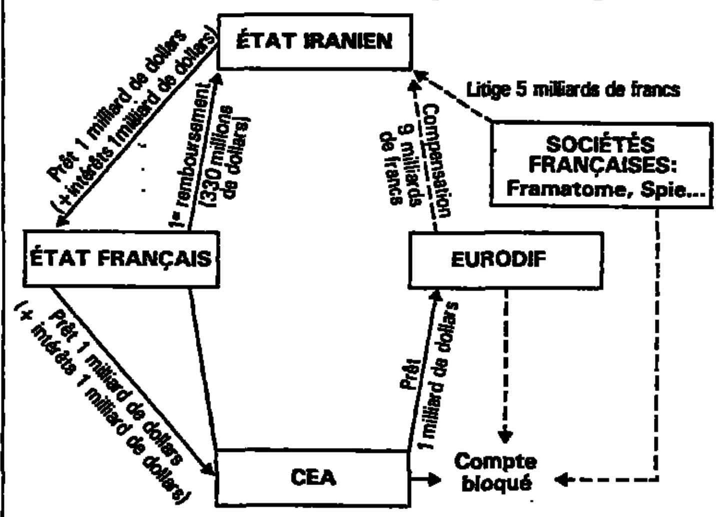
Mais si les émissaires du gouvernement ont accepté le principe d'un remboursement par anticipation du prêt, qui, grossi des intérêts, frôle, aux cours actuels, 12 milliards de francs, ils n'ont pas, en revanche, réglé le problème des « compensations » dues en sens inverse par l'Iran à la France, qui atteignent et même dépassent, en l'état actuel du dossier, ce montant.

Or c'est là, depuis bientôt dix ans, la pierre d'achoppement. Lorsque, en novembre 1974, l'Iran du chah, désireuse de se lancer dans l'aventure nucléaire, accepte de prêter à la France – par le canal du Commissariat à l'énergie atomique – 1 milliard de dollars (1), c'est pour avoir le droit d'entrer dans le capital d'Eurodif, le consortium européen chargé de l'enrichissement de l'uranium qui met alors en chantier l'usine du Tricastin.

Il s'engage, ce faisant, à payer sa part des frais fixes de l'usine et à enlever, après sa mise en route – en 1981 – 10 % de l'uranium enrichi produit. L'Iran a, en outre, commandé deux centrales nucléaires à un groupement d'entreprises françaises conduites par Framatome.

Or, après la révolution islamique, Téhéran, renonçant à ses ambitions nucléaires, annule les commandes de centrales et cesse d'acquitter ses obligations vis-à-vis d'Eurodif. Le CEA cesse, de son côté, de régler les intérêts et bloque le remboursement du principal, normalement prévu de 1982 (après la mise en service de l'usine) jusqu'en 1992.

S'estimant lésés, Eurodif et les constructeurs de centrales réclament par voie d'arbitrage international des sommes énormes : 9 milliards de francs pour le premier, 5 milliards pour les seconds. Ils obtiennent auprès des tribunaux la saisie conservatoire du prêt iranien, dont les échéances comme les intérêts dus sont systématiquement versés par le CEA sur un compte bloqué.



Depuis lors, les arbitrages se poursuivent et le remboursement reste bloqué, les deux parties étant incapables de se mettre d'accord sur les compensations dues par Téhéran, et donc sur le solde à régler par Paris.

Un premier pas a été fait en novembre 1986, lorsque la France a accepté de rembourser – par anticipation des échéances à venir – 330 millions de dollars (près de 2 milliards de francs). En revanche, le second versement de 330 millions de dollars évoqué par la presse anglo-saxonne lors de la libération à l'automne dernier des deux premiers otages n'a jamais été officiellement confirmé.

En tout état de cause, l'Etat a dû, s'il y a effectivement consenti, « payer de sa poche », les sommes correspondantes étant toujours saisies sur le compte du CEA et ne pouvant pas être légalement touchées. De même, si le gouvernement veut régler une troisième tranche de 2 milliards de francs, voire aller au-delà, anticipant ainsi le résultat des arbitrages en cours entre l'Iran, Eurodif et les constructeurs de centrales, c'est le Trésor qui devra avancer les montants. Les sommes à verser par la France devraient atteindre au moins 2 milliards de francs – si la seconde tranche a été réglée – ou 4 milliards dans le cas inverse.

L'autre contentieux – avec la Syrie – paraît mineur en comparaison. Il s'agit d'arriérés dus à Damas en contrepartie d'un protocole financier de 200 millions de francs accepté par Paris. La France accepterait de passer l'éponge sur des sommes après tout modestes par rapport à celles évoquées plus haut.

Le gouvernement laisse donc à son successeur plusieurs litiges particulièrement épineux et dont l'impact est important. Pour le budget français – à titre de comparaison – les recettes escomptées de l'impôt sur les grandes fortunes n'atteignent que 6 milliards de francs. Pour l'Iran, épuisé par huit ans de conflit et à court de réserves financières, les remboursements français équivalent tout bonnement à quelques mois de survie... et de guerre avec l'Irak.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le dollar valait alors 4,70 F.

Les réactions à l'étranger

Critiques et demandes d'éclaircissement de Londres et de Washington

Au soulagement général enregistré, jeudi 5 mai, dans les principales capitales occidentales après la libération de trois otages français au Liban s'ajoutent, partout, les même interrogations mêlées d'inquiétude sur les conditions de cette libération.

Dès jeudi, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a reçu pendant une demi-heure au Quai d'Orsay les ambassadeurs de quatre pays – Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest et Italie – pour les informer de ces conditions. Il leur a communiqué, indique-t-on de source française, toutes les informations dont dispose la France sur les circonstances de la libération des otages et sur le processus utilisé. L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Joe Rodgers, avait auparavant été reçu par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur. La conversation, selon le porte-parole de l'ambassade américaine, a porté sur *« les circonstances entourant la libération des otages français et sur la question des otages encore en détention »*.

● A WASHINGTON. – Il n'en reste pas moins, souligne notre correspondant à Washington, Jan Krauze, que l'administration américaine s'est efforcée de tempérer ses réactions en formulant ses critiques au conditionnel. Après s'être déclaré *« heureux »* pour les anciens otages français, le porte-parole de la Maison Blanche a donné le ton en ajoutant : *« Nous espérons qu'aucun marché du type que nous condamnons dans notre propre politique à l'égard du terrorisme n'a été conclu. »*

L'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger s'est, lui, montré beaucoup plus brutal. *« Je trouve que la France a agi de manière honteuse,* a-t-il déclaré jeudi à la chaîne ABC. *Je suis très déçu qu'un premier ministre français, et un premier ministre conservateur, ait pu agir de cette manière. »* Selon M. Kissinger, le simple fait qu'une corrélation apparaisse entre l'apurement des dettes françaises à l'égard de l'Iran et la libération des otages *« donne aux Iraniens l'impression qu'on peut agir sur la France en prenant des otages »*.

Interrogée au cours de la même émission d'ABC, Mme Peggy Say, sœur du journaliste Terry Anderson – l'un des neuf otages américains au Liban, – a, en revanche, eu une réaction bien différente. Les otages américains *« ne méritent-ils pas autre chose que d'être sacrifiés ? »*, a-t-elle demandé. *« Je crois que ne rien faire n'est pas la meilleure réponse »*, a-t-elle dit, faisant allusion à l'attitude qu'elle croit être désormais celle du département d'Etat américain dans ce type de situation.

« Des clarifications »

● A LONDRES. – Les réactions sont plus réservées. Après s'être *« félicité »* de la libération des trois Français, le gouvernement britannique a fait savoir qu'il avait demandé *« des clarifications »* à Paris, ce à quoi M. Pasqua a répondu que le gouvernement français n'a pas *« de leçons à recevoir, pas plus de Mme Thatcher que de quiconque »*. Plus tard dans la journée de jeudi, pressée de questions par des députés conservateurs à la Chambre des communes, le premier ministre a répondu : *« Nous avons interrogé le gouvernement français, mais il nous a assuré n'avoir payé aucune rançon. »*.

M. David Owen, chef du Parti social-démocrate, a qualifié, pour sa part, de *« cynique »* l'accord conclu par Paris. *« Il y aura des retours de flammes »*, a-t-il ajouté, en ce qui concerne les otages étrangers au Liban, parmi lesquels figurent trois Britanniques. M. John Waite, le cousin de Terry Waite – l'un des ces trois derniers – a déclaré, de son côté : *« Malheureusement, quand des marchés sont conclus par des pays comme la France – si tel est le cas et cela y ressemble très fort, – la situation de Terry et celle de John MacCarthy* (autre otage britannique) *empire. »*

Dans la presse, le *Times* estime que cette libération, à la veille de l'élection présidentielle, *« ne peut qu'augmenter les soupçons britanniques qu'un marché a été passé »*. Le *Financial Times* y voit *« un important atout électoral pour M. Chirac, mais aussi une arme qui pourrait aisément se retourner contre ses utilisateurs »*.

● A ROME, les médias italiens soulignent à la fois le succès, les ombres et les connotations électorales de cet événement. *« Khomeiny a voté Chirac »*, assure *La Repubblica*, en ajoutant : *« Une fois de plus, il a joué la carte des otages à la veille d'élections dans un pays occidental. »*

La Stampa de Turin estime pour sa part que la question du *« prix à payer pourrait devenir un boomerang pour Jacques Chirac »*. Le journal conservateur *Il Tempo* écrit de même : *« Ce coup de théâtre constitue un atout redoutable dans les mains de Jacques Chirac. »*

● A MADRID, où de nombreux journaux espagnols soulignent la concordance de vues entre MM. François Mitterrand et Jacques Chirac à propos du terrorisme, la libération des trois otages français est ressentie comme un succès du gouvernement Chirac. Le quotidien *El País* va plus loin en estimant qu'il s'agit d'un *« succès personnel »* du ministre Charles Pasqua. Pour *Diario 16* (indépendant), *« Jacques Chirac rentabilise politiquement la libération »* (des trois otages).

● A GENÈVE, tous les journaux de Suisse romande ont fait leur « une » sur la libération des otages français. *« Le plus beau cadeau »*, écrit *la Suisse*. Mais, sous le titre « La joie et la honte », le quotidien *24 Heures de Lausanne* consacre un éditorial très critique à l'événement. *Cette joie, doit être Mitigé car, pratiquement depuis le jour de leur enlèvement, ces hommes étaient devenus les enjeux de la plus basse politique »*, écrit-il notamment, en ajoutant : *« Il faut maintenant se demander à qui ce bonheur profite. »*

● A BRUXELLES, *le Soir* s'interroge : *« Atout pour Jacques Chirac ? Voilà un événement extraordinairement heureux qui peut bouleverser nombre de données politiques... Ce brusque succès couronnant les efforts de l'équipe gouvernementale de Jacques Chirac peut-il apporter à celui-ci le bon million de suffrages qui semblait devoir lui manquer dimanche prochain ? »* La *Libre Belgique* (centre droit) estime *« vraisemblable que, d'une manière ou d'une autre, l'affaire des otages sera exploitée politiquement »*.

● AUX PAYS-BAS, deux journaux d'Amsterdam s'interrogent sur les conséquences politiques de la libération des trois hommes.

« Pour les socialistes, écrit *De Telegraaf, la libération des otages, trois jours avant le second tour ne saurait être le fruit du hasard, et elle ne peut avoir été obtenu, que grâce à un marché douteux de la part de Chirac. » « Il va de soi,* écrit de son côté *De Volkskrant* (centre gauche), *que le premier ministre, M. Chirac, et le ministre, M. Pasqua, vont s'efforcer de présenter la libération des otages comme un succès de leur politique. »*

● A BONN, le gouvernement ouest-allemand a officiellement exprimé, vendredi 6 mai, sa *« joie et satisfaction »* pour la libération des otages français du Liban. Son porte-parole, M. Friedhelm Ost, a souligné que le gouvernement espérait que *les autres étrangers encore détenus au Liban verront aussi la fin de leur souffrance »* et remerciait le président Mitterrand et le premier ministre Jacques Chirac pour leur évocation du sort de ces derniers à l'occasion de la libération des Français.

Derrière cette satisfaction officielle se cache pourtant une sourde irritation devant l'absence totale d'informations sur le déroulement des négociations et les conditions dans lesquelles la libération des otages français a été obtenue, nous indique notre correspondant à Bonn, Luc Rosenzweig. Dans les milieux proches de la chancellerie, on estime qu'au moment où le gouvernement allemand tente lui-même d'obtenir la libération d'un de ses ressortissants, M. Rudolf Cordès, enlevé à Beyrouth en janvier 1987, une meilleure coopération aurait pu lui faciliter la tâche.

● A MOSCOU, l'agence Tass a très brièvement annoncé la libération des trois Français, en notant qu'ils avaient été *« les otages d'une des organisations musulmanes agissant au Liban »*.

A Athènes, où le gouvernement grec a accueilli *« la bonne nouvelle »*, le quotidien *24 Heures* (droite) note que cette libération intervient *« au moment le plus favorable pour le premier ministre Jacques Chirac »*.

● A BEYROUTH, enfin, le premier ministre libanais par intérim, M. Salim Hoss, a adressé jeudi des messages de félicitations au président de la République et au premier ministre, et s'est déclaré *« très heureux »* de cette libération.

MM. Carton, Fontaine et Kauffmann demandent qu'on n'oublie pas les autres captifs occidentaux

Lors de son arrivée à Villacoublay, jeudi 5 mai, Jean-Paul Kauffmann a évoqué le souvenir de son ancien compagnon de détention, Michel Seurat, mort en captivité, comme il l'avait déjà fait quelques heures plus tôt au micro de RTL (le Monde *du 6 mai*). « D'une certaine façon, *a-t-il dit*, j'ai un peu honte d'être là aujourd'hui. »

« D'abord et avant tout, ma pensée va à Marie Seurat, sa femme, et à ses deux filles.

» Michel, au début, prenait la situation avec une certaine philosophie : il prenait des notes, il écrivait. Et puis, il disait : « Moi, je » suis prêt à attendre trois ans pour » revoir mes deux filles. » Je lui disais : « Mais, trois ans ! tu es fou, » tu te rends compte ? Trois ans ? »

» Et puis c'est lui qui a disparu. On l'a vu pour la dernière fois le 28 décembre 1985. Il n'arrivait plus à tenir debout. Il a été transféré dans un endroit à côté de notre cellule. Et puis on l'a entendu pendant encore quelques jours, il toussait effroyablement. C'est quelque chose de terrible (...).

» Il aurait pu mourir auprès des siens et puis il est mort tout seul. C'est quelque chose d'affreux. Je ne peux pas l'oublier.

» Il ne faut pas oublier les autres otages étrangers », a-t-il souligné, en citant notamment le nom de Terry Waite.

« Nous avons vécu un cauchemar vingt-quatre heures sur vingt-quatre. J'ai eu des chaînes aux pieds avec mes compagnons depuis février 1987. On n'a pas vécu, on a survécu », a enfin déclaré Jean-Paul Kauffmann qui a toutefois estimé *« qu'ils ne revenaient pas des camps de la mort »*.

Pour sa part, Marcel Fontaine a révélé qu'il avait, un moment, partagé sa cellule avec un otage américain, le journaliste de l'agence Associated Press, Terry Anderson. Expliquant comment il avait enduré ses trois ans de captivité, Marcel Fontaine a indiqué : *« En lisant des livres, en jouant aux dominos et aux échecs avec mon copain américain, Anderson. Je ne fais que penser à lui. Il faut tout faire pour qu'il sorte de là. »* Terry Anderson, chef du bureau d'AP à Beyrouth fut enlevé le 16 mars 1985, six jours avant Marcel Fontaine et Marcel Carton.

Réagissant à ces propos, Mme Peggy Say, sœur de Terry Anderson, a déclaré qu'elle viendrait en France pour rencontrer Marcel Fontaine : *« C'est bon,* a-t-elle dit, *de savoir que Terry est vivant. Peut-être que M. Fontaine sait-il quelque chose. J'espère qu'il pourra me donner des indications sur ce que je dois faire maintenant. C'est merveilleux pour les Français. Mais c'est encore plus décevant et frustrant de comparer ce que fait leur gouvernement et ce que fait le nôtre. »*

Enfin, Mme Joëlle Kauffmann a affirmé jeudi que, selon son mari, les ravisseurs avaient dit aux otages français que les trois otages britanniques étaient vivants. La Grande-Bretagne est sans nouvelle de ses trois ressortissants enlevés au Liban, le pasteur anglican Terry Waite, le journaliste John MacCarthy et l'enseignant Brian Keenan. Le Foreign Office a confirmé être entré en contact avec le gouvernement français pour être informé des conditions de la triple libération intervenue mercredi.

M. Mitterrand a rendu visite aux otages libérés

M. François Mitterrand a rendu visite, le jeudi 5 mai, aux ex-otages, MM. Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, à l'hôpital du Val-de-Grâce, où ils ont été admis en observation pour quarante-huit heures, immédiatement après leur retour en France à l'issue de trois ans de détention au Liban.

de la violence

BULLETIN D'ABONNEMENT

Proche-Orient

La libération des otages français détenus au Liban

Le pourquoi, le comment

« A tous ceux qui seraient prêts à récupérer cette libération à des fins partisanes, à tous ceux qui déjà crient : « c'est grâce à moi, c'est » grâce à lui », à tous ceux qui voudraient dès maintenant demander le pourquoi, le comment, le combien, à tous ceux là je dis : ne faites pas aux ravisseurs le cadeau de divisions entre Français » : cette adjuration de M. Michel Rocard, qui s'exprimait le jeudi 5 mai à Paris au cours d'une réunion préélectorale, pourra-t-elle retenir longtemps les interprétations variées, questions et doutes qui se font jour, ici et là, maintenant que Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann sont de retour sur le sol français ?

S'exprimant au nom du premier ministre, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a solennellement assuré que rien de contraire aux intérêts et à l'honneur de la France n'avait été abandonné aux ravisseurs ou à qui que ce soit pendant les négociations qui ont abouti à la libération des otages. *« Nous n'avons eu aucun contact direct avec les ravisseurs »*, a assuré, jeudi soir sur Antenne 2, M. Pasqua, ajoutant : *« Je suis habilité à prendre cet engagement non seulement pour moi, mais aussi pour le premier ministre : nous n'avons accordé quelque subside que ce soit à personne. Nous n'avons cédé à aucune revendication. Pas un franc, pas un dollar, pas un deutschemark. »*

Et M. Alain Juppé, porte-parole du candidat Jacques Chirac, de préciser de son côté : *« Il n'y a pas eu de concession qui serait condamnable pour obtenir »* la libération des otages. *« Si les choses se sont passées ainsi »*, a affirmé peu après M. Pierre Bérégovoy, directeur de campagne de M. François Mitterrand, faisant allusion aux assurances données par M. Pasqua, il n'y a dès lors *« aucune réserve »* à faire sur la façon dont ont été libérés les otages. *« Ce qui ne serait pas acceptable*, a ajouté l'ancien ministre socialiste, *c'est que des concessions politiques aient été faites qui remettent en cause la politique extérieure de la France dans cette région. »*

M. François Léotard secrétaire général du Parti républicain, et M. Alain Carignon, ministre (RPR) de l'environnement, sont venus le 5 mai ajouter leurs voix à toutes celles qui avaient déjà récusé l'idée d'une quelconque exploitation politique de la libération des otages.

Comme on pouvait s'y attendre, les réactions et commentaires relatifs à cet événement ont souvent été accompagnés de considérations concernant l'issue meurtrière d'une autre prise d'otages : celle d'Ouvéa.

M. Philippe de Villiers, proche de M. Raymond Barre, a mis en parallèle *« l'efficacité et la dignité » avec lesquelles Jacques Chirac a pu faire libérer nos otages au Liban »* et *« la maestria avec laquelle il a pu faire libérer nos gendarmes retenus par des terroristes canaques »*.

M. de Villiers en tire la conclusion que *« pas une voix barriste »* ne doit manquer à M. Chirac dimanche prochain. A Lyon, le jeudi 5 mai, l'ancien premier ministre lui-même avait exprimé un point de vue nuancé. Après s'être réjoui de la libération des otages du Liban et de ceux d'Ouvéa, il avait exprimé sa tristesse *« devant tant de vies perdues »* et formulé le vœu qu'en Nouvelle-Calédonie *« dans le respect des lois de la République, il puisse y avoir un retour à la paix (...), au dialogue entre communautés »*.

« Bonheur à la une. Sang à la deux » : M. Lionel Jospin premier secrétaire du Parti socialiste résume et compare ainsi les deux actions spectaculaires dans l'éditorial de *la Lettre du PS*, du 6 mai. Il en tire la conclusion que *« Jacques Chirac et son équipe travaillent l'opinion en force dans une formidable tentative de manipulation en cette fin de campagne »*.

Des critiques précises ont d'autre part été formulées ou développées le 5 mai peu après l'arrivée des otages en France. L'ancien ministre socialiste Jack Lang conteste l'intention émise par M. Chirac de rétablir des relations normales entre la France et l'Iran : *« Dix-huit mois après les attentats qui ont ensanglanté Paris à l'automne 1986, les terroristes courent toujours. Est-ce pour plaire à Khomeiny que MM. Chirac et Pasqua ont laissé s'enfuir hors de France plusieurs inspirateurs de ces attentats ? Voici qu'à présent le gouvernement Chirac annonce sa volonté d'établir des liens nouveaux avec le gouvernement terroriste de Téhéran. Pourquoi cette complaisance de M. Chirac à l'égard du dictateur iranien ? Pourquoi cette bienveillance du chef de l'Etat terroriste iranien à l'égard du candidat Chirac ? »*

De son côté, M. Jean-Marie Le Pen se déclare *« navré et inquiet »* de la joie manifestée à l'occasion de la libération des otages. Il estime que l'Etat a négocié avec *« des organisations terroristes »*, contrairement *« aux engagements internationaux »*. Pour le responsable du Front national *« la France déjà humiliée et bafouée a dû en plus payer rançon »*.

M. K.

Le cardinal Decourtray : « Monstrueuse injustice »

Le cardinal Albert Decourtray, président de la Conférence épiscopale française, a publié, le jeudi 5 mai, le communiqué suivant :

« Apprenant la libération des otages français au Liban, nous nous réjouissons avec eux et leurs proches. Il était temps que prennent fin tant de souffrances et que cesse le scandale de cette détention. Mais nous n'oublions pas que d'autres otages restent victimes de la même monstrueuse injustice.

» Nous disons notre immense soulagement et notre sympathie aux otages de Nouvelle-Calédonie qui viennent, eux aussi, de retrouver la liberté et à leurs familles.

» Nous pensons à tous ceux qui sont morts, au Liban, en Nouvelle-Calédonie et ailleurs, victimes de violences injustes, et à tous les leurs. Nous redisons encore une fois avec Jean-Paul II que pour le règlement de tout conflit la priorité doit toujours être accordée au dialogue. Que toutes les communautés catholiques de France prient pour la paix. »

L'échec de la médiation iranienne entre Amal et le Hezbollah

Téhéran a compromis son influence au Liban sud au profit de Damas

Les violents affrontements interchiites ont abouti, il y a un mois, à la quasi élimination du Hezbollah du Liban sud. Conduite par l'ayatollah Jannati, une mission de médiation venue de Téhéran, a tenté, en vain, de réconcilier les intégristes chiites pro-iraniens avec les milices Amal de M. Nabih Berri.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

« C'est la Maison Blanche qui a planifié le drame du Liban sud. Mais ce qui est passé est passé. Il est désormais nécessaire de rester sur nos gardes pour ne plus permettre l'exécution de tels complots. » En rejetant ainsi sur le « grand Satan » américain la responsabilité des violents combats interchiites qui ont abouti, il y a un mois, à la quasi-élimination du Hezbollah (intégriste chiite pro-iranien) du Liban sud, l'ayatollah Jannati, membre du Conseil iranien de surveillance de la Constitution venu au Liban en mission de médiation, occulte le fond du débat qui oppose maintenant ouvertement le mouvement Amal au Hezbollah.

Celui-ci demeure, en effet, la question de la représentation des chiites, la communauté aujourd'hui la plus nombreuse du Liban, que l'Iran, à travers le Hezbollah, a tenté et tente encore de s'approprier pour avoir une carte dans le jeu libanais face au mouvement Amal, principal allié de la Syrie.

Conduite par l'ayatollah Jannati, la mission de médiation iranienne, qui vient de passer dix jours à Beyrouth en tentant de réconcilier les deux mouvements chiites, n'a pas convaincu les dirigeants d'Amal. *« L'accord »* annoncé par les seuls Iraniens, qui prévoit de régler *« par le dialogue »* les différends entre Amal et le Hezbollah, a permis à Téhéran de s'offrir à bon compte un rôle de médiateur mais n'a rien réglé sur le fond.

Chef du mouvement Amal, M. Nabih Berri a rejeté toutes les demandes du Hezbollah de rouvrir des permanences au Liban sud et de rendre les armes saisies au cours des combats qui, du 5 au 8 avril, ont fait au minimum une soixantaine de morts et cent cinquante blessés. La tension sur le terrain demeure très vive entre les miliciens des deux mouvements et plusieurs incidents ont opposé la semaine dernière le Hezbollah à Amal dans l'ouest de la Bekaa.

Latent depuis de longs mois, le conflit Amal-Hezbollah pour le contrôle du Liban sud a éclaté — mais alors seulement en paroles — à l'occasion de l'enlèvement le 17 février du lieutenant-colonel américain William Richard Higgins, numéro deux de l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve (ONUST).

La déconfiture des intégristes

Amal avait vivement dénoncé ce rapt commis dans une zone en principe sous sa protection et l'avait ressenti comme un défi à son autorité. Il avait réagi en perquisitionnant chez les militants du Hezbollah, notamment au siège des pasdarans à Tyr. Une décision condamnée avec violence par le mouvement pro-iranien qui accusa Amal de collusion avec *« l'impérialisme »* et Israël. Depuis lors, les accusations verbales pleuvaient et il ne fait pas de doute qu'Amal cherchait l'occasion d'un affrontement pour enfin rester le seul maître du Liban sud, région à majorité chiite.

Que Damas ait béni le durcissement d'Amal ne fait pas de doute, dans la mesure où la montée du Hezbollah au sud risquait de compromettre tout éventuel accord régional dans une zone stratégique à la frontière nord d'Israël, où sont aussi déployés quelque six mille soldats de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban).

Un nouvel incident provoqué par des miliciens du Hezbollah et les gardes du corps de l'ambassadeur d'Iran, sur un barrage d'Amal, près de la ville de Nabatiyé, fut le prétexte au déclenchement de ce conflit, au cours duquel le mouvement intégriste a perdu quasiment tout le Liban sud, sur lequel il avait fait porter son effort, avec un début de succès certain, depuis près de deux ans.

Distribué sans compter, l'argent iranien attirait à lui de plus en plus de gens, séduits aussi, en particulier dans les villages, par le travail politico-social efficace du Hezbollah, que celui-ci avait su habilement séparer de son action militaire. Celle-ci n'a jamais été, en effet, populaire au Liban sud. Le slogan du Hezbollah, *« La libération du Liban sud sera le prélude à celle de Jérusalem »*, effraie une population qui veut avant tout retrouver sa terre et qui se souvient avec rancune de la présence armée palestinienne à l'origine des représailles et de l'occupation israéliennes.

Amal, qui affirme lutter contre l'occupation israélienne, entend bien d'ailleurs arrêter cette résistance à la frontière internationale du Liban, estimant que la libération de Jérusalem relève de la responsabilité collective des Arabes. En revanche, devant l'absence de projet politique réel d'Amal, son échec à améliorer le sort matériel des gens et à leur assurer un minimum de sécurité, le Hezbollah et la « résistance croyante », intégristes d'Amal, avaient réussi à s'acquérir des sympathies.

Esclaves et « enfants gâtés »

En voulant aller trop vite et en négligeant totalement la dimension libanaise de la communauté chiite, sa culture, qui n'a rien de « persane », l'Iran a remis en cause cette évolution, compromettant par la même occasion les intégristes au sein d'Amal. Ils se retrouvent aujourd'hui avec amertume bannis de ce mouvement et sans utilité pour le Hezbollah, qui les avait infiltrés dans cette formation chiite modérée.

Téhéran a compromis ainsi, pour un temps au moins, son influence dans une région du Liban majoritairement chiite et surtout la seule où elle jouissait d'une certaine liberté d'action, puisque le Liban sud est hors de portée des troupes syriennes.

Homme fort du mouvement chiite Amal au sud, M. Daoud Daoud n'a pas caché son sentiment en affirmant devant la délégation iranienne : *« Nous refusons d'être traités en esclaves par l'Iran. Disons-le franchement, nous étions traités en fils de la servante, tandis que d'autres* [le Hezbollah] *étaient traités en enfants gâtés. La République islamique d'Iran doit traiter ses fils sans distinction. »*

Sans pouvoir parler de deux branches au sein du Hezbollah, il est certain qu'une divergence est apparue au cours de cet affrontement entre l'Iran jusqu'au-boutiste dans les combats et la sensibilité plus libanaise des intégristes, représentés en l'occurrence par cheikh Fadlallah, qui, selon ses proches, était hostile à ce conflit. Il est significatif que les miliciens du Hezbollah originaires du Liban sud aient très vite déposé les armes dans un combat qui leur apparaissait sacrilège, laissant aux plus militants des intégristes, souvent venus de la Bekaa avec des Iraniens, la responsabilité de la poursuite de la bataille. Certains militants ne cachent pas ainsi que, par leur *« fanfaronnade »*, les Iraniens ont détruit en trois jours un travail d'implantation de plusieurs années.

Comment vont maintenant réagir Téhéran et ses alliés libanais ? D'abord sur le terrain : si la vingtaine ou la trentaine d'Iraniens présents et tous les miliciens non originaires de la région ont été « priés » de quitter la zone, les autres sont restés. Ainsi en est-il des cadres du Hezbollah, moins en vue, et dont, pour certains, nul ne soupçonne l'appartenance à ce mouvement. Si des armes et des caches ont été livrées, il en subsiste, au dire des experts, nombre d'autres qui n'ont pas été touchées. Il ne semble pas toutefois que l'heure soit à la reconquête.

La perte du Liban sud n'a été pour l'Iran que la première d'une série de défaites. La chute de Fao, reconquise par les Irakiens, fut ressentie par les alliés de Téhéran à Beyrouth aussi durement que celle du Liban sud. Les circonstances incitent plutôt aujourd'hui les militants du Hezbollah à garder un profil bas et à éviter de nouveaux affrontements qu'Amal, grisé par cette victoire, survenue après sa lourde défaite face aux Palestiniens, pourrait être tenté de provoquer.

« L'Iran doit revoir aujourd'hui toute sa stratégie au Liban », affirme un spécialiste, qui date de l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest, en février 1987, le début du reflux du Hezbollah, sensible aujourd'hui jusque dans la banlieue sud de la capitale libanaise, où les intégristes se cantonnent de plus en plus dans leur fief traditionnel.

Le jeu de la Syrie

Ce début de désaffection à Beyrouth ne profite pas toutefois à Amal, qui n'a réussi à attirer à lui ni les intellectuels chiites ni nombre de religieux, exaspérés certes par les « cheiks » formés en six mois par les Iraniens, mais aussi par le comportement peu scrupuleux de la milice chiite modérée.

Cet échec iranien ne peut que satisfaire la Syrie, qui est certes prête à tolérer un mouvement intégriste au Liban, qu'elle peut utiliser à l'occasion comme un facteur de désintégration ou comme un épouvantail dans ses négociations, avec les Occidentaux notamment, mais sûrement pas à voir l'Iran jouer un rôle politique au Liban. Dans les relations stratégiques irano-syriennes, le Liban n'est en fait que de peu de poids et l'Iran a sans doute, aujourd'hui particulièrement, plus besoin de Damas, son seul allié sur la scène arabe, que le contraire.

Comme l'affirme un universitaire, *« dans le marché conclu et renouvelé entre la Syrie et l'Iran, le Hezbollah a la certitude de préserver un noyau important, ne serait-ce que civil, mais il était entendu aussi que c'était la décision politique syrienne qui définissait les limites de chaque force. Le Hezbollah a voulu transgresser cette ligne rouge, il a été sanctionné et cela recommencera »*.

Comme dans l'épisode de la caserne Fathallah, où l'armée syrienne avait, lors de son entrée à Beyrouth-Ouest, tué vingt-trois militants du Hezbollah, l'Iran attendra sans doute des jours meilleurs pour repartir à l'offensive. La Syrie, qui contrôle tous les mouvements iraniens au Liban, va continuer la politique d'équilibre qu'elle mène avec succès en tolérant et en contenant à la fois un mouvement qui ne peut être que fondamentalement hostile au régime laïc baasiste syrien.

FRANÇOISE CHIPAUX.



Proche-Orient

ISRAEL

Le berger s'était trop approché... Il a été tué

JERUSALEM
de notre correspondant

Les bergers s'approchaient de trop près ; ils menaient leurs troupeaux aux alentours des maisons et le mouvement ne pouvait être que *« suspect »*. C'est du moins ce qu'a pensé jeudi 5 mai une Israélienne, habitante de la colonie de peuplement de Shilo, en Cisjordanie, et c'est ainsi qu'a été tué quelques instants plus tard un berger palestinien.

La résidente de Shilo avait donné l'alerte *« parce que les troupeaux étaient beaucoup plus proches que d'habitude »*, et plusieurs colons armés sont allés à la rencontre des bergers. Ceux-ci, trouvant sans doute à leur tour le comportement des colons pour le moins *« suspect »*, les ont accueillis à coups de pierres. les Israéliens ont tiré, tuant un berger, en blessant un autre.

Telle est du moins la version de l'affaire donnée vendredi par les radio et les quotidiens israéliens, cependant qu'un des colons était interrogé par la police et qu'aucun compte rendu officiel n'avait encore été publié. Mais, en elle-même, l'affaire est révélatrice du climat régnant en Cisjordanie et des relations existant entre Palestiniens et colons.

Ces derniers - cible privilégiée des lanceurs de pierres — n'hésitent pas à tirer : depuis le début du soulèvement ils ont été impliqués dans au moins quatre incidents au cours desquels des Palestiniens ont été tués. jamais aucun des colons soupçonnés d'avoir fait feu n'a été inquiété, et tous ont été remis en liberté après avoir été brièvement interrogés par la police. Le 24 février, un colon de la région de Naplouse avait été condamné à six mois de « travaux d'utilité collective » : sans jamais avoir été placé en situation de légitime défense, il avait tué un Palestinien de treize ans.

L'affaire de Shilo porte à huit le nombre de Palestiniens tués cette semaine, un bilan aussi lourd que ceux enregistrés au plus fort du soulèvement. Elle a eu lieu alors que l'armée prenait une mesure sans précédent depuis décembre en imposant pour trois jours en Cisjordanie un arrêt complet de toute activité commerciale. Il s'agit de sanctionner les commerçants *« coupables »* d'avoir participé, mercredi dernier, à une journée de grève générale. Plus aucun commerce n'est autorisé à ouvrir et, à Hébron, de source palestinienne, les soldats sont allés jusqu'à détruire le matériel des marchands ambulants.

A Jérusalem, M. Itzhak Shamir a signé, vendredi, l'ordre d'expulsion de M. Moubarak Awad, Palestinien de nationalité américaine, qui appelle à un large mouvement de désobéissance civile dans les territoires. M. Awad avait été arrêté à son domicile vers minuit. Le consulat des Etats-Unis avait rapidement protesté, paraissant redouter que cette arrestation fût un premier pas vers une expulsion et la fermeture du Centre pour la non-violence que M. Awad a fondé à Jérusalem. Il a trois jours pour se pourvoir auprès de la Haute Cour.

ALAIN FRACHON.

● **Prorogation de la garde à vue d'une rédactrice de *Derech Hanitzotz*.** — La garde à vue de Mme Rony Ben Efrat, rédactrice de l'hebdomadaire proche du PC israélien, *Derech Hanitzotz-Tariq El Sharara*, a été prorogée, jeudi 5 mai, de dix jours par le tribunal de première instance de Petah-Tikva, près de Tel-Aviv.

Trois autres rédacteurs de ce journal, publié en arabe et en hébreu, sont actuellement sous les verrous : l'époux de Mme Ben Efrat, Yaakov Ben Efrat, un journaliste palestinien, M. Ribhi Al Aruri, et Mme Michal Schwartz.

Les quatre journalistes, qui sont soupçonnés d'avoir entretenu des *« relations étroites »* avec le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP de M. Nayef Hawatmeh) nient catégoriquement les faits qui leur sont reprochés. — *(AFP.)*

L'opération au Liban sud

L'opinion s'interroge sur le bien-fondé de la « bataille de Maïdoun »

Jérusalem *(AFP)*. — Le sévère bilan de la « bataille de Maïdoun » et les risques pris d'un affrontement direct avec les Syriens suscitent de sérieuses interrogations, dans l'opinion publique israélienne, sur le bien-fondé de l'opération militaire au Liban sud, achevée mercredi.

« L'opération de ratissage n'a pas atteint son objectif initial : mettre hors de combat les groupes de commandos qui s'infiltrent en Israël. Ce n'était pas une raison pour frapper plus loin, même si l'élimination de dizaines de terroristes chiites est un bon point », estime le quotidien *Haaretz* (indépendant) qui donne le ton.

Deux capitaines israéliens et un sergent ont été tués et dix-sept militaires blessés, dont l'un grièvement, lors de combats acharnés qui ont opposé pendant plusieurs heures des parachutistes israéliens aux combattants chiites du Hezbollah.

La décision d'attaquer en force Maïdoun a été prise personnellement par le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, qui n'a pas consulté les autres ministres, apprend-on de source informée. Elle a été contestée par plusieurs ministres travaillistes, notamment par le ministre sans portefeuille Ezer Weizman, qui ont estimé qu'une opération de cette ampleur, à moins de 10 kilomètres des lignes syriennes, comportait de sérieux risques de dérapage avec les forces de Damas. *« Un affrontement avec la Syrie est une affaire trop sérieuse pour que le ministre de la défense seul puisse décider d'en prendre le risque »*, estime, pour sa part, le quotidien *Maariv* (droite, indépendant).

« Le danger, c'est que nos responsables tirent de fausses conclusions de l'absence de réaction syrienne au raid de Maïdoun. Rien ne prouve que Damas ne réagira pas autrement en cas de récidive », met en garde le quotidien *Yédiot Aharonot* (indépendant).

A TRAVERS LE MONDE

RDA

Visite à Washington d'un important responsable est-allemand

Huit mois après la visite du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, en Allemagne fédérale, l'un des principaux dirigeants de la RDA, M. Hermann Axen, responsable des relations internationales au sein du bureau politique du Parti communiste est-allemand, vient d'achever, jeudi 5 mai, une série de conversations avec les dirigeants américains à Washington. Il a notamment été reçu, mardi 3 mai, par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz.

Bien que les Etats-Unis et la RFA aient des relations diplomatiques depuis quatorze ans, il s'agissait de la première visite d'un responsable est-allemand de premier plan à Washington depuis la création de l'Allemagne de l'Est en 1949. Elle confirme le souhait des dirigeants est-allemands d'établir de meilleures relations avec l'Occident.

Un responsable américain, qui a requis l'anonymat, a indiqué que M. Shultz avait soulevé lors de son entretien avec M. Axen la question des libertés individuelles en RDA, à propos desquelles le dernier rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde avait été particulièrement critique. Ce responsable a précisé que la RDA continuait de demander un accroissement du commerce bilatéral, mais que Washington n'était pas disposé à accorder à ce pays des privilèges commerciaux tels que la clause de la nation la plus favorisée dont ont bénéficié certains autres pays du bloc de l'Est.

Soudan

Plus de 1 200 morts à la suite d'une épidémie de méningite

Plus de mille deux cents personnes, dont de nombreux enfants, sont morts à la suite d'une épidémie de méningite qui sévit depuis deux mois au Soudan, ont annoncé, jeudi 5 mai, des responsables sanitaires. Dans le centre du pays, mille nouveaux cas de méningite sont signalés chaque semaine, malgré l'arrivée au Soudan de vaccins et de médicaments, à la suite d'un appel à l'aide internationale.

Le spécialiste en épidémiologie Sadek Mahjoub a déclaré que le nombre des cas était certainement beaucoup plus élevé que ne l'indiquaient les statistiques officielles, qui ne prennent en compte que les malades hospitalisés. — *(Reuter.)*

Yougoslavie

L'ancien PDG d'Agrokomerc obtient la suspension de son procès

Le procès des vingt-six responsables du complexe agro-alimentaire Agrokomerc, qui s'est ouvert le 5 mai devant la Cour suprême de Bosnie-Herzégovine, a été suspendu le même jour et reporté au lundi 9 mai. Les avocats de Fikret Abdic, ancien patron de l'entreprise, ont récusé l'ensemble des juges du tribunal de Bihac.

Dès l'ouverture du procès, l'ex-PDG d'Agrokomerc s'est présenté comme la victime d'une *« conspiration politico-policière »*. Il a estimé qu'il ne pouvait avoir droit à un procès impartial en Bosnie-Herzégovine en raison de la campagne menée contre lui par la police et la presse, et demandé que soit cité comme témoin le premier ministre, M. Branko Mikulic, originaire de cette République.

Par ailleurs, une conférence nationale de la Ligue des communistes yougoslaves se tiendra du 29 au 31 mai, à Belgrade, pour examiner les problèmes économiques et divers projets de réforme de l'organisation du parti. La crise actuelle, qui se traduit notamment par une inflation de 150 %, suscite une vague de mécontentement social. Environ deux mille ouvriers du textile se sont mis en grève, mercredi, à Djakovica, au Kosovo. Ils réclament un relèvement de 50 % de leurs salaires. — *(AFP, Reuter.)*

Afrique

ALGÉRIE

Six interpellations après la profanation de la synagogue d'Alger

ALGER
de notre correspondant

La dernière synagogue d'Algérie qui, chaque samedi, accueille encore quelques fidèles a été profanée et mise à sac dans le courant de la semaine passée. Le ministre algérien de l'intérieur, M. El Hadi Khediri, a lui-même annoncé, le jeudi 5 mai, au président du Consistoire d'Algérie, Me Roger Saïd, l'interpellation de six personnes dans le cadre d'une enquête lancée le matin même.

Rien n'a été épargné à l'intérieur de cette synagogue située au cœur du quartier algérois de Bab-el-Oued. L'un des profanateurs est entré par une petite fenêtre avant d'ouvrir une porte dérobée à ses comparses. Les tables de la Loi ont été déroulées, lacérées et piétinées. Elles jonchent le sol sur une vingtaine de mètres.

Les livres de prières sont déchirés, une boîte d'allumettes abandonnée à côté d'un volume à demi-consumé laisse supposer qu'on a essayé d'incendier le lieu du culte. Les châles de prière sont souillés d'excréments. Les lustres ont été systématiquement arrachés avec le plâtre, ainsi que les moulures du plafond et quelques boiseries murales.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Europe

POLOGNE

L'étau se resserre autour des grévistes de Gdansk

Retranchés, le vendredi 6 mai, derrière les grilles et des haies de « zomos » (unités anti-émeutes) qui veillent, longue matraque blanche au ceinturon, les grévistes des chantiers navals Lénine de Gdansk attendent l'assaut. Cette issue leur parait pratiquement inéluctable à mesure que s'accentue la pression psychologique : ils savaient que les forces de l'ordre sont brutalement intervenues la veille dans les aciéries de Nowa-Huta, près de Cracovie, ils savaient aussi que l'accès aux chantiers est désormais hermétiquement bloqué et que le ravitaillement est devenu impossible. Les lignes téléphoniques sont coupées.

La rumeur fait son œuvre, faisant monter la tension d'un cran pour les quelque trois mille hommes qui, au côté de Lech Walesa, n'ont pas quitté les chantiers depuis le 2 mai : jeudi soir, le bruit courait que l'on avait vidé l'hôpital des chantiers de ses malades et envoyé un renfort d'infirmières, en prévision de l'afflux de blessés que ne manquerait pas de provoquer l'intervention des forces de l'ordre. Et d'étranges employés de la « défense civile » seraient entrés dans l'entreprise.

Le général Jaruzelski, souhaitant vraisemblablement éviter une opération violente contre Lech Walesa et les grévistes de Gdansk, compte peut-être ainsi sur un pourrissement de la situation. L'ancien président de Solidarité, dans un message enregistré sur cassette qu'il a réussi à faire parvenir à l'extérieur, s'est cependant déclaré déterminé à aller *« jusqu'au bout »*, réclamant de nouveau le rétablissement du syndicat dissous, avant d'ajouter : *« Je serai le dernier »* à quitter les chantiers.

A Nowa-Huta, la situation était confuse vendredi matin, au lendemain de l'intervention des forces de l'ordre, qui a fait, selon diverses sources sur place, une quarantaine de blessés. Des témoins ont compté quatre-vingt-seize camions de « zomos » entrant dans l'entreprise jeudi, au petit matin, d'autres parlent d'une brutalité *« pire que celle du 13 décembre 1981 »*. Selon le chef du comité de grève, qui est parvenu à échapper aux policiers *(voir encadré)*, alors que trente-huit grévistes étaient arrêtés selon le gouvernement, la grève se poursuit et un nouveau comiré de grève a été constitué. La consigne avant l'intervention était de rentrer chez soi, en cas de recours à la force, et de faire grève sans occupation.

A Cracovie, un meeting à l'université a réuni, jeudi, cinq à six mille personnes, qui ont adopté une résolution de *« plein soutien »* aux grévistes de Nowa-Huta, exprimant *« l'indignation »* de la communauté universitaire — étudiants et enseignants — après l'assaut. Cette résolution réclame aussi *« un authentique élargissement de la démocratie, à travers le pluralisme syndical et politique »*. Des mouvements de grève localisés ont aussi éclaté dans les universités de Varsovie, Gdansk et Wroclaw, ainsi que dans les transports publics de Szczecin et dans des entreprises de Gdynia, sur la côte balte.

Un nouveau Walesa ?

Les vœux de Lech Walesa, qui implorait cette semaine les grévistes polonais de se trouver un autre leader, vont-ils être exaucés ? Une forte personnalité, dont l'image auprès de ses collègues ne ressortira que grandie par la clandestinité dans laquelle l'a poussé l'intervention des « zomos » jeudi, s'est détachée depuis le début du conflit aux forges Lénine de Nowa-Huta.

Il s'appelle Andrzej Szewczuwaniec (prononcer : *Chevtchouvanietse*) — *« un nom un peu difficile à scander pour un leader »*, regrettent certains à Varsovie. C'est lui qui a déclenché la grève le 26 avril en appuyant simplement sur un bouton. Ce bouton allume la lumière rouge qui signale, dans les laminoirs, les accidents ou les pannes. Après quelques bousculades avec des responsables qui tentaient d'éteindre la lumière, d'autres ouvriers rejoignirent Szewczuwaniec. La grève avait commencé.

Malgré ses trente-huit ans, il n'a pas vécu la grande période de Solidarité : en 1980-1981, il purgeait une peine de six ans de prison pour vol d'une machine à écrire. Avant cela, il avait participé aux émeutes de la côte balte en 1970. A Nowa-Huta, la semaine dernière, il a spontanément pris la tête du comité de grève.

Grand, soigné, *« une belle gueule »* selon ceux qui l'ont approché, ce meneur sait aussi parler : *« La Pologne n'a qu'un seul cœur, qui ne sera jamais fendu »*, a-t-il lancé aux grévistes le 1er mai.

GRANDE-BRETAGNE

Les élections locales traduisent une remontée du Parti travailliste, au détriment des partis centristes

LONDRES
de notre correspondant

Le Parti travailliste britannique a nettement progressé lors des élections locales et municipales qui ont eu lieu jeudi 5 mai dans un tiers des circonscriptions de l'Angleterre et dans toute l'Ecosse. Mais cette avancée, de l'ordre de 5 %, est due essentiellement à l'effondrement des deux petits partis du centre. Elle ne constitue pas vraiment un désastre pour le Parti conservateur de Mme Thatcher, pour qui il s'agissait du premier test depuis sa réélection à la tête du gouvernement en juin 1987.

Les travaillistes ont encore accru leur mainmise sur le Nord. Ils ont conquis des municipalités dans les Midlands, accentuant ainsi un peu plus la division entre le nord du pays, travailliste et appauvri, et le sud, conservateur et prospère. L'échec de ce qui reste du Parti social-démocrate après le refus de M. David Owen d'accepter la fusion avec les libéraux est presque total. Cette formation ne présentait des candidats que dans une circonscription sur dix. Sa présence a considérablement gêné les démocrates-sociaux et libéraux de M. David Steel, qui, bien que davantage présents, ne sont guère mieux lotis.

Les précédentes élections dans les mêmes circonscriptions avaient eu lieu en 1984. Sur 3 800 sièges en jeu, les travaillistes en gagnent 107, les conservateurs en perdent 5, les démocrates-sociaux et libéraux 59, les sociaux-démocrates 13, tandis que les nationalistes écossais en gagnent 43. Les travaillistes conquièrent des villes telles que Aberdeen, Cambridge et Southampton. Ils maintiennent leur contrôle sur Edimbourg, Liverpool, Birmingham, Leeds et Bristol. On ne votait pas jeudi à Londres.

Birmingham était l'objet d'une âpre bataille, les conservateurs espérant visiblement emporter cette grande ville industrielle. En obtenant 2 sièges supplémentaires au conseil municipal, les travaillistes ont brisé cette offensive. Birmingham était d'autant plus un symbole qu'elle est désormais par sa taille la plus importante municipalité du pays depuis la dissolution par Mme Thatcher du conseil du Grand Londres. Les travaillistes disposent d'une majorité de 15 sièges au conseil municipal qui compte 117 membres.

A Liverpool, autre ville-test, la majorité travailliste passe de 3 à 13 sièges. La présence de candidats concurrents des deux formations centristes s'est révélée désastreuse pour l'un et pour l'autre. Liverpool est une des rares grandes villes du pays où ces formations jouent un rôle-clé. Sur les 99 sièges du conseil municipal, les démocrates-sociaux et libéraux en gardent 39 ; les sociaux-démocrates 2 seulement.

L'emprise du Labour sur l'Ecosse a encore augmenté. Les conservateurs caressaient l'espoir de reprendre Edimbourg, qu'ils avaient perdue en 1984, mais ont obtenu des résultats pratiquement identiques à ceux d'il y a quatre ans. Les récents débats sur la création d'un impôt local par tête d'habitant égal pour tous, riches ou pauvres, a certainement joué en faveur des travaillistes. La grève des infirmières, les inquiétudes concernant l'avenir du service national de santé, sont allées dans le même sens.

Le scrutin vient à point pour le leader travaillistes, M. Neil Kinnock. Il démontre que ses campagnes contre le nouvel impôt local et le lent grignotage du système de protection sociale entrepris par Mme Thatcher sont payantes. Un récent sondage plaçait pour la première fois depuis sept ans les travaillistes devant les conservateurs, avec 41,5 % d'opinions favorables, contre 40,5 %. Si des élections générales et non pas locales avaient lieu jeudi, conservateurs et travaillistes auraient, selon les projections des ordinateurs, obtenu approximativement le même nombre de sièges à Westminster.

DOMINIQUE DHOMBRES.

BELGIQUE

M. Wilfried Martens va former son huitième gouvernement depuis 1979

M. Wilfried Martens (social-chrétien) a été chargé, le vendredi 6 mai, par le roi Baudouin, de former le nouveau gouvernement de centre gauche belge.

BRUXELLES
de notre correspondant

Les congrès des cinq partis (sociaux-chrétiens flamands et francophones, socialistes flamands et francophones, fédéralistes flamands) qui composeront la coalition avaient approuvé, le jeudi 5 mai, le programme laborieusement mis au point par leurs responsables. M. Wilfried Martens, déjà sept fois premier ministre depuis 1979, avait été « désigné » quasiment à l'unanimité par son parti social-chrétien flamand, pour diriger la future équipe.

Si cette majorité s'est retrouvée dans les congrès des autres partis flamands, les choses, en revanche, ont été beaucoup plus compliquées du côté francophone. Au Parti social-chrétien, 66 % des délégués ont approuvé l'accord gouvernemental et seulement 60 % au Parti socialiste. Celui-ci, qui avait pourtant triomphé aux élections générales du 13 décembre, semble vivre une des périodes les plus difficiles de son histoire. Des fédérations importantes, comme celles de Charleroi et de Liège, ont, en effet, voté contre la participation au gouvernement, de même que M. José Happart, le bourgmestre des Fourons, qui avait été à l'origine de la crise du précédent gouvernement Martens et qui fut une des « locomotives » du Parti socialiste lors de la dernière campagne électorale.

Les « minoritaires » du parti reprochent essentiellement à l'accord gouvernemental d'avoir sacrifié des intérêts wallons, et notamment ceux des habitants des Fourons et de la banlieue de Bruxelles. Le président du PS, M. Guy Spitaels, a défendu, pour sa part, le projet de programme en insistant sur la nécessité du compromis, mais aussi sur les autres points positifs obtenus lors des négociations.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Nouvelle émission accablante à la télévision sur la mort à Gibraltar de trois militants de l'IRA

La BBC a, à son tour, diffusé jeudi soir 5 mai en Irlande du Nord un magazine télévisé accablant sur les circonstances dans lesquelles trois membres de l'IRA ont été tués en mars dernier à Gibraltar par une unité antiterroriste britannique. Comme le magazine « Death on the Rock » télévisé jeudi 28 avril par ITN, ce reportage, réalisé par la BBC Northern Ireland pour le compte de l'émission « Spotlight » comporte les interviews de plusieurs témoins affirmant avoir vu des SAS (Special Air Services) abattre sans sommation les trois terroristes et les achever au sol.

Devant la Chambre des communes, le premier ministre, Mme Margaret Thatcher avait vainement demandé à la chaîne de télévision de renoncer à son émission en faisant appel *« au sens des responsabilités qui ne semble pas être présent en la circonstance »*. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, avait personnellement contacté par téléphone le président de la BBC, M. Marmaduke Hussey, en vue de la déprogrammation de l'enquête. — *(AFP.)*

Amériques

NICARAGUA : ministre de l'intérieur et l'un des fondateurs du Front sandiniste

Le commandant Borge souffle le chaud et le froid sur l'opposition

MANAGUA
de notre correspondant en Amérique centrale

Le commandant Tomas Borge est content de lui. Il vient de prouver aux quelques journalistes qu'il avait invités dans son bureau du ministère de l'intérieur qu'il n'y a pas, contrairement aux rumeurs persistantes, de désaccord entre lui et le président de la République, le commandant Daniel Ortega. *« Les journalistes affirment que nous sommes des ennemis mortels, toi et moi »*, dit-il au président Ortega qu'il a au téléphone. *« Alors je t'appelle pour savoir pourquoi tu m'en veux autant. »* Nous n'aurons bien sûr pas droit à la réponse, mais M. Borge est satisfait de l'effet produit.

Le ministre de l'intérieur, qui est aussi le seul survivant des fondateurs du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), reconnaît cependant qu'il y a des divergences entre les neuf commandants de la direction nationale, principale source du pouvoir au Nicaragua. *« Comme disent les marxistes,* affirme M. Borge, *il n'y a pas de contradiction entre nous, mais des « désaccords secondaires, et c'est mieux ainsi, car nous parvenons à des décisions collectives plus valables après discussion »*. C'est ainsi que M. Borge, en dépit de bien des réticences, propose même que l'opposition interne (non armée) soit associée aux discussions de paix avec la Contra. *« Après tout,* dit-il, *ces deux groupes défendent les mêmes intérêts. »* Mais, ajoute-t-il aussitôt : *« Nous mobiliserons le peuple tout entier pour en finir si les négociations échouent. »*

Il est de notoriété publique que le commandant Borge avait une préférence pour une solution militaire pour en finir avec les rebelles. Il avait même déclaré juste avant l'ouverture du dialogue que *« les étoiles tomberaient du ciel et que les rivières renverseraient leur cours »* le jour où les sandinistes accepteraient de parler avec la Contra. Aujourd'hui, pourtant, il semble vouloir aller plus loin que ses collègues dans le dialogue, il évoque même la *« possibilité d'intégrer dans l'armée sandiniste »* certains « contras » repentis. Et il en profite pour annoncer qu'un premier pas en ce sens vient d'être fait avec quelque deux cents Indiens Miskitos de la côte Atlantique.

Recevant, le mercredi 4 mai, le chef rebelle Maximo Pantin, qui avait demandé à bénéficier de l'amnistie avec ses hommes, le commandant Borge a déclaré que, dans le cas des Miskitos, *« il n'y avait ni vainqueurs ni vaincus »*, dans la mesure où la révolution sandiniste devait réparer les erreurs commises à l'égard de cette minorité indienne (moins de cent mille personnes sur une population totale de 2,7 millions d'habitants). En revanche, a-t-il ajouté, les autres rebelles qui sont *« vraiment des contre-révolutionnaires »* ne seront pas traités avec autant de générosité, mais ils pourront bénéficier de l'amnistie déjà négociée dans le cadre du plan de paix.

Tous les dirigeants sandinistes et la presse officielle sont d'accord pour insister sur la profondeur de la crise que traverse la direction de la Contra. Après avoir démenti pendant plusieurs semaines l'existence de divergences sérieuses entre l'aile politique de la Contra et le chef de l'aile militaire, l'ex-colonel Enrique Bermudez, les rebelles reconnaissent aujourd'hui qu'ils affrontent quelques difficultés depuis la signature des accords de Sapoa le 23 mars dernier. Les commandants Tonio et Fernando – noms de guerre de Walter Calderon et de Diogenes Ernandez (qui faisaient partie de l'équipe de négociation de la Contra) auraient été sanctionnés pour avoir accepté de signer un document trop favorable aux sandinistes.

BERTRAND DE LA GRANGE.

COLOMBIE

L'enlèvement d'un diplomate français confirmé

M. Jean-Christophe Rampal, l'attaché de presse de l'ambassade de France à Bogota, disparu depuis le vendredi 29 avril, a bien été enlevé par la guérilla colombienne de l'ELN (Armée de libération nationale, de tendance castriste). Cela a été confirmé, le jeudi 5 mai, par l'ambassade dans un communiqué.

Onze personnes étaient déjà détenues par la guérilla. Jeudi matin, c'est une journaliste vedette de la télévision colombienne qui a été enlevée à son tour par l'ELN. – *(AFP.)*

● **ETATS-UNIS : nomination d'un nouveau directeur à l'Agence nationale pour la sécurité.** – Le vice-amiral William Studeman a été choisi par le président Ronald Reagan pour devenir le nouveau directeur de l'Agence nationale pour la sécurité (NSA), chargée notamment de l'espionnage électronique et de la protection de la sécurité des communications des organes du gouvernement américain. Il succédera au général William Odom, qui part à la retraite le 1er août prochain. Sa nomination doit être confirmée par le Sénat. – *(AFP.)*

Le neuvième voyage du pape en Amérique latine

Jean-Paul II aux sources de la théologie de la libération

Jean-Paul II devait quitter Rome le samedi 7 mai pour l'Uruguay. Ce pays sera la première étape du nouveau voyage – le neuvième – que le pape entreprend jusqu'au 19 mai en Amérique latine, qui, ensuite, le conduira en Bolivie, au Pérou, puis au Paraguay. C'est la première fois qu'il se rend en Bolivie et au Paraguay. Il avait fait une brève escale le 31 mars 1987 à Montevideo (Uruguay) et avait déjà visité en 1985 le Pérou, qui est l'un des pays les plus marqués par la polémique sur la théologie de la libération.

Le pape retrouve l'Amérique latine et, malgré l'extrême diversité des quatre pays cette fois visités, le même chapelet d'épreuves : disparités sociales énormes ; poids écrasant de la dette extérieure ; crise des matières premières, en l'occurrence l'étain en Bolivie, qui est, avec Haïti, la lanterne rouge du sous-continent ; dictatures, comme celle du général Stroessner au Paraguay, et fragiles démocraties, comme celle du Péruvien Alan Garcia, cibles des terroristes du Sentier lumineux.

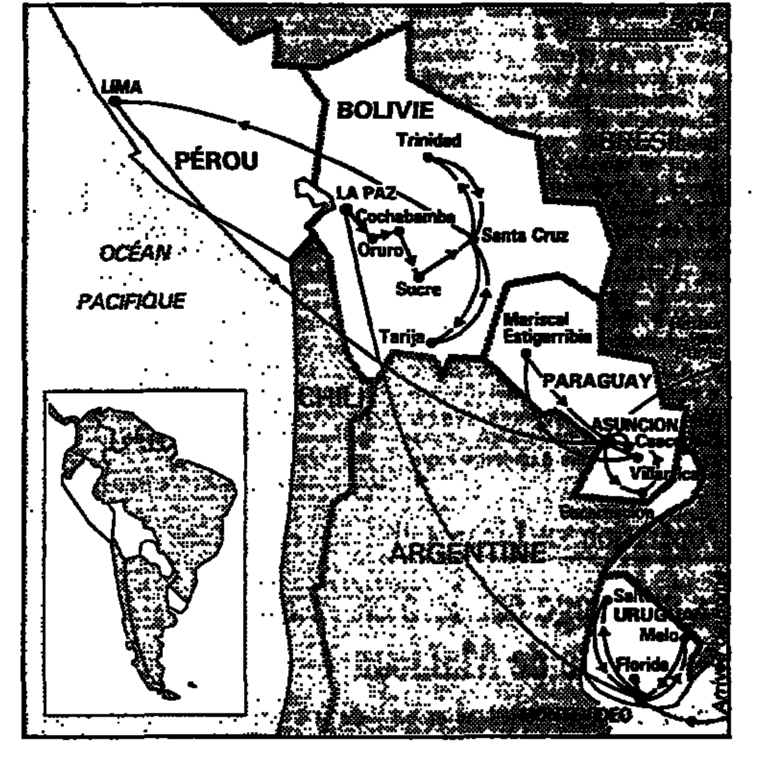
Les relations de Jean-Paul II avec l'Amérique latine ont ressemblé, au début du pontificat, à un mariage de raison. La naissance de la théologie de la libération, au Pérou précisément, avec Gustavo Guttierez, et la fameuse conférence interépiscopale latino-américaine de Medellin (Colombie, 1968) qui avait énoncé l'*« option préférentielle pour les pauvres »* étaient antérieures à son élection. Elles ont forgé des Eglises puissantes, actives dans les luttes sociales et politiques, exposées aux risques de dérapage théologique, mais regroupant à elles seules près de la moitié de la population catholique dans le monde.

Jean-Paul II a donc pris le train en marche, assistant, à peine élu, à la deuxième conférence-phare de Puebla (Mexico, 1979) pour honorer la promesse de visite faite par Paul VI. Bien des contre-feux ont été allumés par la suite, notamment la reprise en main du CELAM (conférence épiscopale latino-américaine), conduite, avec l'appui de la curie romaine, par un cardinal très « wojtylien », Mgr Lopez Trujillo de Colombie. Le Nicaragua, en particulier, devenait une sorte de « modèle polonais » où la hiérarchie était appelée à la résistance ouverte contre le régime sandiniste.

Ces corrections de tir ont été d'autant plus durement ressenties dans les milieux catholiques progressistes que ceux-ci venaient de subir de plein fouet, dans les années 70, la répression militaire au Brésil, en Argentine, au Chili, en Amérique centrale, etc. Aujourd'hui, ils comptent leurs martyrs (Mgr Angelelli, argentin, assassiné en 1976, Mgr Romero, salvadorien, en 1980) et leurs prophètes à la retraite (Mgr Helder Camara au Brésil, Mgr Proano en Equateur, les cardinaux Silva Henriquez, symbole de la résistance à Pinochet au Chili, et Landazurri-Ricketts en fin de carrière à Lima). *« La génération de Medellin est déjà entrée dans l'histoire »*, écrit justement Joseph Comblin (1).

Un tournant majeur

L'avenir est-il aussi sombre qu'il y paraît pour les Eglises d'Amérique latine ? La multiplication des voyages du pape dans cette région du monde – le neuvième, soit une moyenne d'un par an – ne serait pas seulement l'effet de la domination numérique du catholicisme latino-américain, mais l'indice d'un retournement que des observateurs n'hésitent pas à qualifier comme étant l'un des plus spectaculaires des dix années du pontificat.



En treize jours, du 7 au 19 mai, Jean-Paul II doit traverser quatre pays et dix-sept villes. Il commence son neuvième voyage en Amérique latine – son trente-septième déplacement à l'étranger – par l'Uruguay, où il demeure quarante-huit heures. Il se rendra ensuite du 9 au 14 mai en Bolivie. A Lima (Pérou), il présidera, le 15 mai, la clôture du Congrès eucharistique marial des pays dits « bolivariens » (Pérou, Colombie, Bolivie, Equateur, Paraguay, Venezuela). Le pape sera enfin, du 16 au 18 mai, au Paraguay, où les opposants au régime du président Stroessner espèrent obtenir son soutien.

Le mariage de raison avec l'Amérique latine deviendrait un mariage de passion. Ne dit-on pas à Rome que la dernière encyclique sociale de Jean-Paul II (*Sollicitudo Rei socialis*), dressant un impitoyable réquisitoire contre les régimes de l'Est et de l'Ouest soupçonnés d'un égal mépris pour le vrai développement du tiers-monde, a été spécialement écrite pour l'Amérique latine ?

Le virage s'est produit au cours des années 1985-1986. La tension à propos de la théologie de la libération était alors à son comble. Les premières remontrances du Vatican pleuvent, en 1984, sur le franciscain brésilien Leonardo Boff, qui sera contraint à un silence d'une année. La curie romaine fait aussi pression sur l'épiscopat du Pérou pour qu'il désavoue en bloc Gustavo Guttierez, père de la théologie de la libération. Le 3 septembre 1984, enfin, la congrégation romaine pour la doctrine de la foi publie un document sévère dénonçant l'utilisation par les théologiens de la libération d'analyses marxistes et du concept d'« Eglise populaire ».

Les épiscopats les plus engagés laissent passer l'orage. Le cardinal Landazurri-Ricketts, chef de file de l'Eglise péruvienne, choisit la minorité qui refuse de condamner le Père Gustavo Guttierez. Il est l'artisan d'un texte de compromis publié en février 1986. De même, quand il est convoqué à Rome en septembre 1984, Leonardo Boff est défendu par le président de la puissante conférence des évêques du Brésil.

Le pape reçoit à la mi-mars 1986 l'état-major au complet de l'épiscopat brésilien divisé, et c'est à cette date que se produit le déclic. Pendant trois jours, dit un témoin, il va écouter ses interlocuteurs et prendre un maximum de notes. Quelques semaines après, le 9 avril, le message qu'il envoie au Brésil fait l'effet d'une bombe : *« La théorie de la libération n'est pas seulement opportune, mais utile et nécessaire »*, écrit Jean-Paul II. L'Eglise du Brésil se voit confier le soin de *« créer un espace et les conditions pour le développement d'une réflexion théologique propre à inspirer une pratique efficace, en faveur de la justice sociale et de l'égalité »* (2).

Entre-temps, la sanction contre Leonardo Boff est levée. Une deuxième instruction de la congrégation pour la doctrine de la foi (*Liberté chrétienne et libération*), en date du 5 avril 1986, se montre beaucoup plus tolérante pour les théologiens et les communautés progressistes. Le changement de discours trouve une nouvelle confirmation dans l'encyclique du 19 février dernier : *« Dans certaines parties de l'Eglise catholique, en particulier l'Amérique latine,* écrit le pape, *s'est répandue une nouvelle manière d'aborder les problèmes de la misère et du sous-développement, qui fait de la libération la catégorie fondamentale et le premier principe d'action »*. Il en souligne les *« valeurs positives »* mais aussi les *« risques de déviation »*.

La polémique continue

Si le ton n'est plus à Rome celui de la condamnation, la méfiance des milieux progressistes en Amérique latine reste grande. Des évêques réputés conservateurs sont nommés. Au Pérou, précisément, que va visiter le pape, trois évêques sont membres de l'Opus Dei, et la perspective de la succession du cardinal Landazzuri-Rickets, à Lima inquiète.

Les adversaires de la théologie de la libération n'ont pas désarmé. Un séminaire très critique s'est tenu en février dernier à Caracas à l'initiative du cardinal Lopez Trujillo, d'un évêque brésilien, Mgr Kloppenburg, et du jésuite belge Veckemans, qui vient de prendre la tête d'une organisation réputée pour son soutien aux chrétiens des pays de l'Est, Aide à l'Eglise en détresse. La dix-septième conférence des chefs d'état-major des armées américaines, réunie en novembre dernier à Mar-del-Plata (Argentine), avait également pris pour thème : « Subversion et théologie de la libération. »

La nouvelle visite du pape en Amérique du Sud est très attendue dans ce contexte. On le voit mal prendre le contre-pied de ses déclarations récentes. Mais on peut se demander quel sera le niveau exact de son soutien à des Eglises qui, dans les quatre pays visités, se montrent actives dans les conflits de la terre, les campagnes pour l'éducation, le développement économique et la démocratisation.

Il en verra l'illustration au Paraguay de Stroessner, où l'Eglise soutient la création de ligues paysannes et a promu un espace de concertation, boycotté par le parti Colorado au pouvoir, baptisé « Dialogue national » en vue de préparer l'après-Stroessner. De même en Bolivie, où les mineurs se reconvertissent dans la culture de la... cocaïne, les évêques ont déclaré le 31 juillet 1986 : *« Il est urgent de proposer des alternatives prenant en compte les exigences élémentaires de la justice. »*

En Uruguay, le clergé est également à la tête de la lutte pour l'abrogation de la loi d'amnistie des militaires coupables d'atteintes aux droits de l'homme après le coup d'Etat de 1973. Au Pérou, enfin, les communautés ecclésiales de base sont très engagées dans les associations de quartier, les mouvements de promotion féminine et l'action syndicale. Le pape, à nouveau, n'aura d'autre ressource que de leur proposer la voie étroite entre la solidarité auprès des plus démunis et le rejet de la violence.

HENRI TINCQ.

(1) Contribution au livre *le Retour des certitudes : événements et orthodoxie depuis Vatican II*. Le Centurion, 314 pages, 135 F.

(2) DIAL. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, 17 avril 1986, 47, quai des Grands-Augustins, Paris-6e.

EQUATEUR : le deuxième tour de l'élection présidentielle

Les outrances verbales du candidat populiste

Le deuxième tour de l'élection présidentielle en Equateur a lieu dimanche 8 mai. Après le premier tour, le 31 janvier dernier, deux candidats restent en lice : M. Rodrigo Borja, social-démocrate qui semble en position de l'emporter, et un « outsider » peu connu, le populiste Abdala Bucaram, connu pour ses excès de langage et sa recherche d'une ressemblance physique avec Adolf Hitler...

« Hitler est un des plus grands génies de l'humanité. » Voilà qui est clair, mais qui ne laisse pas de surprendre dans la bouche d'un aspirant à la présidence de la République, même en Equateur. Le candidat populiste, M. Abdala Bucaram, ne cesse de se distinguer par ses outrances verbales, maniant tour à tour l'invective et les insultes les plus grossières contre son adversaire social-démocrate, M. Rodrigo Borja. Et, comme il n'en est pas à une balourdise près, il s'est récemment fait tailler une moustache à la Hitler, façon d'ajuster le look à la parole.

Interrogé sur les raisons de ce choix, d'un esthétisme douteux, M. Bucaram, a répondu au quotidien *El Pais* que c'était *« plus sexy »*. *« D'un côté,* a-t-il ajouté, *j'admire beaucoup Hitler, mais, de l'autre, je le condamne aussi. Pour ce qui est des concepts et des idées, je pense qu'il était sanguinaire et dégénéré. Mais cela ne signifie pas qu'il ne faille pas admirer ses qualités intellectuelles en matière d'organisation, parce que le Parti national-socialiste a indiscutablement été la plus grande organisation politique jamais formée dans l'histoire de l'humanité. »*

Personnage très controversé et, à trente-cinq ans, cadet des dix concurrents en lice lors du premier tour du 31 janvier, M. Bucaram avait causé la surprise en prenant la deuxième place au candidat du gouvernement de droite sortant. Qualifié de *« commandant des humbles »* par ses partisans, il avait axé sa campagne sur une vigoureuse dénonciation de la gestion du président sortant, M. Febres Cordero, tenu pour responsable de la grave crise économique que traverse l'Equateur. Ancien maire de Guayaquil, le grand port sur le Pacifique, M. Bucaram s'était réfugié pendant près de deux ans au Panama, après avoir été poursuivi pour malversations et diffamation envers les forces armées.

A Panama, il avait été momentanément emprisonné sous l'accusation de trafic de drogue. Ce n'est que quelques mois avant les élections qu'il avait bénéficié d'une amnistie et avait été autorisé à rentrer pour faire acte de candidature.

Au premier tour, quelques slogans à l'emporte-pièce avaient suffi à galvaniser ses partisans : *« La force des pauvres »* ou encore *« Le peuple contre l'oligarchie »*. Pour le second tour, il prétendait mener *« un combat d'homme à homme avec son adversaire »*. *« Moi,* dit-il, *je suis le spectacle. Le peuple veut voir Abdala parce que, à lui seul, c'est un show. Les gens pleurent, ils rient, ils découvrent leurs passions en Abdala [...], alors que Borja n'éveille ni les passions ni la haine. Lui, c'est un tiède ; moi, c'est différent. On m'aime ou on me déteste... »*

La bête noire des militaires

Collectionnant les procès – il se vante d'en avoir déjà eu quarante-quatre, – M. Bucaram est aussi devenu, par ses écarts de langage, la bête noire des militaires. Il y a quelques jours, il a été vertement tancé par un général pour avoir déclaré que les forces armées n'étaient bonnes qu'à marcher.

Issu d'une famille de commerçants d'origine syro-libanaise, M. Bucaram se défend de représenter un clan politique. Sa sœur, Elsa, vient pourtant d'être élue à la mairie de Guayaquil, première femme à occuper pareilles fonctions en Equateur, et trois de ses frères ont été ou sont députés de son parti. *« Nous ne formons pas un clan,* rétorque M. Bucaram ; *nous sommes une famille qui va sûrement diriger ce pays durant les quarante prochaines années. »*

Mais il peut aussi y avoir parfois désaccord au sein d'une même famille : ainsi, ses neveux, les enfants de l'ancien président Roldos, n'hésitent pas à traiter leur oncle de *« néo-fasciste »* et l'accusent de s'être servi de la mort de leurs parents, en 1981, dans un accident d'avion, pour assurer ses ambitions personnelles.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Asie

CHINE : la visite du ministre japonais des affaires étrangères

Embellie dans les relations entre Pékin et Tokyo

PÉKIN
de notre correspondant

Le Japon et la Chine semblent décidés à repartir d'un bon pied dans leurs relations, devenues houleuses ces dernières années, en mettant à profit l'arrivée au pouvoir, dans les deux pays, de nouvelles équipes dirigeantes. C'est en tout cas l'impression qu'ont voulu donner les deux pays au cours d'une visite de quatre jours en Chine du ministre japonais des affaires étrangères, M. Sosuke Uno, venu préparer celle du premier ministre, M. Takeshita, prévue pour le mois d'août.

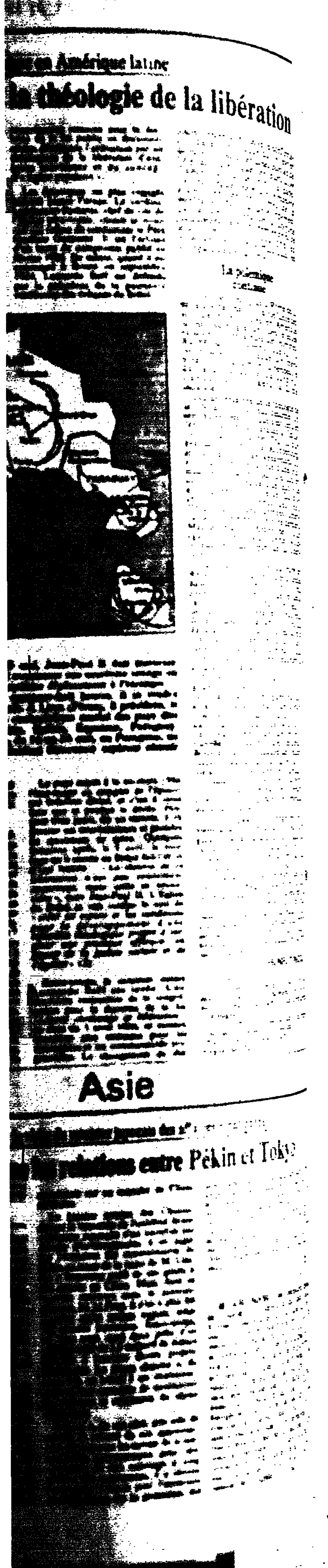
La visite du chef de la diplomatie nippone, qui a quitté Pékin jeudi 5 mai, avait été précédée de quantité de griefs publics de la Chine envers Tokyo. Les plus récents en date portaient sur des déclarations du directeur général de l'Agence nationale japonaise des terres, M. Okuno, dans lesquelles Pékin avait vu une défense du rôle du Japon dans la seconde guerre mondiale, ainsi que sur des déprédations commises par des manifestants antichinois sur un consulat de Chine au Japon.

La hantise sincère des Chinois devant la remontée de l'extrême droite militariste japonaise n'est toutefois pas dénuée d'arrière-pensées, à en juger par l'évolution des commentaires de Pékin au cours de la visite de M. Uno. On a beaucoup parlé de ces griefs à son arrivée en Chine. Mais, dans sa seconde entrevue avec le premier ministre, M. Li Peng, il n'en a plus été question qu'en termes vagues, selon des sources japonaises. Entre-temps, M. Uno avait signé deux prêts d'un montant total de 1,5 milliard de dollars destinés à financer divers projets d'assistance. La presse chinoise a, du coup, mis un bémol à ses récriminations et s'est contentée de mentionner discrètement la conclusion du séjour du ministre.

Celui-ci a, de son côté, pris soin de réitérer la volonté de son gouvernement de respecter les termes de la normalisation sino-japonaise pour des *« relations de bon voisinage à long terme »*. En contrepartie, il a obtenu l'accord des Chinois pour l'ouverture de négociations sur la protection des investissements japonais, les deux pays exprimant leur souhait qu'un accord soit conclu « bientôt » sur ce point, jugé crucial par les milieux d'affaires nippons. Sans nourrir d'illusions sur le caractère fragile de cette embellie, on se montre satisfait, du côté japonais, de cette visite qui ramène la coopération obligée des deux pays sur un sol plus ferme.

F. D.

● **VIETNAM : la tension avec la Chine.** – Hanoï a accusé, jeudi 5 mai, Pékin d'avoir occupé un récif dans l'archipel des Spratleys, que les deux pays revendiquent et qui a été le théâtre de violents incidents en mars. Le Vietnam a également accusé la Chine d'*« entraver »* les négociations sur le Cambodge et réitéré son refus de contacts directs avec le prince Sihanouk. Enfin, à Bangkok, le porte-parole du commandement américain pour le Pacifique a déclaré que, contrairement aux fois précédentes, le retrait de troupes vietnamiennes du Cambodge de novembre 1987 avait été un véritable *« retrait et non un mouvement de relève de troupes »*. – *(AFP.)*



L'armée et la gendarmerie en « état d'alerte absolue » en Nouvelle-Calédonie

Le bilan de l'assaut d'Ouvéa s'établit à vingt et un morts et treize arrestations

Le bilan de l'assaut donné, le jeudi 5 mai, sur l'île d'Ouvéa par l'armée et les forces de l'ordre pour libérer les vingt-trois otages détenus par le commando du FLNKS s'établit finalement à vingt et un morts. Le chef présumé du groupe indépendandiste, Alphonse Dianou, est mort des suites de ses blessures et, sur le terrain, trois cadavres de militants du FLNKS ont été retrouvés par les forces de l'ordre. Cela porte à dix-neuf le nombre des victimes du côté indépendantiste auxquelles s'ajoutent les deux morts survenus chez les agents de la DGSE qui ont participé à l'opération. Treize autres membres du commando, capturés, ont été écroués vendredi matin à Nouméa.

Le bureau politique du FLNKS ayant appelé ses militants à la *« mobilisation générale »* et le secrétaire général de l'Union calédonienne, M. Léopold Jorédié, ayant annoncé que *« cela va bouger partout d'ici à dimanche »*, l'armée et la gendarmerie ont été mises, sur le territoire, en *« état d'alerte absolue »*.

A Paris, près de trois mille personnes ont manifesté, jeudi soir, du Cirque d'hiver jusqu'à l'Hôtel de Ville, pour protester contre cette intervention militaire en scandant : *« Troupes françaises hors de Kanaky ! »*, *« FLNKS solidarité ! »*, *« Pons, Pasqua, assassins ! »*, *« Indépendance pour Kanaky ! »* et *« Eloi Machoro, ton combat continue ! »*. Quelques frictions sans gravité ont opposé les manifestants aux policiers aux abords de l'Hôtel de Ville. *« Nous nous battrons jusqu'à ce que le dernier membre du GIGN, le dernier parachutiste et les derniers policiers de la répression aient quitté le territoire »*, a notamment affirmé M. Pierre Juquin, au cours d'une prise de parole improvisée. Auprès de celui-ci se tenaient notamment MM. David Assouline, Alain Krivine (LCR), Jean-Claude Le Scornet (PSU), Pierre Bauby (PAC). Représentant le FLNKS en France, M. Wassissi Iopue, avait auparavant qualifié de *« boucherie coloniale »* le bilan de l'assaut d'Ouvéa, en accusant MM. Chirac et Pons d'avoir *« exécuté les ordres de Le Pen pour appâter son électorat »*. M. Assouline a appelé les manifestants à participer, samedi à 14 heures au métro Charonne, à un nouveau rassemblement en faveur du FLNKS « malgré l'interdiction de Pasqua ». Cinq cents personnes environ ont également manifesté à Lyon sans incident.

Dans les milieux politiques, les conditions dans lesquelles a été conduit l'assaut d'Ouvéa, et ses conséquences, suscitent, au-delà de l'approbation que recueille la libération des otages, diverses réserves, et pas seulement à gauche, ainsi qu'en témoignent certaines convergences entre l'UDF et M. Mitterrand.

Une « visite organisée » dans « la grotte des guerriers »

NOUMÉA
de notre envoyée spéciale

Deux révolvers et une *« part de confiance »* ont fait la différence. Les revolvers seraient arrivés en pièces détachées dans les rations alimentaires des otages d'Ouvéa. La confiance est née, on ne sait pourquoi, entre le capitaine de gendarmerie Philippe Legorjus, commandant du GIGN, et l'ancien séminariste, Alphonse Dianou, chef politique du commando. Les deux hommes s'appelaient par leurs prénoms, ils parlaient de leurs armes, du matériel radio. Il reste vingt et un morts, vingt-trois otages libérés et l'histoire d'un groupe de combattants indépendantistes, déjà aguerris, mais encore naïfs.

Après le black-out, les journalistes ont eu leur conférence de presse et leur visite des lieux, le vendredi 6 mai, guidés par le général Vidal, mais pas encore l'autorisation de se rendre à Gossanat. Ils ont pu parvenir dans la grotte grâce à un Transall, un Puma et de bonnes chaussures de marche, et ils ont pu jauger les neuf postes défensifs tenus par le commando, sur le chemin de ronde, autour de la caverne. Ils ont pu descendre dans la grotte hérissée de stalactites de calcaire, tester le conduit de cheminée par lequel les otages se sont enfuis. Ils ont vu des armes, une mitrailleuse A.52, septs fusils mitrailleurs, des pistolets, des bandes de munitions. Ils ont vu aussi un roman d'Henri Vincenot, le journal *Non-violence actualités*, des jeux de cartes et le cahier sur lequel on comptait les points. Des colonnes sur une page : *« Samy, Jeannot, Eric. »* ; *« Eux, Nous »*.

Au lendemain de l'attaque, un haut responsable militaire ne comprend pas encore ce drame fait d'incohérences. Pour l'armée, l'enlèvement d'Ouvéa était une sorte de *« premier acte de résistance »* organisé. Elle ne pouvait laisser faire. Mais, s'étonne un officier, les membres du commando *« ne semblent jamais avoir tué de sang-froid »*.

Avant de partir, les membres du commando ont fait leurs adieux à leurs familles. Ils ont installé leurs otages dans une grotte où ils se sentaient invulnérables. *« La grotte des guerriers »*, décrit le général Vidal. *« Ici, tu peux chercher à me bombarder, la bombe remontera »*, a dit Alphonse Dianou, le chef des ravisseurs, au capitaine Legorjus. Les hommes du GIGN ne portaient pas l'uniforme de leur groupe lorsqu'ils ont été capturés, mais les ravisseurs ont reconnu leur spécialité par un insigne découvert dans la poche d'un gendarme.

Les indépendantistes, qui ne pardonnent pas au GIGN la mort d'Eloi Machoro, ont parqué ces gendarmes à part, mais ils ont laissé le capitaine Legorjus libre d'aller et venir et de faire du renseignement. *« J'ai obtenu une certaine confiance »*, dit le capitaine. Ces hommes, qui se croyaient invulnérables dans leur sanctuaire de corail, étaient organisés en commando. ILs étaient séparés, les uns sur les postes défensifs, d'autres tenant deux postes de combats principaux au bord de la grotte, protégés par le fusil mitrailleur A-52. Les deux « stagiaires » libyens en remontraient à leurs camarades. Un guetteur qui s'était endormi a été condamné à passer une journée au fond de la grotte avec les otages. L'un d'eux a gravé sur la crosse d'un fusil MAS 36 de gendarmerie la date de l'attaque de la brigade de Fayaoué : « 22/4 ».

Les ravisseurs étaient une vingtaine selon le capitaine Legorjus, mais accompagnés d'un *« noyau logistique d'une dizaine de personnes qui allaient et venaient »*. Les ravisseurs possédaient deux postes de radio et écoutaient notamment Radio Vanuatu. Ils avaient entre dix-huit et trente ans, catholiques et protestants mélangés.

« Yoyo macabre »

Les périodes de tension succédaient aux accalmies. *« Un yoyo macabre »*, dit un officier. Les ravisseurs exigeaient du capitaine Legorjus qu'il revienne *« au contact »*, mais ils ne l'ont envoyé qu'au début. Ils se méfiaient de l'eau des vivres envoyés par les militaires, obtenaient des tribus voisines leur propre ravitaillement, mais n'ont plus contrôlé au bout de quelque temps les rations envoyées aux otages. Les deux revolvers ont été introduits dans la grotte lundi. Un essai avait été réalisé quelques jours auparavant avec les clefs d'une paire de menottes. Mardi, M. Pons, le ministre des DOM-TOM, a écrit aux généraux Vidal et Jérôme pour leur demander leur opinion sur une action de force. Le feu vert du premier ministre a été obtenu selon M. Pons mardi à 23 heures. La confiance pourtant semblait donner des résultats. Détenus dans l'obscurité, les gendarmes du GIGN avaient reçu l'autorisation de sortir quelques instants pour leur toilette. Mais la tension augmentait depuis quelques jours : *« La tension avait remonté la veille »*, dit le général Vidal. La veille, c'est-à-dire le 4 mai, soit au lendemain de la décision de l'attaque, lui fait-on remarquer. Le général rectifie et parle d'aggravation perceptible depuis plusieurs jours, les ravisseurs s'impatientant. Ils avaient demandé un intermédiaire, une équipe de télévision. Le capitaine Legorjus n'était par revenu depuis quatre jours à la grotte, bien qu'il ait maintenu des contacts radio avec les ravisseurs.

Sur un cahier, trouvé aux environs de la grotte, quelques mots à moitié illisibles sur des pages collées par l'humidité : *« Il est question d'un intermédiaire, d'une tente pour abriter une équipe d'Antenne 2. »* Par terre, on trouve aussi une carte d'identité appartenant à l'un des blessés, né en 1948.

Les militaires, appuyés par le GIGN, ont attaqué la plate-forme jeudi à 6 h 15, couverts par le bruit des hélicoptères pour faire diversion. La manœuvre n'a pas été aussi bien réussie que prévu, l'un des groupes d'encerclement n'ayant pas retrouvé exactement le poste de combat caché par la végétation. Entre cette première phase et l'assaut final, il s'est écoulé environ quatre heures. Le capitaine Legorjus a tenté de négocier une reddition et le gendarme mélanésien détenu dans la grotte a lui aussi essayé de parlementer. Les ravisseurs savaient, depuis 7 h 30 environ, selon le général Vidal, que les otages étaient armés. Ils refusaient de se rendre. *« On n'a plus confiance »*, a lancé un membre du commando.

Alphonse Dianou haranguait ses hommes à l'entrée de la grotte lorsqu'il a été blessé grièvement. Les soldats l'ont récupéré après l'assaut, lui ont fait une piqûre de morphine et il est mort dans l'hélicoptère. Son frère a été fait prisonnier.

CORINE LESNES.

Sauvageries

ON le pressentait. On le redoutait. On ne voulait pas le croire. On mettait certains dérapages verbaux sur le compte de la fatigue des acteurs en cette fin de campagne.

Ainsi, quand M. Charles Pasqua déclara, le jeudi 5 mai, sur Antenne 2, pour justifier l'assaut de l'armée contre les preneurs d'otages d'Ouvéa, sans finir sa phrase, que le gouvernement avait eu *« le choix entre la mort de vingt-trois Français et... »*, l'on avait souri. Le ministre de l'intérieur avait sans doute réalisé à temps qu'il risquait, en allant plus loin dans son propos, de proférer une énormité.

Puis, quand on apprit que, en visite électorale en Guadeloupe, M. Pierre Messmer venait de résumer le bilan de cette intervention militaire en disant : *« Il y a des Canaques qui sont morts mais il y aussi des Français qui sont morts »*, l'on fut enclin à l'indulgence, estimant que l'ancien premier ministre (qui rêvait naguère de faire de la Nouvelle-Calédonie *« un petit Luxembourg »*) avait commis une simple maladresse parce qu'il voulait peut-être distinguer les métropolitains des Calédoniens.

Le doute est-il encore permis après les déclarations de la même veine multipliées, jeudi soir, par M. Chirac lors de sa tournée méridionale ? Quand le premier ministre-candidat pousse son éloge de l'armée jusqu'à dire que, par la réussite de l'opération engagée à Ouvéa contre *« les rebelles »*, les *« soldats français »* tués *« ont rendu l'honneur à notre pays »*, comment ne pas avoir l'impression que dans son esprit les insurgés canaques n'appartiennent pas à la communauté nationale ?

Et quand M. Chirac dénonce ces militants du FLNKS meurtriers de quatre gendarmes le 22 avril en évoquant *« la barbarie de ces hommes, si tant est* — précise-t-il ! — *qu'on puisse les qualifier ainsi »*, comment ne pas voir dans cette appréciation la marque du jugement sommaire généralement répandu à Nouméa : les Canaques sont des sous-hommes qui ne sauraient donc être considérés que comme des sous-citoyens.

Voilà qui a le mérite de la clarté mais qui augure mal de la volonté de *« dialogue »* et de *« réconciliation »* affichée par ailleurs. Voilà qui justifie aussi les références aux droits de l'homme les plus élémentaires dès qu'il s'agit de traiter au fond le problème politique de cette Nouvelle-Calédonie *soumise* désormais à une partition de fait entre les zones contrôlées par les *« rebelles »* et celles placées sous l'autorité des *« loyalistes »*.

Tout cela mériterait d'être traité avec la dérision que méritent les effets de tribune si de pareils discours n'étaient pas de nature à conforter l'extrême droite calédonienne dans sa tentation de répondre à la violence par la violence contre *« les indigènes,* selon l'expression en usage aujourd'hui encore dans les vieilles familles de Nouméa.

Au moment où, sur place, les chefs politiques du mouvement indépendantiste sont menacés de mort, en cas de réélection de M. Mitterrand, par un mystérieux Comité national contre l'indépendance, pris au sérieux par la police, de telles outrances ne sauraient contribuer à l'apaisement. Comment ne risqueraient-elles pas, en outre, de radicaliser encore davantage, si l'on ose dire, la communauté canaque, alors que l'état-major du FLNKS appelle ses militants à la *« mobilisation générale »*.

Quel bond en arrière depuis la table-ronde de Nainville-les-Roches, en juillet 1984, quand les dirigeants canaques et leurs adversaires conservateurs s'accordaient, dans une déclaration commune, sur la nécessité de *« confirmer définitivement l'abolition du fait colonial »* !

ALAIN ROLLAT.

« Pépite »

Dans le *Quotidien de Paris* du vendredi 6 mai, Christian Charrière écrit, sous le titre « Réapprendre à frapper » : *« Elle nous émerveille, cette action de commando dans l'île d'Ouvéa, opération de nature à remuscler une âme nationale par trop d'abandons et de parjures affaiblie. »* Cette *« charge de la brigade légère »* aura permis, selon l'auteur, de *« rabaisser le caquet des minorités harcelantes »* et de montrer que *« nous sommes les enfants d'une nation guerrière dont les armées, pareilles à une eau fertilisatrice, se sont plusieurs fois répandues à la surface du monde »*. *« Il faut rendre au commando, aux soldats de choc, avec sa mission idéologique, son rôle dans la société française, qui est d'être un noyau d'énergie, une force retenue, une pépite dont l'éclat et la vibration désarment, avant même qu'il n'agisse, l'ennemi aux mille visages. »*

Cent quarante et un ans de violences

L'histoire de la Nouvelle-Calédonie est jalonnée, depuis cent quarante et un ans, de violences et de massacres. Voici quelques-unes des dates principales :

● 1847 : en juillet, un groupe de Canaques attaque la mission installée à Balade, sur la côte est : le frère Marmoitton est tué, un autre blessé ; en août, les Canaques assiègent la mission de Pouebo : l'arrivée de la corvette militaire *La Brillante* sauve les missionnaires. 4 marins blessés. Le capitaine du Bouzet dirige une opération de représailles : cases brûlées, cocotiers abattus, etc. En octobre, les Canaques tuent 8 santaliers (exploitants de bois de santal) dans la vallée des Colons, près de la future Nouméa.

● 1850 : à Balade, les Canaques attaquent *l'Alcmène :* 12 marins sont tués. Une expédition punitive s'ensuit.

● 1851 : le chef de Bondé, Tchapéa, organise l'opposition au christianisme et à la France. A Maré, massacre de l'équipage de la *Lucy-Ann*.

● 1853 : le 24 septembre, l'amiral Febvrier-Despointes *« prend possession »* de la Nouvelle-Calédonie au nom de la France. La cérémonie a lieu à Balade, devant les missionnaires et 150 Canaques convertis au christianisme. *« A partir de ce jour,* dit l'amiral, *cette terre est française et propriété nationale. »*

● 1856 : en mars, 7 chercheurs d'or tués à Houaïlou. Premier recensement de Port-de-France (futur Nouméa) : 113 militaires, 16 civils. En novembre, 4 militaires sont tués par des Canaques à la vallée des Colons. Attaques contre les missionnaires. Expédition punitive jusqu'à Yaté. En décembre, attaque et incendie de la mission de Saint-Louis par la tribu du chef Kuindo : 4 morts. Kuindo, arrêté, se soumet.

● 1857 : les chefs Jack et Kandio (tribus du Mont-d'Or) attaquent et tuent 13 Européens et 15 Canaques convertis.

● 1858 : en janvier, à Hienghène, massacre de l'équipage et pillage d'un santalier anglais. Le *Styx* vient en mission de représailles. En juin, le chef Kuindo est condamné et exécuté par sa tribu à cause de son ralliement aux Français et de la vente de terrains à une compagnie. Guerre entre les tribus de Hienghène, Wagap et Touho.

● 1860 : en janvier, incursions des Maloums sur le territoire de Païta : 2 colons et 3 femmes sont tués et mangés. En juin, attaque et incendie d'un comptoir caldoche par la tribu de Méa. Au cours d'une expédition de représailles, le chef Kari et 3 guerriers canaques sont tués.

● 1861 : en février, à Thio, assassinat du colon Damaud par la tribu de Yo. A Kuamé, assassinat d'un Européen et de 2 Canaques chercheurs d'or. En juin, expédition militaire contre la tribu de Nakety : 10 villages et 250 cases brûlées. Les Canaques se réfugient dans la montagne.

● 1865 : en juin, le colon Taillard assassiné à Wagap. En juillet, les Pouanloatché attaquent et tuent les équipages de *la Reine-des-isles* puis du côtre *le Secret* à Gatope, près de Voh. De septembre à novembre, expédition de représailles : le village de Pouanloatché est entièrement brûlé et tous ses habitants tués.

● 1867 : Port-de-France est devenu Nouméa depuis un an. En octobre, suite à la prise de leurs terres par des colons, les Canaques de la tribu de Pouébo tuent un maréchal des logis et un gendarme avant d'attaquer une maison dont le propriétaire est tué, ainsi que ses deux enfants et un serviteur canaque. Tout est dévasté dans la région par une troupe de près de 300 guerriers. 9 Canaques seront guillotinés. En décembre, à Gatope, l'équipage d'un bâtiment est massacré pour venger l'enlèvement des femmes canaques par un autre bâtiment de « frères de la côte ».

● 1868 : en mai, 10 Canaques de la tribu des Mulébés sont condamnés à mort et guillotinés. En octobre, 1 caporal et 5 soldats, venus réquisitionner des travailleurs canaques, sont tués, à Poingousse, par 25 guerriers de la tribu des Tendianou. Le colon Cesso est tué. Le colon Antonio est tué et mangé.

● 1878 : insurrection généralisée sous la conduite du chef Ataï. De janvier à décembre nombreux combats. Au total plus de 1 200 Canaques tués au cours des affrontements, sans compter les fusillés et les déportés aux îles Belep, à l'île des Pins et à Tahiti. La tête du chef Ataï, tué le 1er septembre, lors d'un guet-apens organisé avec le concours du chef Nondo, est envoyé à Paris dans un bocal de formol.

● 1879 : fin de l'insurrection. En janvier, un lieutenant tué ; le chef Niauara de Moméa fusillé ; le chef Dionnet exécuté ; le chef Gelima, à la tête des Canaques de Canala, attaque les Méarés dont le chef Naina, successeur d'Ataï, est tué. Mort du chef Daoui et de 13 guerriers dans un combat entre les Canaques de Koné et ceux de Muéo. Soumission et exil aux Belep des tribus de Ouanho, Nessadiou et Scinguié. En mai, reddition de 1 200 guerriers canaques qui seront déportés. En octobre, 4 Canaques fusillés à Houialou.

● 1897 : arrêté interdisant la vente d'armes, de munitions et d'explosifs aux Canaques.

1915 : départ du premier contingent canaque pour la Grande Guerre en métropole (700 hommes).

● 1917 : nouvelle insurrection. Un ancien bagnard tué à Pouembout ; en mai, 3 colons tués près de Koné. Attaques de plusieurs fermes. En septembre, le chef Noël attaque le poste militaire de Voh.

● 1918 : le chef Noël, dont la tête a été mise à prix, est décapité par un ancien compagnon.

● 1919 : 5 des Canaques arrêtés après l'insurrection de 1917 sont condamnés à mort ; 8 acquittements

● 1932 : décret permettant l'accession des Canaques anciens combattants à la citoyenneté française, de même qu'à ceux ayant dix ans d'armée ou de fonction publique, à condition de savoir lire et écrire le français.

● 1940 : décret astreignant les Canaques aux obligations militaires.

● 1953 : premier conseil général élu au suffrage universel. Apparition de l'Union calédonienne (UC).

● 1962 : attentats à l'explosif à l'assemblée territoriale et au local de l'UC.

● 1974 : en septembre, première manifestation publique des Foulards rouges, qui réclament une *« Calédonie libre »*. Condamnation de plusieurs dirigeants canaques.

● 1978 : conflit des Canaques avec un exploitant minier à N'Goye : les gendarmes ouvrent le feu. 14 policiers blessés au cours des affrontements.

● 1979 : en septembre, nombreuses manifestations sur tout le territoire. 3 Canaques grièvement blessés à Touho. 7 militants de Témala emprisonnés.

● 1981 : 19 septembre, assassinat à Nouméa du secrétaire général de l'Union calédonienne, Pierre Declercq, d'origine européenne.

● 1983 : en janvier, 2 gendarmes sont tués, et 4 autres blessés par des Canaques, près de Koindé. En mai un jeune mélanésien est tué d'un coup de fusil par un Européen.

● 1984 : en octobre, nombreux barrages indépendantistes sur les routes du territoire avant les élections régionales boycottées par le FLNKS. En novembre, séquestration à Lifou du sous-préfet des îles Loyauté. 4 CRS tués par balles. Mort d'un Européen et d'un Canaque lors d'une fusillade près de Bondé. En décembre, près de Hienghène, 10 militants du FLNKS, dont les deux frères de M. Tjibaou, sont tués au cours d'une embuscade tendue par un groupe de métis « loyalistes ».

● 1985 : le 11 janvier, un jeune caldoche de dix-sept ans est tué par un Canaque en brousse. Le 12 janvier, le « chef de guerre » du FLNKS, Eloi Machoro, et l'un de ses lieutenants, Marcel Nonnaro, sont abattus par les tireurs du GIGN. Le 21 janvier, la mine de nickel de Thio est ravagée par un groupe d'indépendantistes. En mars, un gendarme est tué d'un coup de machette. Le 8 avril, une enseignante d'origine européenne est tuée à coups de pierre.

● 1987 : le 22 août, à Nouméa, dispersion brutale d'une manifestation pacifique organisée par le FLNKS. Le 13 septembre, référendum d'autodétermination boycotté par le mouvement indépendantiste. Le 30 septembre, 2 gendarmes tués de plusieurs coups de feu dans la tribu de Tiaoué. Le 29 octobre, les 7 auteurs de l'embuscade de Hienghène sont acquittés par la cour d'assises de Nouméa. Le 6 novembre, à la tribu de Saint-Louis, un jeune canaque est tué par les gendarmes lors d'une opération de police judiciaire.

● 1988 : le 22 février, à Poindimié, un groupe de Canaques attaque une vingtaine de gendarmes et en garde 9 en otages pendant douze heures. Le 22 avril, sur l'île d'Ouvéa, un « commando » du FLNKS attaque la brigade de gendarmerie de Fayaoué, tue 4 gendarmes et en prend une trentaine d'autres en otage. Le 24 avril les élections régionales sont boycottées par le FLNKS. Le 5 mai, l'armée et les services secrets donnent l'assaut à la grotte où ce « commando » détient toujours 23 otages, dont le commandant du GIGN et un magistrat : 19 indépendantistes canaques sont tués, ainsi que 2 agents de la DGSE. Les otages sont libérés sains et saufs. Le FLNKS appelle à la *« mobilisation générale »*.

Politique

Les milieux politiques partagés sur le recours à la manière forte à Ouvéa

M. Soisson favorable à l'annulation des élections régionales

M. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, délégué national de l'UDF aux DOM-TOM, a répondu à nos questions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

« Que pensez-vous de la libération par la force des gendarmes d'Ouvéa ?

– Les deux piliers de l'Etat républicain sont le corps préfectoral et la gendarmerie. Quand l'un ou l'autre est menacé, il doit être défendu. Les gendarmes d'Ouvéa devaient donc être libérés. Il faut que le FLNKS comprenne qu'aucune négociation ne pouvait être engagée tant que des gendarmes étaient retenus en otage.

» Comme l'a déclaré à Lyon Raymond Barre : *« Il était indispensable » que l'ordre de la République soit » rétabli, que les lois de la Républi- » que soient respectées »*. Elles doivent l'être par tous et de la même façon par toutes les communautés.

» Lors du débat sur le statut du territoire à l'Assemblée nationale, le 23 novembre 1987, j'avais mis en garde M. Bernard Pons contre le risque qu'il prenait, contre le danger que représentait l'organisation d'élections régionales avant l'élection présidentielle. J'avais souhaité, au nom de l'UDF, que soient d'abord recherchées les voix de l'apaisement. Je regrette de n'avoir pas été entendu, comme je regrette la voie suivie par le FLNKS.

« Eviter la guerre »

– Dans ces conditions, quelle politique pourrait être demain engagée ?

– La guerre de Calédonie n'est pas une fatalité. Le prochain gouvernement devra tout mettre en œuvre pour l'éviter. Il faut que la négociation s'engage. Elle sera plus difficile qu'elle ne l'a jamais été. Elle suppose l'existence sur le territoire d'un fort pouvoir d'Etat. Comme je l'avais déclaré le 8 juillet 1986 à l'Assemblée nationale, *« dans une période transitoire, il appartient à l'Etat de conduire le développement et de rapprocher les communautés »*.

» Sans doute l'enchaînement des événements amènera aussi à décider l'annulation des élections régionales, la modification des limites territoriales, à reconnaître à la communauté mélanésienne la possibilité d'organiser sa promotion dans le cadre de régions ayant une réalité économique.

– Quelles répercussions, à votre avis, la crise calédonienne peut-elle avoir sur la politique intérieure ?

– L'opinion publique ne s'intéresse à la Calédonie – comme à l'outre-mer d'ailleurs – que lorsque survient un drame. Il faut lui expliquer que la France ne saurait se limiter à la seule métropole : l'outre-mer apporte à notre société une autre respiration. Les communautés multiraciales qui la composent sont par définition des sociétés de tolérance et d'ouverture, dès lors qu'elles sont acceptées dans leurs différences.

» Oui, il faudra panser les plaies en Nouvelle-Calédonie. Il faudra accepter l'évolution politique, économique et sociale pour que soient préservées les chances de la présence française dans le Pacifique sud. »

Propos recueillis par
DANIEL CARTON.

La violence et le dialogue

La force ayant pesé de tout son poids, chacun appelle à l'ouverture du « dialogue » en Nouvelle-Calédonie. C'est le seul point qui réunit tous ceux qui ont réagi à l'intervention militaire d'Ouvéa. Car, pour le reste, les appréciations sur la méthode choisie par le gouvernement et sur les causes de cette situation sont, bien entendu, entièrement divergente.

Le commentaire le plus attendu était celui de M. François Mitterrand qui, constitutionnellemnt, chef des armées, ne pouvait pas avoir été laissé en dehors de la préparation de l'opération, mais qui a toujours manifesté son désaccord total avec M. Jacques Chirac sur le dossier calédonien.

Interrogé sur Europe 1, le jeudi 5 mai, le président-candidat a d'abord déclaré : *« Je n'ai pas de joie. C'est une affaire très douloureuse. J'ai toujours préféré l'autre voie, l'autre moyen, c'est-à-dire le moyen de la conciliation et de la médiation. »* Puis, il a fait le récit de la préparation de l'opération vue de l'Élysée. *« Dans cette situation très simple, le premier devoir est de libérer les otages. J'ai préconisé la conciliation, et lorsqu'il a été question, faute de celle-ci, de parvenir à une opération de type militaire, j'ai demandé toutes les garanties possibles et imaginables, c'est-à-dire des rapports écrits des chefs militaires responsables pour qu'ils étudient absolument tous les aspects d'une question aussi difficile. Tout le temps que ces rapports ont laissé entendre que l'opération était très coûteuse en vies humaines, elle a été refusée. J'ai donc besoin maintenant de vérifier par un dossier les conditions dans lesquelles l'action s'est déroulée très loin d'ici, hors de ma vue et de mon contrôle direct. »*

M. Mitterrand a ensuite longuement développé son analyse d'une situation qu'il a qualifiée de *« coloniale »*, faisant remarquer que, sous les gouvernements socialistes, des terres avaient été rendues aux Canaques, alors que la plus grande partie des distributions opérées par l'office foncier depuis 1986 avaient profité à des Européens. Pour lui, si *« les caldoches ont le droit, naturellement (...), de rester dans leur patrie, d'y vivre, d'y exercer toutes les compétences et les responsabilités de citoyens (...), les Canaques aussi. Or, aujourd'hui, le système colonial veut que l'ethnie plus minoritaire que l'autre, d'origine européenne, tienne absolument tous les leviers de commande et surtout tous les leviers de commande économiques »*.

Comme on lui faisait remarquer que le RPR l'accusait d'avoir des liens privilégiés avec M. Tjibaou, le président a répliqué que, depuis 1981, il avait reçu six fois celui-ci et cinq fois les représentants des autres communautés.

L'autre responsable de l'exécutif, M. Jacques Chirac, a surtout rendu hommage aux armées, lors de ses meetings électoraux, et dans ses messages à M. André Giraud, ministre de la défense, à M. Bernard Pons, ministre des DOM/TOM, à qui il a adressé *« ses chaleureuses félicitations »*, et au général Vidal, commandant supérieur des forces armées en Nouvelle-Calédonie : *« Je vous demande de transmettre à tous ceux qui ont participé au succès de cette action délicate la satisfaction du gouvernement. Je m'incline devant le sacrifice des deux militaires tués au cours de cet engagement, et je forme des vœux de prompt rétablissement pour les blessés. »*

A Marseille, M. Chirac a justifié cette intervention militaire, car il n'admet pas que *« des gens se réfugient dans la violence pour bafouer les valeurs qui font de notre pays un pays civilisé »*. A Lyon, après avoir remercié l'armée d'*« avoir rendu à notre pays son honneur »*, il a ajouté : *« J'appelle tous les Calédoniens responsables, quelles que soient leurs origines et quels que soient leurs engagements, à s'engager ensemble sur la voie de la compréhension mutuelle, du dialogue et de la résolution pacifique des problèmes qui se posent. »*

M. Barre : Tristesse

Ce dernier passage a dû être approuvé par M. Raymond Barre, mais le reste... Car l'ancien candidat avait, lui, déclaré : *« Il était indispensable que l'ordre soit rétabli en Nouvelle-Calédonie, et que les lois de la République y soient respectées. Mais vous comprendrez qu'étant donné mon équation personnelle, mon attachement aux départements d'outre-mer, je puisse éprouver quelque tristesse devant tant de vies perdues. Je formule le vœu que, dans le respect des lois de la République, il puisse y avoir en Nouvelle-Calédonie un retour à la paix, au dialogue entre les communautés, au développement économique, social et humain, meilleures garanties de la présence de la France sur ce territoire du Pacifique. »*

Réagissant à cette déclaration au journal d'Antenne 2, à 13 heures, M. Charles Pasqua fut sans nuance : *« On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs (...). Lorsque les négociations n'aboutissent pas, on doit à ce moment utiliser tous les moyens pour que force reste à la loi. On peut toujours se lamenter, ça ne sert à rien. »*

D'anciens supporters de M. Barre ne trouvent rien à redire à cette opération. Ainsi M. François Léotard, lors d'un meeting à Grenoble a asséné : *« Quand on provoque la violence dans une région qui s'est toujours prononcée démocratiquement pour la France, on récolte la violence. Pour ma part, j'ai toujours préféré l'isoloir à la machette. »* Quant à M. Alain Madelin, il s'est déclaré *« très fier »* d'appartenir à ce gouvernement, et M. André Rossinot a jugé : *« L'autorité de l'Etat a été rétablie dans des conditions conformes à la loi de la République. Tous les démocrates s'en réjouissent. »*

Sur ce point, au moins, la droite reçoit le soutien de l'extrême droite. M. Jean-Marie Le Pen a, en effet, souligné sur RMC : *« En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement a fait ce que j'aurais fait. »*

A gauche, en revanche, les réactions sont beaucoup plus mitigées. Sur RTL, M. Michel Rocard s'est déclaré satisfait qu'*« une prise d'otages ait pris fin »*, mais a ajouté : *« Quand on méprise les autres, quand on les rejette vers les mauvaises terres (...), on les accule à disparaître ou à devenir des délinquants violents. »* Sur Europe 1, il a précisé : *« Les chances d'un retour à la sérénité et au dialogue passent par la victoire de M. François Mitterrand. »*

M. Laurent Fabius a été plus brutal, parlant à Evreux d'un *« carnage »*. Quant à M. Michel Delebarre, il a fait remarquer à Aurillac : *« Nous avions ramené la paix en Nouvelle-Calédonie par le dialogue (...). Jacques Chirac est le porte-parole et l'artisan d'un colonialisme ringard, qui se situe à l'inverse du message gaulliste. »*

M. Jospin : Bonheur à la « une » sang à la « deux »

Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, mêlant la libération des otages du Liban et de Nouvelle-Calédonie, a déclaré jeudi soir : *« Bonheur à la « une », sang à la « deux ». Jacques Chirac et son équipe travaillent l'opinion en force dans une formidable tentative de manipulation de cette fin de campagne. »* Il a ajouté : *« La politique de Bernard Pons et de Jacques Chirac débouche sur des affrontements graves entre Français. »*

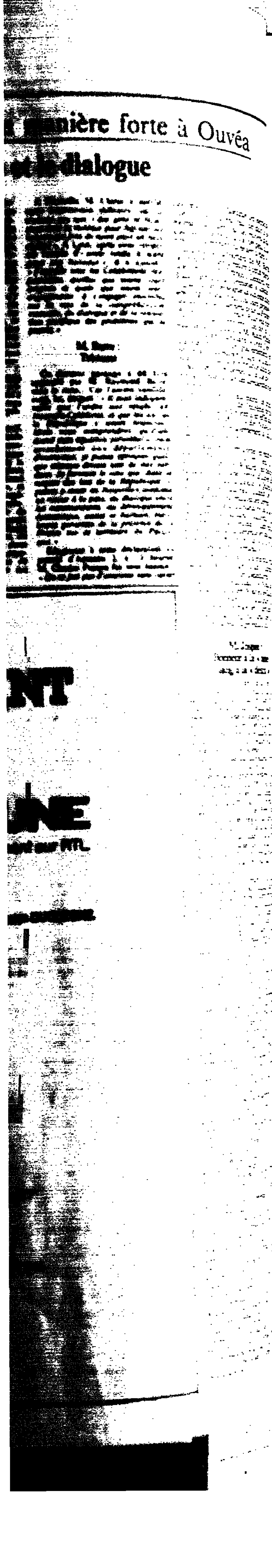
A la gauche du PS, on est encore plus net. A Corbeil-Essonnes, Georges Marchais a affirmé : *« Chirac et Pasqua ont obéi à Le Pen, qui avait réclamé qu'on règle le problème à coups de fusils. »* Dans un communiqué, le PSU accuse le gouvernement de mener *« une politique coloniale bestiale en Nouvelle-Calédonie »*, et s'en prend *« au mythe de l'intégrité territoriale »*.

Dans les milieux syndicaux, les réactions sont tout aussi divergentes. Les syndicats de policiers proches de la droite se félicitent de l'action du gouvernement, que l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USCP) juge *« courageuse »*. La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) constate que *« la fermeté est toujours payante »*. La CGC, elle aussi, l'approuve, en parlant de sa *« satisfaction »* après la libération des gendarmes. En revanche, la CFDT condamne *« le refus permanent du gouvernement Chirac de reconnaître l'identité du peuple canaque »*. Quant à la CGT, elle demande l'*« ouverture immédiate »* de négociations permettant *« une solution politique répondant à l'aspiration légitime du peuple canaque à l'indépendance »*. Le SNI-PEGC et le SNES demandent, l'un et l'autre, l'ouverture *« du dialogue »*, après que le second eut estimé que les événements étaient l'aboutissement d'une *« logique de guerre coloniale »*.

Les autorités protestantes sont tout aussi critiques. Ainsi, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, liant la libération des otages du Liban et de Nouvelle-Calédonie, constate que *« celle des uns fait l'objet de longues et délicates négociations, celle des autres s'arrache brutalement au prix de la vie de nos dix-sept concitoyens »*. Quant à la CIMADE, elle *« demande et exige l'arrêt immédiat des opérations militaires [...], l'ouverture de véritables négociations prenant en compte les revendications légitimes du peuple canaque »*. Le MRAP a une position identique, ainsi que la Ligue des droits de l'homme, dont le président remarque que *« le gouvernement a voulu faire le forcing avant le scrutin de dimanche, et cela a abouti à un bain de sang prévisible »*.

Le candidat des Verts, M. Antoine Waechter, a trouvé la formule la plus brutable dans sa simplicité : *« La France se comporte en Nouvelle-Calédonie comme les colons anglais face aux Sioux. Cela montre que la vie humaine n'a pas la même signification selon que l'on est Blanc ou Mélanésien. »*

Th. B.



Politique

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Les socialistes se défient d'une expérience de « troisième force »

M. François Mitterrand a affirmé, le jeudi 5 mai sur Europe 1, que *« les socialistes ont un droit éminent de l'aider à former un gouvernement, auquel seront associées des personnalités* [extérieures au PS] *pas forcément parlementaires. »* Le président-candidat a observé que, *« dans l'état actuel des choses, il sera difficile de trouver une traduction parlementaire »* à cette ouverture, car *« les membres de la majorité* [ont] *un amour-propre légitime pour ne pas donner le sentiment de changer de bord ».*

Avant que le double dénouement des affaires d'otages ne vienne brouiller les cartes, les socialistes ne s'inquiétaient guère de l'échéance du 8 mai. L'après 8 mai, en revanche, suscitait déjà diverses interrogations – voire inquiétudes – que pourrait avoir dissipées, en partie, l'intervention de M. François Mitterrand sur Europe 1, jeudi, à condition que des déclarations ultérieures du président ne viennent pas, de nouveau, nourrir le doute.

Quelles sont les intentions réelles de M. Mitterrand s'il est réélu ? Dans la mosaïque d'opinions et de sensibilités qui compose le PS, le sentiment dominant est le suivant : entraîner rapidement le parti sur les chemins de la reconstruction d'une « troisième force » – c'est-à-dire un renversement d'alliances officiel et institutionnalisé – lui ferait courir le risque de l'éclatement. Dans tous ses textes, le PS réaffirme son refus d'une alliance avec la droite.

Les socialistes veulent donc croire – sans en être tout à fait sûrs – que M. Mitterrand saura jusqu'où ne pas aller trop loin dans cette voie. Le président-candidat, au demeurant, a tenu jeudi un discours propre à les tranquilliser : tout en renouvelant sa certitude d'une *« recomposition »* du paysage politique – à terme – à la suite de sa réélection, tout en annonçant, de nouveau, une large ouverture du gouvernement, il n'a pas semblé désireux de bousculer, dans l'immédiat, des lignes de frontière parlementaires « cristallisées ». D'autant qu'il en admet la difficulté pour l'instant.

Or le PS, s'il frémit à l'idée d'une alliance de gouvernement avec le centre ou une partie de la droite, s'est désormais rangé, sous l'effet de la patiente pédagogie mitterrandienne, à l'idée d'un gouvernement qui ne soit socialiste homogène. Quant au choix des hommes, le président, là encore, a pu rassurer le PS en affirmant, jeudi, qu'il choisirait des personnalités *« pas forcément parlementaires »* et en ajoutant : *« Je dis à ceux qui sont dans l'actuelle majorité et qui pourraient être tentés de réfléchir après le 8 mai : « Ne vous essoufflez pas, on a le temps. »*

La « stirnisation »

De toute façon, M. Pierre Méhaignerie, ministre CDS, répète qu'il n'est pas candidat à la « stirnisation » (allusion à l'itinéraire de M. Olivier Stirn, ancien secrétaire d'Etat de M. Valéry Giscard d'Estaing, devenu membre du PS). Il avait de nouveau écarté, mercredi, à Toulouse, l'idée de ministres centristes dans le nouveau gouvernement de M. Mitterrand. Ironie de l'histoire : mercredi encore, M. André Laignel, l'un des anciens symboles du « sectarisme » socialiste, expliquait, dans *le Quotidien de Paris*, que Mme Simone Veil était une femme très fréquentable... le jour même où ladite Mme Veil faisait savoir qu'elle voterait pour M. Chirac.

Il serait, enfin, difficile d'attirer au gouvernement des élus significatifs, membres d'une autre formation que le PS, sans leur offrir des garanties sur leur avenir. Autrement dit, dans la perspective des élections cantonales de septembre 1988, puis municipales de mars 1989, le PS devrait remettre à plat sa politique d'alliances locales, ce qui n'est pas une mince affaire et engage l'avenir.

De son côté. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a trouvé, mercredi sur France-Inter, un moyen astucieux de régler une partie du casse-tête de l'*« ouverture »*. Il propose tout simplement que le PS s'ouvre aux radicaux de gauche, aux gaullistes de gauche, aux anciens communistes, etc., afin de constituer *« une force plus large encore »*.

L'engagement présidentiel, à pas comptés dans la voie d'une « recomposition » du paysage politique, semble aller dans le sens d'une dissolution de l'Assemblée nationale, ce qui répond au souhait de la plupart des dirigeants socialistes, si le score de M. Mitterrand, le 8 mai, le permet. M. Jospin résumait un sentiment répandu lorsqu'il affirmait mercredi : *« Si François Mitterrand était élu président – surtout s'il l'était avec une majorité significative, – on n'imagine pas tout à fait qu'il remettrait les clés de la victoire dans les mains de ceux qu'il aurait battus ».*

Au demeurant, M. Jospin – qui est habituellement un fidèle interprète de la pensée du président, – affirme, en privé, qu'il ne faut pas prendre M. Mitterrand au pied de la lettre lorsque celui-ci ne paraît pas enthousiaste à l'idée d'une majorité absolue PS. Mais, tout comme le président, l'ensemble des socialistes pensent aujourd'hui qu'une telle majorité impliquerait à l'Assemblée, une attitude moins triomphaliste qu'au début du précédent septennat. A la limite, une majorité absolue apporterait plus une sécurité qu'elle ne répondrait à un souhait. C'est, par exemple, ce que pense M. Laurent Fabius.

Autre indice propre à rassurer les socialistes sur les intentions de M. Mitterrand : le président s'est démarqué de M. Rocard, qui souhaite montrer, au fil de la pratique politique quotidienne, que de nouvelles convergences existent, avant d'en tirer des conséquences institutionnelles. M. Mitterrand a discerné là une intention *« généreuse »*, mais pas très réaliste.

Dernière interrogation majeure de l'après-8 mai pour les socialistes : l'attitude à adopter face à M. Le Pen. Après que son candidat en eut tiré les bénéfices au premier tour, le PS s'inquiète de la progression du FN et ne sait plus trop qu'en penser. La réponse en termes de *« demande sociale »* est-elle suffisante ? Un débat là-dessus est en train de s'engager, au Parti socialiste.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

M. Rocard : « Ceux qui ont voté Hitler en 33... »

M. Michel Rocard, lors d'un meeting, le jeudi 5 mai à Paris (11e), a rappelé que le *« malaise »* que représente le résultat de Jean-Marie Le Pen au premier tour des élections présidentielles appelle *« le traitement social de l'électorat Le Pen »*, ce qui impose de *« partir du concret et de l'aborder avec un esprit d'ouverture, de réalisme et de dialogue »*.

Mais l'ancien ministre socialiste s'est aussi adressé directement aux électeurs populaires du Front national en estimant *« qu'ils se sont fourvoyés »*.

« Les problèmes qu'ils rencontrent (...) a souligné M. Rocard, *sont les mêmes que ceux des autres Français »*. Le député des Yvelines a lancé aux *« Français qui veulent protester : qu'ils s'abstiennent ! qu'ils votent nul, ou s'ils y tiennent, qu'ils votent blanc, mais qu'ils ne votent pas raciste »*. *« Leur message de protestation »*, a-t-il poursuivi, *« aurait été aussi clairement entendu (...) et cela aurait éviter de donner une emprise accrue à qui en fera forcément mauvais usage »*.

Tout en rappelant que parmi les électeurs du Front national, *« il y a sans doute de braves gens »*, M. Rocard n'a pas hésité à les comparer à *« ceux qui ont voté Hitler en 33 »*, tout en affirmant *« qu'ils ont été les premiers d'abord à regretter ce qui s'est passé ensuite, puis à en être eux-mêmes en fin de compte victimes »*. Je leur dis simplement, a conclu M. Rocard : *« réfléchissez-y avant »*.

Des syndicalistes d'horizons divers appellent à voter pour M. Mitterrand

Trois cent cinquante-six syndicalistes ayant des responsabilités nationales, régionales et départementales dans différentes organisations (CGT, CFDT, FEN, FO, Fédération générale autonome des fonctionnaires, UNEF-ID et UNEF-SE) ont, sous le titre « Unité 88 » lancé, un appel à voter *« à gauche »* au deuxième tour de l'élection présidentielle : *« Pour nous, syndicalistes, notre action est synonyme de progrès, de justice, de solidarité et de liberté ; elle rejoint les valeurs qui sont celles de la gauche. C'est pourquoi, pour nous, la droite et la gauche ce n'est pas pareil. »*

Le texte de ces syndicalistes d'horizons politiques divers (PS, PC, Ligue communiste, « rénovateurs », sans parti), qui avaient déjà appelé à voter à gauche au premier tour, se poursuit ainsi : *« C'est dans l'unité qui rassemble, sur des revendications convergentes et mobilisatrices, que le syndicalisme prouvera son efficacité. Le résultat de l'élection présidentielle ne peut lui être indifférent. »* Les signataires appellent les salariés *« à faire barrage aux idées de l'extrême droite, qu'elles soient explicites dans ses propres rangs ou implicites dans les alliances transparentes ou non avec la droite »*. *« Pour tout cela, nous syndicalistes, appelons les salariés à confirmer sans réserve leur choix au deuxième tour : à gauche. »*

Parmi les signataires figurent les deux membres socialistes du bureau confédéral de la CGT, MM. Daniel Angleraud et André Deluchat, et des responsables nationaux de la FEN comme MM. Louis Astre, Guy Le Neouannic et Jean-Paul Roux.

De leur côté, alors que leur confédération s'est abstenue de prendre position, plusieurs organisations de la CFDT ont appelé à voter pour M. François Mitterrand au second tour. La CFDT-Assurances appelle à reconduire M. Mitterrand à la tête de l'Etat, *« tout en étant consciente que le pouvoir politique ne peut à lui seul apporter toutes les réponses sans un mouvement social et syndical fort »*. L'Union régionale CFDT de Basse-Normandie appelle *« à voter Mitterrand en mettant en garde contre toutes recompositions politiques au centre sans rupture avec les pseudo-solutions libérales, qui seraient tout aussi impuissantes à contrer la montée du Front national »*.

Pour l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFDT, *« le 8 mai, au moment de déposer son bulletin dans l'urne, chacun d'entre nous refusera d'apporter sa voix à un candidat qui se risquerait à encourager un courant fascisant »*. Pour la fédération des banques CFDT, il faut *« tout faire pour que Chirac soit battu »*.

La CFTC, la CGC et FO ont affirmé qu'ils ne donnaient pas de consigne de vote pour le second tour. Dans un éditorial de *FO-Hebdo*, M. André Bergeron invite le futur gouvernement à *« prendre conscience »* du problème posé par le score du Front national : *« Ceux qui subissent les conséquences de difficultés de toutes sortes finissent par avoir le sentiment que plus personne ne les écoute. Et c'est ainsi qu'ils perdent confiance dans les partis politiques traditionnels et, d'une certaine manière, dans le mouvement syndical. Alors, ils se tournent ailleurs avec toutes les conséquences qui, à terme, peuvent en résulter. »*

● M. Edouard Chammougon député (app. RPR) de Guadeloupe refuse le vote Chirac. – Les déclarations de M. Charles Pasqua sur ses « valeurs » communes avec le FN n'ont pas été appréciées par M. Edouard Chammougon, député (app. RPR) de Guadeloupe, qui a décidé de ne pas appeler à voter pour le premier ministre pour le second tour. *« Je suis un député noir antillais (...) qui se hérisse contre ce racisme inné et cette xénophobie, et je refuse par conséquent de suivre cette majorité que j'ai toujours défendue. »*

Politique

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Les VUES *de Raymond Depardon*



Jeudi 5 mai, 17 h 30

Hôtel de Ville de Paris,
Bernadette Chirac.
Elle raccompagne Mme Georges Pompidou
venue regarder une exposition
de jeunes peintres.
Elles ont parlé des otages et d'art.
Mercredi, elle était avec son mari
à Strasbourg
vendredi, à Clermont-Ferrand,
pour le dernier jour de la campagne.
Le regard clair, toujours très élégante,
elle porte cet après-midi
un tailleur de chez Guy Laroche.
Attentionnée, elle me dit en partant :
« Soyez prudent
avec votre vélo dans Paris. »

La présidence au poker

(Suite de la première page.)

Le pays enfin sort divisé des derniers jours d'une campagne nauséeuse. Le miroir aux alouettes de la cohabitation, déjà fêlé, s'est soudain brisé le 28 avril lors du face à face télévisé entre le premier ministre et le président de la République. Pendant deux ans, les Français s'étaient peu à peu imprégnés de l'idée qu'ils vivaient, grâce à la cohabitation, dans une démocratie adulte, moderne. Un président de gauche et un premier ministre de droite avaient appris, pensait-on, à vivre ensemble sans haine et sans crainte. Et voilà que la cohabitation s'est effondrée sous les coups bas, les faux procès et les injures dont le camp de M. Chirac porte une bonne part de la responsabilité.

Voilà qu'à la veille de l'élection du président de la République au suffrage universel, scrutin qui est l'acte-symbole de la Vᵉ République, une manifestation s'organise, place de la Condorde la mal-nommée, pour... la défense de la Vᵉ République. Soudain resurgissent les mauvais prophètes qui considèrent que la gauche est, par nature, illégitime et son représentant un usurpateur.

Un objectif illusoire

Voilà qu'une opération militaire est décidée, alors que, selon l'Elysée, s'organisait une médiation qui impliquait un consensus entre le président de la République et le premier ministre. Nul ne peut assurer qu'elle aurait réussi, mais il eût mieux valu la tenter pour que chacun gardât encore quelque foi dans les vertus du dialogue.

Comment penser que l'opération d'Ouvéa n'était pas fondée sur un objectif simple : drainer, sous le coup d'une émotion forte, un électorat indécis, ceux des électeurs de M. Le Pen tentés par l'abstention ?

Cet objectif est pourtant illusoire car M. Chirac n'est plus assez fort aujourd'hui pour ramasser cette mise-là, qui, à terme, peut remplir à nouveau les poches de M. Le Pen. Le premier ministre, au fond, essaie de rejouer l'histoire qu'il connaît, en pensant que les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets : on joue sur un réflexe national, sur un réflexe d'ordre, en présentant la Nouvelle-Calédonie comme une Algérie *new look*. Manque simplement à l'appel de Gaulle lui-même.

Plus grave : qui ne voit qu'une telle façon d'agir discrédite – à terme bien sûr, car dans l'immédiat M. Chirac profitera de ce sursaut – la politique et ceux qui la font. Or l'histoire montre que le discrédit de la politique profite d'abord à l'extrême droite.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Ceux qui se sont « exprimés » au premier tour doivent « décider » dimanche prochain

déclare M. Chirac à Marseille

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Tout au long de son périple du jeudi 5 mai – Lyon, Ajaccio, Marseille, – M. Jacques Chirac a semblé revivre cette nuit pendant laquelle, *« sur* [son] *ordre »*, les militaires avaient *« engagé une action contre les rebelles et les terroristes, en Nouvelle-Calédonie, afin de libérer les otages français pris par surprise et sauvagement traités »*. Le premier ministre a rendu hommage à l'armée et, particulièrement, aux *« deux soldats français »* tués, qui *« par leur courage et leur sacrifice ont rendu l'honneur à notre pays »*.

A Lyon, en réponse aux *« vies perdues »* déplorées par M. Raymond Barre, M. Chirac a parlé des deux soldats tués et de ceux qui ont été blessés, *« à l'issue d'une opération menée par une poignée de terroristes qui ont été neutralisés »*. Il a ajouté : *« Je partage sans réserve le propos de Raymond Barre sur la nécessité d'un effort de développement, de dialogue. J'appelle tous les Calédoniens responsables, quelle que soit leur origine et quels que soient leurs engagements, à s'engager ensemble sur la voie de la compréhension. »* Pour le premier ministre, cependant, comme il l'a dit le soir à Marseille, les indépendantistes qui avaient mené l'opération d'Ouvéa sont des *« rebelles »* et des *« terroristes »*, et il a dénoncé *« la barbarie de ces hommes, si tant est qu'on puisse les qualifier ainsi »*.

« Ma volonté, a-t-il déclaré à Ajaccio, *c'est celle de l'ouverture et du dialogue, mais je ne négocierai jamais quoi que ce soit sous la contrainte »*. Qualifié, à Marseille, par M. François Léotard, de *« capitaine courageux »*, M. Chirac a répété ce qu'il venait de dire en Corse : *« Je n'admettrai pas, ni en Nouvelle-Calédonie ni ailleurs sur le territoire de la République, que des gens se réfugient dans la violence. »*

Le premier ministre s'est félicité de la libération des otages du Liban, en regrettant la mort de Michel Seurat et en formulant une pensée pour les otages étrangers, pour la libération desquels *« la France pourra agir, car c'est, aussi, notre problème »*. La promesse qu'il s'était faite lorsqu'il avait été nommé premier ministre a été tenue. *« J'avais dit*, a souligné M. Chirac, *que je gouvernerai jusqu'au dernier jour et que personne ne mettrait en cause mon autorité de chef du gouvernement. Chacun doit savoir que, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, la France sera gouvernée jusqu'à la nomination du prochain premier ministre. »*

Tous les moyens nécessaires

Cette autorité, M. Chirac l'a affirmée à Ajaccio, devant plusieurs centaines de ses partisans enthousiastes, en observant qu' *« il y a un problème en Corse »* et que *« la réponse se trouve, d'abord, dans un développement économique harmonieux »*, mais en appelant, aussi, les élus à s'aviser que *« les jeunes générations doivent être comprises »*, de même que l' *« identité »* de la Corse doit être *« respectée »*. *« Ceux qui contestent, quelle que soit la nature de leur contestation, ont le droit d'être écoutés et entendus »*, a dit M. Chirac, mais, face à ceux pour qui *« la violence sert de réflexion »*, il faut *« assumer tous les moyens nécessaires pour que soient respectées la dignité, la liberté et la sécurité de chacun »*.

M. Chirac est prêt à tous les efforts d'aide économique et fiscale, mais, a-t-il souligné, *« cela ne servirait de rien si quelques-uns, ici, avec, hélas ! la complicité de beaucoup – c'est une des faiblesses de la Corse – créaient un climat incompatible avec le développement »*. *« Tous ensemble*, a-t-il conclu, *nous devons engager l'effort nécessaire pour ramener ou réduire quelques égarés. »*

A Marseille, devant une assistance de plusieurs milliers de personnes qui lui ont réservé un accueil délirant, M. Chirac a observé qu'il reprend à son compte *« les principales propositions de Raymond Barre »*. *« C'est d'un projet commun que je me sens, aujourd'hui, porteur »*, a-t-il affirmé. Puis il s'est adressé à ceux qui, ayant pu *« s'exprimer dimanche dernier »*, vont devoir *« décider dimanche prochain »*, notamment à ceux que préoccupe la défense de *« l'identité nationale »*. Il a dénoncé l'*« escamotage »* des vrais débats auquel M. François Mitterrand se livre, selon lui, en voulant rassembler autour de lui contre *« le Front national »*, courant qu'il a *« créé et amplifié »* par sa politique, pendant cinq ans, et en établissant le scrutin proportionnel.

« Je suis un homme de dialogue, de concertation, mais je suis un homme allergique à tous les oukases, d'où qu'ils viennent, et je n'ai pas l'intention d'en recevoir de gens pour lesquels, de surcroît, je n'ai ni estime ni respect », a déclaré M. Chirac, avant d'appeler les jeunes à se mobiliser pour créer *« une société de confiance, ouverte sur le monde, ouverte sur l'Europe, ouverte sur les autres »*.

P. J..

L'ivresse

On aurait pu parier, mais c'était pari perdu d'avance. Jacques Chirac n'a pas résisté, ou si peu, à l'ivresse de se faire accompagner, tout au long de sa journée électorale, par les fantômes des otages de Beyrouth, de *« celui qui n'est pas revenu, Michel Seurat »*, des gendarmes d'Ouvéa et des mystères entourant encore l'opération militaire de Nouvelle-Calédonie.

Et aurait-il voulu oublier, s'abstraire, que les foules rencontrées à Lyon, à Ajaccio ou à Marseille l'auraient sans doute paré de l'aura d'une nuit riche en rebondissements. Les supporters du premier ministre-candidat ont placé, jeudi, leur espoir de victoire dans les émotions fortes des dépêches d'agence. Aurait-il voulu négliger l'occasion qu'on l'aurait sans doute accueilli quand même comme un général d'armée au retour d'un combat gagné.

Plus qu'un autre, Jacques Chirac est sans doute sensible aux atmosphères de liesse et de souffle. Il s'y laisse entraîner. A Lyon, seule la présence de Raymond Barre au « déjeuner républicain » a freiné, un temps, sa fougue. Le candidat de l'UDF avait, dans son rappel des événements de Nouvelle-Calédonie, mêlé *« tant de vies perdues »*, canaques et militaires unis dans un même drame. Le candidat de la majorité ne pouvait pas faire moins que de s'en tenir, pour quelques heures encore, à cette pondération. Dans la salle de presse, voisine de sa tribune, défilaient encore les images du retour des otages. On commentait le sobre récit de Jacques Chirac, premier ministre, à l'aéroport de Villacoublay.

Mais cette résistance du flegme et de la convenance ne pouvait être que de courte durée. Ajaccio et la Corse se prêtaient mal à la part des choses. Galvanisé malgré une nuit de veille, dopé par ce court brutal d'une histoire précipitée, Jacques Chirac épousait alors les attentes mythologiques de la foule insulaire. Déjà, il n'évoquait plus l'action des gendarmes d'Ouvéa, mais celle des *« militaires français »*, comme si la France des quatre continents, une France des songes coloniaux, revenait visiter, habiter le candidat avant le second tour de l'élection présidentielle.

Pour les Corses, il retrouvait une langue d'un autre âge, des images enfouies. Il brassait les actions de gloire des siècles passés. *« Lorsqu'il s'agit de l'honneur et de la grandeur de la France, [...] il y a toujours eu des Corses pour se mobiliser plus que les autres. »*

Et puis, comme l'occasion était décidément trop belle, Jacques Chirac choisit de rendre confiance aux insulaires lassés de leur propre violence. La Nouvelle-Calédonie devenait la menace exemplaire qui attendait les extrémismes, là ou ailleurs. *« Nous ne sommes pas en Corse, dans une jungle de civilisation [...]. »* Il était prêt, fort des événements de la nuit, à *« utiliser les moyens nécessaires, tous les moyens nécessaires pour que soit respectée la liberté de chacun »*. La Corse chiraquienne comprenait ; elle appelait même de ses vœux d'autres opérations d'Ouvéa. L'assaut. Le feu. La gloire. Jeudi, Jacques Chirac charria des nostalgies pour donner du moral à ses troupes.

Dialogue avec l'Histoire

Lui-même se perdait un peu dans ces phantasmes de grandeur trop simple. Les heures passant, la fatigue définitivement vaincue pour la journée, il enflammait ses mots. Maîtrisée le matin, l'évocation du retour des otages du Liban et surtout le récit d'Ouvéa s'enflaient l'après-midi, et plus encore le soir, à Marseille.

Il rendait cette fois, devant des militants emportés, *« hommage à l'armée française »*, *« engagée »* contre *« des rebelles et des terroristes »* pour libérer des *« otages français »*. Ce n'était plus la Nouvelle-Calédonie, mais la prise de Kolwezi. La violence avait été *« réduite »*, comme un dernier carré. Les preneurs d'otages n'étaient plus des Canaques, mais des *« barbares »*, *des « hommes »*, que Jacques Chirac hésitait à *« qualifier ainsi »*.

Poussé par la foule, il affirmait qu'*« aucune négociation ne pouvait être ouverte avec des ravisseurs »*, oubliant, dans son élan, que les Américains le soupçonnaient d'avoir payé trop cher la vie de nos otages. Habité, tourmenté, il invoquait, comme une épopée, la fin de son mandat gouvernemental. *« Chacun doit savoir que la France sera gouvernée, jusqu'à la nomination du prochain premier ministre, par moi ! »* Personne n'en doutait. Il ne restait plus que quelques jours, mais qu'importait ! Jeudi soir, Jacques Chirac ne dialoguait plus qu'avec l'histoire.

PHILIPPE BOGGIO.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. B.-C. Savy

A la suite de l'article Histoires d'« off » (le Monde *du 30 mars), M. B.-C. Savy, député de la Nièvre, nous demande d'apporter les précisions suivantes sur la campagne « La faillite tranquille » des clubs Avenir et liberté :*

Dans votre numéro du 30 mars, vous vous étonnez, quand, annonçant la caravane publicitaire dans Paris, portant les affiches « La faillite tranquille », je n'ai pas fait savoir que j'étais député apparenté RPR. Lorsqu'un député fait mention de son titre, il n'est pas d'usage qu'il indique à quel groupe il appartient, ou à quel groupe il est apparenté. C'est si peu un secret que vous n'avez aucun mal à le découvrir.

Vous posez également la question de savoir qui paie la campagne d'Avenir et liberté, et ce qu'elle coûte. Elle est tout simplement payée par les dons et cotisations des adhérents des clubs et la partie de la campagne qui a été affectée à cet affichage mobile, a coûté de l'ordre de 200 000 francs. Etant donnés l'importance de notre organisation et le nombre de nos adhérents, il ne s'agit pas là d'une participation qui puisse soulever d'arrière pensées.

Ce n'est pas parce que vous vous imaginiez que nous tenions à rester « off » qu'il faut l'être vous-même en laissant planer un doute sur des problèmes très simples. Nous sommes convaincus que le retour d'un président socialiste ressuscitera la faillite qu'il a amenée en France pendant les années 81/86, et nous tenons tout simplement à le faire connaître aux Français.

La percée du Front national en Seine-Saint-Denis

Une lettre de M. Jean-Claude Gayssot (PCF)

Après la publication dans le Monde *du 4 mai du reportage de Daniel Schneidermann, consacré à la poussée du Front national en Seine-Saint-Denis, M. Jean-Claude Gayssot, député de ce département, secrétaire du comité central du Parti communiste, nous a adressé une lettre dont voici les principaux passages :*

Votre journal vient – une fois de plus – de se distinguer dans ce qu'il faut bien appeler une véritable agression contre notre parti. Votre « une » et une demi-page serrée de mépris affiché pour les faits, pour la Seine-Saint-Denis et sa population, pour les électeurs communistes de ce département, cela fait beaucoup [...]

Vous écrivez – c'est le titre – *« La Seine-Saint-Denis, du communisme au Front national »*. Et tout est fait pour insinuer l'idée que ce sont les électeurs communistes qui ont voté pour Le Pen. Avec bien entendu l'indispensable allusion à Doriot, pour faire bon poids ! Et pourtant ce jugement péremptoire est à l'opposé des rares éléments précis cités dans l'article même : le choix de Le Pen par les *« gendarmes de Rosny »*, par le *« patronat d'Aubervilliers »*, par les *« commerçants juifs des Lilas »* (appréciez la finesse du trait !). Tout cela ne contribue guère à fonder la thèse qu'il s'acharne à tout prix à étayer [...] : mêler au sein du même ensemble dit *« protestataire »* les électeurs communistes et ceux du Front national !

En lisant les pesantes assertions de votre journaliste, je me dis que, décidément, il y avait sans aucun doute beaucoup de communistes méconnus en Alsace puisque Le Pen y fait plus de 20 % des voix !

Pourquoi ne pas préférer à l'égrenage hasardeux des témoignages l'analyse des faits, qui montre avec une particulière netteté en Seine-Saint-Denis – mais c'est vrai ailleurs – que la montée du Front national provient d'une radicalisation de l'électorat de droite, et que l'électorat communiste manquant s'est au contraire pour l'essentiel porté, à cause du mécanisme même de l'élection présidentielle et des comportements qu'il induit, sur François Mitterrand dès le premier tour.

Et pourquoi ainsi mépriser l'électorat communiste en l'assimilant à l'électorat du Front national ? Votre journal lui-même a publié il y a quelques jours un sondage sur les opinions des différents électorats. On y voit que, sur les grandes questions de société (peine de mort, droit à l'avortement, société multiraciale, Bourse...), l'électorat communiste y est – et de loin – le plus progressiste et que, à l'inverse, celui du Front national y est le plus réactionnaire. Bref, qu'il ne s'agit pas de deux électorats proches au point de pouvoir s'identifier mais de deux électorats clairement opposés, dont on perçoit sans peine lequel est porteur d'avenir.

A moins que ce constat et cette évidence ne s'appliquent pas aux électeurs communistes de Seine-Saint-Denis !

En réalité ce département, populaire et industriel s'il en est, ne cesse d'être frappé par l'austérité imposée par les gouvernements de droite et socialiste. Ce n'est donc pas le paradis. Beaucoup reste à faire.

Mais ce n'est pas l'enfer que vous en faites. Les réalisations dans le domaine social, pour lutter contre les injustices les plus flagrantes, pour venir en aide aux familles en détresse, pour favoriser l'épanouissement de l'enfant, sont indiscutables.

Imaginez que vous appliquiez à d'autres partis le traitement que vous infligez au nôtre ? Oui, imaginez ce qu'il vous faudrait écrire de vos amis socialistes puisque, à Conflans-Sainte-Honorine, à Belfort, à Villeurbanne, à Bondy, à Epinay-sur-Seine, à Lille... il y a une poussée de Le Pen supérieure à la moyenne nationale. Et que faudrait-il dire de Marseille, où les *« taupes lepénistes »* ont percé *« le béton »* d'un fief socialiste de trente-cinq ans pour devenir le premier parti de la ville...

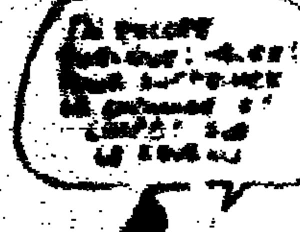
[*L'Humanité* du vendredi 6 mai reproche au *Monde* de refuser à ses lecteurs la lecture de ce texte. La lettre de M. Gayssot est datée du 4 mai, mais peut-être *l'Humanité* l'avait-elle reçue avant nous ? Le député de Seine-Saint-Denis n'avait en tous cas pas pris connaissance quand il nous a écrit de l'entretien accordé pa Mme Jeannette Thorez-Vermeersch à *l'Evénement du jeudi*. La veuve de l'ancien secrétaire général du PCF y déclare en effet : « Il est ridicule de prétendre comme le fait *l'Humanité*, que ce serait essentiellement à droite que le chef du Front national a puisé de nouveaux suffrages. Les faits démontrent que c'est dans les banlieues communistes ouvrières de Paris, dans les arrondissements de Paris, dans les départements industriels où sévissent les bas salaires, le chômage, qu'il a réalisé ses plus grands pourcentages.]

هكذا من الأصل

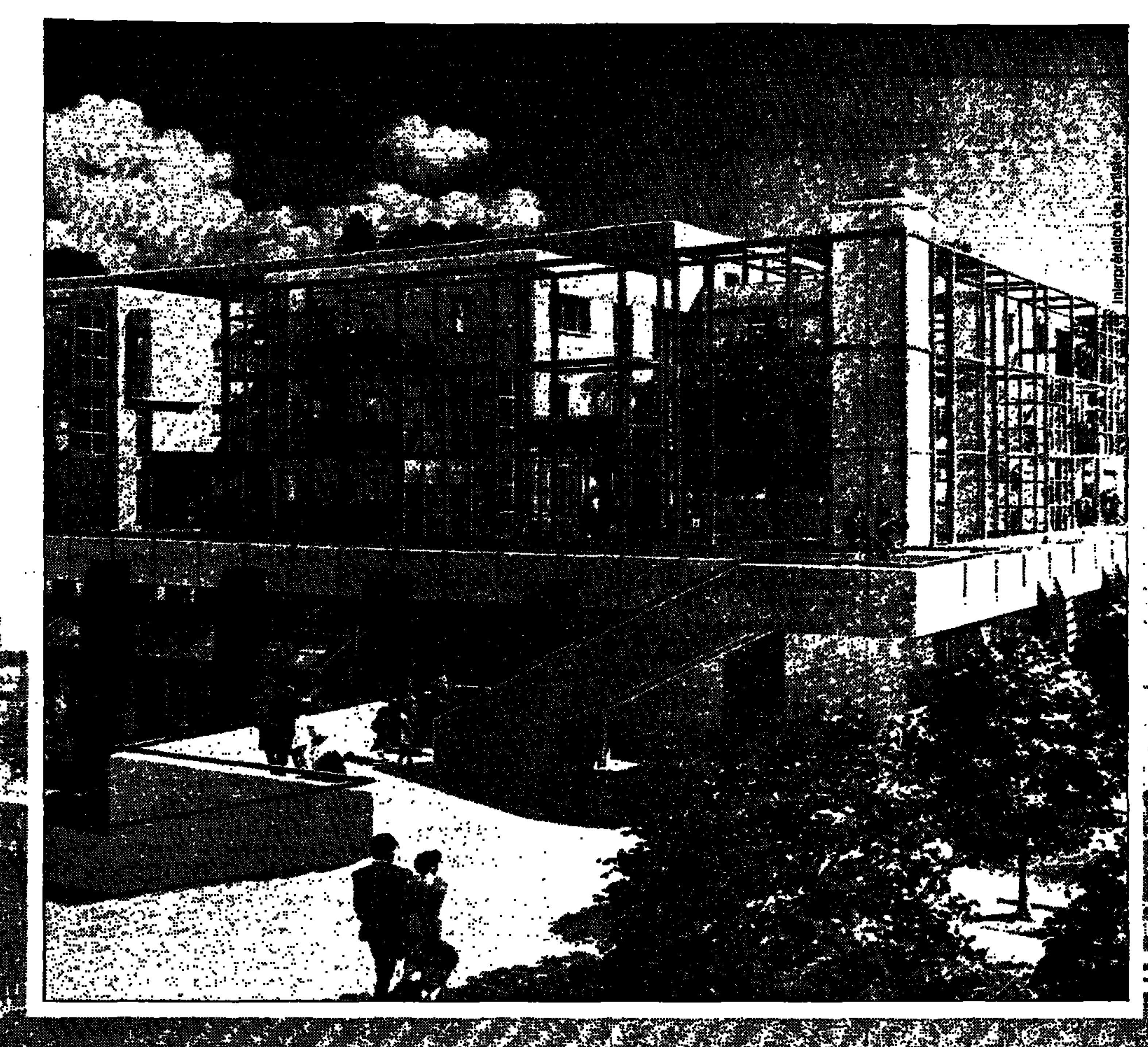
présidentielle

« exprimés » au premier tour
» dimanche prochain

M. Chirac à Marseille



L'ivresse



Politique

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

A la télévision

Météores

Il n'y a plus de clips. Il n'y a plus de gadgets, de paillettes. Y a-t-il encore des candidats ? Il ne reste plus, face à face, que deux joueurs épuisés, spectateurs effarés de la boule sur laquelle ils ont misé leur va-tout et que rien ne peut plus arrêter. Et surtout, entre eux, crevant l'écran, deux météores incandescents de l'actualité, aveuglants de joie et d'horreur entremêlées, qu'aucun des deux n'ose regarder en face.

Dans son émission officielle, François Mitterrand peut bien protester de sa satisfaction de savoir les otages du Liban enfin libres, l'ambiguïté de ses remerciements parasite tout son propos. Quelques minutes plus tard, d'ailleurs, « Le Bébête-show » ne l'enverra pas dire à Dieu : *« Eh ! vous, vous n'avez pas l'air vraiment content »*. Et la grenouille, d'un ton désabusé : *« Mais oui, mais oui, je suis content. »*

« Si c'est un bon point [pour le gouvernement et Jacques Chirac], *tant mieux »*, reconnaît sobrement le modèle original face à Marie-Laure Augry. De la même façon, le président-candidat semble retenir une réprobation implacable du carnage calédonien. Certes, il a été *« informé »*. Certes, les forces *« dites de l'ordre »* ont *« accompli leur devoir »*, c'est-à-dire *« obéi aux ordres »*. Mais il *« demande à examiner ce dossier »*. Jusqu'au dernier instant, il ne fera aucun crédit à son adversaire-partenaire.

Jacques Chirac ne lui répond pas : son émission officielle a été enregistrée la veille, comme nous en prévient au début et à la fin un panneau désolé. Ce sont les inconvénients du frigo : c'est un CHirac antédiluvien qui revient sur une querelle vieille seulement de quelques jours — échanges sur Gordji, les « valeurs » de Pasqua — mais déjà effacées des mémoires par la tornade des dernières heures : *« Il a travesti la vérité [sur Gordji]. Il ne m'a pas regardé dans les yeux, je ne me laisserai pas engluer dans un débat théorique sur les valeurs »*, etc.

L'émotion et les larmes

Peu importe. De toute façon, ce n'est pas la journée des hommes politiques, comme en témoigne cette extraordinaire image de Chirac et Pasqua sur la piste de Villacoublay, spectateurs solitaires du groupe compact des retrouvailles et des effusions. La télé, aujourd'hui, est à son affaire. Elle montre ce qu'elle sait le mieux montrer : l'émotion et les larmes. Les journaux télévisés débordent. De leur horaire d'abord, tant pis pour le « tapis vert ». Et aussi de bonheur, de tendresse, de fous rires et de mots tout simples.

Tout juste si l'on remarque qu'un prof de géométrie en manches de chemise s'est subrepticement glissé dans la fête en dessinant sur un chevalet un graphique compliqué. Il faut écouter de près pour se rendre compte que c'est Bernard Pons qui raconte, plan à l'appui, le massacre de dix-neuf Canaques et deux gendarmes. Mais l'absence d'images rend ces morts curieusement irréelles.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Une France à aimer

(Suite de la première page.)

Au risque de paraître naïf, disons qu'il est plus que temps que se fasse entendre, dans cette terrible affaire, après le langage de la force, celui du cœur.

Liban, Nouvelle-Calédonie : il y aura d'autres épreuves de ce genre. Et l'on aura toujours tendance à oublier que, derrière ces défis directs qui fournissent leurs grands titres aux journaux, il en existe d'autres qui, pour être moins spectaculaires, n'en sont pas moins graves. La campagne électorale a trop fait perdre de vue que le pouvoir de décision, dans des affaires qui les concernent pourtant au premier chef, échappe de plus en plus aux Français.

Faut-il le rappeler ? Les deux événements de l'an dernier qui ont le plus de chances d'affecter, à terme, notre pays, se sont produits sans qu'il y ait joué le moindre rôle. Le krach de Wall Street a contraint le gouvernement à suspendre un programme de privatisations auquel il attachait une importance primordiale. L'accord Reagan-Gorbatchev sur l'élimination des fusées intermédiaires a remis en cause les bases mêmes de la défense du continent européen.

Nulle tâche, dans ces conditions, ne devrait occuper davantage l'esprit de l'élu du 8 mai que de trouver les moyens de se faire au maximum entendre des Grands. Or la France — qui ne le sent ? — ne pèsera dans le monde que si elle a du poids. Et, pour ce faire, il lui faut compter tout à la fois sur elle-même et sur l'Europe.

Compter d'abord sur soi, face à des grandes puissances qui n'ont d'autre loi que l'égoïsme sacré, c'était le précepte commun de de Gaulle et de Mao. Rien, dans ce que l'on observe aujourd'hui, ne pousse à s'en écarter. Si les Français n'en étaient pas persuadés, il n'y aurait pas eu en matière de défense et de politique étrangère le surprenant consensus sans lequel la cohabitation eût été impossible.

Mais cela ne suffit pas : la France a réussi, bien qu'elle ne représente plus que le centième de la population mondiale, à conserver depuis un quart de siècle son rang de cinquième puissance industrielle de la planète. Elle compte quantité d'entreprises très dynamiques et de gens qui, dans tous les domaines de la science et de la culture, se dévouent passionnément à leur tâche. Il faut sans cesse le rappeler à ceux qui, Jean-Marie Le Pen en tête, parlent du « déclin », comme s'il était un fait avéré, alors qu'il n'est qu'un risque.

Il n'empêche que c'est un risque sérieux : la France ne se maintiendra dans la compétition internationale que si elle tient ses prix et privilégie à nouveau l'investissement productif par rapport à une consommation qui doit trop à l'excessive extension du crédit.

L'Europe : promesse et défi

L'Europe, dans ce contexte, est à la fois promesse et défi. Promesse, car sans un élargissement du marché à ses dimensions, sans constitution de groupes assez puissants pour se mesurer aux géants d'outre-Atlantique et d'outre-Pacifique, sans un investissement dans la recherche dont l'ampleur dépasse largement les possibilités des Douze pris séparément, la lutte pour les parts de marché sera par trop inégale. Plus généralement, la Communauté doit se donner une dimension politique et militaire si elle veut que ses intérêts soient pris en considération quand le dialogue soviéto-américain abordera ce qui touche directement son destin.

Promesse donc, mais aussi défi, dans la mesure où l'ouverture des frontières, prévue pour le 31 décembre 1992, fera tomber bien des protections anachroniques et soumettra l'ensemble des entreprises de ce pays au choc de la concurrence la plus directe. Et c'est là que se posent au pouvoir les deux questions auxquelles personne n'a encore apporté de réponse satisfaisante : du poids déjà excessif des prélèvements obligatoires et du *déficit structurel de l'assurance-vieillesse*. La réponse ne peut être trouvée qu'en se gardant de deux écueils : celui qui abandonnerait à leur sort les laissés-pour-compte de la modernisation ; celui qui, en gonflant les coûts, ruinerait la compétitivité des entreprises françaises.

Ils sont aussi périlleux l'un que l'autre. Même en laissant de côté la honte éprouvée devant le spectacle de la nouvelle pauvreté, qui ne comprend que laisser se clochardiser davantage toute une frange de la population ne peut, à terme, qu'encourager la contestation violente et déstabiliser, de ce fait, la société ? Qui ne voit, en outre, que la perte de marchés découlant d'un dérapage des prix ne pourrait conduire qu'à une nouvelle aggravation de la situation de l'emploi et donc des conditions de vie ? Tout le monde, légitimement, a la bouche pleine, de la nécessité de la formation et de l'éducation. Bravo ! Mais où trouvera-t-on les énormes crédits — M. René Monory l'a bien montré — qu'elle suppose ? Il appartiendra au prochain premier ministre de nous éclairer rapidement, dans ces divers domaines, sur les choix qu'il entend faire.

Une nation en quête d'identité

A tous ces défis, latents, le scrutin du 24 avril en a ajouté un autre : l'émergence d'une force politique qui, reprenant à son compte un slogan d'autrefois, prétend rendre « la France aux Français ». Avec 4 400 000 voix, le Front national pèsera non seulement sur le scrutin de dimanche, mais sur ceux qui vont suivre, au point que la majorité sortante, si la loi électorale n'est pas modifiée, dépendra de son bon vouloir dans quantité de circonscriptions législatives, pour ne pas parler des municipalités. Situation hautement malsaine et qui compliquera singulièrement la tâche de Jacques Chirac, qu'il soit élu à la magistrature suprême ou seulement candidat à reprendre en main une majorité redevenue, au moins provisoirement, opposition.

« La France aux Français », cela signifie essentiellement remettre en cause, jusqu'à expulser massivement des étrangers, une immigration qui n'a guère cessé depuis deux siècles, et à laquelle un grand nombre des Français d'aujourd'hui doivent leur nationalité. S'en prendre aux effets, indiscutables, sans reconnaître les causes : l'appel massif de la métropole, dans les années heureuses du développement, à une main-d'œuvre à bon marché ; le lien indiscutable qui existe entre le chômage et l'insécurité. Répondre au sentiment d'exclusion que l'on éprouve soi-même en en excluant d'autres, promus au rang de bouc émissaire collectif.

« L'identité française », dont on parle tant depuis que les plus grands historiens se sont penchés sur elle, c'est pourtant autre chose. *« Le remède, il n'y en a qu'un »*, écrivait Simone Weil, dans son admirable. *Enracinement : « Donner aux Français quelque chose à aimer. Et leur donner d'abord à aimer la France. Concevoir la réalité correspondant au nom de France de telle manière que, dans sa vérité, elle puisse être aimée avec toute l'âme. »*

Aimer son pays, cela ne veut pas dire en vénérer une image abstraite, conforme à la seule idée qu'on s'en fait soi-même. C'est admettre qu'il est le bien commun de gens que leur naissance, leur condition, la couleur de leur peau, leur *credo* religieux ou politique, vouent, par définition, à être extrêmement divers. Et que l'un des traits du génie de la France, *« la nation, la plus hétérogène qui soit »*, selon Valéry, réside précisément dans sa diversité, dans sa pluralité, dans sa capacité à mettre en échec l'ennui de l'uniformisation à l'échelle planétaire, qu'encourage l'américanisation croissante des us et des coutumes.

Aimer son pays, cela veut dire se refuser à en exclure ceux que la dureté des temps, l'insuffisance de leurs dons et, plus simplement, le manque de chance tiennent par trop à l'écart du banquet. C'est considérer comme un devoir l'ouverture et la solidarité et rejeter, précisément, les attitudes de rejet. C'est à ce prix seulement que la France, qui conserve de par le monde, notamment du fait du prestige de sa langue et de sa culture, un grand capital de sympathie, le fera prospérer et continuera de jouer, en association avec ses voisins, un rôle majeur dans les affaires planétaires.

Rejeter le rejet suppose qu'on préfère au langage de l'exclusion celui du rassemblement. Depuis le début de cette campagne, le candidat Chirac, bien que son parti se veuille justement *« rassemblement »*, a choisi de tenir un discours de plus en plus violent contre un socialisme dont il n'a, apparemment, pas mesuré la mue idéologique et un rival accusé de vouloir à tout prix revenir à ses errements d'antan. C'est peut-être parce que beaucoup d'électeurs ont trouvé sa dénonciation peu conforme à la réalité que le *challenger* du président s'est retrouvé au premier tour avec un score aussi médiocre.

Exclure ou « rassembler » ?

En dessous de 20 %, le moins qu'on puisse dire est qu'on rassemble peu, et que l'on n'est pas en trop bonne position pour commander une droite qui, au pouvoir ou dans l'opposition, sera d'autant plus tiraillée entre ses trois composantes que leurs chefs respectifs n'éprouvent, c'est une litote, que peu d'estime l'un à l'égard de l'autre. Que, d'une extrémité à l'autre, elle est loin, pour reprendre la formule illustrée par Charles Pasqua, *de se reconnaître dans les mêmes « valeurs »*.

Le risque est donc, pour le chef du RPR, qu'il ne parvienne même pas à vraiment rassembler la droite. A voir cette énergie fantastique, cette aptitude à assimiler en un rien de temps le dossier le plus difficile, on se dit pourtant qu'il aurait sans doute fait un excellent premier ministre s'il s'était bien entendu avec l'un ou l'autre des présidents de la République, dont il a dû, avec une irritation grandissante, supporter l'autorité. Il n'a pas eu cette chance. A en juger par le vote du 24 avril, il n'a pas fait la preuve, aux yeux du peuple souverain, qu'il disposait des qualités de vision et de sérénité nécessaires pour passer du rôle de ce chef d'état-major qu'est toujours plus ou moins, dans l'esprit de la Constitution gaullienne, le chef du gouvernement à celui de ce commandant en chef qu'est le chef de l'Etat.

Il se trouve que François Mitterrand a parcouru, au long de son septennat, l'essentiel du chemin qui mène du socialisme doctrinaire à une sociale-démocratie fortement teintée de radicalisme. Le rassemblement qu'il préconise va singulièrement plus loin que celui de son adversaire, qui, à la différence de de Gaulle, a tendance à traiter la gauche comme si elle ne pouvait être qu'une ennemie, coupable de tous les péchés sans exception, à tel point qu'on se demande, à l'entendre, par quelle aberration tant de grands noms de la pensée, de la recherche, de la médecine, de l'économie françaises soutiennent François Mitterrand.

Louis XI est-il devenu Henri IV ? Entend-il, sa revanche prise sur une droite qui l'a toujours traité avec le dernier dédain, terminer sa page d'histoire en réconciliateur des Français ? C'est ce que suggère le langage que tient à présent le président-candidat. Quoi d'étonnant à ce que, parmi ceux qui croient profondément que l'union des Français est la condition *sine qua non* face aux défis extérieurs et intérieurs, de la survie du pays, beaucoup s'apprêtent, dimanche, malgré toutes les réserves qu'alimentent son âge, le poids de ses erreurs, un certain flou de son programme, à voter pour lui ?

ANDRÉ FONTAINE.

JOURNAL D'UN AMATEUR, *par Philippe Boucher*

DE la nébuleuse trotskyste au fouillis UDF, le résultat électoral de M. Le Pen est un échec de la classe politique tout entière. Elle a gravement manqué au devoir de pédagogie qui est le sien. Elle a largement laissé à eux-mêmes des gens dont la réalité était suffisamment attestée dès le 17 juin 1984 pour avoir rassemblé 10,95 % des suffrages sur le nom de M. Le Pen aux élections européennes.

C'est dire, par parenthèse, la vanité de l'argument de M. Chirac selon lequel le Front national devrait son existence à un mode de scrutin. C'est dire aussi la vanité de l'accusation — du même — pour qui le Front national, numériquement marginal jusqu'en 1981, serait né de la victoire de la gauche, puis de sa politique entre 1981 et 1986.

Si M. Le Pen avait été candidat voilà sept ans (mais il n'avait pu réunir les cinq cents parrainages que réclame la Constitution), il y a fort à parier qu'il aurait déjà fait nettement mieux que son petit 0,74 % de 1974.

Si le parti de M. Le Pen n'a compté « que » 9,65 % des voix aux élections législatives de 1986, son chef de file a rassemblé 14,39 % des électeurs après deux années de gouvernement Chirac. Les proclamations de M. Chirac ne sont pas toujours, en fait de solidité, à la mesure de son aplomb, et parfois de plus. La droite au pouvoir n'a nullement contenu, et au contraire, le progrès de l'extrême droite.

Il est vrai que les partisans de M. Le Pen n'ont paru présenter de l'intérêt que lorsqu'ils se sont mués en électeurs. Alors leurs idées ont semblé mériter, à droite, une hésitante sympathie (mais M. Pasqua n'est pas un homme qui hésite), à gauche, une compassion gênée.

Avant, personne n'avait vraiment cure de *« ces gens-là »*, comme chantait Jacques Brel, qui même à droite ne pouvaient, après quelques entrechats cependant, être des partenaires, et pour la gauche ne méritaient même pas d'être des adversaires. On n'était pas entre gens du même monde.

Jean-Marie Le Pen a très bien compris cela et en a joué avec l'habileté qu'on ne saurait lui dénier. Sa longue campagne électorale en témoigne. Mais du côté de *« la bande des quatre »*, comme il disait, les partisans du Front national ont eu droit pour tout potage à des risettes et à des amuse-gueule plutôt qu'à l'ardente pédagogie qu'appelaient les événements. Où a-t-on vu qu'était entreprise la grande campagne d'explication destinée à faire changer les opinions de cet électorat sans se laisser prendre par leurs idées ? Il y a eu des « coups ».

∴

IL y a eu le coup du charter des cent un Maliens qui était en soi scandaleux par la publicité dont il était l'outil et qui n'avait pas la moindre chance, et heureusement !, de réduire d'un pouce la xénophobie.

Il y a eu le coup du code de la nationalité, qui n'a finalement abouti à rien, ni en bien ni en mal ; à rien juridiquement et politiquement sans doute à pas grand-chose.

Faudra-t-il voir aussi un coup dans la sanglante libération d'Ouvéa, qui survient au détour d'un paragraphe ? Ce serait pitié.

Il y a eu enfin la stratégie de la statistique où l'on montait en épingle le nombre des expulsions et des refoulements, où l'on claironnait la baisse du chômage et celle de la délinquance. Personne n'y a cru. Dans les moments difficiles, chacun voit midi à sa porte. C'est donc là qu'il fallait aller et c'est là qu'est allé M. Le Pen. Personne ne lui a disputé ce terrain. Oserait-on dire au contraire ?

Bref, jusqu'à ce funeste 24 avril, qui n'était pourtant pas imprévisible, M. Chirac s'est vu plus beau que M. Le Pen et M. Barre s'est cru plus intelligent (à chacun son rôle). M. Mitterrand ne s'est pas attardé sur le sujet. La gauche a condamné les dirigeants et leurs discours, pour s'apercevoir, mais un peu tard, que derrière cette cible facile il y avait des électeurs.

Electeurs

Dire que ceux-là sont tous des fascistes qui saluent bras levé chaque matin au petit déjeuner est absurde. Y voir l'embryon d'une version française de l'invasion du Reichstag bénie par la démocratie témoigne des inconvénients de la lecture rapide des résumés historiques. Certes, il est vraisemblable que ces quasi-15 % comptent un tiers de « fachos ». Ça ne date pas d'hier et ce n'est pas demain la veille qu'ils cesseront d'exister.

Mais pour le reste, ce sont tout bonnement des gens jusqu'alors sans interlocuteurs qui s'en sont brusquement trouvé un. Malheureusement, pour reprendre une expression qui fait maintenant florès, c'était le pire, c'était Le Pen. Il ne pouvait pas en être autrement. Les autres partis, s'ils n'étaient pas sourds, étaient aveugles. Sourds et aveugles à une population dont les propos et les comportements dessinaient un désastre public qui était aussi le leur.

Traités de salauds par la gauche, plus ou moins méprisés par la droite convenable qui sait mieux habiller ses mauvaises pensées, ces électeurs-là se sont mis à voter n'importe quoi, à réclamer n'importe quoi, à croire en n'importe quoi. Comme un enfant qu'aucun adulte ne veut entendre se met à hurler *« pipi-caca »* en espérant attirer l'attention des grands qui trônent au salon.

Que ces électeurs aient pu en arriver à penser comme des salauds, c'est bien possible. Mais si la politique consistait à n'avoir affaire qu'avec des normaliens (supérieurs) à l'esprit généreux, la politique n'aurait plus de raison d'être puisque nous vivrions dans le jardin d'Eden.

AUJOURD'HUI, les courants politiques traditionnels s'accordent à penser qu'il faut que l'Etat prenne en compte, encore plus largement, les exclus économiques. L'urgence n'est pas moins grande pour ces exclus politiques (puisqu'ils sont récusés par tous les autres) que sont les électeurs du Front national. Il s'agit dans les deux cas de dignité et de paix sociale.

La tentation existe pourtant de faire d'eux les pensionnaires d'un ghetto inconvenant, d'une arrière-cour inavouable ; de pratiquer un jansénisme politique qui les déclarerait damnés d'office et pour l'éternité. Ce serait une folie d'ignorer que le repentir est aussi une vertu laïque mais que nul n'y vient facilement. Sans tomber dans un christianisme échevelé, il faut tendre la main plutôt que montrer le poing. Mais une main ouverte et non pas la main crochue d'un quémandeur de suffrages. Et tant pis si la droite ricane et si la gauche dit qu'on se commet.

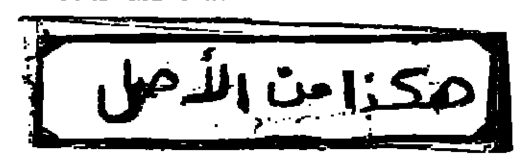
En s'interrogeant aussi sur les mauvais effets qu'a eus la banalisation politique. C'est très joli de vanter la fin des idéologies. Mais c'est aussi comme ça qu'on envoie une partie de la population vers celui qui définit quelque chose qui y ressemble (fût-elle, celle-là, exécrable).

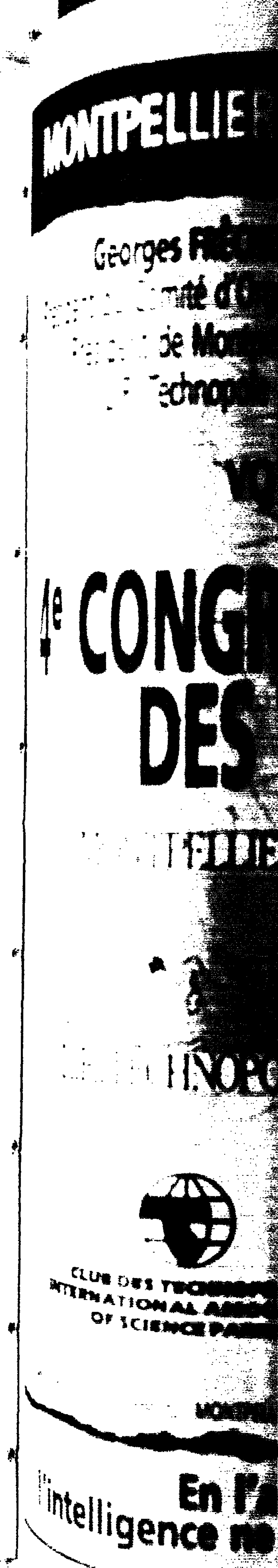
Si la droite et la gauche, c'est, en 1988, vu de Sirius, du pareil au même, les mécontents profonds vont voir ailleurs qu'à droite et à gauche. Parce que là, au moins, hélas aussi, ils trouvent des points de repère et des références ; la politique quoi ! dont il n'est ni si facile ni si opportun d'agir comme si elle était morte. A plus forte raison dans un monde dont la complication et la dureté croissante nécessitent qu'on l'explique et qu'on l'explique sans cesse.

∴

PS : pour faire rire (quand même). — 1) Quatorze ans pour prendre sa revanche sur un adversaire, chapeau ! Quatorze ans après le fameux *« Vous n'avez pas le monopole du cœur, M. Mitterrand »*, celui-ci bousille la formule en y accolant *« les chiens et les chats »*. Voilà que M. Chirac a encore fait un croc-en-jambe à M. Giscard d'Estaing. Au moins celui-là était-il involontaire. Dans un aussi fascinant débat, cela ne pouvait pas faire de mal de rigoler un peu. Mais lancer la discussion sur la nourriture pour chiens afin de démontrer qu'il serait un meilleur président de la République, n'était-ce pas, pour M. Chirac, placer ses compétences excessivement bas ?

2) Ça y est, on nous refait le coup du chantage aux institutions qui sont en danger, comme en 1968. A chacun le sien. Et bravo à *M. d'Ormesson pour ses talents de pince-sans-rire*. Organisateur de la manifestation de ce vendredi, place de la Concorde, pour empêcher *« la fin de la Vᵉ République »*, il explique au journal *Libération* de mercredi : l'idée m'en est venue *« en discutant avec quelques amis non politiques comme moi »*. Etonnant, non ?





...présidentielle

... à aimer

MONTPELLIER LES 28, 29, 30 SEPTEMBRE 88

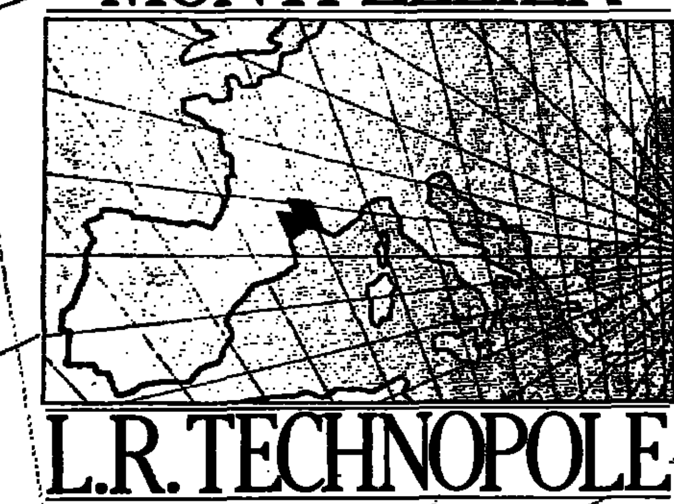
Georges FRÊCHE,
Président du Comité d'Organisation,
Président de Montpellier
L.R. Technopole

et

Michael RYAN,
Président du Club International
des Technopoles

vous accueillent au

4e CONGRÈS INTERNATIONAL DES TECHNOPOLES



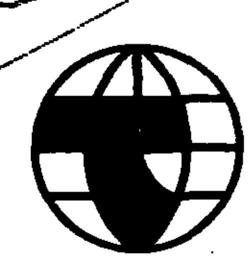
A partir de modèles divers (Silicon Valley aux Etats-Unis, Sophia Antipolis en France...), technopoles et parcs scientifiques se sont multipliés à la fin des années 70 et dans le courant des années 80.

Cette multiplication est liée à la révolution technologique en cours. Quelle que soit la diversité des expériences, une certitude commune les relie : celle que l'avenir passe par la densification des relations recherche-industrie.

En tant que Président de Montpellier L.R. Technopole, je serais heureux de vous accueillir à Montpellier en 1988 et de vous convier à réfléchir, à partir des premiers résultats obtenus, sur les effets de diffusion que peuvent avoir les technopoles et les parcs scientifiques sur le tissu économique environnant, à la fois du point de vue géographique et du point de vue de leur impulsion au bénéfice des PME.

C'est donc à un examen de conscience très volontariste que je vous invite avec le ferme espoir que nous saurons aider ainsi à dégager les nouvelles formes de croissance du 3e millénaire.

Georges FRÊCHE
député-maire de Montpellier



CLUB DES TECHNOPOLES
INTERNATIONAL ASSOCIATION
OF SCIENCE PARKS

Pour tous renseignements : MONTPELLIER L.R. TECHNOPOLE - 40 bis, rue Fabert, 75007 Paris - Tél. : (1) 47 53 89 78

GIP COMMUNICATION

En l'an 2000, à Montpellier l'intelligence ne sera pas uniquement artificielle

Politique

Vingt ans après le «printemps étudiant» de 1968

Traces de mai

(Suite de la première page)

Il y a d'abord le souvenir qu'en garde la France. Il est massif. Les enquêtes d'opinion attestent qu'aux yeux des Français mai 68 est l'événement le plus important depuis la seconde guerre mondiale. Plus important que la guerre d'Algérie, la croissance économique, les crises, les guerres du Proche-Orient ! Il faut que ce « *grand défoulement* », ce « *carnaval* », cet « *accès de démence collectif* » dont parla hâtivement Raymond Aron – avant d'admettre bien plus tard qu'il avait changé la France... en mieux, – ait été une rude et profonde secousse pour que, vingt ans après, les Français en aient gardé au cœur un si vivace souvenir. En bien ou en mal. C'est un fait : mai 68 a marqué l'imaginaire national et son mythe fait partie de l'âme collective du pays. Il fait référence, soit comme repoussoir, soit comme un bonheur perdu. Et le mythe est transmis par ceux qui l'ont vécu (ou subi) à ceux qui n'étaient pas nés mais grandiront dans l'idée de cette terrible année, comme les jeunes révoltés de 1968 avaient grandi dans le ressassement des guerres après lesquelles ils étaient nés.

Un mythe et un malentendu. Certains ne veulent en conserver que le souvenir de quelques autos brûlant dans Paris et de la frayeur que leur inspirèrent les « *enragés* », comme disaient les journaux. D'autres, à l'inverse, embellissent à l'envi la libération de la parole, le déferlement des mots. Comme si, avant, on ne s'était jamais rien dit et si, après, on ne se serait jamais rien dit de comparable. Souvenir amer d'une révolution qui faillit avoir lieu, et s'achèvera par la claque des urnes et cette Chambre « introuvable » de juin 1968, où l'on vit autant de députés gaullistes qu'il y avait de pavés rue Gay-Lussac.

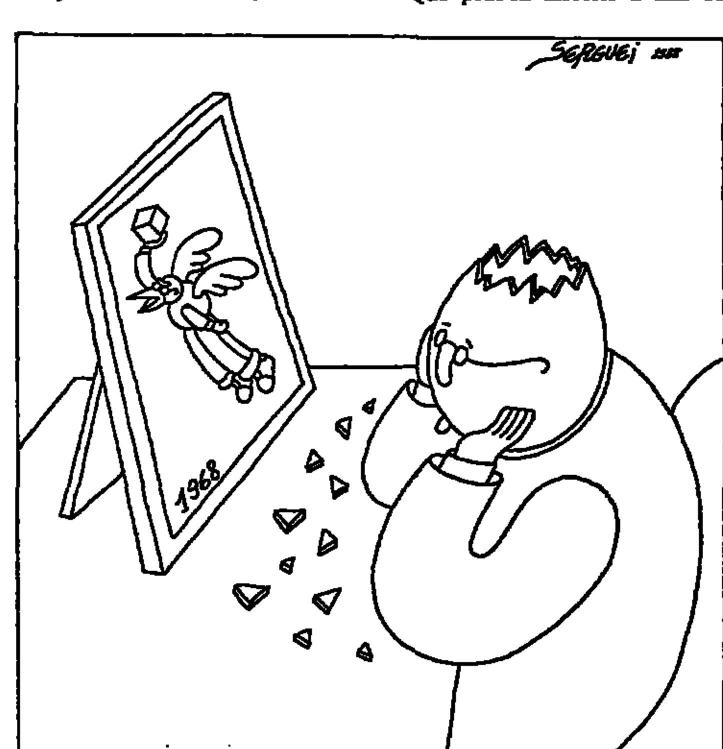
Souvenir exalté de cette « *illusion lyrique* » dénoncée alors par Malraux, mais qui faisait tellement de bien à ceux qui la ressentaient. Souvenir traumatisant des fuyards du capital gagnant la Suisse à toutes jambes. Souvenir grotesque des automobilistes de la Pentecôte 1968, enfin libres d'aller en cortège s'embouteiller sur les routes de France, et pique-niquant pour oublier. Souvenir amusé de toutes ces perles entendues alors, de ces paroles définitives proférées, dans un camp comme dans l'autre, et dont l'exacte recension pourrait donner lieu à un solide bêtisier.

« Histoire d'amour »

Ou souvenirs radicaux d'une période lumineuse comme une lecture de jeunesse, l'été, au soleil. « *Il faut*, écrit Philippe Sollers (dans *le Figaro magazine*, s'il vous plaît...) *que quelqu'un se dévoue pour dire que mai 68 a été, avant tout, une histoire d'amour [...] la nostalgie de Mai, la peur rétrospective et confuse qu'il inspire est là.* » Une mémoire radieuse... Chaque individu, dans ce pays, porte en lui quelques parcelles de cette fantasmagorie. Il est naturel qu'elles diffèrent de l'un à l'autre, mais cela ne dispense pas de se demander ce qui, au-delà des biographies retrouvées, a laissé trace dans la France, au-delà de l'anecdote.

Deux excès contraires, en ce domaine : mai 68 n'a servi à rien, feu de paille médiatisé – comme on ne disait pas encore – à outrance ; mai 68 a changé la vie et « *rien n'est plus comme avant* ». Parmi les excessifs de la première catégorie on peut ranger ceux qui, aussitôt remisés les pavés de mai – qu'on vendait ces jours-ci à Drouot, 120 F pièce... – ont mis un mouchoir sur leur frayeur et ont entrepris de minimiser le mouvement. Ce sont les adeptes du déni de Mai : ce fut un hoquet de l'histoire, le dernier relent du dix-neuvième siècle des révolutions. D'autres, moins dénégateurs mais tout aussi cruels, estiment que mai 68 aura *été* une vaste supercherie préparant, sous des dehors collectifs et conviviaux, la montée de l'individualisme mollasson et narcissique qui triompherait dans les années 80.

A l'inverse, un courant, que l'on pourrait qualifier de béat, a cru qu'en 1968 tout avait basculé. Qu'on était passé cette année-là, pour reprendre une expression que Jack Lang utiliserait à propos d'un autre mois de mai... – « *des ténèbres à la lumière* ». Que rien ne serait comme avant, que toutes les évolutions, toute la modernité auraient trouvé leur source à la faveur de ce grand craquement. « *Tout est possible !* » s'était écrié un syndicaliste André Barjonet, au fameux meeting de Charléty. Pendant des années, on le croirait encore, jusqu'à la triste fin des « Lip » autogérés... Car tout ne serait pas possible. Le gauchisme finirait par s'autodétruire collectivement, ses dirigeants se dissolvant, à titre individuel, dans les alvéoles d'une société finalement assez accueillante pour les plus doués d'entre eux, dans la pub, la presse, etc..., la révolution culturelle n'excluant pas les soucis de carrière.



Le féminisme – cette progéniture incontestable de mai – à force d'être récupéré dans sa partie admissible (avortement libéralisé, partage des tâches, accès à un peu plus de responsabilités) finirait pas s'étioler ou se radicaliser, se réfugiant dans des chapelles aussi minuscules qu'inaudibles. Toutes les luttes marginales se heurteraient soit à la récupération marchande, soit à l'acceptation partielle de leurs différences, soit à une fermeté qui redeviendrait de saison (des luttes homosexuelles à celles des prisonniers, des révoltes de prostituées à l'antipsychiatrie...)

Loin de se crisper durablement, la société française entendit certaines leçons de mai et la « *droite civilisée* » – comme écrirait plus tard Serge July – sut amortir efficacement le choc de ces mouvements sociaux partiels dont on pouvait... partiellement accepter les revendications dès lors qu'elles ne menaçaient pas tout l'édifice. Ce fut, au fond, la mission essentielle du giscardisme que d'intégrer habilement, à partir de 1974 – six ans après – *tout ce qui pouvait l'être* sans risque. Et ce n'est pas un hasard s'il revint à ce président-là, et non à Georges Pompidou qui restait le symbole d'une forme paternaliste d'autorité, d'instaurer le droit de vote à dix-huit ans. Les soixante-huitards étaient reconnus majeurs, à retardement !

On le voit, il serait aussi vain de dire que mai 68 a tout changé que de prétendre l'inverse. Il faudrait plutôt tenter, secteur par secteur, un compte des pertes et profits de cette révolte printanière de cette génération étrange du « baby boom » : la première qui n'ait connu aucune guerre et ait eu le privilège de grandir quand l'expansion paraissait devoir durer toujours. « *68*, écrit encore René Rémond, *n'a rien laissé dans les institutions, le droit ou la législation (...) mais 68 a modifié en profondeur les mentalités et les comportements ; rien n'est, depuis, tout à fait comme avant* ». Pour le droit c'est vite dit : la section syndicale d'entreprise est une conquête de mai (plutôt de juin...) 1968, et la « loi Faure » sur les universités en fut une conséquence directe. Mais c'est vrai que l'essentiel est ailleurs : dans les têtes.

Que peut-on affecter à mai 68 dans les mentalités et les comportements de l'époque ? Peut-être, par-dessus tout, un certain type de relation à l'autorité, dans l'entreprise, à l'école, dans la famille et la nation. Le pouvoir absolu – fût-il paternel – n'est plus toléré. Et le pouvoir le sait. Tous les pouvoirs ont compris l'importance de la « communication », de l'explication, de l'adhésion aux décisions qui engagent l'avenir d'une collectivité. Commander ne suffit plus, il faut se faire comprendre. Quant à la famille, valeur-refuge par les temps qui courent, elle se porte très bien, merci, au moins dans les sondages ! Est-ce dû au reflux vers la sphère privée face à l'incertitude des temps ? N'est-ce pas plutôt la conséquence du fait qu'à la différence de ce qu'elle était naguère elle représente désormais un espace de liberté ? Du moins quand elle fonctionne... Depuis vingt ans, la paternité et le patronat de droit divin en ont pris un vieux coup.

« *Vingt ans après*, écrit Laurent Joffrin, *c'est la part culturelle de mai qui triomphe silencieusement. La révolution des mœurs est faite* » (2). Proclamation peut-être optimiste, si on en juge par les relents de retour à l'ordre moral et d'aspiration aux limites qu'exprime le résultat du premier tour de l'élection présidentielle avec son nouvel « effet Le Pen ». Mais largement *fondée, si l'on veut bien se* souvenir du caractère « *bloqué* » (Michel Crozier), pour ne pas dire « coincé », de la France au milieu des années 60. Incontestablement, mai 68 a fait sauter des verrous. Il y a eu des manœuvres de retardement – notamment au temps de Georges Pompidou, souvenons-nous de l'interdiction loufoque d'*Hara Kiri hebdo*... mais, globalement, la détente des mœurs a été acceptée. C'est un autre débat de savoir si cette liberté nouvelle n'a pas eu des effets redoutables (divorces innombrables, sexualité tous azimuts, enfants perdus des crises parentales, toxicomanies rampantes). Reste que nul ne saurait aspirer à un retour au temps où le chef de l'Etat pouvait interdire un film inspiré de *la Religieuse* de Diderot !

Mai 68 aura fait peu de victimes sur le terrain – grâce au sang-froid du préfet de police de l'époque, Maurice Grimaud – mais beaucoup de victimes dans les têtes. On peut dater de cette année-là le début du déclin du Parti communiste et le commencement de la fin du prophétisme révolutionnaire. Ce sont bien les soixante-huitards qui, en mûrissant, ont assassiné – à la lumière du réel – les grandes figures qui encombraient leur romantique mythologie : Mao, Castro, Guevara. Beaucoup d'entre eux ont joué un rôle moteur dans le décrochage de la société française – et notamment de la classe intellectuelle – par rapport à l'imagerie du manichéisme. La crise, il est vrai, les y a aidés. Henri Weber, qui fut l'un d'eux, décrit nettement la fin du manichéisme : « *Si la société parfaite n'existe pas*, écrit Henri Weber, qui fut l'un d'eux, *la société absolument mauvaise non plus.* » « *En réduisant le champ des possibles*, ajoute-t-il, *en ranimant la vieille anxiété, l'antique crainte des lendemains, la crise rappelle chacun au principe de réalité* » (3).

« Une réforme réussie »

Au total, qu'aura laissé d'essentiel mai 68 à la société des vingt années qui suivraient ? Henri Weber et Laurent Joffrin le résument tous deux dans une consécration de la démocratie occidentale. « *La génération de mai 68*, écrit le premier, *est la garante des conquêtes démocratiques et libérales acquises au cours des vingt dernières années.* » « *Mai 68*, écrit le second, *ne fut pas une révolution ratée, mais une grande révolte réformiste, une insurrection démocratique. Car, vingt ans après, il en restera non une révolution manquée, mais une réforme réussie.* » Quant à Hervé Hamon et Patrick Rotman, les fameux duettistes de *Génération*, ils estiment qu'avec la crise qui surviendrait peu d'années après 1968, « *ce qui s'est effondré, peu à peu, ce qui s'est effrité, c'est la clé de voûte : l'anticapitalisme* » (4).

Ainsi tout serait clair. Mai 68 provoqua une crise de régime mais n'aurait finalement pas été une tentative de révolution politique : un remaniement culturel, une entrée en modernité, une initiation pour les temps nouveaux qui seraient marqués par l'effondrement du marxisme, l'assimilation du prolétariat, l'acceptation du profit, la fin pathétique des « modèles » socialistes, le refus des autoritarismes. En bref, les épousailles de la France modernisée avec la démocratie. On peut le dire, en effet, vingt ans après. Mais cela suffit-il à rendre compte de cette sorte de jouissance de l'événement qui se vécut alors ? Peut-on encore en parler et tenter de faire comprendre – sans trop radoter – l'exaltation puis la détresse de ce printemps bouleversé ? Confusément, on sent que non.

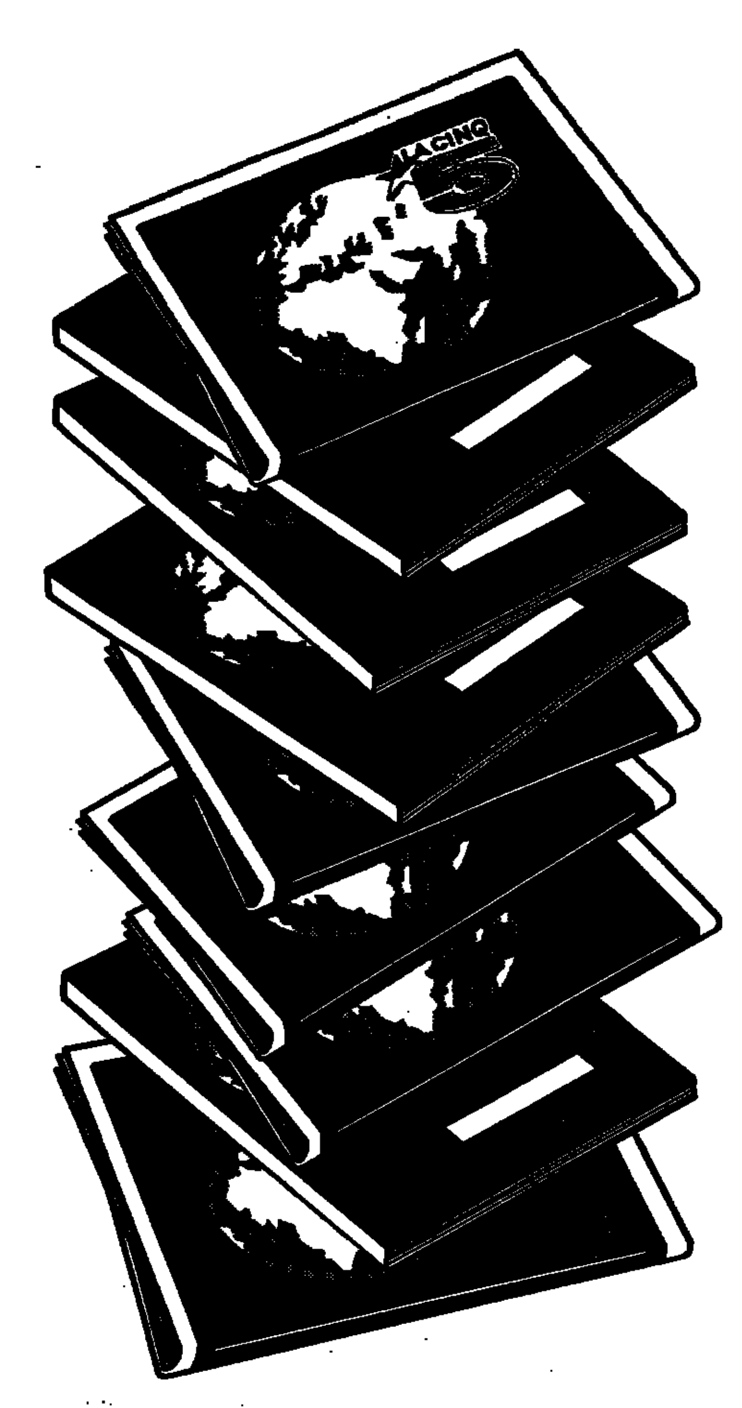
BRUNO FRAPPAT.

(2) *Mai 68, histoire des événements*, Laurent Joffrin, édit. du Seuil, coll. « Points politiques », 376 p., 42 F.

(3) *Vingt ans après, que reste-t-il de 68 ?* Henri Weber, éd. du Seuil, 224 p., 89 F.

(4) *Génération II : les années de poudre*. Ed. du Seuil, 696 p., 139 F.





SAMEDI

LE JOURNAL PERMANENT
5H 7H15

CIRCUIT
11H30 12H

RÉUSSITES
12H 12H30

REPORTERS
12H30 13H

LE JOURNAL
13H 13H30

LE JOURNAL IMAGES
18H55

LE JOURNAL
19H58 20H35

TÉLÉ MATCHS
23H30 0H50

LE MINUIT PILE

LE JOURNAL DE LA NUIT



DIMANCHE

LE JOURNAL PERMANENT
5H 7H15

LE JOURNAL
13H 13H30

TÉLÉ-MATCHS
15H30 17H10

LE JOURNAL
19H58 20H35

LE MINUIT PILE

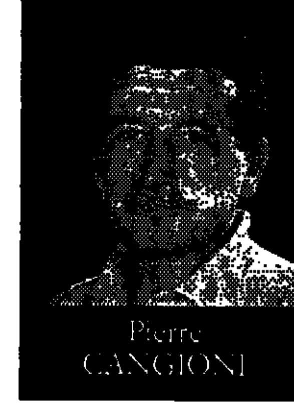
LE JOURNAL DE LA NUIT

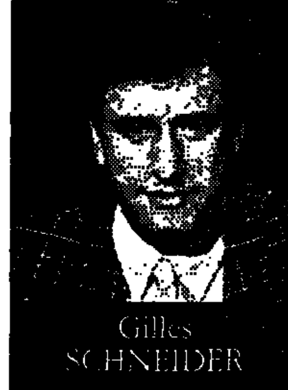
L'INFO SUR LA CINQ.

Le week-end, rien ne vaut un bon fauteuil,
quelques bons journaux et quelques bons magazines.











PATRICK DE CAROLIS: SAMEDI 12 H - 12 H 30 REUSSITES, 12 H 30 - 13 H REPORTERS.
PIERRE CANGIONI: SAMEDI 11 H 30 - 12 H CIRCUIT, 23 H 50 - 0 H 50 TELE-MATCHS, DIMANCHE 15 H 30 - 17 H 10 TELE-MATCHS.
GILLES SCHNEIDER: SAMEDI ET DIMANCHE 13 H - 13 H 30 LE JOURNAL. MARIE-FRANCE CUBADDA: SAMEDI ET DIMANCHE 19H 58 - 20 H 35 LE JOURNAL.

B-C-R-C

Société

JUSTICE

Réticences au ministère de l'économie

Les surprises financières des nouvelles prisons

Officiellement, le programme des 15 000 nouvelles places de prison dont M. Chalandon a choisi de doter la France avant 1992 va, comme l'on dit dans ses services, à *« un train d'enfer »*. Une fois oubliées les querelles des premiers temps entre les tenants du « tout privé » et ceux du « tout public » ; balayé d'un revers de manche un directeur de l'administration pénitentiaire, M. Arsène Lux, qui ne semblait pas faire l'affaire ; vite expédiée la nomination, à la tête de la toute nouvelle direction déléguée à la création de nouvelles prisons, de M. René Eladari, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, le fameux « programme 15 000 » semblait en bonne voie.

Le 16 décembre, on connaissait le nom des groupes lauréats : Fougerolles-Sodexo, Spies-Batignolles-Lyonnaise des eaux, Grands travaux de Marseille et Dumez. Bouygues, pourtant bien en cour, n'avait pas été retenu et ne cachait pas son amertume. Le 17 décembre, on présentait les maquettes à la presse qui saluait l'exploit en soulignant la rapidité des entreprises plutôt que l'originalité des choix (*le Monde* du 18 décembre 1987). Le 22 mars, la commission des marchés, fonctionnant auprès du ministre de l'économie et des finances, rendait un avis favorable aux quatre marchés de construction d'un montant global de 4,5 milliards de francs qui avaient, en réalité, été passés au cours de l'automne. Le 13 avril, la chancellerie fêtait avec les responsables du monde pénitentiaire la signature des conventions liant — pour ce qui est de la construction de ces vingt-neuf établissements — les entreprises et l'Etat. Huit jours plus tard, M. Chalandon posait la première pierre du centre de détention de six cents places de Bapaume (Pas-de-Calais).

Lorsque le « programme 15 000 » avait été présenté (*le Monde* daté 20-21 décembre), on s'était réjoui des économies offertes par la solution dynamique, voire *« révolutionnaire »*, aménagée par le garde des sceaux. Les nouvelles prisons allaient non seulement mettre fin à une surpopulation pénale indigne d'un pays civilisé, mais aussi être strictement gérées à des coûts défiant toute concurrence.

En moyenne, annonçait-on, chaque place construite coûterait 270 000 F contre 400 000 F, et le prix de journée serait de 120 F en moyenne contre 170 F. Il ne restait plus alors qu'à boucler les marchés de fonctionnement : les entreprises privées, pour un marché global de 8 milliards de francs sur dix ans, s'engageaient à assurer la gestion, la maintenance de leurs établissements, l'« hôtellerie » des détenus (nourriture, habillage, buanderie...), le chauffage, le secteur médical à l'exception des hospitalisations lourdes et, point capital, la formation, les structures favorisant la réinsertion des détenus.

Un surcoût trop élevé

Il apparaît pourtant que quelque chose grippe cette belle mécanique. Le 29 avril, au cours d'une réunion interministérielle présidée par MM. Benmakhlouf et Rameix, conseillers techniques au cabinet du premier ministre, le représentant de M. Edouard Balladur, M. Christophe Blanchard-Dignac, appuyé par ses collègues du budget, faisait valoir que le surcoût du marché de fonctionnement était *« très élevé et qu'il aurait une incidence budgétaire importante si les mêmes conditions devaient s'appliquer à l'ensemble des places en construction »*. Il demandait *« le réexamen des marchés en cours d'élaboration ou de mise au point, en gardant à l'esprit que l'un des motifs du recours au secteur privé pour assurer le fonctionnement des nouvelles prisons était l'anticipation des économies de gestion »*.

Bilan de la réunion : outre l'octroi de 40 millions de francs pour financer les réparations urgentes des prisons de Saint-Maur et d'Ensisheim, récemment dévastées par des mutins, les tranches conditionnelles du « programme 15 000 » *« seront affermies dans la limite des autorisations de programme disponibles »*. Cela conduit, *« sur proposition du ministère de la justice, à reporter l'affermissement de la deuxième tranche conditionnelle de la zone nord »*. Enfin, il faudra poursuivre la mise au point des marchés de fonctionnement. Autrement dit, il faut serrer les prix.

En revanche, le seul marché « bouclé », celui de Fougerolles-Sodexo sera soumis *« sans retard »* par le ministère de la justice à la commission centrale des marchés. En réalité, cela était déjà fait depuis une semaine environ. La commission *ad hoc*, intitulée « commission spécialisée des marchés d'approvisionnement généraux », présidée par le contrôleur général des armées Bergeron, devait, pensait-on, se réunir le 10 mai prochain. L'examen du dossier aux ministères des finances et du budget a fait grincer quelques dents. D'autant que, dans le même temps, les services de M. Balladur recevaient l'audit, qu'ils avaient demandé à la chancellerie de faire réaliser par un cabinet indépendant, sur la gestion des établissements pénitentiaires fonctionnant aujourd'hui.

Un panel représentatif — prisons vétustes ou non, grandes et petites — était choisi. Selon l'audit, le prix du « détenu/jour » se situe autour de 90/95 francs. On est loin des 170 francs avancés au départ par la chancellerie. En moyenne, les entreprises privées lauréates du concours présentent des prix allant de 110 à 145 francs. Fougerolles-Sodexo, pour 3 800 places, présente un marché de 220 millions de francs par an pour dix ans, avec un prix de journée se situant entre 125 et 135 francs. Le privé, qui n'a aucune raison de jouer au philanthrope, baissant les coûts de construction, se rattraperait-il sur le fonctionnement ?

A la chancellerie, on a beau plaider que les chiffres de l'audit ne sont pas représentatifs, car ils ne tiennent pas compte des efforts faits en faveur de la réinsertion prévue dans le programme des 1 500 places pas plus que du coût des quartiers spéciaux destinés aux toxicomanes (c'est l'une des innovations de M. Chalandon en dépit de l'hostilité de nombre de médecins et de praticiens du monde pénitentiaire), qui reviendront à 5 millions de francs par maison d'arrêt, les argentiers tiquent.

Au premier abord, cette attitude taillonne ne surprend pas le ministère de la justice, où l'on sait bien que les financiers se font toujours un peu tirer l'oreille lorsqu'il s'agit de payer. L'on ne s'y étonne pas que les finances ne soient guère sensibles aux arguments « humanitaires » de la place Vendôme.

Mais, à la veille de l'élection présidentielle, chez MM. Balladur et Juppé certains trouvent singulière la hâte de la chancellerie à vouloir absolument faire figurer le dossier Fougerolles-Sodexo à l'ordre du jour du 10 mai alors qu'il devait être examiné en même temps que le dossier Dumez, le 24 mai. La chancellerie, après de vigoureuses interventions, semble obtenir provisoirement gain de cause.

Reste que, au ministère des finances, le malaise est perceptible : certains verraient d'un bon œil le report de l'examen du dossier. *« Ces dossiers sont anormaux ; ils laissent penser à des combinaisons souterraines »*, nous a déclaré l'un de ceux qui ont dû les examiner.

AGATHE LOGEART.

DÉFENSE

Paris et Londres se disputent un contrat de 37 milliards de francs

Le Canada choisira en juin ses sous-marins nucléaires

MONTREAL
de notre correspondante

Qui, de la France ou de la Grande-Bretagne, réussira à vendre au Canada douze sous-marins d'attaque (lance-torpilles) à propulsion nucléaire pour que ce pays puisse défendre toutes ses côtes, atlantique, pacifique et arctique ? Moins de deux mois avant que le gouvernement canadien n'annonce officiellement son choix, les spéculations vont bon train. Si l'on se fie à la radio privée CFCF de Montréal, les Britanniques, avec leur sous-marin de type Trafalgar, seraient d'ores et déjà assurés de remporter cet énorme contrat (Après de 8 milliards de dollars canadiens au total, soit environ 37 milliards de francs), au détriment du modèle français Améthyste.

Le quotidien *The Independent* de Londres croit cependant, quant à lui, que l'état-major canadien aurait, au contraire, opté pour le submersible français.

Ces rumeurs — toutes démenties par les autorités canadiennes — ont été relancées à la suite de la visite officielle à Washington du premier ministre, M. Brian Mulroney, la semaine dernière. Le président Reagan a en effet assuré son interlocuteur qu'il ne s'opposerait pas à ce que le Canada se procure la technologie nucléaire américaine, utilisée pour la propulsion des sous-marins britanniques, si Ottawa retenait ces derniers.

Cette promesse lève une première hypothèse pour la Grande-Bretagne et son Trafalgar. En 1958, les Britanniques se sont en effet engagés à ne pas revendre la technologie nucléaire américaine à des pays tiers sans l'accord de Washington. Difficile, dans ces circonstances, d'espérer décrocher le contrat canadien avant d'avoir obtenu l'indispensable bénédiction américaine. Mme Thatcher n'a pas ménagé les pressions pour que cette exemption soit accordée à temps par la Maison Blanche.

Tous les obstacles n'en ont pas pour autant disparu. Le Sénat et la Chambre des représentants peuvent bloquer le transfert de technologie en adoptant une résolution commune. Or plusieurs sénateurs ont déjà averti qu'ils examineraient le dossier avec la plus grande attention en tenant compte des réticences de la marine américaine. La décision de principe du Canada d'acheter dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire (pour remplacer trois bâtiments vétustes et inopérants sous la calotte glaciaire de l'Arctique) a été très mal reçue au sein de l'état-major de la marine américaine. Les amiraux, aux Etats-Unis, verraient d'un mauvais œil les futures incursions de nouveaux sous-marins sous les glaces canadiennes, où les bâtiments américains (et soviétiques) peuvent se promener en toute impunité.

Percer la glace de l'Arctique

Les promoteurs du submersible français (la société SNA Canada, filiale de la direction des Constructions navales et de Technicatome) ne manquent pas de souligner que la France a développé sa technologie nucléaire en toute indépendance et qu'elle est prête à réaliser un transfert complet vers le Canada, ce qui n'a été proposé à aucun pays.

Les responsables de la SNA ont dépensé, ces derniers mois, autant d'efforts que leur concurrent pour faire valoir leurs atouts. Les spécialistes canadiens ont surtout retenus que la version proposée de l'Améthyste est plus compacte (79 mètres de long) que le Trafalgar (85 mètres) et moins onéreuse. La construction d'un sous-marin français devrait coûter 350 millions de dollars canadiens, celle d'un sous-marin britannique 500 millions. L'Améthyste sera servi par soixante-dix membres d'équipage alors qu'il faudra cent trente personnes pour manœuvrer le Trafalgar, un peu plus rapide (32 nœuds) que son concurrent (25 nœuds).

Le contre-amiral Anderson, responsable du projet d'acquisition, a aussi noté que le sous-marin britannique était le seul à avoir fait ses preuves dans l'Arctique, où il a déjà percé une couche de 90 centimètres de glace. Pour répondre à l'exigence fixée par le Canada (venir à bout d'une couche de 1 mètre de glace), les constructeurs français ont conçu un mât brise-glace rétractable.

Les responsables français savaient que la tâche serait ardue lorsqu'ils ont décidé de proposer leur submersible à la marine canadienne, équipée depuis des lustres par les Britanniques. Mais, donné perdant au départ, l'Améthyste a finalement tout autant retenu l'attention que son rival. L'évaluation des retombées pour l'industrie canadienne devrait peser beaucoup à l'heure du choix, qui est attendu pour la fin de juin.

MARTINE JACOT.

MÉDECINE

Expérimentés en France et en Suisse

Deux nouveaux tests permettent de déceler les faux séronégatifs

Deux chercheurs de la faculté de médecine de Genève ont rendu publique, le jeudi 5 mai, une série de résultats tendant à démontrer que les tests habituellement utilisés pour le dépistage du SIDA ne permettent pas, en pratique, de mettre en évidence la totalité des cas de contamination par le virus.

Ces spécialistes suisses (le professeur Bernard Mach et le docteur Michel Loche) ont eu recours à un procédé récemment mis au point permettant d'« amplifier » et d'identifier la présence de fractions du génome du virus du SIDA.

Appliquant cette technique très sophistiquée à seize personnes ayant différents partenaires sexuels séropositifs, les spécialistes suisses ont découvert cinq cas de contamination. Ces seize personnes étaient pourtant apparemment séronégatives à partir des tests habituels de dépistage, qui visent à mettre en évidence la présence d'anticorps, c'est-à-dire de substances synthétisées par l'organisme humain en réaction à l'infection par le virus du SIDA.

Cette technique, si elle est beaucoup plus fine et beaucoup plus performante, ne peut encore être appliquée sur une grande échelle, comme par exemple à l'occasion du dépistage systématique chez les donneurs de sang, situation pour laquelle, en dépit des progrès effectués, un certain risque de contamination demeure, comme le reconnaît en France la direction générale de la santé (*le Monde* daté 2 mai). Il s'agit là d'un problème essentiel auquel sont et seront de plus en plus souvent confrontées les autorités sanitaires.

Une autre technique développée en France pourrait apporter des résultats comparables et permettre de dépister les faux séronégatifs. Les bases fondamentales de ce procédé ont été publiées il y a quelques mois dans l'hebdomadaire scientifique *Nature* (1). L'équipe française annonçait alors avoir découvert qu'une fraction du patrimoine génétique du virus du SIDA (gène F) était capable de synthétiser une substance particulière (ou protéine F) proche des substances fabriquées par certains « gènes du cancer » humain.

Plusieurs arguments laissaient penser alors que l'identification de la protéine F pourrait être le chaînon manquant des marqueurs de l'infection de l'organisme humain par le virus du SIDA. En d'autres termes, la présence de cette protéine pourrait témoigner de l'existence d'une phase de latence et donc d'une contagiosité possible qui ne peut être, en pratique, actuellement mise en évidence. La technique est actuellement brevetée et étudiée sur plusieurs milliers de sérums.

« Nous avons, dans ce domaine, pris une très large avance, mais notre travail en est toujours au stade de la recherche, de la vérification de notre hypothèse de départ, nous a expliqué M. Jean-Pierre Lecoq, directeur scientifique de la société Transgène. *Si un tel travail est concluant ce dépistage permettra une identification très précoce de l'infection. Il ne remplacera pas les techniques actuelles, mais il pourra les compléter. »*

JEAN-YVES NAU.

(1) Ce travail avait été publié dans le numéro de *Nature* daté du 23 novembre 1987. Il réunissait des chercheurs de la société Transgène, de l'Institut Pasteur, de l'INSERM (unité 249) et de la société Pasteur Vaccins.

ARCHÉOLOGIE

Importante découverte d'une statue

Le Gaulois de Rostrenen

Une petite statuette gauloise haute de 43 centimètres, représentant sans doute une divinité masculine, vient d'être découverte près de Rostrenen (Côtes-du-Nord), au cours d'une brève fouille de sauvetage (de la mi-avril à la fin mai). Elle est la première qui ait jamais été découverte en Bretagne et même dans les régions environnantes et elle est une des rares à avoir été trouvées dans une stratigraphie intacte. Elle était dans le remplissage volontaire d'un fossé et était recouverte de débris de poteries bien datées (de quelques décennies avant la conquête romaine) et d'amphores italiques du début du premier siècle avant Jésus-Christ. Cette découverte est donc l'une des plus importantes qui aient été faites par les archéologues français depuis une ou deux décennies.

La statue est en pierre (un micaschiste local), dont le grain donne à l'œuvre une facture assez fruste. Elle est typiquement gauloise avec son petit diadème et son torque. En revanche, elle tient une lyre sur la poitrine, ce qui n'est pas du tout habituel pour les divinités gauloises.

La fouille, menée sous la direction de MM. Claude Le Potier et Jean-Charles Arramond, est faite grâce à l'appui et au financement du conseil général des Côtes-du-Nord, en un endroit « sensible » où les travaux étaient prévus pour améliorer une route départementale.

Le secteur était « sensible », car on y avait déjà repéré trois tumulus de l'âge de bronze, une enceinte romaine (?), une enceinte médiévale et un captage (?) de source gallo-romain. En fait, on y a trouvé surtout un site occupé par les Gaulois du troisième au premier siècle avant Jésus-Christ.

Ce site comprend, notamment, des fossés (dont certains ont été comblés volontairement et même damés), des calages de poteaux et un souterrain à demi effondré. De tels souterrains, liés à des habitats, sont typiques de l'âge du fer armoricain (les Gaulois sont les auteurs au moins du second âge du fer dit de la Tène). Mais le rôle exact de ces souterrains n'est pas encore compris.

Y. R.

Les attentats de septembre 1986 à Paris

La police pense avoir identifié l'un des principaux poseurs de bombes

Le principal poseur de bombes des attentats de septembre 1986, à Paris, serait un jeune Libanais de vingt-deux ans, Habib Haidar, né à Baalbek, militant du mouvement intégriste pro-iranien Hezbollah, indique-t-on de source policière et judiciaire.

Trois des inculpés, Abdel Hamid Badaoui, Omar Agnaou et Fethi Bourguiba, membres d'un réseau pro-iranien, accusés d'avoir perpétré les attentats, arrêtés depuis mars 1987, l'auraient formellement reconnu sur photo, en début de semaine. La photo de Habib Haidar, serait parvenue de Beyrouth où des enquêteurs envoyés de Paris seraient allés, récemment, la chercher. L'origine de ce document n'a pas été indiquée.

La photographie devrait être prochainement publiée par voie d'affiche, ainsi que dans la presse. Les autorités judiciaires sont, en effet, en quête de témoignages sur Habib Haidar, recherchant notamment ses lieux d'habitation dans la capitale durant l'année 1986.

Habib Haidar serait le fameux Bassam, dont le nom était apparu parmi les suspects recherchés dès avril 1987 (*le Monde* du 25 avril). Les enquêteurs le soupçonnaient d'être venu spécialement de Beyrouth pour poser les bombes entreposées, auparavant, chez les membres du réseau pro-iranien démantelé depuis.

Les attentats de Paris avaient été revendiqués par un Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes du Proche-Orient (CSPPA), qui réclamait la libération de terroristes condamnés en France : Anis Naccache, auteur d'un attentat manqué contre Chapour Baktiar, ancien premier ministre du chah d'Iran, Waroujian Garbedjian, auteur de l'attentat d'Orly, en juillet 1983, et Georges Ibrahim Abdallah, chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises.

ESPACE

Nouveau retard pour la navette

Le prochain vol de la navette américaine Discovery, qui devait en principe avoir lieu le 4 août prochain, vient d'être à nouveau reporté. Il devrait avoir lieu à la fin du mois d'août ou au début du mois de septembre, et au mieux, selon la NASA, le 25 août. *« Ce retard n'est pas important, ce qui compte, c'est que nous volerons cet été »*, a déclaré l'administrateur de la NASA, M. James Fletcher, qui a précisé que ce glissement du calendrier était dû à un changement des procédures de l'agence spatiale américaine dans la mise en place et l'assemblage des fusées d'appoint de la navette.

Les Américains ne veulent, en effet, prendre aucun risque avec ces fusées qui furent à l'origine, en janvier 1986, de la catastrophe de Challenger. Ce jour-là, le joint d'un de ces *boosters* (fusées d'appoint) avait laissé s'échapper des gaz brûlants sur le réservoir de combustible de l'engin, qui avait aussitôt explosé. Depuis, ce joint a été redessiné et les résultats des tests qu'il a subis le 22 avril ont été concluants malgré la présence d'un défaut volontairement introduit sur cette pièce essentielle.

En revanche, les choses semblent moins bien se présenter au Congrès, qui examine actuellement le budget de l'agence spatiale américaine. La Maison Blanche a présenté un budget de 11,5 milliards de dollars, le Sénat n'a approuvé qu'une enveloppe de 10,2 milliards de dollars et la NASA ne peut guère espérer mieux que 10,7 milliards de dollars, selon les élus. Ces réduction budgétaires, affirme M. Fletcher, cloueraient au sol le programme spatial civil américain et mettraient un terme à trente années de progrès. *« L'avenir apparaît sombre »*, a-t-il dit, ajoutant qu'il n'était *« guère plaisant »* d'imaginer que les Etats-Unis sont devenus *« une nation spatiale civile de second ordre, voire de troisième ordre »*.

ÉDUCATION

Festivals de théâtre dans des lycées

Le théâtre est en vogue dans de nombreux établissements scolaires, où des enseignants font, de plus en plus, appel à des comédiens professionnels pour animer des ateliers d'expression dramatique qui donnent lieu, en fin d'année scolaire, à des représentations publiques.

Dans le Val-de-Marne, le troisième festival « Les lycéens brûlent les planches », organisé par les associations laïques soutenues par le conseil général, présente, jusqu'au 7 mai, une série de spectacles où les élèves de plusieurs établissements — professionnels notamment — ont mis en scène leur « galère » et leurs espoirs (au Théâtre Romain Rolland de Villejuif). Tél. : (1) 47-26-15-02.

A Créteil, une monumentale et étrange *« machine navale »*, confectionnée par les élèves du lycée technique Branly, naviguera le 28 mai sur le lac, avant d'y sombrer définitivement à la nuit tombante dans un jeu d'eau et de lumière *(Don Juan navire)*. Tél. : (1) 48-58-19-21.

A Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), le festival « Faut qu'ça scène » présentera, du 11 au 15 mai, plusieurs productions d'ateliers de création (16) 59-25-77-66. Enfin, à Paris, le rectorat et les affaires culturelles organisent plusieurs spectacles de théâtre lycéens au Théâtre national de Chaillot, du 1er au 3 juin. Tél. : (1) 47-27-81-15.

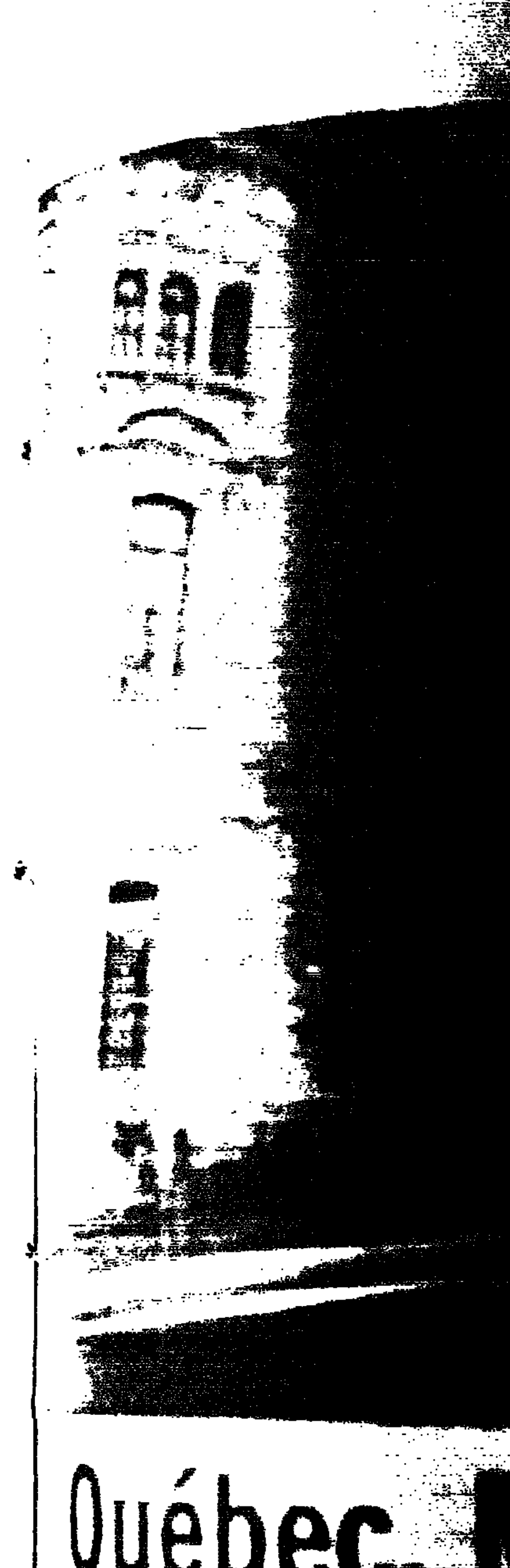
Journées portes ouvertes à l'Institut Curie

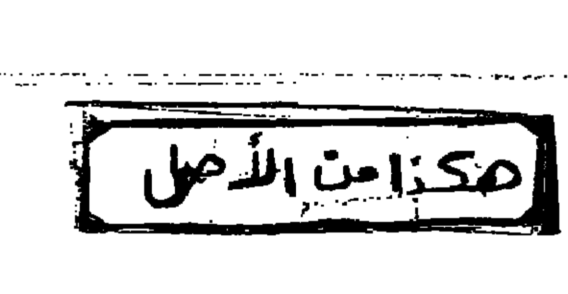
Dans le cadre de la semaine Europe contre le cancer, l'Institut Curie ouvrira ses portes au grand public le samedi 7 mai. Les visiteurs pourront ainsi rencontrer chercheurs, médecins, infirmières et visiter les laboratoires et les salles de diagnostic, afin de mieux comprendre le mécanisme du cancer et son traitement par le biais de films, d'expositions et de présentation de matériel.

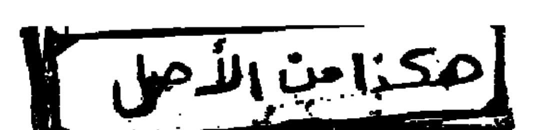
Le musée, installé dans les locaux mêmes où Marie Curie travailla, sera ouvert pour la circonstance, tout comme le chantier du nouvel hôpital, dont l'ouverture est prévue en 1992, qui vient de faire l'objet de fouilles archéologiques.

Une vingtaine de mini-conférences d'une trentaine de minutes seront animées par des spécialistes, ainsi que cinq grands débats sur les thèmes « Risque nucléaire/risque génétique », « Stratégie en médecine et en chirurgie du cancer », « La relation avec le médecin traitant », « Vers un dépistage efficace du cancer », « Tradition, image de marque, compétition à propos du cancer ».

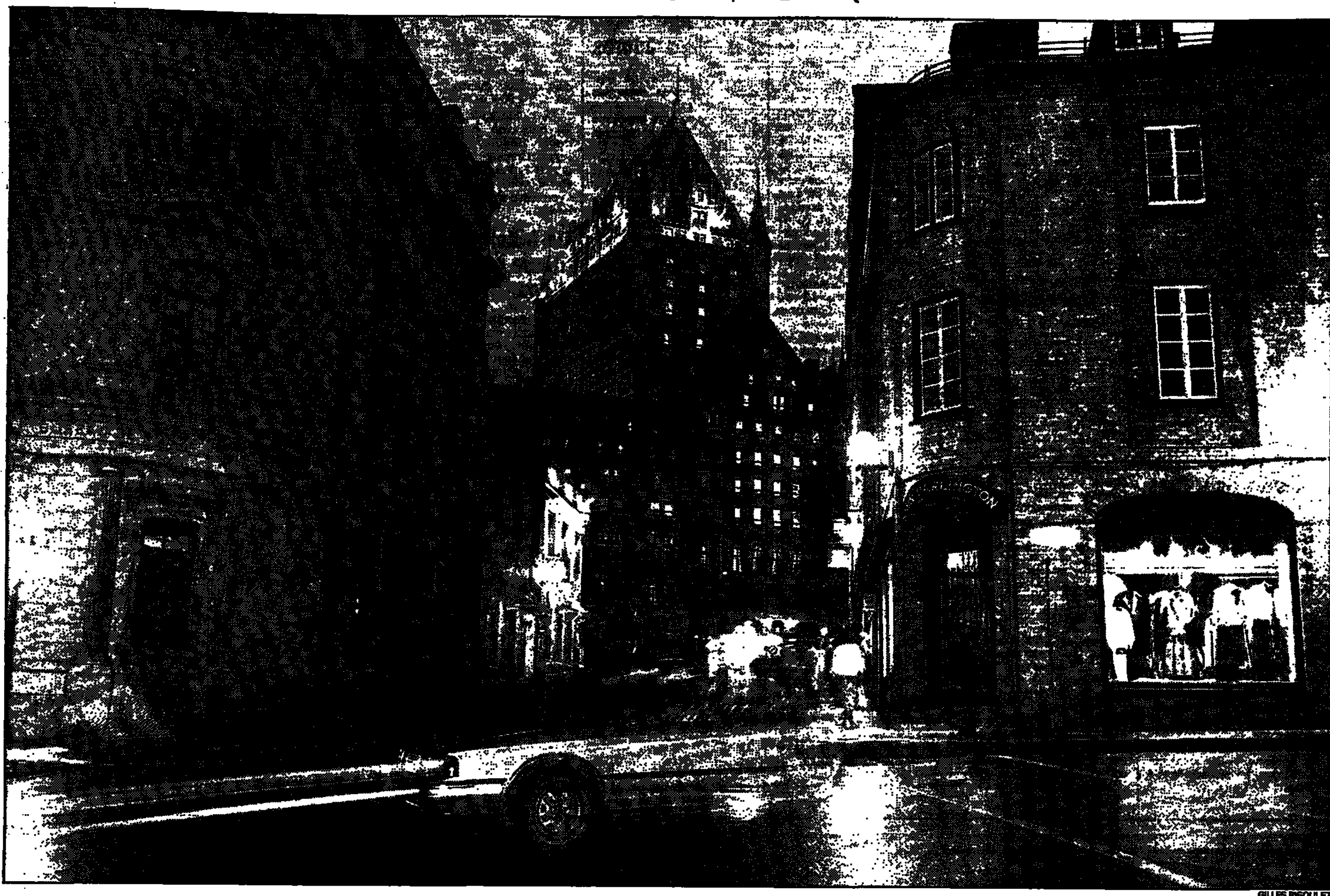
★ Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-29-12-42.







Le Monde
SANS VISA



GILLES RIGOULET

Québec, Montréal, même pays

par Jean-Louis André

CINQUANTIEME étage de la tour Victoria, en plein centre de Montréal. De ces hauteurs, la ville semble folle. Folle d'espace, d'orgueil (*« La fierté a une ville, Montréal »*, proclame la devise de la municipalité) ; folle, surtout, comme l'aiguille d'une boussole attirée par d'étranges et contradictoires champs magnétiques. A perte de vue, les rues sont sans couleur à force d'en avoir trop. La brique rouge des vieilles maisons anglaises, les façades noircies des immeubles cossus du siècle dernier, les coupoles en cuivre et les toits en aluminium peints en rouge ou en vert, les parois-miroirs des gratte-ciel...

Europe ? Amérique ? Ville d'histoire, une des seules en Amérique du Nord à avoir conservé des vieux quartiers datant du XVII[e] siècle ou métropole du futur ? Capitale du plaisir et de la culture ou cité laborieuse qui relève, chiffres à l'appui, le défi américain ? Tout cela à la fois : ici, on n'est surtout pas aux Etats-Unis, même si New-York n'est qu'à une heure d'avion. On n'est pas non plus en France, même si 60 % de la population est francophone. On est, comme le chantait Robert Charlebois, en *« presque Amérique »*, et tout est dans ce *« presque*.

Comme toutes les grandes métropoles d'Amérique du Nord, Montréal a sa « city », ses gratte-ciel, ses immeubles en chantier. Une autoroute, qui la traverse de part en part, de grandes avenues qui ressemblent à des voies rapides, régulièrement paralysées vers 17 heures, quand sortent des bureaux les hommes d'affaires en costumes sombres, mallette noire sous le bras.

Et pourtant... Même au cœur de son quartier d'affaires, rue Sainte-Catherine, Montréal vit à d'autres rythmes. Il faut, par exemple, prendre le temps de s'arrêter, entre Eaton et La Baie, les deux grands magasins qui se font face. Au fond, comme sur un écran, les ogives gothiques d'une cathédrale anglicane se reflètent sur les glaces teintées de rose de l'immeuble « des coopérants ». Un raccourci sur l'histoire.

« C'lui-là, il n'était pas là v'là six mois », lance un passant en montrant l'édifice qui abritera une compagnie d'assurances. Encore quelques commentaires sur cette ville qui pousse comme un champignon, sur ces architectes qui ne savent plus quoi inventer, puis il disparaît dans une bouche de métro, englouti par la ville souterraine, qui double, de ses kilomètres de galeries, toute la vie de surface.

A Québec, cité-refuge des valeurs francophones, et surtout à Montréal, on est en « presque Amérique ». Mais tout est dans ce « presque ».

Le dernier disque de Renaud

Curieuse, dans ce décor, cette manière de prendre son temps, d'échanger quelques mots avec un touriste français, un peu comme si le prestige du Vieux Pays, malgré les querelles de l'histoire, n'avait jamais été terni. C'est vrai qu'il suffit de flâner dans le quartier du « magasinage » pour aller de Cacharel en Saint-Laurent, tandis que de toutes les boutiques sortent quelques notes du dernier disque de Renaud, Cabrel ou Etienne Daho... Mais au-delà, c'est toute l'identité du Québec qui est en jeu.

L'humiliation que lui infligea la France lors du traité de Paris, en cédant la Belle Province aux Anglais en échange des Antilles,est dans toutes les mémoires, mais elle est largement compensée par la fameuse déclaration de de Gaulle qui donna à l'idée nationaliste un crédit inespéré, ou encore par le rôle que joue la France dans l'organisation des sommets francophones.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : se rapprocher de la France (un vétérinaire, installé là-bas, a même créé une association militant pour que les Québécois aient droit... au passeport français), mais pour mieux affirmer son identité francophone. En redescendant vers le port, le long des ruelles étroites et pavées, les cafés et les restaurants s'appellent encore Air de Paris, ou La Petite Bourgogne. A l'intérieur, on y entend quelquefois des accordéonistes qui cultivent le mythe Piaf ou Brassens. Mais ce n'est là qu'une version simplifiée, destinée aux touristes américains venus chercher un petit air d'Europe, de la réalité québécoise.

« Trop longtemps, nous avons cherché à imiter la France, explique Michel Tremblay, un des écrivains les plus connus du Québec. *Or c'est notre culture qu'il nous faut imposer, sans pour autant avoir le culte du folklore. »* Sa pièce, *les Belles Sœurs*, jouée dans les années 70 à l'espace Cardin à Paris, a marqué une étape importante dans cette prise de conscience : écrite en joual, la langue des quartiers populaires, comme Saint-Henry, elle aurait pu sembler difficilement exportable ; elle fut saluée chez nous par un vif succès.

Affirmer son identité : la revendication est née dans les années 60, quand le Québec a entamé sa fameuse *« révolution tranquille »*. Indépendance ou simplement spécificité reconnue et respectée au sein de l'Etat fédéral ? L'échec du référendum, organisé en 1980 par le Parti québécois (PQ), a largement affaibli l'idée séparatiste, bien que le PQ, par un curieux paradoxe, ait été porté à nouveau au pouvoir un an après. *« Ce qui intéresse les Québécois*, explique, amer, Pierre Marc Johnson, chef de l'opposition, *c'est surtout la deuxième voiture, le troisième poste de télévision, ou les vacances au soleil. »*

L'affirmation paraît exagérée : il suffit de s'accouder au comptoir d'un des bars de la rue Saint-Denis pour entendre commenter, avec passion, les accords du Lac Meach, ratifiés par M. Bourassa, qui reconnaissent, constitutionnellement, la spécificité de la province québécoise... Ce qui n'exclut pas certains regards lourds de sous-entendus lorsque votre voisin vous annonce, pour lier connaissance, *« je suis canadien »*.

Moins revendiquée sur le plan politique, l'identité québécoise semble aujourd'hui une préoccupation de la vie quotidienne. Et pour cause. Rue Sainte-Catherine, c'est le royaume des fast-foods, des sex-shops. Sur les palissades d'un chantier les affiches publicitaires hâtivement placardées sont imprimées en anglais. Sans même une traduction française. *« Au Québec, nous ne sommes que six millions de francophones,* explique un Montréalais. *Toute mon enfance, j'ai cru qu'un bonbon se disait « candy », parce qu'il n'y avait que ce mot écrit sur la boîte. Notre français, c'est une goutte d'eau dans la mer anglophone. »*

L'inquiétude est permanente, d'autant que les manquements à la loi 101, qui fait du français la seule langue officielle de la province, sont de plus en plus fréquents. *« Avec les mots et la langue, c'est tout un mode de vie qui risque de nous gagner. Certains comparent le Québec à la Finlande. C'est oublier que l'image du bonheur peut être américaine, mais qu'elle n'a jamais été russe. »*

« Fun », « Shopping » et « magasinage »

Fait significatif: la jeunesse québécoise, pourtant si pointilleuse lorsqu'il s'agit de remplacer « shopping » par « magasinage » ou « week-end » par « fin de semaine », ne parle, quand elle va s'amuser que de « fun », de séries américaines ou de rock anglo-saxon. Il suffit d'une soirée au Business, la boîte branchée de Montréal, pour comprendre que ces gamines aux cheveux teints en rose, ces adolescents drapés dans leurs manteaux noirs, n'ont rien à envier à leurs copains new-yorkais, et n'écoutent pas seulement Gilles Vigneault ou Robert Charlebois (même si la consommation de disques nationaux reste, au Québec, très élevée).

« C'est là un véritable problème, sensible à tous les niveaux, explique Guy Rocher, sociopolitologue et professeur à l'université de Montréal. *Même les intellectuels ont chez nous du mal à penser le modèle américain, à le formaliser et à le repérer jusque dans ses manifestations parfois insidieuses. »*

Cette relative uniformation a eu, à Montréal du moins, un effet positif: rapprocher les zones de silence qui ont longtemps coexisté dans un mépris réciproque, effacer la rivalité qui oppose, depuis des siècles, francophones et anglophones.

(Lire la suite page 19.)

ESCALES


J. BUDEK

Collections privées pour tous

Voici un voyagiste qui se propose d'entraîner ses clients à la découverte des grandes collections privées que l'Europe a réussi à préserver. La Fugue (32, rue de Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14) a notamment inscrit à son court et chic catalogue un voyage à Prague et à Dresde, du 26 mai au 1er juin. Point fort, dans cette dernière ville, les trois mille pièces d'orfèvrerie, de joaillerie et d'artisanat rassemblées par les princes de Saxe. Six nuits dans des hôtels de luxe, 10 900 F.

Egalement sélectionné par La Fugue, un déplacement à Vienne du 3 au 6 juin avec la collection de Pietra Dura de l'empereur Léopold II au palais impérial (8 100 F). Dans la même veine : les princes collectionneurs de l'Allemagne du sud, du 17 au 19 juin ; les trésors d'art de la route romantique, du 19 au 24 juillet.

Greens à la ligne

Prendre une première leçon de golf avec un « pro », évaluer son grand jeu, fignoler ses approches, entrer un put de 15 m, sortir d'un bunker, admirer un champion en action ou essayer les clubs de son choix. Plonger sa ligne dans un cours d'eau et en tirer carpes et gardons, apprendre des maîtres du genre leur technique et leurs secrets, s'initier à la pêche au poisson mort manié, tester une nouvelle canne, suivre un concours international ou une démonstration de lancer. Tirer ses premières cartouches, découvrir les différents territoires de chasse et la faune qui leur est propre, assister à une présentation de chiens d'arrêt ou à une exhibition d'oiseaux de proie, décocher quelques flèches ou piéger le renard. Enfin, se mettre en selle ou assister à des démonstrations de saut d'obstacles, de dressage, d'attelage, de voltige ou de cascades. Et ce, à deux pas de la tour Eiffel ! C'est ce que propose, quatre jours durant, de 10 à 19 h, le Country Show International, qui aura lieu du 12 au 15 mai, à l'hippodrome d'Auteuil.

Une « première » en France (les Anglais nous ont précédés), qui s'annonce déjà comme la plus importante manifestation jamais consacrée à la chasse, au golf, au cheval et à la pêche. Avec, pour originalité, quatre villages offrant chacun des stands d'exposition (plus de 300 au total) et une zone d'animation et de démonstrations ouverte à tous. L'objectif étant de permettre au visiteur, non seulement de regarder et de se documenter, mais aussi de tester sur place du matériel, de pratiquer son loisir favori, de s'initier ou de se perfectionner grâce aux conseils de spécialistes.

Une initiative due au groupe de presse Larivière, qui édite, notamment, *Connaissance de la chasse* et *Connaissance de la pêche* et qui n'a pas hésité, pour l'occasion, à réempoissonner la rivière qui serpente sur le site d'Auteuil. Difficile, assure-t-on, de revenir bredouille. De quoi attirer de nombreux enfants. L'accès sera gratuit pour les moins de douze ans, il coûtera 45 F aux autres.

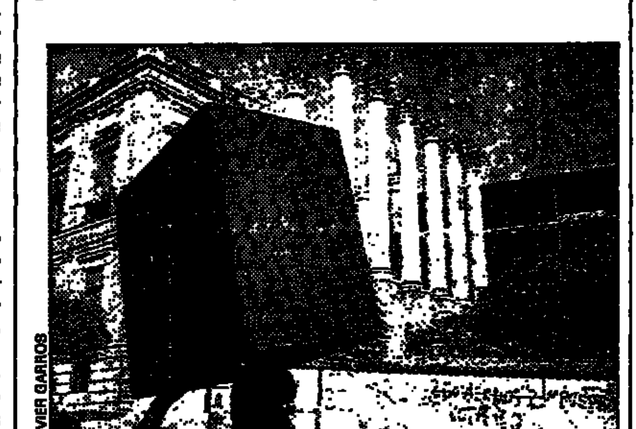
En passant par les paradores

Spécialisés depuis une dizaine d'années dans les circuits en Espagne avec les paradores comme principale attraction, les responsables de Marsans International (7, rue Arsène-Houssaye, 75008 Paris, tél. : 43-59-72-36 et agences de voyages) proposent, dans leur brochure 1988, plusieurs des formules qui ont fait leur succès.

Ainsi peut-on relever, dans la combinaison avion-voiture-hôtel, trois circuits individuels à la carte de neuf jours et huit nuits qui empruntent des itinéraires différents. Le premier part de Saint-Jacques-de-Compostelle et y revient après avoir fait escale à Pontevedra, Verin, Benavente, Leon, Villafranca. Son prix (5 600 F) comprend les vols Paris-Saint-Jacques aller et retour, la location d'une voiture et huit nuits dans les paradores ; des étapes en chambre double avec petit déjeuner.

La route des vins et de la gastronomie, au départ de Barcelone, permet de savourer les cuisines locales (mouton « à la pastora », poulet « al chilindron », chevreau grillé, soupe de poissons). Elle traverse les vignobles de Carinema, Rioja, Navarra, en Aragon et fait retour à Barcelone. Aux mêmes conditions, 5 200 F par personne.

Le circuit andalou égrène les noms de Tolède, Cordoue, Séville, Carmona, Jerez, Grenade, Malaga... : 5 700 F. Pour ces trois circuits, vols au départ de Lyon, Nice et Marseille, également.


OLIVIER GARROS

Un hôtel et une plage à Goa

Les voyagistes, eux aussi, ont leurs explorateurs. Ils semblent, du moins pour ceux qui sont le mieux organisés, mettre un point d'honneur à repérer et à lancer sur le marché, à chaque nouvelle saison, un bout de territoire encore mal connu des amateurs de coins précieux et tranquilles. C'est à Nouvelles Frontières (87, bd de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15, tél. : 42-73-10-64) qu'il revient d'avoir repéré l'hôtel Vagator Beach Resort, à Goa, sur les rives de la mer d'Arabie, en Inde.


D.R.

La région bénéficie d'un climat océanique tropical chaud, sans grands écarts de température entre l'hiver et l'été (30° le jour et la nuit, de novembre à mai). Il vaut mieux, cependant, éviter la mousson (mi-juin à mi-septembre) et ses fortes averses. Une longue plage d'un kilomètre longe les bungalows de l'hôtel. Abritée, elle permet de se baigner par tous les temps dans une eau à 26°...

Nouvelles Frontières assure l'organisation du séjour : les vols Paris-Bombay (4 200 F aller-retour) et Bombay-Goa (300 F environ), une semaine à l'hôtel (600 F par personne en chambre double). Pour les repas, prévoir 20 F pour le petit déjeuner et 35 F pour le déjeuner et le dîner.

Sentiers pentus

Depuis plusieurs années, une petite association de marcheurs s'est spécialisée dans les randonnées sur les sentiers de Catalogne et des Pyrénées. Passajada (BP 19, 66320 Vinça, tél. : 68-05-94-88) va désormais plus loin dans ses expéditions et « ouvre » des voies en Espagne et au Portugal. Retenons ici deux exemples de circuits qui ont pour ultime avantage de se faire au contact de l'habitant dans des paysages non encore touchés par le tourisme de masse.

De Montségur à Montserrat : une grande traversée nord-sud pour rallier deux des lieux les plus prestigieux de l'Occitanie et de la Catalogne. La randonnée s'effectue, avec un véhicule suiveur, par les hauts plateaux de Sault, du Capcir et de Cerdagne, puis à travers les régions catalanes du Bergueda et de Bages. Hébergement en gîtes, auberges et tentes. Prix : 3 480 F par personne, pour quatorze jours, à partir de Montségur ou de Quillan. Départs le 8 mai, le 29 août ou le 2 octobre.

Un autre circuit va son chemin sur les plus hautes montagnes du Portugal, dans la Serra da Estrela, à la découverte des traditions pastorales et de l'accueil chaleureux des montagnards. Itinéraire en boucle dans la Serra avec une journée en compagnie de randonneurs portugais puis visite de Guarda et de Viseu. Douze jours au départ de Bayonne : 3 750 F. Départs les 3 et 15 juillet et les 3 et 15 août.

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992"

Le Monde — le GUIDE du ROUTARD — AIR FRANCE

BULLETIN RÉPONSE

Pour répondre : entourez la bonne réponse ou écrivez-la en toutes lettres.

1 Une cathédrale a été construite dans une mosquée. Dans quelle ville européenne se trouve-t-elle ?

2 La première Caravelle reçue par AIR FRANCE a été mise en service sur la ligne Paris-Rome-Athènes-Istanbul. A quelle date (mois et années) ?
Avril 1959 — Février 1960 — Mai 1959 — Octobre 1959 — Mars 1960

3 Quel Anglais, de la fin du XIXe siècle, haï par les Irlandais, donna son nom sans le vouloir à la postérité ?

4 En 1987, combien d'escales la compagnie AIR FRANCE a-t-elle ouvert en Europe* ?
6 — 12 — 14 — 25 — 10

5 Sur quelle île se trouvent les falaises qui servirent au tournage des "Canons de Navarone" ?
Crète — Rhodes — Irlande — Sicile — Corse

6 Combien y a-t-il actuellement de sièges en classe affaires sur les AIRBUS A 300.B2 (moyen courrier) d'AIR FRANCE desservant la ligne Paris-Londres ?

7 Quel est le célèbre bateau de guerre scandinave qui ne navigua jamais ?

8 AIR FRANCE recevra, à partir de mars 1988, ses nouveaux AIRBUS A 320, l'avion commercial moyen courrier technologiquement le plus avancé du monde. De quel type de réacteurs sont-ils équipés ? (réponse la plus précise possible).

9 Quelle ville fut construite au XVIe siècle par un prince, puis pratiquement abandonnée pendant 400 ans ?

10 AIR FRANCE propose ses tarifs "Jeunes" aller simple en Europe. Sur combien de liaisons, au départ de Paris et de la province, ces tarifs étaient-ils disponibles en février 1988 ?
10 — 45 — 50 — 69 — 76

11 Parmi ces 3 endroits de Paris, quel est celui où l'on peut découvrir le plus grand pan de la muraille de Philippe Auguste ?
Grand Louvre — Parking Forum des Halles — Parking Mazarine

12 AIR FRANCE est la compagnie aérienne qui dessert — en vols réguliers — le plus d'escales en Europe*. Quel sera, au 1er avril 1988, le nombre de ces escales (territoire national exclu) ?

13 De ces cinq pays, lequel est le premier producteur de bananes ?
Malte — Islande — Finlande — Grèce — Portugal

14 Combien de villes européennes* seront desservies par AIR FRANCE au départ de Nice pendant la saison d'été, d'avril à octobre 1988 ?

15 Où se trouve le village dont le nom possède 46 lettres ?
Ecosse — Danemark — Pays de Galles — Norvège

16 Combien la compagnie AIR FRANCE a-t-elle effectué de vols (un aller = un vol) entre Paris et ses neuf escales en République Fédérale d'Allemagne au cours de l'année 1987 ?
9 420 — 10 135 — 11 000 — 13 250

Question subsidiaire :
En quoi le quotidien LE MONDE est-il un journal européen ? (réponse en trois lignes maximum)

NOM ____
PRÉNOM ____
ADRESSE ____
CODE POSTAL ____ LOCALITÉ ____

Ce bulletin, une fois complété, doit être adressé dûment affranchi avant le :
31 MAI 1988 à :
GRAND JEU CONCOURS
« DÉCOUVREZ L'EUROPE DE 1992 »
BP N° 4 – 93260 LES LILAS

Québec, Montréal, même pays

(Suite de la page 17.)

Car si, du côté du port, les petites maisons en brique rouge, sagement alignées, rappellent vaguement l'East End londonien, si, en remontant vers les quartiers résidentiels d'Overmount, au pied de la colline du Mont Royal, aménagée l'hiver en station de ski, les demeures en pierre taillée ont un air victorien (avec, tout de même, une particularité : on n'accède aux étages que par des escaliers extérieurs), ce n'est pas simplement un héritage de l'histoire.

Sur les trois millions d'habitants de Montréal, on compte environ 20 % d'anglophones. *« Moi, j'ai appris parfaitement l'anglais pour avoir le droit de parler français devant les Anglais. A eux de faire le même effort »*, explique un francophone. Rue Crescent, rue Bishop : on est dans le quartier du luxe, des boutiques de mode, des restaurants chics. Malgré la présence de Le Nôtre, tout près, les commerçants vous accueillent en anglais. La lutte pour le français ressemble un peu, ici, à une revendication sociale...

Chinois, Grecs et Italiens

Elle l'a été, en tout cas, du temps où les Anglais tenaient le haut du pavé, et la « révolution tranquille » a parfois creusé les rivalités. Une crise grave, celle de « la Saint-Léonard », traduit bien l'esprit québécois. Dans quelle langue les nouveaux immigrants allaient-ils être scolarisés ? Les laisser fréquenter l'école anglaise, c'était à terme, pour les francophones, perdre la majorité et l'avantage du nombre. Lois, manifestations, protestations : le problème, endémique, resurgit parfois aujourd'hui encore. Car l'enjeu est d'importance. Il suffit de remonter le boulevard Saint-Laurent, qui sert aussi d'axe central pour s'orienter dans la ville (partagée entre Saint-Laurent-Est et Saint-Laurent-Ouest), pour voir défiler toutes les communautés qui font la richesse de Montréal.

Débarqués au port de Montréal, les immigrants venus chercher le rêve américain s'avançaient dans la ville jusqu'à retrouver leurs compatriotes. Odeurs de brochettes des restaurants grecs, enseignes écrites en italien, manufactures de Bagel's, pâtisseries juives à déguster avec le saumon fumé que l'on consomme, là-bas, au prix du jambon blanc : si l'on ajoute les Haïtiens et les Pakistanais, plus récemment arrivés, ou encore la population asiatique du quartier chinois, on conçoit aisément ce que représente l'assimilation, en français, de ces communautés dites « allogènes » : au total, 20 % de la population de Montréal !

Brassage des cultures, choc des architectures et des styles : le charme de cette métropole, qui rêve aussi de jouer les capitales de la mode et du design, tient beaucoup à ses tensions. L'arrivée à Québec, après deux cent cinquante kilomètres de « chemin du roy » le long du Saint-Laurent qui s'élargit parfois à perte de vue, n'en paraît que plus reposante. Plus encore qu'à Montréal, sans doute parce que la ville, qui compte moins de deux cent mille habitants, se livre d'un seul coup d'œil d'une de ses multiples hauteurs, on ressent ici la présence du port, du fleuve.

Québec : *« l'endroit où le fleuve se resserre »*, dans la langue des Indiens. Québec, avec sa vieille ville protégée par ses remparts, semblable à un Saint-Malo que surplomberaient tout autour d'étranges gratte-ciel. Ville d'histoire, de tradition, classée au patrimoine mondial, qui laisse à Montréal l'agitation des affaires. On se contente ici de gouverner. En toute sérénité.

Meurtrissures de l'histoire

Lanternes rétro sur les façades de pierre ; petites rues étroites qui butent sur les escaliers de bois séparant la ville basse de la haute : la visite, ici, n'a aucun sens imposé. Lugubres repères, la rue du Petit-Champlain, tout en bas, autrefois fréquentée par les mauvais garçons du port et aujourd'hui repaire des artistes ; la place Royale, berceau de la civilisation française en Amérique du Nord. Il faut accepter de se perdre, de flâner plusieurs heures durant, pour découvrir une impasse oubliée, ou l'enseigne d'une boutique inchangée depuis des siècles... Il faut aussi prendre ses distances, faire le voyage sur le « traversier », comme on dit joliment ici, jusqu'à Levis, la bourgade d'en face.

Vues de loin, les petites maisons aux façades multicolores accrochées aux berges du fleuve semblent sommeiller... Le château Frontenac, grand hôtel de style médiéval (il date en réalité du dix-neuvième siècle), lui donne une touche irréelle avec ses tourelles et ses créneaux.

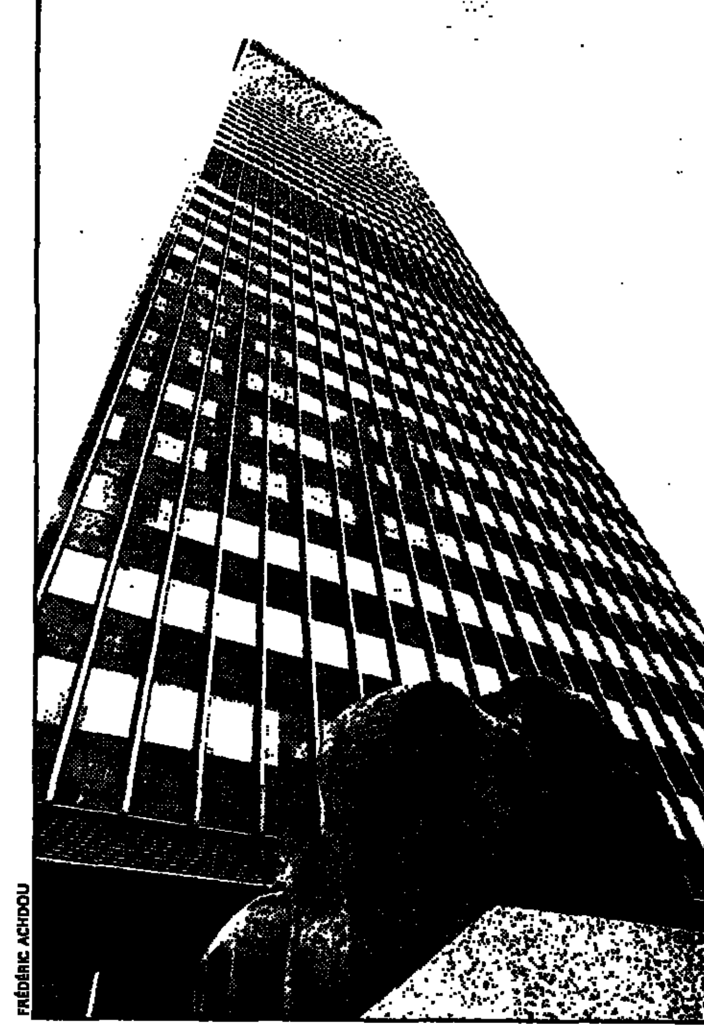
Et pourtant, malgré cette apparente douceur de vivre, Québec, comme l'âme québécoise, n'est pas tout d'un bloc. Toutes les tensions, les meurtrissures de l'Histoire, criantes à Montréal, sont aussi présentes à Québec. L'édifice du Parlement où siège l'Assemblée, calqué sur celui de Londres, ne vient qu'en second dans la visite. On commence toujours par vous montrer les plaines d'Abraham, le champ de bataille qui vit, en 1759, la défaite de la Nouvelle-France, tombée aux mains des Anglais. On joue au socker (football américain), on fait son footing entre les tours et les canons dans un parc, mais la mémoire est présente et la devise du Québec : *« Je me souviens »*, revient, plus que partout ailleurs dans les conversations.

« Plancher » sur le Saint-Laurent

Sans culte excessif pour autant. Ville universitaire — l'université Laval, en plein centre-ville, est une des plus importantes universités francophones, — Québec vit aussi le présent et le vit bien. A côté du Parlement, un immense bâtiment de béton : des centaines de bureaux, le siège de la plupart des ministères du gouvernement. Encore un petit tour sur la Corniche, au-dessus du Saint-Laurent. Installé sous le kiosque à musique où l'on semble attendre indéfiniment un orchestre viennois, assis sur un banc qui fleure bon le bois de sapin, on laisse son regard parcourir le fleuve.

D'un côté, l'île d'Orléans, avec ses pêcheurs, ses cultivateurs qui viennent vendre leurs produits au marché de Québec (visite indispensable pour qui souhaite trouver le meilleur sirop d'érable qui soit !). Mais de l'autre, les cheminées, les fumées et les vapeurs des usines de pâte à papier ou des raffineries.

« C'est d'ailleurs un problème, explique un Québécois. *Lorsqu'on passe là-bas en voiture, l'hiver, on est obligé de s'arrêter pour essuyer le pare-brise tellement il y a de pollution... »* Un autre se plaint de la saleté de l'eau, l'été, lorsqu'il va « plancher » sur le Saint-Laurent...


FRÉDÉRIC ACHDOU

Car c'est aussi ce qui fait la particularité du Québec : on y travaille à l'américaine, on y relève de grands défis technologiques — notamment dans l'hydroélectricité et l'aéronautique, — mais on ne renonce pas pour autant aux petits riens qui font la qualité de la vie. Particulièrement à Québec, ce qui a fini par coller à ses habitants une étiquette d'aristocrates un peu snobs...

C'est vrai qu'on y sort beaucoup, plus qu'ailleurs en tout cas. La ville détient, paraît-il, le record de restaurants au kilomètre carré et la nuit sur Grande Allée ressemble à une gigantesque « party ». Dès les beaux jours, on y déambule par petits groupes, d'une terrasse de café à une boîte bondée, tandis que des couples s'éloignent parfois discrètement vers le Saint-Laurent qui en a vu passer d'autres...

JEAN-LOUIS ANDRÉ.

Carnet de route

● **Formalités.**
Passeport en cours de validité et billet de retour.

● **Santé.**
Une assurance santé est conseillée. Celle proposée par AVA (48-78-11-88), par exemple.

● **Monnaie.**
Actuellement, 1 dollar canadien = 4,85 F.

● **Adresses utiles.**
A Paris, l'Office du tourisme du Québec, 11 *bis*, rue de Presbourg, 75016 Paris. Tél. : (1) 45-00-95-95. S'y procurer notamment le *Guide des voyages au Québec 88*.

Sur place, utiliser les très pratiques petits guides publiés par l'office du tourisme local, avec suggestions de circuits, cartes et plans divers.

Pour organiser votre séjour, si vous le souhaitez, deux bonnes agences réceptives : Tours Plus, 5801, rue Monkland, (514) 481.2943 et, pour des formules sportives, Horizon Boréal, 5815, des Erables, (514) 270.3798.

● **Comment s'y rendre ?**
Le Canada étant, comme les Etats-Unis, à la mode, les charters ne manquent pas. Mais attention, ils sont pris d'assaut, surtout en juillet/août. Citons Air Canada (47-42-21-21), Wardair (42-61-54-24) et Air France - Air Charter (45-35-61-61). Signalons également que de nombreux voyagistes affrètent des charters qu'ils vendent sans autres prestations : Carrefour du Canada-Air Transat, Jet'Am, Jumbo, Nouvelles Frontières, Go Voyages - Go Charter, Trafic Tours, Zénith, Canadien National, etc.

Les prix varient entre 2 100 F et 3 600 F aller-retour selon le transporteur et les dates choisies. Comptez autour de 3 000 F en été.

● **Comment s'y déplacer ?**
On peut louer une voiture sur place, notamment dans les aéroports. Les principaux loueurs sont Avis, Budget, Tilden - Europcar, Hertz et Canadien National. A partir de 900 F par semaine.

● **Où loger ?**
A Montréal, Le Nouvel Hôtel, 1740 Ouest, boulevard René-Lévesque (514) 931.8841 et Le Méridien, 4, Complexe Desjardins (514) 285.1450. A Québec, l'Auberge Saint-Louis, 34, rue Saint-Louis et, sur l'île d'Orléans voisine, une auberge, La Goeliche, 22, avenue du Quai-Sainte-Pétronille (418) 828.2248.

A Montréal, deux restaurants parmi des centaines d'autres : Les Filles du Roy, 415, rue Saint-Paul (514) 381.1777, pour une cuisine traditionnelle dans un décor du dix-septième siècle et, plus branché, La Cage aux Sports, 395, rue Le Moyne, 288.1115 et 2250, rue Guy 931.8588.

● **Quelques guides.**
Le Visa et le Guide Bleu (Hachette), le Guide Vert Michelin, le Guide Marcus, le Nagel, un « Petite Planète » (Seuil), un « Que sais-je ? » (PUF), un *Québec pratique* (Nathan) et l'excellent guide des carnets du voyageur (Gallimard).





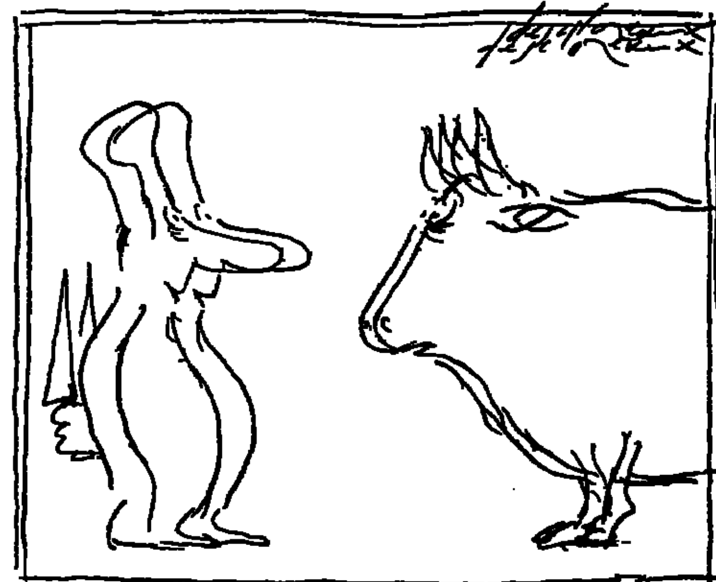
LA TABLE

Une affaire très lyonnaise

J'ÉTAIS furieux. Le temps ne m'eût point manqué, j'eusse sauté dans un avion pour, le soir même, m'installer *Chez Rose* (4, rue Rabelais, tél. : 78-60-57-25) à Lyon, et commander à Gérard Astic, fils de Marcel disparu, un gras double à la lyonnaise. Je dis *Chez Rose*, mais ç'aurait pu être au *Bouchon lyonnais* (12, rue Pizay, tél. : 78-28-10-94), chez les successeurs de Monique Dussaud. Ou encore ailleurs : ce ne sont pas les maisons de tradition qui manquent à Lyon !

Pourquoi furieux ? Je venais de recevoir un livre, *les Bons Plats de pays* (Rustica). Certes, il faut se dépêcher de rire de ces choses, et c'est ce que j'avais fait en découvrant que le bœuf miroton était spécialité d'Artois ; que la soupe de poisson (sans « s ») est, à Marseille, complétée d'Edam étuvé ; que le haricot de mouton est à base de margarine végétale ; que les auteurs (ils se sont mis à quatre !) n'ont point entendu parler du gratin savoyard, de l'entrecôte marchand de vin, de la soupe au pistou et de cent autres plats de nos provinces, ou encore qu'ils mettent des haricots verts dans la niçoise. Mais soudain, voyant qu'ils mettent aussi de la tomate dans le gras double lyonnais, j'ai rugi.

Mais je n'avais point le temps d'un pèlerinage aux sources. Je l'ai fait en relisant *la Cuisine lyonnaise* que le bon Félix Benoît vient de faire rééditer chez Solar. Il y a là-dedans le gras double de Gérard Astic, celui de *Chez Georges* (8, rue du Garet, tél. 78-28-30-46), où Bernard Foulquier a succédé au cher Georges Drebet (chez qui, il y a des lustres, nous fondâmes les Francs-Mâchons !), celui enfin de Jean-Paul Lacombe, fils de Paul, disparu lui aussi (*Léon de Lyon*, la maison-mère, mais aussi surtout son *Bistrot de Lyon*, 64, rue Mercière, tél. 78-37-00-62).


DESCLOZEAUX

Et, bien entendu, aucun d'eux, en leur variété, ne comporte de la tomate : en gros, il s'agit de gras double (caillette, bonnet, feuillet) taillé en très fines lamelles. Les ajouter dans la poêle où ont été déjà blondis des oignons émincés (soit à l'huile, soit au saindoux, selon le goût). Saler, poivrer, moutarder (si vous aimez), un peu de vinaigre au besoin mais surtout un coup (un petit coup) de vin blanc sec. Mélanger le tout, couvrir, laisser cuire et « transpirer ». Au moment de servir, ajouter une persillade (légèrement aillée si l'on aime).

Voilà le vrai gras double à la lyonnaise.

Cependant, ce même gras double peut être aussi traité en « tablier de sapeur ». La bonne Léa a pris sa retraite, mais son successeur, Philippe Rabatel, conserve et le cadre et les gourmanderies de *la Voûte* (11, place A.-Gourju, tél. : 78-42-01-33) et vous le proposera heureusement.

Il s'agit de beaux morceaux carrés taillés épais dans de la fraise de bœuf, cuits puis égouttés et marinés au moins trois heures dans du pouilly-fuissé avec un demi-jus de citron, quelques gouttes d'huile, un peu de moutarde forte, sel et poivre. Egouttés au bout de ce temps, il n'est plus qu'à les tremper dans une « anglaise » (un œuf battu dans un peu d'eau froide, une cuillerée d'huile, sel et poivre) puis les rouler dans de la mie de pain fraîche. Bien faire adhérer celle-ci et cuire les « tabliers » six minutes en poêle dans moitié beurre et moitié huile. Servir avec soit une gribiche, soit une tartare (les auteurs des *Bons plats de pays* semblent confondre mayonnaise et tartare alors que, dans cette dernière, il faut employer des jaunes d'œufs durs !)

Lyon à Paris ? J'ai dégusté un excellent gras double lyonnais au *Bistrot de l'Etoile* (13, rue Troyon, tél. : 42-67-25-95). Il faut citer aussi comme légations lyonnaises capitales : *le Bellecour* (22, rue Surcouf, tél. : 45-51-46-93), *Moissonnier* (28, rue des Fossés-Saint-Bernard, tél. : 43-29-87-65), et, enfin, *le Petit Mâchon* (123, rue de la Convention, tél. : 45-54-08-62).

LA REYNIÈRE.

SEMAINE-GOURMANDE

Ma cuisine

Alain Donnard exit, voici René Sourdeix. Même enseigne pour ces aimables salles sagement coquettes. Même cuisine ? Point tout à fait, mais certainement même conscience professionnelle, même amour du métier.

René Sourdeix, corrézien d'origine, prépare un bon foie gras « au naturel » (125 F), l'andouille de viande à la ficelle (55 F), des grenadins de veau à la moutarde violette (110 F), une estouffade d'agneau (78 F), un pigeon rôti au jus de noix vertes (135 F). Mais aussi la soupe de moules (48 F), des rougets farcis sauce gentiane (125 F), une matelote traditionnelle (95 F) avec un bon plateau de fromages de chez Allosse (rue Poncelet) et de savoureux desserts. De surcroît, les petites crêpes apéritives et le pain sont « maison » et bien savoureux. Le service est attentionné, la carte des vins s'étoffera et, aux déjeuners, il y a un menu fort intéressant : choix de deux plats, fromages, dessert et café pour 165 F. C'est vraiment là une très bonne adresse.

● *MA CUISINE,*
18, rue Bayen (17e).
Tél. : 45-72-02-19,
fermé samedi midi et dimanche. Parking avenue des Ternes. Carte Bleue. Salon 15-20 couverts.

Les Béatilles

C'est le nom d'un apprêt culinaire (crêtes et rognons de coq, ris d'agneau, etc.) que l'on doit à Catherine de Médicis. Du latin *beatus* (bienheureux), ces béatilles furent jadis petits objets de dévotion. Brillat-Savarin dirait qu'ils méritent les dévotions des gourmets. En prenant cette enseigne, pour une maison toute neuve, aux tons blancs style jardin d'hiver, le jeune Christian Bochaton entend travailler dans l'élégance.

Son fondant de homard et ris de veau crémé d'herbes (79 F), sa soupe de champignons sauvages avec tartines de saint-jacques (80 F), sa cressonnette de rougets sauce anchois (73 F), ses béatilles d'agneau enfin, aux aromates (65 F), sont typiques d'un style qui peut se terminer par une tartelette de mandarines et zestes confits avec sorbet au cacao amer (30 F). Compter 250/300 F, avec, aux déjeuners, un menu à 160 F. Dommage que tout cela ne se puisse accompagner que d'insipide baguette et non de vrai pain.

● *LES BEATILLES,*
127, rue Cardinet (17e).
Tél. : 42-27-95-64,
fermé dimanche. Parking Volvo (en face). Carte Bleue. Salon 20 couverts.

Auberge Perraudin

J'ai parlé récemment de cette petite et sérieuse maison du quartier de la Bourse. Un mot seulement cette fois pour signaler le menu (150 F), très remarquable. Choix entre 5 entrées (assiette de poissons fumés, salade landaise ou, à découvrir, une terrine de maquereaux sauce crème aux herbes), cinq plats (escalope de saumon à l'oseille inspirée de la création des amis Troisgros, fricassée de volaille au vinaigre de xérès, steak au poivre, etc.), fromages normands *et* assiette de desserts. Beaucoup de petits vins à petits prix.

● *AUBERGE PERRAUDIN,*
164, rue Montmartre (2e).
Tél. : 42-36-71-09,
fermé samedi midi et dimanche. Parking Bourse. C.B.-A.E.-D.C.

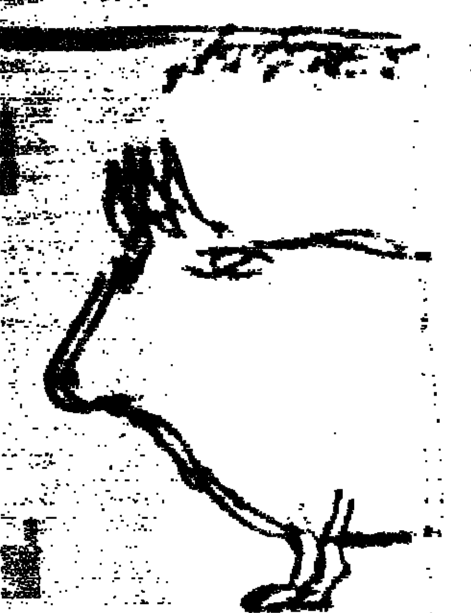
L. R.

● **Château de Laubade.** – C'est du Sud-Ouest que nous vient ce bas-armagnac de douze ans d'âge « cuvée du Prestige européen », parfum de pruneau, rancio, bois et vanille tout ensemble. Mais M. Jean-Jacques Lesgourgues produit aussi une Folle Blanche, eau de vie blanche parfumée proposée en bouteilles givrées et, pour les armagnacs, des bouteilles dorées à l'or fin, des carafes cristal, etc.

● **Mauvais point.** – Dans le numéro d'avril d'un magazine, un papier dithyrambique sur Arnaud Daguin préparant au *Prunier Madeleine* un *« coup d'Etat »* gastronomique : *« On va trépigner en attendant son mille-feuille de saint-jacques aux truffes » (sic).* L'ennui est qu'Arnaud Daguin n'est plus chez *Prunier* depuis le début de l'année ! Et la revue s'appelle *Actuel* par-dessus le marché ! Hubert, par ailleurs bon cuisinier (il aurait bien dû ne pas quitter *Le Marché Saint-Honoré !)* propose une carte-menu à 220 F, avec possibilité de choisir en fonction du temps dont on dispose : *« de trente minutes à plus » !* Prétendre à la gastronomie à la demi-heure, c'est douteux !

● **Les Bacchantes**, devenu vite renommé, est désormais ouvert sans interruption sept jours sur sept et de 11 h 30 du matin à minuit. Et pour accompagner les mâchons rustiques mais somptueux de Raymond Pocous, ce dernier vient de découvrir un jurançon 1982 (de Joseph Labat) remarquablement réussi. *(Les Bacchantes :* 21, rue Caumartin, 75009 Paris. Tél. : 42-65-25-35).

L. R.





FOOTBALL : Portrait d'un espoir

La jeune gloire d'Eric Cantona

L'équipe de France espoirs ne sait pas encore quand elle disputera la finale du championnat d'Europe contre la Grèce. Les deux fédérations n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les dates. D'ordinaire, un tel problème d'intendance pour une compétition secondaire aurait été réglé dans l'indifférence. Cette fois, la France se passionne pour ces espoirs qui ont brillamment éliminé la RDA, l'URSS, l'Italie et l'Angleterre. A leur tête, un attaquant percutant doté d'une forte personnalité : Eric Cantona.

AUXERRE
de notre envoyé spécial

IL ne joue en première division que depuis deux saisons. Il ne porte le maillot de l'équipe de France que depuis quelques mois. Mais, déjà, il n'est question que de lui. A l'Olympique de Marseille, au Matra Racing, à l'A.S. Roma, même, on râcle les fonds de tiroirs pour rassembler les milliards de centimes (plus de 20 paraît-il) que réclame l'A.J. Auxerre pour son transfert.

En quelques matches avec l'équipe de France espoirs, Eric Cantona a crevé l'écran, vaincu les dernières réticences à son sujet. Cocktail savant de puissance physique, de technique et d'intelligence de jeu, il s'est imposé comme un attaquant de grand avenir. Aujourd'hui, les gazettes sont pleines de ses exploits après s'être régalées de ses frasques. A vingt et un ans, ce garçon est déjà un personnage. Il n'a pas attendu l'immunité de sa gloire nouvelle pour shooter avec ardeur dans les conventions du football professionnel.

Ses critiques, distillées d'une voix douce, légèrement assaisonnée d'accent marseillais, visaient essentiellement *« ceux qui placent leur réussite personnelle au-dessus de tout sentiment »*. Déçu par *« l'entourage pas très sain du football »*, il a été tenté de tout laisser tomber. Il l'a dit, puis il s'est ravisé : *« Je me suis fait une raison après avoir beaucoup réfléchi sur la vie,* dit-il. *Le milieu du football est à l'image de la société. Pourquoi le quitter, si je dois trouver les mêmes comportements ailleurs ? »*

Cantona reste dans le foot, mais il part d'Auxerre, *« le club à qui je dois tout mais dont les moyens ne sont plus à la hauteur de mes objectifs »*. Ce départ surprise, peu de temps après la signature d'un contrat de huit ans, trahit un tempérament déroutant. *« Je suis complètement instable,* reconnaît-il. *Normal, je suis Gémeaux. Mais l'instabilité, c'est quelque chose de charmant. S'il y a un titre de film que je déteste, c'est* La vie est un long fleuve tranquille. *Moi, je préfère les fleuves d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Ils sont imprévisibles et ils peuvent vous emporter brusquement. »*

Le cours de la vie d'Eric Cantona va donc changer. Actuellement installé avec sa femme Isabelle dans une ferme isolée, dépourvue de téléphone, il risque de se retrouver dans une grande ville. *« Je dénicherai toujours un coin de verdure,* affirme-t-il. *J'ai besoin de la nature, elle a toujours le même langage, on ne peut pas être déçu par elle. »* Cette ermite qui maraude son plaisir aux marges du football professionnel serait-il un brin misanthrope ?

Touches humanistes

Souvent à l'écart, toujours sur la réserve, l'homme a le sourire parcimonieux, le regard farouche. Mais, à chaque phrase, le discours est ponctué de touches humanistes. *« Je cherche à aimer les gens, à les connaître. L'important, c'est d'être aimé par ceux qu'on aime. Je l'ai compris depuis peu. J'ai pris conscience de ma sottise. J'étais trop sensible, trop passionné. »* En quittant Auxerre, il s'aperçoit qu'il avait plus d'amis qu'il ne le croyait.

Le repli sur soi n'est pas chez lui un signe d'hostilité à l'égard de son entourage. *« Je suis capable de donner beaucoup à ceux qui le méritent,* dit-il. *Mais je réfléchis beaucoup, sur tous les sujets, pour nourrir mon expérience de la vie. »* Alors, un intellectuel, Cantona ? *« Je suis un intellectuel d'instinct, car je ne suis pas allé longtemps à l'école »,* dit-il. Il a remplacé cette instruction sacrifiée au football par une curiosité de tous les instants : il se passionne pour la photo, le yoga ; il écrit, il peint, il lit avec avidité. *« Je lis un peu tout, mais j'ai une préférence pour les choses compliquées : la philosophie, la psychanalyse. Je mets plus longtemps que les autres à comprendre, mais j'y arrive. »*

Cette volonté, c'est aussi la qualité première de Cantona sur un terrain. Il refuse l'étiquette de surdoué. *« Je suis un gros travailleur,* confesse-t-il. *Je sais que je ne réussirai que par le travail. »*

Dès lors qu'il entre en jeu, rien ne peut le distraire de son but ultime : marquer, gagner. *« Je suis comme un acteur de théâtre. Quand il entre en scène, personne ne doit savoir s'il vient ou non de se disputer avec sa femme. »* Cette façon de cloisonner sa vie est la manifestation d'une étonnante maturité chez un garçon de vingt et un ans.

Le football n'est pas tout pour lui, mais il refuse d'envisager l'avenir au-delà de sa carrière sportive. *« J'ai tellement changé depuis deux ans,* dit-il. *Qui peut dire ce qui se passera dans huit ou dix ans ? »* Son départ de Bourgogne est une bonne affaire pour l'A.J. Auxerre, et pour lui l'occasion de progresser dans un grand club. *« Mon idole, c'est le basketteur américain Abdul Jabbar, encore capable de faire des progrès à quarante ans,* explique-t-il. *Quand j'arrêterai, je sais que je ne serai pas au top, car il n'y a pas de limites dans le sport. »*

D'ici là, il poursuivra sa quête d'absolu. Le buste droit, fièrement campé sur deux jambes puissantes, il s'efforcera d'entraîner le football français dans son sillage, parce qu'il se sent confusément l'étoffe d'un leader. *« C'est quelqu'un qui doit s'affirmer comme un homme avant d'être un sportif. »*

Persuadé que les Bleus retrouveront leur lustre *« avec le temps et du travail »*, il ne désespère pas d'éprouver très vite avec l'équipe de France A les mêmes instants de bonheur qu'avec les espoirs : *« Sauter de joie, pleurer, toutes ces sensations qui font la beauté du sport. »*

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TENNIS : Tournoi de Wimbledon

165 000 livres au vainqueur



AP

Dans la coupe que brandissait Pat Cash après sa victoire sur Ivan Lendl en finale du Tournoi de Wimbledon 1987, il y avait un chèque de 155 000 livres sterling. Cette année, le vainqueur de la plus ancienne épreuve du Grand Chelem remportera 165 000 livres, c'est-à-dire près de 1,7 million de francs. La dotation totale du Tournoi disputé du 20 juin au 3 juillet passera, elle, de 2 470 020 livres à 2 612 126 livres. La gagnante de la finale dames recevra 148 500 livres, 9 000 de plus qu'en 1987.

CYCLISME : la course Paris-Moscou

Petites reines au pays des soviets

ON en parlait depuis longtemps. C'est maintenant officiel. La course cycliste Paris-Moscou se déroulera du 7 au 27 mai 1989. Elle remplacera la célèbre Course de la paix, qui aura lieu cette année pour la dernière fois (départ le 9 mai de Bratislava). Cette ultime édition de l'épreuve la plus importante des pays de l'Est coïncide avec son quarantième anniversaire.

La compétition, placée sous le signe de la fraternité des peuples – tantôt Prague-Berlin-Varsovie, tantôt Varsovie-Berlin-Prague, – que les Français Bernard Guyot et Jean-Pierre Danguillaume inscrivirent à leur palmarès est probablement morte de son isolement. A l'inverse, Paris-Moscou va s'inscrire dans le phénomène de mondialisation du cyclisme, dont le Tour de France a déjà donné un exemple avec la participation des amateurs colombiens et la victoire de l'Américain Greg LeMond.

L'itinéraire, long de 3 000 kilomètres environ, n'est qu'ébauché. Les coureurs commenceront par faire Paris-Brest-Litovsk à la frontière germano-soviétique, un nom qui évoque le traité de paix de 1918. Au cours de ce long trajet, ils franchiront les Vosges ainsi que les monts du Taunus, en République fédérale allemande, et les monts des Géants dans les Sudètes. Les principales étapes ont été prévues à Halle, Berlin, Dresde, Prague, Wroclaw, Lotz et Varsovie. Ensuite, l'organisation battra le record des transferts. Un pont aérien de quelque 1 200 kilomètres entre Prague et Moscou, seulement interrompu par un critérium à Minsk, permettra de rejoindre rapidement la capitale soviétique où un final contre la montre désignera le vainqueur.

L'intérêt dominant de cette épreuve inscrite au calendrier amateurs réside dans sa formule open. Elle autorisera une vaste confrontation entre les amateurs de l'Est et les professionnels occidentaux. Ceux-ci franchiront pour la première fois à cette occasion le mur de Berlin qu'ils avaient longé, côté ouest, l'an passé, au début du Tour de France.

On se plaît à imaginer un match opposant Laurent Fignon, Jean-François Bernard, Mottet, LeMond, Kelly, ou Roche, s'il a recouvré la totalité de ses moyens, à Ludwig Ekimov et à l'élite des routiers des républiques populaires. Quel qu'en soit le résultat, on pourra estimer qu'un grand pas a été accompli vers la licence unique. Mais on peut craindre aussi que Paris-Moscou ne souffre de la concurrence, en cette période de l'année, du Tour d'Espagne, du Tour d'Italie, du Tour de Romandie et des 4 Jours de Dunkerque, voire de Bordeaux-Paris. A moins que ce ne soit le contraire. Un bon alibi en tout cas pour les pros qui ne seraient pas tentés par la lointaine aventure en direction de l'Est.

JACQUES AUGENDRE.

SKI ALPIN : la démission de Jean-Pierre Puthod

L' échec d'un système

Nouvel épisode dans la crise structurelle de la Fédération française de ski (FFS) : un communiqué du président, Bernard Chevallier, a annoncé, le 4 mai, la démission du directeur technique national (DTN), Jean-Pierre Puthod. Nommé à ce poste en juin 1987, celui-ci a refusé de voir ses fonctions limitées à celles de directeur du ski alpin.

L'ÉCHEC de l'expérience Puthod à la direction technique du ski est inhérent à la nature de l'organisation du sport en France. D'une part, il y a le mouvement associatif, composé d'élus bénévoles qui définissent la politique de chaque fédération. D'autre part, il y a les cadres techniques, nommés par le secrétariat d'Etat aux sports, qui appliquent ces politiques au sein desdites fédérations. Bref, le conflit de pouvoir est en germe entre les « élus » et les « fonctionnaires ».

Dans le cas particulier du ski, l'administration a estimé, en 1987, après la déroute des équipes de France aux championnats du monde de Crans-Montana (Suisse), que la structure fédérale avait trop de carences pour préparer efficacement les Jeux olympiques de 1992, qui venaient d'être attribués à Albertville.

En dépit des mises en garde qui lui ont été adressées de toutes parts, Gilles Bouilhaguet, qui trouvait là une occasion de redorer le blason de la direction des sports, dont l'utilité avait été contestée avant sa nomination, a obtenu la désignation d'un DTN. Le directeur des sports pensait avoir trouvé pour occuper ce poste – vacant depuis le départ de Walter Trilling en 1982 – l'oiseau rare. Jean-Pierre Puthod, ancien coureur universitaire, diplômé de HEC et patron d'une pépinière savoyarde, paraissait réunir toutes les conditions pour réussir dans la tâche qui lui était assignée : le redressement du ski national. En tout cas, fort de l'appui de l'administration, celui-ci s'engagea à fond dans la modernisation de la fédération.

Manque d'expérience ou de maturité ? Jean-Pierre Puthod fit ainsi naître des conflits qu'il n'était pas préparé à gérer. Le plus médiatisé fut sa rivalité avec le Suisse Roland Francey, directeur des équipes de France depuis 1984, avant les Jeux olympiques de Calgary.

Quand, à la fin de cet hiver, l'entraîneur helvétique annonça qu'il ne demandait pas le renouvellement de son contrat, Jean-Pierre Puthod parut avoir gagné. En fait de guerre, il n'avait remporté qu'une bataille. Son action avait suscité, dans les disciplines nordiques et artistiques, des réactions de rejet. Toutefois, la plus grosse erreur du DTN a été de vouloir passer par-dessus les élus de la fédération.

Suicidaire

Autant Jean Barthalais avait été un président effacé, autant son successeur Bernard Chevallier est déterminé et ambitieux. Maire des Contamines (Haute-Savoie), proche de la majorité parlementaire, président du puissant Syndicat des moniteurs de ski, il a géré le « putsch Puthod » en politique habile. Quand le DTN s'est retrouvé en position de faiblesse, il lui a fait une proposition inacceptable : diriger seulement le secteur alpin de la fédération. Il n'y a plus guère de points communs entre les trois disciplines – alpine, nordique, acrobatique – couvertes par la FFS. Mais, en acceptant, Jean-Pierre Puthod aurait reconnu qu'il avait des torts, au moment où, au contraire, il pouvait s'attribuer le mérite du titre olympique de Franck Piccard en super-géant, le premier chez les hommes depuis 1968.

La rupture a été scellée lors du challenge des moniteurs. Jean-Pierre Puthod n'a pas assisté à la présentation du nouvel encadrement des équipes masculine et féminine (*le Monde* du 27 avril). Et l'annonce de sa démission montre que la direction des sports n'a pas pu imposer son DTN à la fédération. C'est une issue logique, dans la mesure où les élus ont toujours le pas sur les exécutifs. Un conflit analogue, à la Fédération d'escrime, avait évolué de la même façon.

Cette crise peut avoir des conséquences sur l'administration du sport : au moment où l'Association des DTN a demandé aux deux candidats à la présidence de la République que leurs fonctions ne soient plus sous la tutelle du secrétariat d'Etat, la direction des sports, en entrant en conflit avec la FFS, a fait un faux pas qui met en cause son existence une nouvelle fois.

Mais cette crise peut aussi amorcer un nouveau processus de désagrégation de la Fédération de ski : devenu le véritable PDG de la FFS, Bernard Chevallier n'est pas assuré pour autant d'être confirmé dans son mandat par la prochaine assemblée générale, plusieurs comités régionaux étant prêts à faire opposition à sa réélection, surtout si les amis politiques du président ne restent pas au pouvoir après le 8 mai.

La démission de Jean-Pierre Puthod n'aurait alors été qu'un simple épisode dans le jeu de massacre suicidaire auquel le ski français se livre depuis trop longtemps.

ALAIN GIRAUDO.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Super marathon des grandes écoles. – Du 7 au 14 mai, dans le Haut-Atlas marocain

Basket-ball

Finale aller du championnat de France. – Limoges-Cholet, samedi 7 mai à Limoges.

Cyclisme

Tour d'Espagne. – Jusqu'au 15 mai.

Escrime

Challenge Martel à l'épée. – Samedi 7 et dimanche 8 mai à Poitiers.

Football

Championnat de France (34e journée). – Samedi 7 mai, sauf Marseille-Niort, vendredi 6 mai (Canal Plus, 20 h 05).

Coupe de France. – Quarts de finale aller, mardi 10 mai.

Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupes. – Ajax Amsterdam-FC Malines, mercredi 11 mai à Strasbourg.

Karaté

Championnats d'Europe. – Jusqu'au dimanche 8 mai à Gênes.

Rugby

Championnat de France. – Quarts de finale : samedi 7 et dimanche 8 mai (A2, samedi à 15 h 15, Toulon-Toulouse ; Canal Plus, dimanche 8 mai à 15 h 15, Agen-Racing).

Rugby à XIII

Finale Coupe de France. – Saint-Estève-Le Pontet, samedi 7 mai à Narbonne.

Culture

THÉATRE

« Les Galanteries du duc d'Ossonne », de Jean Mairet

La nuit des abricots

Antoine Vitez accueille dans la grande salle de Chaillot la comédie de Jean Mairet, les Galanteries du duc d'Ossonne, *présentée par Jean-Marie Villégier.*

Ce duc était espagnol, comme Don Juan. Il s'appelait Don Pedro Giron, et de 1615 à 1619, il fut, à trente-cinq ans, vice-roi de Naples.

Il est souvent venu en France, il était un ami de notre Henri IV. Mais revenons à cette pièce que nous pouvons voir à Chaillot.

A Naples, le Duc se rend un soir au théâtre. Il en sort ébloui. C'était quelle pièce ? Il n'en sait rien. Il est resté, toute la soirée, paralysé. A la vue d'une femme.

Le Duc a tout pouvoir, à Naples. Les jeunes filles, on les invite, sous un prétexte ou un autre. Les femmes mariées, on éloigne le mari, même sans prétexte.

« Qui était cette femme, au théâtre ? – Emilie, Votre Majesté. – Célibataire ? – Mariée. – Le mari ? – Un certain Paulin, un type pas commode, baroudeur, violent, genre officier de la Légion. »

Le Duc rentre chez lui. Un peu embêté car il ne veut pas se créer d'histoires. Mais un huissier se présente : Paulin est là !

« *Majesté,* dit Paulin, *voici la chose, en deux mots car je suis traqué, le temps presse. Ma femme, Emilie, a un amant, Camille. Plutôt : avait. Ce soir, j'ai tué Camille. Un témoin m'a dénoncé. Vous seul pouvez me tirer de là.*

– Mais bien sûr, dit le duc. *Ma garde va à l'instant vous conduire dans un endroit sûr, à une demi-journée d'ici.*

– Merci. Je serai là dans vingt minutes, je repasse chez moi prendre quelques...

– Surtout pas ! C'est trop de risques ! Vous partez, tout est déjà prêt. »

Avant de partir, Paulin a tout de même pris soin de mettre son Emilie à l'abri. Paulin a une sœur, Flavie. « *Flavie, mon petit,* lui a-t-il dit, *je m'absente, toi tu ne lâches pas Emilie ! Pas d'une semelle. – Mais, la nuit ? – La nuit, pareil. Tu dors dans le même lit. J'ai supprimé son Camille, mais elle serait capable d'en embarquer un autre, tu ne la lâches pas.* »

Sitôt Paulin écarté, le Duc court à la maison d'Emilie. Que voit-il : un homme qui escalade le mur, jusqu'à une fenêtre ouverte, par une échelle de soie. En pleine nuit !

Un phénomène, cette Emilie ? Le Duc escalade à son tour, et découvre, là-haut, dans la maison, que l'homme est en fait Emilie elle-même. Elle s'est déguisée en homme pour aller voir son amant, Camille, que Paulin n'a pas tout à fait tué.

« *Tiens donc,* dit le Duc, chiffonné.

– Eh oui, dit Emilie, *j'y retourne...* »

Mais, ce disant, Emilie regarde le Duc. Il n'est pas seulement le vice-roi de Naples, il est vraiment très beau garçon... Il a même, comme elles disent, « du charme »...

« Majesté, j'ose à peine vous le demander, mais vous pourriez m'attendre là, je vais faire vite...

– Attendre !... C'est qu'il ne fait pas chaud, ici !

– Attendez-moi sous l'édredon, c'est tout plume d'oie, il est très chaud. Ne vous inquiétez pas, dans le lit il y a quelqu'un déjà, ma très vieille gouvernante. Petite, sèche, elle ne prend pas de place. »

Le Duc se met à l'aise, un peu. Se rapproche du lit d'Emilie.

Dans ce lit, Emilie savait bien qu'était en vérité étendue sa belle sœur, Flavie. Une jeunesse, et une beauté. Flavie a tout entendu. Elle fait semblant de dormir. Semblant de rêver au vice-roi. Semblant de s'éveiller.

« Majesté ! Non ! Que faites-vous ?

– C'est Emilie qui m'a conseillé...

– Alors, juste au bord du lit, n'est-ce pas... »

Au petit matin, Don Pedro, duc d'Ossonne, vice-roi de Naples, a pris la décision ferme de « garder » les deux merveilles : Emilie et Flavie. Quelques heures plus tard, Emilie se détermine, de son côté, à dispatcher ses élans entre le vice-roi et son Camille. Lequel Camille, très vite remis de ses blessures, s'en vient trouver Flavie, afin de savoir à quoi s'en tenir, comment préparer sa vengeance, puisqu'elle est la sœur de son assassin, Paulin.

Splendeurs

Camille la connaît bien, Flavie. Mais jamais il ne l'avait vue aussi attachante que ce matin. Elle irradie une gaieté, une beauté. Flavie et Emilie, *se dit Camille, ne serait-ce* pas moins monochrome, moins monocorde, qu'Emilie toute seule ?

Et voilà comment la pièce de Mairet, *les Galanteries du duc d'Ossonne,* court à grand train vers une soirée folle à quatre convives, lorsque Paulin, *subito,* refait surface.

« *Emilie,* dit-il, *ma chère petite, j'ai pu m'échapper très peu de temps, déshabille-toi dare-dare, moi, tu vois, je fais la même chose, y'a pas une seconde à perdre !*

– Sortez tous les épées, les dagues, il est pris comme un rat, mes amis ! Nous le tuons ! crie, derrière une porte, Camille, sans doute en chemise, et sans armes.

– Vite, mon chapeau ! » dit Paulin, qui prend ses jambes à son cou.

Voilà ! La fine soirée, à quatre partenaires, qui va mettre le point final à toute cette comédie, peut enfin avoir lieu.

« *Allons bras dessus, bras dessous,* dit le Duc, *la paix est faite !*

– C'est une « paix fourrée », remarque la servante.

– Mais... pas un ne dort, de tous vos domestiques... S'ils venaient épier nos secrètes pratiques !... », dit le Duc.

Mais Flavie le rassure : « *Ils ne viennent jamais sans mon commandement.* » Et, parlant tout bas à l'oreille de la servante, elle lui donne ses ultimes recommandations, pour la fiesta intime... Et elle relève le visage, et l'auteur ne nous permet d'entendre que les tout derniers mots du « programme », ces mots qui, depuis la création de la pièce en 1632, restent le grand mystère : « *...la ronde ou la carrée* ».

Certains ont dit : c'est une chambre. D'autres proposent : c'est une table.

Malgré l'allusion de cette servante à la « paix fourrée », aucun universitaire n'a osé se hasarder vers des évocations plus... gymniques de « la ronde ou la carrée », par exemple vers l'une de ces figures collectives qui apparaissent lorsque, comme le dira Sade plus tard, « *le groupe se forme* ».

Les Galanterie du duc d'Ossonne est l'une de ces œuvres étranges, une de ces « îles au trésor », dont la charge émotive ne faiblit pas au cours des temps. Elle n'a rien d'un vaudeville, ou d'un conte libertin, tant les choses y sont dites et accomplies simplement, sans sous-entendus. La vie était très libre pendant ces années du règne de Louis XIII. Et l'auteur, si doué, Jean Mairet, n'a pas fait de la scène un métier : il a écrit quelques grandes choses, puis, à trente ans et quelques, il cesse d'écrire, et vit un demi-siècle en pensant à autre chose.

La soirée est de toute beauté, à Chaillot, car la mise en scène a été dirigée par Jean-Marie Villégier, qui, à l'opéra comme au théâtre, sait créer les splendeurs. La nacre blanc-rose d'une robe de soie, un coup de soleil sur du chêne blond, une main qui se tend, la faiblesse d'une voix, rien qu'un instant, et c'est cela, c'est le théâtre, dans sa substance irremplaçable, c'est ce *toucher* violent, réel, des déraisons ou raisons d'être. Décors de Carlo Tomasi, costumes de Patrice Cauchetier.

« *Je vous conjure de faire bonne chère à mon* Duc d'Ossonne », disait Mairet en présentant sa pièce. Ce qui voulait dire « faire bon accueil », et non pas « faire un bon repas », quoique au moment de passer aux choses du délire, le vice-roi demande à Flavie : « *Si vous aviez encor de certains abricots...* »

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre national de Chaillot, 20 h 30.

Les « Acteurs Producteurs Associés », à l'Athénée

On a déterré la hache du jeu



RUBINEL/ENGUERAND

« Succubation d'Incube » par les Acteurs Producteurs Associés

Depuis un an, des comédiens réfléchissent à leurs conditions de travail. Ils ont créé les APA, Artistes Producteurs Associés et pris l'initiative des « Conversations d'artistes » présentées jusqu'au 14 mai au Théâtre de l'Athénée.

Les APA : le sigle sous lequel se sont regroupés une quarantaine de comédiens sonne un peu comme un nom de guerre. Pourtant aucune hache n'a été déterrée. Ni contre les metteurs en scène, ni contre l'institution, ni contre la pauvreté des budgets théâtraux. Mais les APA entendent secouer un peu la léthargie ambiante, au premier chef la leur. Las de se cantonner dans des complaintes autour d'une table de bistrot, un petit groupe – dont André Wilms, Evelyne Didi, André Marcon, Anouk Grimberg, Sophie Loucachevsky – ont pris l'initiative de réunir sur un projet commun des gens naturellement individualistes. « *Le pari,* dit André Wilms, *relevait de l'exploit thérapeutique.* »

Une association loi de 1901 est créée. Les membres se recrutent par cooptation. Ils entendent prendre l'initiative, choisir (plutôt que toujours être choisis) textes, metteurs en scène, conditions de travail, devenir eux-mêmes producteurs. « *Notre seule force, c'est notre salaire* », disent-ils.

Ils ont d'illustres prédécesseurs : les Artistes Associés d'Hollywood. Mais les « APA » sont lucides. Habitués pour la plupart du secteur subventionné, ils ne sont pas des stars, savent ne pas peser « lourd » sur le marché. Même s'ils ont, pour certains, travaillé avec les grands metteurs en scène d'aujourd'hui : Vitez, Planchon, Lavelli, Bourdet, Engel ou Bob Wilson. « *En aucun cas, les APA ne sont une ANPE-bis* », dit encore André Wilms.

Ils se rebellent contre l'« *individualisme forcené* », les « *plans de carrière* », la « *logique acceptée comme inéluctable de la loi de l'offre et de la demande qui contraint chacun à ne penser son travail que sous la forme de « coups »*. A l'heure où en France la majorité des troupes constituées a disparu, ils ont la nostalgie d'une aventure collective différente de celle qu'aujourd'hui secrètent les institutions qui suivent souvent une logique de crise financière « morale ».

Conversations d'artistes

L'ambition et l'enthousiasme des APA ne sont pas restés lettre morte. Montées en quinze jours de répétition, avec un budget dérisoire de 5 000 F, les *Conversations d'artistes* présentées actuellement à l'Athénée sont leur première action, emblématique à plus d'un titre. Leur lieu d'accueil, à lui seul, l'est déjà : dirigé par Josyane Horville, il est le seul théâtre parisien entièrement consacré à l'accueil des jeunes compagnies. Et les APA chez Louis Jouvet, c'est un heureux symbole. Symbole encore, que le regroupement de ces dix-neuf spectacles sous le signe de la conversation, du dialogue.

« Petites formes » ou propositions de spectacles plus ambitieux, ces *Conversations d'artistes*, ont la force des spectacles d'urgence. Mais rien de bricolé. Chacun joue le jeu. Y compris les spectateurs professionnels, comédiens ou metteurs en scène qui paient à l'entrée leur cote part à l'aventure : soit 100 F la soirée. Pour, à la carte : écouter André Marcon et François Berléand dans *l'Entretien avec le professeur Y*, une auto-interview de Céline, quinze comédiennes se glissant avec impertinence dans la peau des surréalistes qui débattent de la sexualité *(Succubation d'incube)*, suivre Evelyne Didi *(A la recherche d'une conversation)*, sur d'une lettre de Marie à Pierre Curie mort. Des metteurs en scène se sont associés aux APA : Alain Françon, André Engel. Des comédiennes passent du côté de la mise en scène : Michèle Foucher avec *le Ion* de Platon, Anne Alvaro avec *le Journal de Janos*, d'après John Berger, Maïté Nahyr avec Matisse...

ODILE QUIROT.

★ *Conversations d'artistes*, au Théâtre de l'Athénée Louis-Jouvet. Jusqu'au 14 mai. Mardi, mercredi, jeudi, à 20 heures. Vendredi 18 h 30 et samedi 18 h 30, sauf le samedi 7 mai, à partir de 15 h 30 (47-42-67-27).

COULISSES

La Fougasse en Cévennes

Une magnanerie isolée depuis plusieurs années au cœur des Cévennes à la limite du Gard et de la Lozère, sans électricité et dont l'accès ne peut actuellement se faire que par des sentiers de montagne, va revivre cet été, le temps de trois soirées théâtrales, du 11 au 14 août.

La Fougasse tragique, compagnie théâtrale montpelliéraine, y donnera un spectacle musical *(le Fil)*, texte et mise en scène de Colas Valat, musique de Christian Lavigne. La pièce à laquelle la direction régionale de l'action culturelle, le Centre culturel du Languedoc et l'association Les Chemins de la soie apportent aussi leur concours, nous ramène en 1920, met en scène des fileuses interdites de parole pendant le travail, et pour qui le chant était alors devenu la forme d'expression.

La Fougasse tragique s'est d'ailleurs déjà installée dans une filature à Ganges, ancienne capitale européenne du bas de soie jusqu'à la guerre de 1914, à 45 kilomètres au nord de Montpellier. Elle y créera les 20 et 21 mai une pièce inédite de Pierre Bouchet, *Vent glacé sur les plateaux d'Ardèche*, à propos de l'auberge rouge.

R. B.

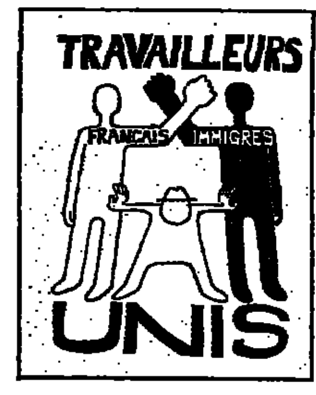
Le Val-de-Marne du Moyen Age à nos jours

Les archives départementales du Val-de-Marne présentent, jusqu'au 30 juin, une exposition sur la tradition théâtrale dans le département depuis le Moyen Age. On découvre des compagnies qui, au siècle dernier, effectuaient leur tournée en roulotte ou en péniche et puis, plus près de nous, les troupes de théâtre ouvrier qui, pendant l'entre-deux-guerres, jouaient dans les cafés, dans les rues, au cours des meetings politiques, à la sortie des usines.

F. G.

★ Archives départementales du Val-de-Marne, 10, rue des Archives, 94000 Créteil. Tél. : 48-99-52-21.

ARTS



Affiches de 68

Quand les murs avaient la parole

Deux expositions célèbrent le vingtième anniversaire de mai 68. Un anniversaire discret où les affiches qui couvraient les murs de Paris ont de nouveau la parole.

Vingt ans après avoir fleuri sur les murs de Paris, les affiches de mai 68 sont presque devenues un genre à part entière. Elles ont, de ce fait, une valeur marchande. Une centaine d'entre elles viennent d'ailleurs d'être dispersées aux enchères, avec un certain succès. Signe des temps, c'est l'affiche intitulée *Retour à l'ordre* – un troupeau de moutons – qui a fait le meilleur prix. Quelques soixante-huitards purs et durs se sont émus de cette récupération. Aussi exposent-ils, sans commentaire, une sélection de ces images à la Galerie Beaubourg. Ce qui n'empêche pas cette dernière de vendre des T-shirts à l'effigie de Cohn-Bendit...

Mais si récupération il y a, elle est déjà ancienne. Dès le mois d'août 1968, un volume qui reproduit les principaux graphismes sortis des « ateliers populaires » est mis en vente en Grande-Bretagne. Il sera suivi de beaucoup d'autres, plus ou moins luxueux. Alors, une légende prendra forme autour de ces travaux exécutés dans la fièvre et l'improvisation. La savante exposition organisée par Laurent Gervereau à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) rétablit la genèse de cette élaboration collective, mais surtout nous donne à voir les principaux thèmes abordés par les contestataires du printemps 68.

Leur principale cible est, bien entendu, de Gaulle. Caricaturé sous toutes les formes, on le reconnaît à son profil. Il est réduit, la plupart du temps, à la silhouette d'un pantin autoritaire et sénile. Deux défauts majeurs pour ceux qui ne jure que par la liberté et la jeunesse. La charge contre le père, ou plutôt le grand-père, est toujours violente et souvent réussie. L'une des premières affiches sortie de l'Ecole des beaux-arts, *La chienlit, c'est lui*, est parmi les plus impressionnantes. Une autre le montre en ombre chinoise bâillon*nant d'une main lourde un jeune* homme. Après le général, l'exécuteur des basses œuvres, le CRS à gueule de batracien, gnome menaçant abrité derrière son bouclier frappé du sigle infamant : SS. Parfois derrière son micro, il remplace le journaliste, autre tête de Turc de la génération en colère. La presse, la radio, la télévision mentent. Les affiches le répètent inlassablement. Car le vrai combat, c'est la prise de la parole. Mais celle-ci doit se faire à travers un langange différent.

Sur les affiches, la raideur des caractères imprimés est remplacée par le spontané du graphisme manuel. Le texte intervient en haut ou en bas de l'espace pour épauler l'image. L'aspect brut de l'ensemble est renforcé par un encrage opaque et une impression généreuse.

La simplification des formes, la symbolique de l'expression, la vigueur des slogans viennent du mode d'élaboration de ces affiches. L'Ecole des beaux-arts est occupée le 14 mai. Le 17, une assemblée générale adopte une motion, « *récusant le droit de porter un jugement de valeur sur toute œuvre d'art, quelle qu'elle soit* ». Dans la foulée, elle décide d'appuyer le mouvement par des œuvres graphiques de combat. Chacun est donc convié à élaborer une maquette – anonyme – qui sera épinglée sur un mur, parmi les autres. Avant d'être tirées en sérigraphie, sur du papier-journal récupéré dans les imprimeries, les œuvres sont passées au crible de la critique publique et souvent modifiées.

Pas question, dans ces conditions, pour l'artiste de se mettre en avant. Du coup, c'est la cohésion temporaire du mouvement, l'enthousiasme du moment qui va donner un style inimitable à ces affiches qui sont tout, sauf l'addition d'individualités. Les artistes « officiels » qui tenteront de participer à l'« atelier populaire » en seront tenus à l'écart et, mal à l'aise, rateront presque toujours leurs travaux. Dufour, Zao-Wou-Ki, Alechinsky ou Viera da Silva ne feront *que plaquer artificiellement les mots* d'ordre de mai 68 sur une matière appauvrie.

La machine de guerre installée à l'Ecole des beaux-arts, relayée assez vite par celle des arts décoratifs, tourne à plein rendement vers la mi-juin, quand le mouvement a du plomb dans l'aile. Pour les élections législatives, les murs vont retrouver les bariolages traditionnels et soudain bien vieillots des partis politiques institutionnels. Après une brève flambée au cours de l'été, pour appeler aux « universités d'été », les affiches de mai disparaîtront complètement. Les dernières d'entre elles seront réalisées en Tchécoslovaquie en août, et à Mexico en septembre, par les étudiants qui avaient séjourné à Paris pendant les « événements ».

Curieusement les héritiers directs de cette saison, les « groupuscules » de la décennie suivante, retrouveront eux aussi un réalisme pesant qui, il est vrai, faisait ses preuves en Chine comme à Cuba. Les murs n'auront flambé que le temps d'un printemps.

EMMANUEL DE ROUX.

★ Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris-3e, jusqu'au 27 mai.

★ BDIC, hôtel des Invalides, Paris-7e, jusqu'à la fin juin. L'exposition est accompagnée d'un catalogue instructif, très illustré, publié sous la direction de Geneviève Dreyfus-Armand et Laurent Gervereau. 300 pages, 250 F.

VARIÉTÉS

Léo Ferré au Dejazet

La fraternité partagée

Ferré chante ses plus belles chansons. Pour un public encore une fois renouvelé.

A peine sorti d'une broncho-pneumonie, Leo Ferré chante tous les soirs au Dejazet, lui qui n'avait jamais été malade en soixante-douze années. Seul, face à des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans qui lui font une ovation, chanson après chanson, et à qui, de temps en temps, il envoie discrètement un geste de connivence. S'accompagnant au piano et d'une bande magnétique, le vieux lion auréolé de cheveux blancs poursuit son aventure. Avec orgueil : « *Le jour où je perds cet orgueil,* dit-il volontiers, *je me couche et je crève.* »

Ferré reprend quelques-unes de ses plus belles chansons : *Vingt ans, Madame la Misère, Ostende, l'Affiche rouge, la Vie d'artiste, le Flamenco de Paris, la Vie moderne, Y'en a marre, Thank you Satan.* Il chante aussi, avec sa manière flamboyante, quelques-uns de ses poèmes denses. Une seule fois, sur deux heures trente de récital, le chanteur bute sur un mot : « *Remonte la bande,* dit-il alors au régisseur se tenant dans les coulisses, *on se trompe, on se trompe...* ».

Ferré est bien vivant. Tendre, lyrique, passionné. Avec de l'humour, de la malice et, surtout, plein d'amour. Avec en lui toute la force de l'espoir ou du désespoir. Toujours « anar », le chansonnier ressort de sa besace *Ils ont tous voté*, et termine drôlement *a capella* sur une chanson testament.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Dejazet. Jusqu'au 8 mai, 20 h 15. Dans une courte première partie : Michèle Bernard.

Culture

THÉATRE

Marcel Maréchal joue Sganarelle

Le frère de dom Juan

En 1969 Marcel Maréchal venait de prendre la direction du Théâtre du VIIIe à Lyon, invitait Patrice Chéreau à y monter Dom Juan *et interprétait un Sganarelle roublard, émouvant, que l'on écoutait, la gorge serrée, réclamer ses gages comme un enfant réclame sa mère, dans la solitude du plateau où son maître n'était plus. En 1988, dans son théâtre de la Criée à Marseille, Marcel Maréchal retrouve Sganarelle. Il est en même temps metteur en scène. Aurèle Doazan — qui a été une Agnès remarquée de* l'Ecole des femmes, *tient le rôle redoutable d'Elvire, Pierre Arditi est dom Juan.*

« Vingt ans ont passé, *dit Marcel Maréchal,* je n'ai pas oublié. Mais ce que je fais aujourd'hui n'a rien à voir. Il y a mon travail pendant ces vingt ans, mon évolution. Surtout par inclination personnelle et à cause de la mise en scène, je jouais contre dom Juan, contre le grand seigneur méchant homme, l'intellectuel traître à sa classe de sorte que je me sentais un peu seul. Le personnage, c'est vrai, peut facilement ramasser tout, mais ce n'est pas intéressant. J'aimerais le retenir un peu. Sans le gommer, mais pour mettre en valeur sa relation fascinée avec dom Juan. Je n'ai pas trop de difficulté, je connais Arditi depuis toujours. Il a fait ses débuts avec moi, nous nous entendons comme des frères.

» Selon moi, sans dom Juan — et même s'il n'est pas comme Leporello une sorte de substitut de son maître, — Sganarelle n'existerait pas. Molière, qui était un directeur avisé a choisi un dom Juan jeune pour faire passer les audaces du texte pour des arrogances de blanc bec. A l'époque, la tirade sur l'hypocrisie *« Un vice à la mode et les vices à la mode passent pour vertus ! »* devant la cour, c'était sulfureux... Donc, il a joué Sganarelle. Mais on sait bien qu'il parle par la bouche de dom Juan.

» Le discours de dom Juan fascine Sganarelle. Il lui dit : *« Vous parlez comme un livre, la prochaine fois je mettrais mes raisonnements par écrit. »* Il attache de l'importance aux discussions. Il est dominé par le non-conformisme de dom Juan, par sa marche vers les terrains inconnus de la pensée. Il a peur, mais il n'est pas si poujadiste qu'on veut bien le dire. Simplement, il n'a pas les moyens culturels, matériels de manifester le même courage que l'aristocrate habitué aux privilèges. Et si dom Juan prend le temps de lui parler, essaie de le convaincre, c'est peut-être qu'il a besoin de s'adresser à quelqu'un dont les modes d'accès à la connaissance sont très loin des siens. Ils ont besoin l'un de l'autre. Ils sont étroitement liés par une connivence amoureuse. En tout cas fraternelle.

» Dom Juan n'est pas un mythe, c'est un être humain, fragile, qui mène une démarche suicidaire tout en désirant passionnément la vie, qui se laisse traverser de toute part et Sganarelle est touché par la fragilité de cet homme capable de lui apporter des réponses... Il est plus attentif qu'il y a vingt ans ! A la limite, je pourrais dire que je poursuis un travail commencé il y a vingt ans.

» Je ne peux pas comparer avec *Capitaine Bada,* que j'ai joué peu avant et que j'ai repris l'an dernier. Cette fois, le projet est né du désir que nous avions, Pierre Arditi et moi, de travailler ensemble. Nous avons cherché d'abord une pièce contemporaine, mais finalement l'idée m'est venue de dom Juan. Il est juste à un moment de sa vie et de sa carrière où il peut le faire. Et j'avais peut-être envie de reprendre Sganarelle. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

★ Marseille, Théâtre de la Criée du 6 mai au 18 juin.

CINÉMA

« Mes amours de 68 », de Goran Paskaljevic

Premières armes

En 1968, en Yougoslavie, dans une petite ville, loin de Belgrade, un jeune homme pas trop beau, Peter, amorce le virage le plus serré de sa puberté, le dernier avant la ligne droite de la vie d'adulte. Il est obsédé par les filles, les femmes surtout, il suit en haletant la voisine, loupe ses examens parce que la prof de sociologie a un corps de mannequin, perd la tête à la vue des belles bronzées sur la plage qu'un flot de valses viennoises inonde.

Malheureusement, le père de Peter est un juge, gros, moustachu, borné au-delà de la caricature, récemment inscrit au parti dans l'espoir d'accélérer sa carrière, et il n'apprécie ni les nouvelles qui viennent du « printemps de Prague » ni la montée de la sève de son rejeton. Il l'envoie chez son cousin boulanger lui faire tomber la température, mais le gamin apprend vite à pétrir la boulangère plutôt que les miches autorisées... Bref, rien de très nouveau et un humour assez gras.

Une jolie scène avec un grand-père polisson qui encourage son petit-fils à la débauche et à la vie. Peter réussit son bac et aboutit à ses fins dans les bras d'une ravissante Tchèque, la veille de l'invasion de Prague par les troupes du pacte de Varsovie.

Il y a de-ci, de-là des moments plaisants, une satire agréable de la bourgeoisie communiste provinciale, frileuse et ultra-conformiste. Mais c'est un peu juste, un peu fluet et plus proche de la caleçonnade que de la politique. Si l'on veut bien juger des rapports de l'amour et de la révolution, de l'érotisme et de Prague, il est urgent de voir une deuxième fois le magistral film de Philip Kaufman, *l'Insoutenable Légèreté de l'être.*

MICHEL BRAUDEAU.

Communication

Polémiques autour du pluralisme audiovisuel

FR 3 et RFO répondent aux attaques de M. Mitterrand

Les directions des sociétés publiques de l'audiovisuel FR 3 et RFO réagissent vivement aux propos de M. Mitterrand les mettant en cause.

Lors de son meeting au Bourget, M. Mitterrand avait attaqué *« un poste national »* qui *« déverse tous les jours des doses de propagande dont on rougirait dans un pays démocratique »,* mais qu'on pouvait toutefois oublier *« car il sue l'ennui ».*

M. Mitterrand ayant précisé qu'il s'agissait de FR 3, la direction de la chaîne fait observer que *« l'information tant régionale que nationale respecte scrupuleusement le pluralisme et l'équilibre entre les grandes familles politiques »* et que *« l'ensemble des professionnels a salué les efforts de FR 3 pour la création télévisuelle et les programmes culturels ».*

Par ailleurs, M. Mitterrand avait déclaré au magazine *Globe* que l'information sur RFO était *« de type totalitaire, révélatrice d'un état d'esprit inquiétant pour la démocratie ».* La présidence de RFO *« déplore ce retour à une époque que l'on pouvait espérer révolue où les professionnels de l'audiovisuel servaient de tête de turc pour les hommes politiques ».*

De son côté, la rédaction parisienne de RFO a tenu une conférence de presse pour se dire *« lassée de cette attitude systématique qui s'attaque à leur honneur professionnel ».*

Mettant à la disposition des observateurs les journaux nationaux de RFO réalisés à Paris depuis le 28 mars, les journalistes parisiens de la chaîne d'outre-mer veulent être jugés sur pièces.

Dans le même temps, la station de RFO à Tahiti observe une grève de vingt-quatre heures pour protester contre la présentation de certaines séquences du journal télévisé. Un différend oppose les journalistes et leur rédaction en chef à propos d'un droit de réponse à des propos de M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud.

Réunis en assemblée générale

Les journalistes de « France-Soir » protestent contre un éditorial favorable à M. Chirac

« Comment ne pas accorder sa confiance à un premier ministre qui a su rétablir l'ordre et faire respecter la loi, qui est parvenu à juguler en même temps l'inflation et le chômage, qui a abaissé les impôts et rehaussé l'image de la France, qui a mené de front la libération des trois otages du Liban et celle des vingt-trois prisonniers des rebelles canaques. » Cet éditorial paru à la « une » de *France-Soir* le 5 mai a provoqué les protestations d'une majorité de journalistes du quotidien de M. Robert Hersant. Réunis en assemblée générale à la demande de l'intersyndicale (CFDT, FO), ils ont adopté par 48 voix contre 23 (sur un total d'une centaine de journalistes) un texte déclinant toute responsabilité dans cette prise de position politique en faveur de M. Chirac.

Les journalistes reprochent d'abord à M. Philippe Bouvard, directeur de la rédaction et auteur de l'éditorial, d'avoir signé *« F.S. »* engageant ainsi toute la rédaction du journal. Ils ajoutent : *« Les journalistes de* France-Soir *se réjouissent de la libération des otages mais ils soulignent combien il est indigne et indécent de se servir de cet événement heureux à des fins partisanes et porteuses de division. »*

Philippe Bouvard a qualifié le vote de la rédaction de *« mascarade ».* Il semble pourtant qu'une majorité de journalistes de *France-Soir* soient de plus en plus irrités de l'engagement politique du titre aux côtés de l'actuelle majorité : *« C'est devenu* Chirac-Soir », murmure-t-on dans les couloirs. Un engagement politique qui est loin d'avoir enrayé la chute des ventes : — 13 % sur l'année précédente. Cette irritation se double d'une inquiétude sur l'avenir du titre. Le groupe Hersant n'a-t-il pas en préparation le projet d'un autre grand quotidien populaire : *Paris-Star ?*

J.-F. L.

L'affaire Michel Droit

La chambre d'accusation se réunira le 11 mai

L'affaire Michel Droit est à nouveau en suspens. Réunie mercredi 4 mai, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris n'a pas examiné au fond la demande d'annulation de la commission rogatoire délivrée le 16 mars dernier par le juge Grellier pour enquêter sur les comptes de M. Droit. Présentée par le parquet — qui demandait en même temps le désaisissement du dossier Vallery-Radot, détenu par le juge — cette requête n'avait déjà pas pu faire l'objet d'un examen lors de la première réunion de la chambre, le 22 avril dernier, les radios parties civiles ayant eu connaissance trop tard des réquisitions du parquet pour pouvoir y répondre par écrit. En effet, devant le refus de la chambre de renvoyer l'affaire à une date ultérieure, les avocats avaient saisi le premier président de la cour — M. Pierre Drai — d'une demande de récusation. Demande qui avait en pour effet de suspendre temporairement les débats mais que M. Drai avait rejetée. Subsistait alors le risque d'un blocage de la procédure, le différend opposant les avocats des radios aux magistrats de la cour à propos des droits de la défense n'étant pas résolu.

La cour statuera le 11 mai prochain sur le point de savoir si les débats doivent être rouverts seul un arrêt de réouverture des débats pourrait en effet permettre à la partie civile de déposer valablement son mémoire.

A. Co.

● **La CFDT de la CNCL proteste contre la sous-traitance.** — La CFDT de la CNCL proteste, dans un communiqué, contre la sous-traitance que pratique la commission pour certaines de ses missions comme l'observation des programmes, les décomptes des temps de parole des hommes politiques, ou le contrôle du spectre des fréquences.

Regrettant les conséquences sociales — salaires et précarité des emplois — ou déontologiques — perte d'autonomie et éventuellement de crédibilité — de ces transferts, la CFDT demande que la CNCL soit dotée de moyens suffisants pour suivre le développement rapide des services de communication. A la CNCL, on répond que le recours à la sous-traitance est liée à une période « de pointe », alors que la commission ne peut dépasser les effectifs permanents prévus par son budget.

Lors du conseil d'administration

M. Bouygues remercie la rédaction de TF 1 pour sa « maturité »

Réuni le 5 mai, le conseil d'administration de TF 1 a examiné la situation de la chaîne. Situation satisfaisante puisque la Une caracole toujours en tête des sondages, avec une part de marché supérieure à 40 %. Pour la direction de la chaîne, ce succès est essentiellement dû à *« une politique dynamique des programmes : la création de quarante-huit émissions nouvelles depuis septembre ».*

M. Francis Bouygues, PDG de la chaîne, a demandé aux membres du conseil d'administration de s'associer à lui pour *« remercier la rédaction et tous les collaborateurs de TF 1 pour la grande maturité dont ils ont fait preuve »* à l'occasion de la campagne électorale. Une campagne qui, selon M. Bouygues, s'est déroulée *« sans contestation d'aucun parti ».*

M. Bouygues a tenu à préciser que les résultats de la chaîne étaient *« à ce jour équilibrés mais que l'organisation du paysage audiovisuel ne permettait pas pour le moment de dégager la capacité bénéficiaire nécessaire pour assurer un dividende en rapport avec le prix d'acquisition de la chaîne et la mise en place d'une large politique d'investissement ».*

Par ailleurs, TF 1 vient de confier à Télédiffusion de France, pour une nouvelle période de trois ans, l'exclusivité de sa diffusion. Le contrat prévoit que le transport des signaux est assuré par les faisceaux hertziens de TDF mais qu'il pourra, à la demande de TF 1, être transféré sur satellite, solution moins coûteuse et qu'utilisent la 5 et M 6.

● **TF 1 remanie ses programmes du matin.** — N'ayant pas réussi avec sa formule actuelle à rattraper Antenne 2, TF 1 modifie à partir du 10 mai ses programmes du matin. De 6 h 30 à 7 h 30, une tranche d'information continue sera animée par Robert Namias. Sur un rythme rapide inspiré de celui des radios — la concurrence visée en premier — se succéderont chroniques (dont une confiée à Gérard Carreyrou, ancien d'Europe 1), journaux en images ou à deux voix, rubriques pratiques, reportages, etc.

Après 7 h 30, place aux programmes pour enfants menés par Dorothée, avec l'espoir de disputer à la Cinq son avance dans ce secteur. Enfin, à la rentrée, un journal orienté vers la forme et la santé cloturera la tranche à 8 h 25.

A la demande d'un responsable RPR

Saisie d'un hebdomadaire indépendantiste en Guadeloupe

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

M. Amédée Adélaïde, président de l'association Pointe-à-Pitre-Renouveau, qui est également l'un des membres du comité de soutien à la candidature de M. Chirac aux Antilles, a obtenu, le 5 mai, de la cour d'appel de Basse-Terre la saisie de l'édition du 25 avril de *Lendepandans,* l'hebdomadaire officiel de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), principale formation indépendantiste de l'archipel. Le journal a été condamné à 5 000 francs d'amende.

M. Amédée Adélaïde avait été débouté en première instance le 27 avril par tribunal de Pointe-à-Pitre. L'édition de *Lendépendans,* parue l'avant-veille du premier tour du scrutin présidentiel, avait mis en cause M. Adélaïde comme étant l'auteur des détournements d'argent évoqués dans *le Canard enchaîné* du 20 avril et révélés par Mme Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.

Un autre hebdomadaire, *Sept magazine,* avait également largement évoqué cette affaire, mais un accord était intervenu à la veille de sa diffusion entre M. Adélaïde et son directeur de publication pour remplacer cet article par une page de publicité.

Plusieurs hommes politiques de gauche et des organes de presse locaux ont commenté cette affaire, dont le journal *Lendepandans,* qui a même publié le fac-similé de la page supprimée.

ANDRÉ LÉGER.

● **Fin de la grève à *la Montagne.*** — Un accord est intervenu, jeudi 5 mai, dans le conflit qui opposait le personnel de fabrication de *la Montagne* à la direction du quotidien de Clermont-Ferrand (*le Monde* du 5 mai). Le journal était de nouveau dans les kiosques le vendredi 6 mai après deux jours de grève.

ÉDITION

M. Henry Marcellin directeur des éditions Denoël

Nommé il y a un mois à la tête des éditions Gallimard où il succède à son père, M. Antoine Gallimard vient de prendre les premières mesures de restructuration du groupe éditorial. Elles concernent les éditions Denoël, filiale à 100 % de Gallimard.

M. Henry Marcellin, quarante ans, remplace à la direction de Denoël M. Gérard Bourgadier qui est appelé à de nouvelles fonctions éditoriales à l'intérieur de la maison mère. Entré il y a huit ans chez Gallimard, M. Marcellin y a occupé des fonctions essentiellement commerciales. Proche collaborateur de M. Antoine Gallimard, il dirigeait la SODIS, la société de distribution du groupe.

Gallimard renforce d'autre part son secteur des sciences humaines dans lequel entre un nouvel éditeur, M. Eric Vigne. Celui-ci était jusqu'à présent directeur littéraire chez Fayard (groupe Hachette) où il s'occupait particulièrement des publications de sciences et de philosophie.

On apprend d'autre part le départ des éditions Payot-Rive gauche de M. Samuelson qui, l'automne dernier, en avait pris la direction avec M. Olivier Cohen. M. Cohen assume donc désormais seul la responsabilité de cette maison, jusqu'à présent spécialisée dans les ouvrages de connaissance et que ses propriétaires suisses désirent largement ouvrir à la littérature générale.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LES DÉLICES DU BAISER. Comédie italienne (43-21-22-22), 20 h 30.

NOUS LES TZIGANES. Mogador (42-85-28-80), 21 h.

LES GALANTERIES DU DUC D'OSSONNE. Th. National de Chaillot (47-27-81-15), 20 h 30.

BÉRÉNICE. Crypte Sainte-Agnès (47-00-19-31), 20 h 30.

LE CHARIOT DE TERRE CUITE. Corbeil-Essonnes. Centre Pablo-Neruda (60-89-00-72), 20 h 45.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). ◇ L'Astronome : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire : 21 h.

ATELIER (46-06-49-24). *La Double Inconstance* : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). *Salle C. Bérard.* ◇ *Tous en ligne* (Conversations d'artistes) : 18 h 30. *Salle Louis Jouvet.* ◇ Outrage blues ou conversation imaginaire entre Vincent van Gogh et un musicien : 18 h 30. ◇ Phrases pour un homme qui ne se doute de rien (Conversations d'artistes) : 18 h 30. ◇ Entretien avec le professeur Y (Conversations d'artistes) : 18 h 30. ◇ Succubation d'incube (Conversations d'artistes) : 18 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30. ◇ Boris Godounov : 20 h 30. ◇ Le Cuiscuis : 22 h 15.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). ◇ La petite chatte est morte : 18 h 30. Bacchus : 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). ◇ Lectures de lettres d'amour : 18 h 30. ◇ La Nuit de la nouvelle : 20 h 30. ◇ A Monsieur O : 22 h.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Volpone ou le renard : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Un mouton à l'entresol suivi de la Pièce de chambertin : 20 h 30. La Pièce de chambertin : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de leurs rêves : 18 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h.

CELEBRITY CENTRE (46-27-65-00). ◇ Le Jardin des trois lunes : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. Songe d'une nuit sans lune : 20 h 30. La Galerie. Rip : 20 h 30 et 22 h. La Resserre. Le Délire du serpent : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire' Folies : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Le Songe d'une nuit d'été : 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). ◇ Bérénice : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Elysée....moi : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Liaisons dangereuses : 21 h.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). La Mouette : 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. ◇ Oui mais non : 18 h 30. Chat qui peut : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Joe Egg : 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You're good man Charlie Brown : 20 h 30.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Créanciers : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). ◇ Lettre d'une inconnue : 18 h 45. ◇ La Sorcière : 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Combien de nuits faudra-t-il marcher dans la ville : 21 h 15.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Si on faisait le noir juste une minute ? : 21 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Le Merle blanc : 19 h. ◇ Spectacle de magie : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 20 h 15. La Ronde : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). Au bord du lit : 21 h.

MARAIS (42-78-03-53). Les Voisins : 21 h.

MARIE STUART (45-08-17-80). Angels City : 20 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h 15.

MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy L'Ami public nº1 : 20 h 30.

MOGADOR (42-85-28-80). ◇ Nous les Tziganes : 21 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). *Le Secret* : 21 h.

MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). Buffon côté jardin : 16 h et 18 h.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). ◇ Les Sept Miracles de Jésus : 18 h. ◇ Une soirée pas comme les autres : 20 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). ◇ Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine *Proust* à Paris : 21 h. Petite salle. J'ai pas le choix, je chante Boby Lapointe : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Judas-Pilate (d'après Figures et Paraboles) : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe : 20 h 45.

Vendredi 6 mai

RENAISSANCE (42-08-18-50). 20 h 45 : Good.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose au Splendid' : 20 h 30.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Enfin Bénureau : 20 h 30. 22, v'la du fric : 22 h.

THÉATRE DE FORTUNE (43-56-76-34). La Petite Sirène : 21 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Père : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). *Salle I.* ◇ L'Etranger : 20 h 30. ◇ L'Écume des jours : 22 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Paroles en voyage : 14 h 30 et 10 h. Grand Théâtre. ◇ Les Galanteries du duc d'Ossonne vice-roi de Naples : 20 h 30. Théâtre Gémier. Sous les boulingrins bleus : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. L'Inconvenant : 20 h 30. Petite salle. Les Chaises : 21 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. ◇ Fièvre romaine : 21 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Mr Banal : 20 h 15.

TOURTOUR (48-87-82-48). Istanbul Hôtel : 19 h. Les Fourmidiables : 20 h 30. ◇ Le Détour : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). El Secundo (Bill Baxter) : 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Les Amants de Vérone (1948), d'André Cayatte, 16 h ; Riches et Célèbres (1981, v.o.s.t.f.), de George Cukor, 21 h ; Cinéma britannique -documentaires (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor, Pat O'Malley, Hedda Hopper, Cyril Chadwick, Edith Yorke, Patterson, 15 h ; le Cheminot, v.f.), de Pietro Germi, 17 h ; les Mauvais Coups (1960), de François Leterrier, 19 h 15.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Le Cinéma français des années cinquante : l'Eau à la bouche (1959), de Jacques Doniol Valcroze, 14 h 30 ; les Dragueurs (1959), de Jean-Pierre Mocky, 17 h 30 ; Classe tout risque, de Claude Sautet, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Paris, Mai 68 : Elections de Juin : France Mai-Juin 1968 (1968) de l'U.D.R, les Deux Marseillaises (1968) de J. Comolli et A. Labarthe, 14 h 30 ; Jeunes Filles d'avant 68 : Sheila chante Petite fille de Français moyen (1968) de E. Matalon, 16 h 30 ; les Veuves de quinze ans (1966) de Jean Rouch, Marié pour mémoire (1967) de Philippe Garrel, 16 h 30 ; De l'usine à la fac : Cinétracts (1968) d'un collectif, le Cheminot (1968) de F. Moszkowicz, le Droit à la parole (1978) de M. Andrieu, 18 h 30 ; Dérision révolutionnaire : Mikono (1978) de J.-M. Humeau, la Dialectique peut-elle casser des briques (1973) de G. Cohen, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

ALOUETTE JE TE PLUMERAI (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

ARDIENTE PACIENCIA (All., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

BLANC DE CHINE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BRÈVES RENCONTRES (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BROADCAST NEWS (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CHERRY 2000 (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CHOUANS (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

CORENTIN (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

DANCERS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LA DERNIÈRE IMPÉRATRICE (Chin., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

260 CHRONO (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

ECRIT SUR DU VENT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

ENGRENAGES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

ETROITE SURVEILLANCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

FATAL BEAUTY (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).

FRANTIC (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

FRÉQUENCE MEURTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

GANDAHAR (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HIDDEN (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LONGUE VIE A LA SIGNORA (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MASCARA (*) (Bel.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MATADOR (*) (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PONDICHÉRY JUSTE AVANT L'OUBLI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PRINCE DES TÉNÈBRES (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RENDEZ-VOUS AVEC LA MORT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

SEPTEMBER (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SHADOWS IN PARADISE (Fin., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

TRAQUÉE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LES TRIBULATIONS DE MON GRAND-PÈRE ANGLAIS... (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UN ZOO LA NUIT (*) (Can., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

UNE FEMME EN PÉRIL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

ADIEU JE T'AIME. Film français de Claude Bernard Aubert : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BABY BLUES. Film français de Daniel Moosmann : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BEARN. Film espagnol de Jaime Chavarri, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86).

CAMOMILLE. Film français de Mehdi Charef : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DE SABLE ET DE SANG. Film français de Jeanne Labrune : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

NATIVE SON. Film américain de Jerrold Freedman, v.o. : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS 2. Film américain de Ken Wiederhorn, v.o. : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

68-89. Film français de Gérard Gueguan : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

TERRE DE FER CIEL DE CUIVRE. Film turc-allemand de Omer Zülfü Livaneli, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 8 MAI

« Versailles : le potager du Roy et le parc de la comtesse de Balbi », 10 h 30, 10, rue de Maréchal-Joffre (Monuments historiques).

« De l'hôtel de Sully à la place des Vosges », 11 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« La Mosquée », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermite (Michèle Pohyer).

« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Flâneries).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Christine Merle).

« Mystérieuse symbolique de Notre-Dame de Paris », 15 heures, métro Cité, sortie (Isabelle Hauller).

« La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 15 heures, à l'entrée (Pierre-Yves Jaslet).

« L'hôtel de la Marine, ancien garde-meuble de la couronne », 15 heures, 2, rue Royale. Carte d'identité (E. Romann).

« Place des Victoires », 15 heures, au pied de la statue de Louis XIV (Approche de l'art).

« L'Académie française et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (Marie-Christine Lasnier).

« Autour de Saint-Séverin », 15 heures, métro Maubert-Mutualité, sortie (Résurrection du passé).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 15 heures et 17 heures, grille Carnavalet, rue des Francs-Bourgeois, (C.-A. Messer).

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru (Paris et son histoire).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 15 heures, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

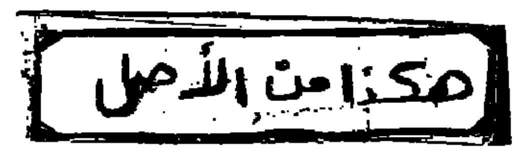
CONFÉRENCES

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « Venise et son carnaval » ; 16 h 30 : « la Thaïlande » ; 18 h 30 : « l'Espagne musulmane et l'art musulman », par M. Bromfeld (Rencontre des peuples).

CNES, 2, place Maurice-Quentin (salle de l'Espace), 15 heures : « Manipulations génétiques, karma et réincarnation » (Mouvement du Graal en France).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « l'Avenir de la France et du monde », par Natya ; « Expériences de voyance », par Serge Morcovique.

11 *bis*, rue Keppler, 17 h 30 : H.-P. Blavatsky et la doctrine secrète ». Entrée libre (Loge unie des Théosophes).





Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 6 mai

TF 1

20.40 Variétés : Lahaye d'honneur. Emission présentée par Jean-Luc Lahaye. La baie d'honneur aux Médecins du monde; Coups de cœur à Achille Zavatta, et à l'Association de lutte contre la mucoviscidose; Variétés : Pierre Bachelet, Françoise Hardy, Bonnie Tyler, La Compagnie créole, Herbert Léonard, Gérard Lenorman, Black, Eric Chelman, Sapho, Mory Kante, LNA. 22.35 Magazine : Ushuaïa. Le magazine de l'extrême, présenté par Nicolas Hulot et Geneviève Bruno. 23.40 Le Bébête show (rediff.). 23.45 Journal. 0.00 La Bourse. 0.05 Série : Les envahisseurs. 0.55 Documentaire : Histoires naturelles. Petite mer, grand lac.

A 2

20.35 Feuilleton : La valise en carton (5e épisode). 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Ils débutent et ils sont jeunes », sont invités : Alain Bonnand (*les Mauvaises Rencontres* et *Martine résiste*), Marc Boulet et Gloire (*Dans la peau d'un Chinois*), Thimothée Duboc (*Drôles d'oisifs*), Didier Le Pêcheur (*le Bord du monde*), Martine Rofinella (*Elle*), Roger Vrigny (*Ce bonhomme d'Ampère*). 22.50 Journal. ▶ 23.10 Ciné-club : Johnny s'en va-t-en-guerre ■■ Film américain de Dalton Trumbo (1971). Avec Timothy Bottoms, Kathy Fields, Jason Robards, Marsha Hunt, Donald Sutherland (v.o.). *Un soldat américain est très gravement blessé sur le front d'Europe en 1918. Aveugle et muet, privé de ses bras et de ses jambes, mais le cerveau intact, il vit un cauchemar qui n'en finit pas. Le scénariste Dalton Trumbo, victime de la commission des activités anti-américaines (la « chasse aux sorcières ») et longtemps privé de travail, réalisa, à soixante-six ans, d'après un roman qu'il avait écrit en 1939, ce film atroce, bouleversant, insupportable, son seul film dirigé contre l'absurdité des conflits et le sort fait à certaines victimes.*

FR 3

20.30 Série : Néo-polar. Un père anonyme, de Daniel Moosmann, d'après l'œuvre de Marc Villard, avec Florent

Madame, Monsieur,
Actionnaires de PARIBAS,
Rendez-vous sur FR3
le Samedi 7 Mai
à 11h.

Pagny, Thierry Tevini, Greg Germain, Souad Amidou. *Polar psychologique.* 21.30 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Jane, pêcheur aux Abrolhos. *Les deux passions de Jane : la pêche à la langouste, au large de la côte ouest de l'Australie, et la peinture.* 22.20 Mitterrand-Chirac. 22.30 Journal. 22.55 Documentaire : Karnak sur le Nil. De Michel Marie. 23.55 Musicales. Les jardins du bel canto : Rossini, Bellini, Donizetti. Extraits de Cendrillon, Le barbier de Séville, Les Capulet et les Montaigu, Lucia di Lammermoor, Elixir d'amour. 0.50 Résumé du Tour de Corse.

CANAL PLUS

20.30 Football. En direct du Stade vélodrome de Marseille, match du championnat de France : Marseille-Niort. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Série : Un flic dans la Mafia. 23.30 Cinéma : les Yeux sans visage ■■■ Film français de Georges Franju (1959). Avec Pierre Brasseur, Alida Valli, Juliette Mayniel, Edith Scob (n.). *Un chirurgien, spécialiste de l'hétérogreffe, cherche à refaire un visage à sa fille, victime d'un accident et passant pour morte, avec des tissus humains empruntés à d'autres. Film d'épouvante sans monstre, fantastique social, horreur poétique. Magie, en noir et blanc, du réel. Pour retrouver Franju.* 0.55 Cinéma : Cocoon ■■ Film américain de Ron Howard (1985). Avec Don Ameche, Wilford Brimley, Hume Cronyn, Brian Dennehy (v.o.) 2.50 Cinéma : Ténèbres ■ Film italien de Dario Argento (1982). Avec Anthony Franciosa, Daria Nicolodi, John Saxon, Giuliano Gemma. 4.25 Téléfilm : Dick Turpin. 6.20 Série : Mr Gun.

LA 5

20.30 Téléfilm : La vengeance de Tony Cimo. *Un jeune homme décide de venger lui-même son père adoptif, abattu par un braqueur.* 22.15 Mission impossible (rediff.). 23.10 Magazine : Bains de minuit. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Magazine : Bains de minuit (suite). 0.45 Série : Kojak (rediff.). 1.35 Série : Thriller. 2.45 Le journal de la nuit. 2.50 Aria de rêve. 3.05 Série : Les globe-trotters. 3.30 Série : Docteur Caraïbes. 4.05 Les dossiers de l'agence O.

M 6

20.30 Série : Le Saint. 21.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 22.10 Série : Addams family. 22.40 Six minutes d'informations. 22.50 Sexy clip. 23.20 Magazine : Ondes de choc. Sommaire : Faites-les rire, ça peut rapporter gros; Mourir de rire; L'Andimat se fend la boîte; Zigomatic international. 23.50 Série : Espion modèle (rediff.). 0.40 Magazine : Mediator (rediff.). 1.10 Boulv'hard. Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Opérette au-dessus de l'Atlantique, sur le paquebot France (INA 1962). 21.30 Musique : Black and blue. Zoulous-land. La musique d'Afrique du Sud, l'afro-jazz. 22.40 Nuits magnétiques. Le cinéma des premiers temps (dernière partie). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Cordes et cris.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 2 mai 1986 à Baden-Baden) : Le Mandarin merveilleux, suite de Bartok; Symphonie nº 5 en ut dièse mineur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. Kazimierz Kord. 22.20 Premières loges. Don Quichotte, de Massenet (acte III, acte IV et acte V). 23.07 Club de la musique ancienne. Messe Scala Aretina de Valls; Pièces pour orgue de Arrauxo. 0.30 Archives. André Cluytens à New-York : Concerto nº 2 pour violon et orchestre en mi majeur BWV 1042 de Bach; Les tableaux d'une exposition, de Moussorgski-Ravel, par l'Orchestre philharmonique de New-York; sol. : Johanna Martzi, violon.

Samedi 7 mai

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. SOS fantômes; Vidéo tribunaux. 13.45 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm à la carte. 13.50 Série : Matt Houston. 15.45 Tiercé à Vincennes. 16.00 La Une est à vous (suite). 18.05 Trente millions d'amis. De Jean-Pierre Hutin. Sommaire : Poilâne, miche et galette préférées; Boko bébé; Les nouveaux maréchaux. 18.35 Série : Agence tous risques. 19.25 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert et tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sébastien, c'est fou. Emission présentée par Patrick Sébastien. Avec Pierre Péchin, Charlélie Couture, Barbara, Georges Moustaki, Michel Jonasz, Didier Barbelivien, Boy George, Florent Pagny, Marie Myriam, Caroline Loeb, Sophie Darel, Bernard Haller, Enrico Macias, Paul Préboist. 22.20 Série : A nous deux Manhattan. De Douglas Hickox et Richard Michaels, avec Valérie Bertinelli, Barry Bostwick, Francesca Annis. 0.00 Journal et météo. 0.15 Série : Les incorruptibles. 1.05 Documentaire : Histoires naturelles. Y a-t-il encore des chevaliers ?

A 2

13.20 Magazine : L'assiette anglaise. De Bernard Rapp. ▶ 14.00 Série : Les mystères de l'Ouest. Avec Robert Conrad et Ross Martin. 15.00 Samedi-passion. Le sport et la mode en l'an 2000 à travers quatre sports : le football, le tennis, le ski, le cyclisme; Escrime : le Master de sabre; Rugby : championnat de France. 17.55 Série : Ma sorcière bien-aimée. Le dédoublement. 18.25 Magazine : Entre chien et loup. D'Allain Bougrain-Dubourg. L'animal star : Mémoires d'un âne; Sur le terrain : Bœufs musqués; Animalement vôtre : Fabienne Thibault (la complainte du phoque en Alaska); Mémoire de chien : expédition polaire; Du coq à l'âne; Bestiaire sans frontière; Le touton de la semaine. 19.05 INC. L'assurance construction. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Où est donc cachée la caméra invisible ? Emission de Jacques Rouland. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Variétés : Champs-Elysées. Emission présentée par Michel Drucker. Spécial Festival de Cannes. Avec le Grand Orchestre de Champs-Elysées qui interprète de nombreuses musiques de film; Michèle Morgan, Marie-José Nat, Claude Lelouch, François Chalais, Henry Chapier, Anouk Aimée, Annie Cordy, Ute Lemper, Eddy Mitchell, Nicole Croisille, Cora Vancaire, Jean-Claude Brialy, Desireless, le groupe Malavoi, une vidéo de Sade. 22.35 Journal. 22.55 Les enfants du rock. Spécial Terence Trent d'Arby.

FR3

13.00 En direct des régions. 14.00 Espace 3 : Des cadres et des entreprises. 14.15 Espace 3 : Spécial

14H15 RUE DES ECOLES
présenté par
Danièle VAUDREY

EFREI
Ecole Française d'Electronique
et d'Informatique
FORMULAA
Ecole de coiffure

écoles. 14.30 Espace 3 : Performances. 15.00 Espace 3 : Entreprises. 15.30 Espace 3 : Espace parents. 15.45 Espace 3 : Casden. 16.00 Connexions. 16.15 Espace 3 : Les rendez-vous nutri-metics.



16.30 Espace 3 : ARC. 16.45 Espace 3 : Top moteurs. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Disney Channel. Winnie l'ourson; Dessins animés. 18.00 Feuilleton : Diligence express. Trois dames à marier. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.53 Dessin animé : Diplodo. Conflits de générations. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice. 20.30 Disney Channel. Présenté par Vincent Perrot. Dessins animés : La bande à Picsou et, à 21.00, un épisode du feuilleton Le chevalier lumière. 21.45 Journal. 22.05 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Invité : Etienne Chatiliez. 22.20 Téléfilm : La promenade au phare. De Colin Gregg, d'après l'œuvre de Virginia Woolf (2e partie). Avec Rosemary Harris, Michael Gough, Suzanne Bertish. 23.25 Magazine : Sports 3. Le portrait de l'invité; La séquence anniversaire; Le film de la semaine; Le dossier médical; L'aventure; Les régions; L'actualité de la semaine; Le concours. 0.25 Musiques, musique.

CANAL PLUS

13.05 Magazine : Samedi, 1 heure. De Jean-Louis Burgat, Erik Gilbert, Frédérick Boulay. 14.00 Magazine : Le monde du sport. 14.55 Série : Flic à tout faire. 15.20 Série : Throb. 15.45 Série : Stalag 13. 16.10 Tennis. Finale du Trophée Philips, en différé des arènes de Nîmes. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Mon Zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invitée : Valérie Kaprisky. 20.30 Téléfilm : Poker Alice. D'Arthur Allan Seidelman, avec Tom Skerrit, Elizabeth Taylor, George Hamilton. *Les aventures d'une joueuse de poker et de son cousin.* 22.00 Documentaire : Eléphants, les seigneurs de la jungle. *Promenade dans la jungle indienne.* 22.50 Flash d'informations. 22.55 Série : Bergerac. 0.00 Cinéma : la Femme objet. Film français classé X de Frédéric Lansac (1980). Avec Richard Allan, Laura Clair, Frédéric Carton. *Un auteur de romans de science-fiction revit, devant sa machine à écrire, cinq aventures sexuelles. Ou comment un mâle étalon finit par devenir un homme-objet. On aura compris qu'il s'agit d'un film porno.* 1.20 Cinéma : Grand Guignol ■ Film français de Jean Marbœuf (1987). Avec Caroline Cellier, Guy Marchand, Michel Galabru, Marie Dubois. 2.50 Cinéma : les Poupées ■ Film américain de Stuart Gordon (1986). Avec Stephen Lee, Guy Rolfe, Hilary Mason. 4.05 Cinéma : l'Aviateur ■ Film américain de George Miller (1984). Avec Christopher Reeve, Rosanna Arquette, Jack Warden. 5.35 Les superstars du catch. 6.30 Documentaire : Thérion stratagème. Islande.

LA 5

13.15 Le best-off. 13.30 Série : Automan. 14.25 Série : Galactica. 15.20 Série : Wonder Woman. 16.10 Variétés : Childéric. 16.55 Série : Captain Power. 17.20 Dessin animé : Jeanne et Serge. 17.45 Dessin animé : Princesse Sarah. 18.10 Dessin animé : Sandy Jonquille. 18.30 Dessin animé : Creamy, adorable Creamy. 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard spécial. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Double cross. De Tom Clegg, avec Harry Kruger, Dennis Hopper, Gosta Ekman. 22.10 Magazine : Télé-matches. 22.15 Série : L'inspecteur Derrick. 23.15 Télé-Matches (suite). Résultats sportifs de la soirée; reportages d'actualité; rétrospective de la semaine; le journal du tennis; diffusion d'un événement sportif. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Télé-matches (suite). 0.20 Magazine : Circuit (rediff.). 0.50 Série : Automan. 1.55 Série : Thriller. 3.15 Série : Les globe-trotters. 3.35 Série : Docteur Caraïbes. 4.05 Les dossiers de l'Agence O.

M 6

13.15 Magazine : Ciné 6 première (rediff.). 13.45 Hit, hit, hit, hourra ! 13.55 Fréquenstar. 14.45 Série : Le Saint (rediff.). 15.35 Série : Le prisonnier. La danse de la mort. 16.25 Magazine : Danarama. De Philippe Dana. 17.10 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. La mort de la vieille dame (rediff.). 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. Fred. 19.00 Série : L'incroyable Hulk. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. Bonjour Sandra. 20.30 Théâtre : Laurette. Pièce de Marcelle Maurette et Marc-Gilbert Sauvajon, mise en scène de Jacques-Henri Duval. Avec Danielle Lebrun, Pierre Hatey, Michel Roux, Henri Crémieux, Henri Poirier, Robert Party. 22.35 Série : Clair de lune. La maîtresse de papa. 23.25 Magazine : Charmes. Clin d'œil; L'ascenseur; La leçon; Un après-midi sur les planches; La baby-sitter; Sexy 8. 23.55 Six minutes d'informations. 0.05 Série : Brigade de nuit (rediff.). 0.55 Magazine : Danarama (rediff.). 1.40 Variétés : Skydance (rediff.). Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Denis Roche, poète, éditeur, photographe. 20.45 Dramatique : Pat ou le jeu des rois, de Pavel Kohout. 22.35 Musique : Opus. 13 mai 1988 : centième anniversaire de l'abolition de l'esclavage au Brésil. 0.05 Clair de nuit. Scott Mac Leay, fondateur d'un laboratoire expérimental de vidéo.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra. Faust, opéra en cinq actes d'après Goethe, de Gounod, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Londres; dir. Thomas Beecham; orgue : Herbert Dawson; sol. : Georges Noré, Geori Boué, Roger Nico, Roger Bourdin, Huguette Saint-Arnaud. 23.05 Transcriptions et paraphrases. 0.00 Musique de chambre.

Dimanche 8 mai

TF1

▶ 6.55 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Magazine présenté par Jean Offrédo. Avec la rubrique : Bonjour la nature. 8.00 Météo. 8.05 Dessins animés. Candy; Les trois mousquetaires; Jem; Bioman. 9.10 Variétés : Jacky show. 9.35 Série : Tarzan. Le prisonnier. 10.30 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les animaux du monde. Emission de Marlyse de La Grange et Antoine Reille. Le léopard du désert. 11.30 Magazine : Auto-moto. 11.58 Météo. 12.00 Magazine : Téléfoot. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.20 Série : Starsky et Hutch. La corvée. 14.20 Le juste prix. Présenté par Max Meynier et Harold Kay. 15.25 Tiercé à Longchamp. 15.40 Série : M'as-tu vu. Maquillage. 16.40 Série : Doris comédie. Vive le travail ! 17.05 Série : Columbo. Faux témoin. 18.25 Série : Pour l'amour du risque. Se refaire une santé (1re partie). 19.20 Loto sportif. 19.30 Journal. 19.40 Météo et Tapis vert. 19.50 Soirée spéciale élection présidentielle. Estimations du second tour données par IPSOS; à 20.30 le grand débat animé par Anne Sinclair; tables rondes : les grands patrons face à l'élection (animé par François de Closet); les jeunes face à l'élection (animé par Yves Mourousi); sondages : Quel premier ministre souhaitent les Français ? Les Français veulent-ils une dissolution de l'Assemblée ? Réaction des Français de l'étranger. 0.00 Série : Les incorruptibles. M. Nick Acropolis. 1.00 Soirée spéciale élection présidentielle (suite). ... Journal.

A 2

8.00 RFE. 9.00 Connaître l'islam. 9.15 Emissions israélites. A Bible ouverte; Le Cantique des cantiques. 9.30 Orthodoxie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe. A l'intention des sourds et des mal-entendants, retransmise depuis l'église Saint-Esprit à Paris. 12.00 Dimanche Martin. Comme sur un plateau, présenté par Jacques Martin et Claude Sarraute. 13.00 Journal. 13.20 Le monde est à vous. De Jacques Martin. Avec Carlos, Didier Barbelivien, Olivia Valère, Carmel, le groupe Malavoi. 15.00 Série : Mac Gyver. Affaire de famille. 15.50 L'école des fans. Avec Jacques Martin. 16.35 Thé tango. Avec l'orchestre de Robert Quibel, Gérard Meissonnier et Rosita. 17.15 Jeux : Bêtes à malice. Présentés par Fabrice. 17.40 Dessin animé. 17.55 Stade 2. Tennis : Grand Prix Nabisco de Forest Hills; Moto cross : Grand Prix de Suède (500 cm³) et Grand Prix d'Espagne (125 cm³); Karaté : Championnat d'Europe à Genova; Cyclisme : Tour d'Espagne; Automobile : Rallye de Corse; Rugby : Championnat de France; Basket : Championnat de France. 18.50 Série : Maguy. La ruée vers l'art. 19.20 Journal. 19.40 Météo. 19.50 Soirée spéciale élection présidentielle. Estimations du second tour données par BVA; analyses des résultats; commentaires et réactions. Soirée animée par Bernard Rapp, Claude Sérillon et Paul Amar. 23.00 Informations : 24 heures sur la 2. 23.30 Cinéma : Knock ■ Film français de Guy Lefranc (1950). Avec Louis Jouvet, Pierre Renoir, Jean Brochard, Pierre Bertin. *Un médecin de campagne nouvellement installé attire les villageois chez lui par une consultation gratuite hebdomadaire et les persuade tous qu'ils sont malades. Comédie satirique d'après la pièce canular de Jules Romains. Jouvet avait créé le rôle de Knock. Il donne ici un récital.*

FR 3

7.00 Magazine : Sports 3 (rediff.). 8.02 Boumbo. 8.15 Croc-note show. 8.20 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 8.45 Les comptines du Vieux Continent. 8.50 Raconte-moi la Bible. 9.00 Magazine : Ensemble aujourd'hui. Emission de l'ADRI. 10.30 Latitudes. Emission de RFO. 11.30 Magazine : RFO hebdo. 12.00 Musicales (rediff.). 12.57 Flash d'informations. 13.00 D'un soleil à l'autre. Magazine agricole de Jean-Claude Widemann. La presse agricole et rurale. 13.30 Magazine : Portrait. Jacques Laffite. 14.20 Magazine : Sports loisirs. Hockey subaquatique : 7e championnat de France; Perche : Masters de Grenoble; Rallye automobile : Tour de Corse; Montgolfières : Raid aéronautique des grandes écoles à Vittel; Trophée Citroën AX; Supermotard de Paris; Formule 3. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Amuse 3. Mackintosh; Diplodo. 18.00 Spécial élection présidentielle. 18.05 Amuse 3 (suite). Les petits malins; Signé Cat's eyes. 18.55 Spécial élection présidentielle. 19.02 Série : Mission casse-cou. Cet homme est dangereux. 19.55 Soirée spéciale élection présidentielle. 21.30 Téléfilm : Fuite dans la nuit. De Jack Starrett, avec David Janssen, Yaphet Kotto, Victoria Vetri. *La rencontre d'un chauffeur de taxi et d'un passager qui vient de tuer l'amant de sa femme.* 23.10 Soirée spéciale élection présidentielle (suite). ... Musiques, musique. Martial Solal, piano; Bluesine, Mercredi 13.

CANAL PLUS

7.00 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana. 7.50 Dessin animé : Victor. 8.00 Cabou cadin. Rahan; Rambo. 8.50 Cinéma : F/X effet de choc ■ Film américain de Robert Mandel (1986). Avec Bryan Brown, Brian Dennehy, Diane Venora, Cliff de Young. 10.35 Cinéma : Cocoon ■■ Film américain de Ron Howard (1985). Avec Don Ameche, Wilford Brimley, Hume Cronyn, Brian Dennehy. 12.30 Série : SOS fantômes. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Série : Max Headroom. 13.30 Sportquizz. Présenté par Marc Toesca. 14.00 Basket professionnel américain. 15.15 Rugby. Quarts de finale du championnat de France. 17.10 Série : Un flic dans la Mafia. 18.00 Cinéma : Car Wash ■ Film américain de Michael Schultz (1976). Avec Franklyn Ajaye, Sully Boyar, Richard Brestoff, Georges Carlin. *Une journée de la vie dans une station de lavage de voitures à Los Angeles. Le patron et son fils sont blancs, tout le personnel est noir. Anecdotes et personnages pittoresques. Un petit air de comédie musicale.* 19.30 Flash d'informations. 19.40 Dessins animés : Ça cartoon. Présentés par Philippe Dana. 20.00 Flash d'informations. 20.07 Dessins animés : Ça cartoon (suite). 20.20 Flash d'informations. 20.25 Dessins animés : Ça cartoon (suite). 20.40 Flash d'informations. 20.45 Cinéma : Mona Lisa ■■ Film anglais de Neil Jordan (1986). Avec Bob Hoskins, Cathy Tyson, Michael Caine, Clarke Peters. *Un petit truand minable, sorti de prison, devient chauffeur d'une prostituée noire de luxe, qui lui apprend les bonnes manières et l'entraîne dans une étrange aventure. Peinture des palaces et des bas-fonds du Londres moderne, histoire d'une fascination. Des images très travaillées, un acteur remarquable, prix d'interprétation masculine au Festival de Cannes 1986.* 22.25 Flash d'informations. 22.30 Série : Ray Bradbury présente. Marionnettes, inc. 23.00 Cinéma : Opération Lotus bleu □ Film franco-italo-espagnol de Terence Hathaway (1965). Avec Ken Clark, Helga Line, Philippe Hersent. 0.20 Cinéma : les Poupées ■ Film américain de Stuart Gordon (1986). Avec Stephen Lee, Guy Rolfe, Hilary Mason. 1.35 Série : Rawhide.

LA 5

5.00 Journal permanent. 7.15 Dessin animé : Cathy la petite fermière (rediff.). 8.35 Dessin animé : Vanessa (rediff.). 9.30 Top Nuggets. 10.00 Série : Captain Power (rediff.). 10.30 Série : Galactica (rediff.). 11.20 Série : Wonder Woman (rediff.). 12.10 Série : Superminds. 13.00 Journal. 13.25 Série : Automan. 14.15 Téléfilm : La chasse infernale. De Bernard Girard, avec Burt Reynolds, Melvyn Douglas, Martin Balsam. *Le fils adoptif d'une personnalité influente d'une petite ville essaie de reprendre une vie normale à sa sortie de prison, où il avait été incarcéré injustement...* 15.50 Magazine : Télé-matches dimanche. Présenté par Pierre Cangioni. Les événements sportifs du week-end; La télévision sportive à travers le monde; Rétrospective de la semaine écoulée. 17.10 Mondo dingo. 18.00 Flash spécial élection présidentielle. 18.05 Série : Matlock. Le juge. 18.55 Feuilleton : Dallas. La revanche du minable. 19.45 Soirée spéciale élection présidentielle. Avec, entre les débats : ... Série : Mike Hammer. Si tu me tues, je te tue. ... Série : Kojak. Ondes de choc. 1.00 Téléfilm : La chasse infernale (rediff.). 2.35 Série : Matlock (rediff.). 3.45 Soirée spéciale élection présidentielle (suite). 4.00 Série : L'inspecteur Derrick (rediff.).

M 6

9.00 Jeu : Clip dédicace. 10.20 Hit, hit, hit, hourra ! 10.30 Revenez quand vous voulez. Emission de Philippe Meyer. Invité : Alain Chapelle (restaurateur). 11.40 Magazine : Ondes de choc (rediff.). 12.25 Infoconsommation. 12.30 Journal. 12.40 Météo. 12.45 Magazine : Le glaive et la balance. De Charles Villeneuve. L'affaire Gantois. 13.10 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler. Sonny Rollins à Antibes. 13.45 Hit, hit, hit, hourra ! 13.55 Jeu : Fan de... 15.00 Série : Clair de lune (rediff.). 15.50 Série : Brigade de nuit (rediff.). 16.40 Série : Espion modèle (rediff.). 17.30 Magazine : Turbo (rediff.). 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. Les suppôts de Satan. 19.00 Série : L'incroyable Hulk. 19.54 Spécial élection présidentielle. 20.30 Cinéma : le Bal des sirènes ■ Film américain de George Sidney (1944). Avec Esther Williams, Red Skelton, Basil Rathbone. *Amour, mariage, brouille et réconciliation d'un compositeur de musique et d'une femme professeur de natation. C'est une comédie avec des numéros chantés, dansés, les ébats nautiques d'Esther Williams devenue star, les rythmes sud-américains de Xavier Cugat, la trompette d'Harry James,* Tico-Tico *à l'orgue. Toute une époque !* 22.15 Spécial élection présidentielle (suite). 22.45 Série : Drôles de dames. Où est passé Charlie ? (2e partie). 23.35 Spécial élection présidentielle (suite). .... Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Tentative de description de choses vues au carrefour Mabillon (19 mai 1978). 22.35 Musique. Le concert. Frankfurt-Pékin à Paris. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 21 mars au Théâtre musical du Châtelet) : Concerto pour piano et orchestre nº 4 en fa majeur op. 58, de Beethoven; Symphonie nº 3 en fa majeur op. 90, de Brahms, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski; 1er violon : Roland Daugareil; sol. : Malcom Frager, piano. 23.05 Climats. Musiques traditionnelles. Chine : musique des minorités (Yunnan, Tibet, Mongolie, Ouïghour, Corée). 1.00 Ocora.

Audience TV du 5 mai 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	45.5	Santa-Barbara 14.8	Campagne 6.9	Actual. région. 5.8	Nulle part 7.4	Porte magique 7.4	Hulk 2.6
19 h 45	52.9	Roue fortune 28.0	Caméra cachée 6.3	Actual. région. 3.2	Nulle part 7.9	Boul. Bouvard 4.2	Hulk 3.2
20 h 16	69.3	Journal 27.0	Journal 23.8	La classe 7.4	Nulle part 3.7	Journal 6.3	Homme katana 2.1
20 h 55	67.7	Deux locataires 22.2	Coup de tête 22.8	Lune caniveau 4.8	Meilleur vie 2.1	La tendresse 2 13.8	Brigade nuit 3.7
22 h 8	54.0	Rick Hunter 23.8	Edit. spéciale 13.2	Lune caniveau 2.1	Runaway Train 1.1	La tendresse 2 14.8	6 mn info 1.1
22 h 44	33.3	Rick Hunter 11.1	Edit. spéciale 8.5	Lune caniveau 6.9	Runaway Train 1.6	Capitaine Furillo 5.3	Hawaii police 1.1

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

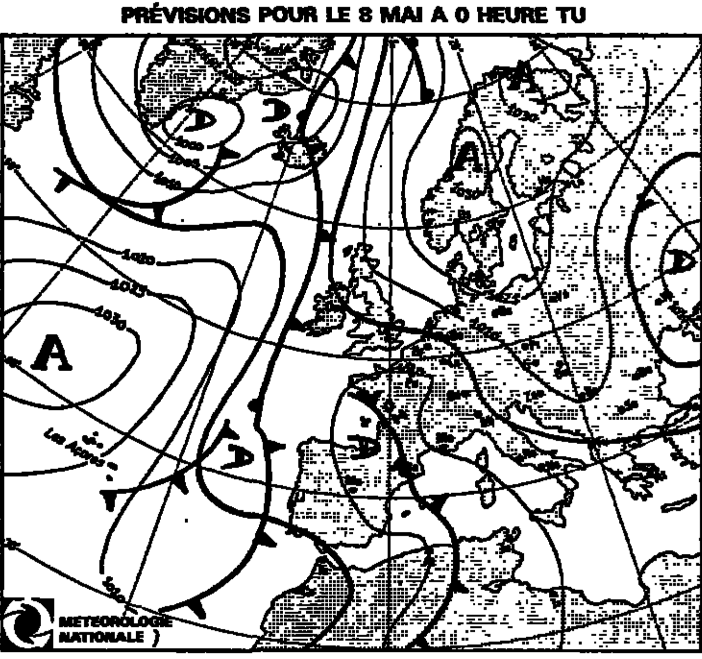


Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 MAI 1988 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 8 MAI A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 6 mai à 0 heure UTC et le dimanche 8 mai à 24 heures UTC.

Des hautes pressions s'établissent sur le nord de l'Europe donnant un courant d'est plus sec de l'Allemagne à la Manche.

La dépression orageuse de peninsule ibérique remonte lentement vers le sud de la France en s'atténuant sensiblement.

Samedi : orageux dans le Sud, éclaircies au Nord.

Le matin, ciel clair à peu nuageux sur la moitié nord-est du pays. Localement, quelques nappes de brume ou de brouillard se formeront. Les températures minimales seront entre 5 et 13 degrés de la Manche à la Méditerranée. De la côte atlantique aux Pyrénées, temps nuageux. Il fera 8 à 14 degrés de la Bretagne au Pays basque. Des ondées sont probables sur les Pyrénées.

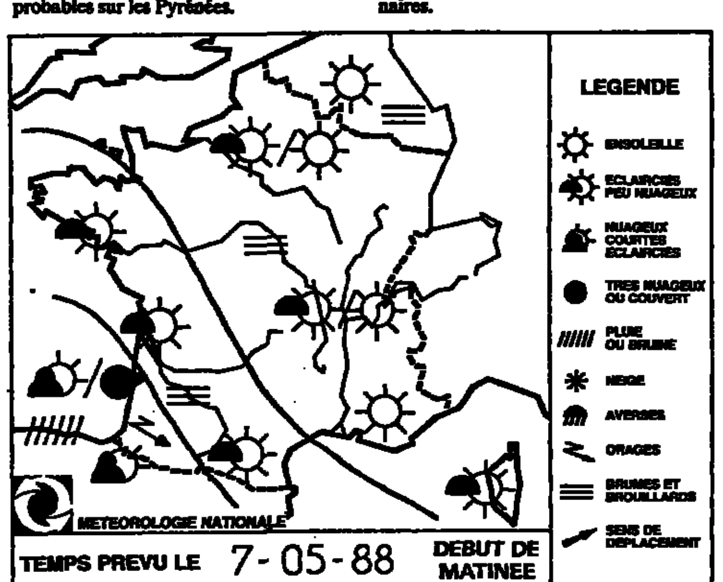
Dans la journée, sur la moitié sud-ouest, ciel très nuageux à couvert avec pluies locales et orages isolés. Sur la moitié nord-est, le ciel se voilera mais il continuera à y avoir des éclaircies.

Les températures maximales seront en général comprises entre 18 et 22 degrés du Nord au Sud, seules les côtes de la Manche auront localement 15 degrés.

Dimanche : nuages et éclaircies.

Le matin, de la Manche orientale aux frontières de l'Est et aux Alpes, le ciel sera voilé, les nuages s'étaleront. De la Bretagne et du Cotentin aux régions méditerranéennes, temps brumeux, très nuageux avec des pluies locales. Sur le Sud-Ouest et les Pyrénées, matinée très brumeuse. Dans la journée, sur la plupart des régions, temps nuageux avec éclaircies. Des ondées orageuses menaceront encore les Alpes, la vallée du Rhône, la Provence et la Corse, mais resteront isolées.

Les températures seront stationnaires.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 5-5-1988 à 6 heures TU et le 6-5-1988 à 6 heures TU — le 6-5-1988

FRANCE			
AJACCIO	20	11	D
BIARRITZ	21	15	P
BORDEAUX	22	13	N
BOURGES	20	11	D
BREST	16	6	D
CAEN	16	5	N
CHERBOURG	13	5	B
CLERMONT-FERR.	20	7	N
DIJON	20	9	D
GRENOBLE St-M-H	25	11	N
LILLE	18	5	B
LIMOGES	19	13	N
LYON	23	12	N
MARSEILLE-MAR.	22	11	D
NANCY	20	6	D
NANTES	20	11	D
NICE	21	16	D
PARIS-MONTS.	20	11	D
PAU	22	14	N
PERPIGNAN	19	10	N
RENNES	19	8	D
ST-ÉTIENNE	22	8	N
STRASBOURG	19	7	D
TOURS	18	10	D
TOULOUSE	21	11	C
POINTE-A-PITRE	31	24	D
ÉTRANGER			
ALGER	24	15	N
AMSTERDAM	15	4	B
ATHÈNES	22	19	C
BANGKOK	32	27	N
BARCELONE	21	12	C
BELGRADE	26	10	D
BERLIN	22	7	N
BRUXELLES	17	5	D
LE CAIRE	28	16	D
COPENHAGUE	13	8	P
DAKAR	24	20	D
DELHI	41	26	D
DJERBA	42	28	C
GENÈVE	20	6	D
HONGKONG	29	27	N
ISTANBUL	20	16	N
JÉRUSALEM	24	15	D
LISBONNE	18	13	N
LONDRES	17	7	D
LOS ANGELES	18	12	D
LUXEMBOURG	18	10	D
MADRID	16	11	P
MARRAKECH	25	12	A
MEXICO	29	11	E
MILAN	21	13	N
MONTRÉAL	24	7	N
MOSCOU	22	9	N
NAIROBI	26	17	N
NEW-YORK	20	11	P
OSLO	11	5	C
PALMA-DE-MAJ.	27	17	C
PÉKIN	24	13	D
RIO-DE-JANEIRO	27	23	C
ROME	26	13	D
SINGAPOUR	33	26	N
STOCKHOLM	13	6	C
SYDNEY	24	16	D
TOKYO	20	11	D
TUNIS	39	16	N
VARSOVIE	22	7	N
VENISE	20	15	C
VIENNE	23	14	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Un même dessin pour plusieurs pays de la CEE

Jean Monnet, citoyen d'honneur de l'Europe

La Poste mettra en vente générale, le mardi 10 mai, un timbre à 2,20 F consacré à Jean Monnet, dessiné et gravé en taille-douce par Marie-Noëlle Goffin. Son dessin a été retenu par les postes d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg, d'Espagne et d'Italie pour célébrer par un timbre le « Père de l'Europe ». Enfin, le Portugal a préféré choisir un tout autre dessin. Et la Grande-Bretagne, les Pays-Bas ?... Ces pays ont sans doute de bonnes raisons pour ne pas se laisser aller à une politique philatélique communautaire.

A noter qu'en France un timbre en hommage à Jean Monnet a déjà été émis en 1980.

Jean Monnet est né à Cognac le 9 novembre 1888. Fils d'un négociant en cognac, il sillonne le monde pour commercialiser la production familiale. En 1914, il est réformé pour raisons de santé. Après la guerre, il devient secrétaire adjoint de la Société des nations jusqu'en 1923. C'est chez lui, à Londres, le 17 juin 1940, que le général de Gaulle rédige l'appel lancé sur les ondes de la BBC le 18 juin.

Après la seconde guerre mondiale, Jean Monnet devient président du comité qui a la charge d'élaborer le premier plan de modernisation et d'équipement de la France dit Plan Monnet. Le second plan, présenté le 9 mai 1950, aboutit au traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le Plan Schuman. Il préside la CECA de 1952 à 1955. Il fonde le Comité d'action des Etats-Unis d'Europe, qui est à l'origine du traité de Rome du 25 mars 1957. Il expose en 1973 l'idée d'un gouvernement européen. L'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel a lieu pour la première fois en 1979, quelques semaines après sa disparition, le 16 mars 1979 à Bazoches (Yvelines). Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE, réunis en conseil européen à Luxembourg les 1er et 2 avril 1976 ont décidé de lui conférer le titre de « citoyen d'honneur de l'Europe ».





Le timbre, d'un format vertical 26 × 40 mm (n° PTT 1988-18), est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

★ Vente anticipée le lundi 9 mai à Cognac (Charente) de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour », ouvert à la salle de réunion La Salamandre, rue du 14-Juillet ; de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Cognac.

★ Souvenirs philatéliques : Cercle philatélique de Cognac, R. Moreau, 5, rue de Constantine, 16100 Cognac.

★ Un club : Cercle d'études philatéliques d'Europa-Nations unies, 4, route de la Meinau, 67100 Strasbourg.

Pour tout renseignement concernant cette rubrique, s'adresser au : *Monde des philatélistes* 24, rue Chauchat, 75009 Paris Tél. : (1) 42-47-99-08

En filigrane

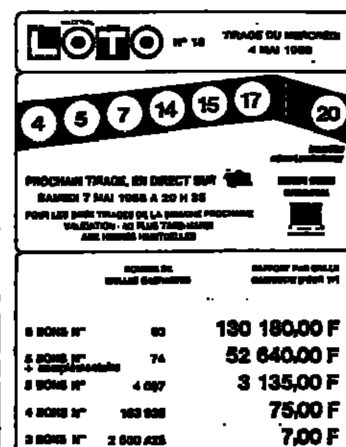
● **Jean Delpech et l'Atlantide.** — Le peintre-graveur Jean Delpech, que les philatélistes connaissent bien pour ses créations de timbres-poste, expose jusqu'au 28 mai à la bibliothèque municipale de Sens (7, rue René-Binet) sur le thème, qui lui est cher, de l'Atlantide. Entrée libre.

● **Expositions en Suisse et au Luxembourg.** — La commission thématique de la Fédération des sociétés philatéliques du Luxembourg organise sa seizième grande bourse d'échange de timbres, le samedi 14 mai, au Centre culturel Henri à Walferdange (Luxembourg). Renseignements : Paul Oé, 143, route de Mondorf, L-3260 Bettembourg, principauté du Luxembourg.

Le Salon du livre et de la presse de Genève accueille une exposition philatélique du 13 au 15 mai. Une bourse du timbre aura lieu le samedi 14, de 10 heures à 18 heures. Egalement au programme, des expertises, une animation vidéo et la présence de nombreux professionnels du timbre. Renseignement auprès du secrétariat de l'exposition, 29, rue de Bourg, CH-1002 Lausanne, Suisse. Tél. : 021/22-10-88.

● **« Le Monde des philatélistes » de mai.** — Le mensuel *le Monde des philatélistes*, daté mai, vient de paraître. A son sommaire : les candidats à l'élection présidentielles et la philatélie, une thématique sur les moulins, le point sur le marché philatélique et une rencontre avec Pierre Albuisson, créateur de timbres. (*Le Monde des philatélistes*, 15 F en kiosque.)

● ***Philatélie à la télévision.*** — L'émission de télévision de Jean Offredo sur TF 1 « Bonjour la France, bonjour l'Europe » accueille une rubrique philatélique tous les dimanches, vers 7 h 40, présentée par Pierre Jullien, du *Monde des philatélistes*. Au programme de dimanche : l'Europe.

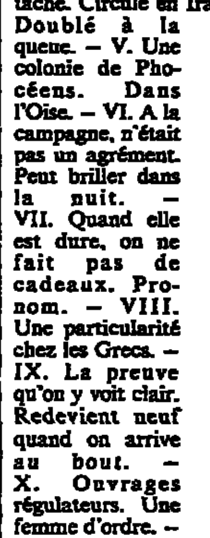


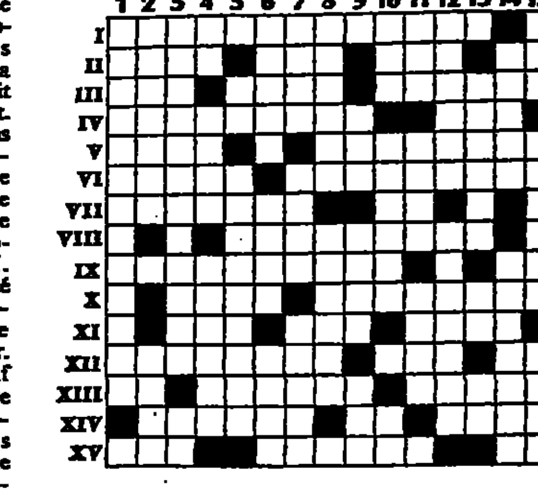
MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4738

HORIZONTALEMENT

I. Susceptibles de nous valoir un abattement. — II. Eau. Vivait avec le premier venu. Un spécialiste des bas-fonds. Dépression. — III. Peut faire tache. Circule en Iran. Plat en Auvergne. — IV. Ses fruits volent au vent. Doublé à la queue. — V. Une colonie de Phocéens. Dans l'Oise. — VI. A la campagne, n'était pas un agrément. Peut briller dans la nuit. — VII. Quand elle est dure, on ne fait pas de cadeaux. Pronom. — VIII. Une particularité chez les Grecs. — IX. La preuve qu'on y voit clair. Redevient neuf quand on arrive au bout. — X. Ouvrages régulateurs. Une femme d'ordre. — XI. Refusa de se charger. Servie dans un pub. Une famille de peintres. XII. Le vol caractéristique de la grue. A de bonnes mâchoires quand elle est anglaise. Le tiers de la ration. — XIII. Symbole. Ils écrivent, mais ne signent pas. Elément d'une collection. — XIV. Ne nous apporte aucune lumière. Point de départ. Possessif. — XV. Où il n'y a pas mèche. Certaines sont rares. Orientation.





VERTICALEMENT

1. Qui peuvent faire reculer ceux qui regardent. — 2. Qui se présente comme une voûte. Coule à l'étranger. — 3. C'est un véritable agrément. D'un auxiliaire. — 4. Source de ragots. Servait pour un échange. Faisons des observations. — 5. Son culte se développa à Héliopolis. Des lettres qui peuvent former un chiffre. — 6. Parfois dans les prés. Courbé. Fait quelque chose. — 7. Inscription sur un effet. Quand on le met, c'est qu'il y a du tirage. Bien reçu. — 8. Vieille cocotte. Ecrivain latin. — 9. Romancé pour Gide. Fait briller. Pas aléatoire. — 10. Un vieux roi. Viennent après les parents. Pas dans la roture. — 11. Où il n'y a rien à prendre. Sanguinaires, en Corse. Coule en Afrique. — 12. Est bonne pour la corde. De coq, ne sont pas charnus. — 13. Peut remplacer le cachet. Pronom. N'a pas de mouvements brusques. — 14. De bons herbages. Peuvent être tirées d'une cruche. — 15. Peut être convoitée par un coureur. Qui a fait l'objet de plusieurs répétitions. Nom de sœur.

Solution du problème n° 4737

Horizontalement

I. Glacier. — II. Regard. Fô. — III. Ace. Eider. — IV. Item. Tain. — V. Nu. Etonne. — VI. Eriger. Té. — VII. Témérité. — VIII. Ar. Au. — IX. Geôlier. — X. Rue. Lue. — XI. Essartéss.

Verticalement

1. Grainetière. — 2. Lecture. Us. — 3. Agée. Images. — 4. Ça. Mégère. — 5. Ire. Ter. Our. — 6. Editorial. — 7. Dan. Tuile. — 8. Feinte. Eue. — 9. Cornée. Grès.

GUY BROUTY.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 7 mai

Paris, Drouot, 14 heures : affiches de mai 68.

Corbeil, 14 heures : orfèvrerie, mobilier, objets d'art ; **Melun**, 14 heures : timbres.

Agen, 14 h 30 : vins ; **Auch**, 10 heures et 14 h 30 : livres ; **Auxerre**, 14 h 30 : livres ; **Blois**, 14 heures : monnaie, argenterie, objets d'art ; **Cahors**, 14 heures : affiches ; **Lille**, 14 heures : mobilier, tableaux, objets d'art ; **Marseille (Prado)**, 14 h 30 : art primitif, bijoux ; **Orléans**, 14 h 30 : uniformes ; **Saint-Brieuc**, 14 heures : objets d'art, mobilier ; **Saint-Dié**, 14 heures : étain, argenterie, mobilier.

Dimanche 8 mai

Le Raincy, 14 heures : tableaux, mobilier, objets d'art ; **Provins**, 14 heures : tapis d'Orient, mobilier ; **Sens**, 14 heures : affiches, mobilier, livres ; **Verrières-le-Buisson**, 11 heures : argenterie, bijoux ; 14 heures : tableaux, mobilier, objets d'art.

Avranches, 14 h 30 : mobilier, céramiques ; **Dijon**, 14 heures : tableaux, icônes, mobilier ; **Issoudun**, 14 heures : mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Paris-Bastille, Saint-Germain-en-Laye, Bordeaux-Quinconces, Troyes et Eauze en Armagnac.

« Le Monde » au Salon du livre de Genève

Le Monde sera présent au Salon du livre et de la presse à Genève, du mercredi 11 au dimanche 15 mai.

Des collaborateurs du journal participeront aux divers débats :

— mercredi 11 mai, de 17 h 30 à 19 heures : L'internationalisation des médias.

— Jeudi 12 mai, de 17 h 30 à 19 heures : Le libéralisme contre les libertés.

— Vendredi 13 mai, de 17 h 30 à 19 heures : L'argent de la communication.

— Samedi 14 mai, de 14 h 30 à 16 heures : Le nouveau paysage politique en France ; de 17 h 30 à 19 heures : Le pouvoir de l'information.

Palexpo-*le Monde*, stand 18-10, allée A.-Christie.

CAMPUS

L'école des P et T de Rennes

L'ÉCOLE nationale supérieure des P et T (ENSPTT) qui forme les administrateurs de la poste et des télécommunications, et qui fête cette année son centenaire, se rénove pour tenir compte du considérable développement des technologies de l'information et de la communication. La formation des élèves-administrateurs sera davantage orientée vers le management des systèmes de communication pour donner à la poste et à France Telecom des gestionnaires de haut niveau et lui permettre d'affronter la concurrence internationale. L'accès à l'école se fait soit par concours interne pour les agents des P et T, soit par concours externe ouvert aux titulaires d'un diplôme permettant de se présenter à l'ENA ou aux diplômés des grandes écoles de gestion. Ce concours comprendra notamment le traitement d'un cas de politique générale d'entreprise et des QCM sur la gestion.

D'autre part, l'école ouvre à la rentrée prochaine une option « secteur privé », destinée à fournir des spécialistes aux entreprises de communication ou utilisant des systèmes complexes d'information. Cette filière est ouverte aux diplômés d'une grande école de gestion, d'une maîtrise de gestion ou d'un diplôme de troisième cycle. Elle accueillera vingt candidats sélectionnés sur dossier et entretien. Dépôt des dossiers avant le 30 mai. La scolarité, commune avec celle des élèves fonctionnaires (sauf pour les cours dispensés à l'ENA), commencera le 10 octobre, durera douze mois et sera suivie d'un stage de six mois. Elle aura lieu dans les futurs locaux de l'école, 35, rue Dareau à Paris, et coûtera 30 000 francs.

R. Rl.

(ENSPTT, 46, rue Barrault, 75634 Paris Cedex 13. Tél. : 45-81-72-27, Annie Battle.)

● Communication audiovisuelle

Un magistère pour le secteur des techniques de la communication audiovisuelle sera créé à la rentrée à l'université de Valenciennes par l'Institut des sciences et techniques (ISTV), qui vient de signer un accord avec l'INA (Institut national de l'audiovisuel).

(Université de Valenciennes, Le Mont-Houy, 59326 Valenciennes Cedex. Tél. : 27-42-41-00.)

● Information technique

L'Institut des sciences de l'information et de la communication de l'université Bordeaux-III crée à la rentrée prochaine un DESS en « *information technique et professionnelle multimédia* ». Les dossiers pédagogiques des candidats doivent être déposés au service de la scolarité du troisième cycle de l'université Bordeaux-III avant le 19 septembre.

(ISIC, université Bordeaux-III, domaine universitaire, 33405 Talence Cedex. Tél. : 56-84-50-57.)

● Championnat d'équitation

L'Association nationale des étudiants cavaliers (ANEC) organise, du 6 au 10 juillet à Saumur, le championnat du monde universitaire d'équitation. Vingt-quatre nations y participeront.

(ANEC, 58, rue du Montparnasse, 75014 Paris. Tél. : 43-35-24-75.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* daté du jeudi 5 mai :

UN ARRÊTÉ

● Du 22 avril 1988 relatif à l'identification par tatouage des animaux de l'espèce féline.

UNE CIRCULAIRE

● Du 13 avril relative au modèle de contrat pour la concession ou l'affermage du service de restauration scolaire du premier degré.

Le Carnet du Monde

Naissances

– Sylvie et Philippe LAIK,
ont la joie de faire part de la naissance de

Gabriel,

le 2 mai 1988, à Paris.

Décès

– Le délégué général du centre HBC-ISA,
Le doyen
Et les membres du corps professoral permanent,
Et, notamment, les professeurs du département stratégie et politique d'entreprise,
Le personnel administratif du centre,
ont l'extrême tristesse de faire part du décès du

professeur Jean-Pierre ANASTASSOPOULOS,

survenu le 4 mai 1988.

– Le docteur Bezalel Auerbach,
Le docteur Sorel Auerbach
et Mme née Bavay
et leurs enfants,
Toute la famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme le docteur Suzanne AUERBACH,
née Lang,
ancien directeur du bureau d'hygiène de la ville de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis),
ancien médecin lieutenant de la Résistance région Sud-Ouest,
médaillé du combattant volontaire de la Résistance,

survenu le 5 mai 1988, en son domicile dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 9 mai, à 11 h 30.

Réunion à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, avenue du Roule,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

M. Paul Berliet,
M. et Mme Alain Merieux,
Christophe, Rodolphe, Alexandre,
M. et Mme Jacques Viévard,
Stéphanie, Julie, Thomas,
M. et Mme Marc Berliet,
Antoine, Capucine,
M. et Mme Yves Berliet,
Emilie et David,
M. et Mme André-Pierre Vignon,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Vignon, Carret, Dubois, Chambeyron,
Ainsi que les familles Roche, Brossette, Berliet, Pont,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul BERLIET,
née Colette Vignon-Carret.

La messe de funérailles aura lieu le samedi 7 mai, à 10 heures, en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône), où le corps est déposé.

L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité.

– Gérard Bloch,
Thierry et Muriel Bloch,
Claudine Genet,
Daniel Kenigsberg
et leurs enfants,
Marcel-Francis, Colette et Nicolas Kahn,
Odette Henri Bloch,
Simone Léon Deutsch,
Ses parents
Et amis,
font part du décès de

Dany BLOCH,
attachée de presse au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

survenu le 5 mai 1988.

Les obsèques auront lieu le lundi 9 mai, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse, Paris-14e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Philibert-Delorme,
75017 Paris.

– L'ARC,
Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris
Et la Société des amis du musée,
ont la grande tristesse de faire part de la disparition de leur amie et collègue

Dany BLOCH

et s'associent à la peine de la famille.

– Mme René Bonamour,
M. et Mme Jean Bonamour,
M. Pierre Bonamour,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

René BONAMOUR,
directeur adjoint honoraire des impôts,

survenu le 1er mai 1988, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu le jeudi 5 mai 1988, dans la plus stricte intimité, au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

30, rue Pierre-Brossolette,
92130 Issy-les-Moulineaux.
6, impasse des Jardies,
92190 Meudon.

– Le président,
Le conseil d'administration,
La direction générale de la Caisse nationale de Crédit agricole,
Le conseil d'administration,
La direction générale de SEGESPAR foncier,
Le conseil d'administration,
La direction générale de SOFIPAR,
ont le regret de faire part du décès de

Jean DONY,
directeur central des filiales à la Caisse nationale de Crédit agricole,
président-directeur général de SGPR foncier,
président-directeur général de SOFIPAR,

survenu le 22 avril 1988.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le mercredi 27 avril 1988, au cimetière du Montparnasse.

– Mme Andrée Finck,
à la douleur de faire part du décès de son époux

Albert FINCK,

survenu le 5 mai 1988, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

[Albert Finck était entré au journal à sa création en 1945, dans le service expédition, dont il devint le responsable en 1954. Il assuma avec ténacité toutes les étapes du développement de ce service jusqu'à l'âge de la retraite. A son épouse et à toute sa famille, nous présentons nos plus sincères condoléances.]

– Mme Marthe Gourtovoy,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges GOURTOVOY,

survenu le 3 mai 1988.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse, le jeudi 5 mai, dans l'intimité familiale.

– On nous prie d'annoncer le décès de

S. W. HAYTER,
artiste peintre,
graveur,

survenu le 4 mai 1988.

L'incinération aura lieu le mardi 10 mai, à 8 h 45, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise.

– Mme Marc Lelarge,
née Simonne Simon,
son épouse,
Savine et Mario Stasi,
Mario, Laure et Stéphane,
Baudouin et Béatrice Lelarge,
Elsa, Morgane et Clémence,
Gertrude et Xavier Camus,
Sara, Matthieu, Romane et Colombe,
Renaud et Marie-Hélène Lelarge,
Agathe et Thibaud,
Constance et Jacques Moreau,
Marie et David,
Aude Lelarge,
Christophe Lelarge,
ses enfants et petits-enfants,
Mme René Aman,
Mme Bernard Charbonneaux,
ses sœurs,
La famille Gailly,
Mme Jean Lelarge,
Mme Henri Lelarge,
M. et Mme Luc Simon,
M. et Mme Charles Marq,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Et ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc LELARGE,

survenu le 5 mai 1988, à son domicile.

Ses obsèques seront célébrées le samedi 7 mai, à 10 h 15, en la basilique Saint-Rémi de Reims, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue Gerbert,
51100 Reims.

– Grenoble.

Fanchette Lugan,
née Le Gall,
son épouse,
Thomas et Nathalie, Muriel, Anne-Salm,
ses enfants,
Marcel Lugan et Mme, née Dherbet,
ses parents,
Françoise Lugan,
sa sœur,
font part du décès de

Jacques LUGAN,
ingénieur civil des ponts et chaussées,
secrétaire général adjoint de la mairie de Romans-sur-Isère,

le 28 avril 1988, à l'âge de quarante-sept ans.

Il a été enterré à Grenoble, le 30 avril.

« Si quelqu'un dit : « J'aime Dieu », et qu'il haïsse son frère, c'est un menteur. »
Première épître de Jean, IV-20.

11, rue du Trident,
38100 Grenoble.
53 B, rue Thiers,
38000 Grenoble.

– L'Association des amis d'Isaac Pougatch,
a la douleur de faire part du décès de

M. Isaac POUGATCH.

Les obsèques auront lieu le lundi 9 mai.

Réunion à 10 h 15, porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien.

Ni fleurs ni couronnes.

36, rue Singer,
75016 Paris.

– Mme François Martin Lavallée,
née Béatrice Klecker de Balazuc-Barbazan,
Louis Lacombe,
Catherine Lacombe,
née Martin Lavallée,
Jeanne-Marie Lacombe,
Serge Lacombe,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 avril 1988, de

M. François MARTIN LAVALLÉE,
ingénieur des ponts et chaussées,
ancien directeur de la Région nucléaire 2,
à Electricité de France.

Les obsèques religieuses, suivies de l'inhumation, ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église de La Couarde (île de Ré).

59, avenue de la Source,
94130 Nogent-sur-Marne.
197, rue Raymond-Losserand,
75014 Paris.

– Mme Maria Tchang,
son épouse,
Lydia Tchang-Brillet,
Jean-Paul et Laurence Tchang,
ses enfants,
Pascale et Ariane,
ses petites-filles,
Raymond Vetter
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Liang-Ing TCHANG,
ingénieur IEG,

survenu le 2 mai 1988, à l'âge de soixante-douze ans, à Paris.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le vendredi 6 mai, à Fontenay-aux-Roses, dans l'intimité familiale.

134, rue Boucicaut,
92260 Fontenay-aux-Roses.

Anniversaires

– Il y a un an disparaissait

Julien CARNET,
avocat.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et apprécié.

Annie Jullien,
sa fille.

– Il y a dix ans disparaissaient accidentellement

Jean-François DURAND,
PDG d'INTERSUB,

et ses amis

Marc HENRY,
Jean-Jacques MOALIC,
Yves ELOY.

Une pieuse pensée est demandée pour eux.

– 7 mai, deuxième année du rappel à Dieu de notre très cher fils, frère et ami

Henri GEORGES.

Qu'il vive dans notre mémoire.

– Il y a deux ans, le 7 mai 1986, le

professeur Léon ROUCOULES

quittait les siens.

Que son souvenir demeure.

– A l'occasion du sixième anniversaire du décès du

docteur Alain RYFMAN,

Sa famille
Et ses amis
se réuniront pour la célébration d'un office religieux à sa mémoire, le dimanche 8 mai.

Rendez-vous le 8 mai, à 11 heures, à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux (Hauts-de-Seine).

– Pour le cinquième anniversaire du décès de

M. Lucien SALAHI,

une pensée toute particulière est demandée de la part de Mme Salahi, à tous ceux qui l'ont connu et estimé et qui restent fidèles à son souvenir.

7, rue de Tracy,
75002 Paris.

Services religieux

– Mme Paul Lucien Saada,
Martine et Philippe Saada,
Les familles parentes,

font part des prières de l'an de leur très cher et regretté

Paul Lucien SAADA,

le samedi 7 mai, à 10 heures, à la synagogue, 14, place des Vosges, Paris-4e.

Messes anniversaires

– Il y a huit ans,

Elia ABOUJAOUDE

était rappelé à Dieu.

Une messe sera célébrée le dimanche 8 mai 1988, à 11 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, rue d'Ulm à Paris.

Sa famille vous demandera une pieuse pensée et des prières pour le repos de son âme.

Le Monde CADRES

L'AGENDA

L'IMMOBILIER

ASSOCIATIONS

Appels

GUILDE DE VIVRE
Réunir principalement des personnes seules.
Sans but lucratif.
Tél. : 47-90-02-08.

Les valeurs sur lesquelles reposent nos lois et nos sociétés vacillent. Aujourd'hui, elles ne nous protègent ni de la violence, ni de l'iniquité, mieux, elles autogénèrent les mécanismes des guerres et du fanatisme.

Ce constat est douloureux et vous laisse impuissant. Comment agir ? Comment œuvrer pour un monde meilleur ?

L'ORDRE DES VEILLEURS DU TEMPLE
Vous propose une réflexion approfondie éclairée à la lumière de la Tradition. Héritier d'une connaissance ancienne, transmise au fil des siècles, l'ORDRE DES VEILLEURS DU TEMPLE est prêt à vous faire partager son savoir et ses valeurs, si vous êtes sincères dans votre recherche.

O.V.D.T. – BP 5005
34032 Montpellier Cedex.

Conférences

Mardi 10 mai 20 h.
commentaires sur le Livre de Job ou les pièges de la bonne conscience par R. Gilart I.D.P.E.,
38, rue de Turenne, 75003
Code porte 84.06.

Manifestation

JOURNÉES CISTERCIENNES EN L'ABBATIALE DE PONTIGNY (Yonne)
Dimanche et lundi de Pentecôte
– Concert de musique grégorienne du XIIIe siècle.
– Les offices de la journée monastique (Schola Gregoriana).
– Conférences sur l'histoire et l'architecture (Prof. Pressouyre, T. Kinder).
– Visites guidées de l'Abbatiale.
– Stage de chant grégorien.
– Lundi de Pentecôte à 10 h 45 messe célébrée par le Père Abbé de Hauterive (Suisse).
Renseignements et inscriptions :
Les Amis de Pontigny
BP 6 – 89230 Pontigny.
Tél. : 86-47-54-99.

Sessions et stages

ANGLAIS-FRANÇAIS-ALLEMAND ESPAGNOL-SANSKRIT, apprentissage efficace, joyeux, rapide par la SUGGESTOPÉDIE, à sa source française. Tél. : 43-25-22-64.

STAGE ULM
en Savoie 7 à 15 jours 3 900 F. Documentation à AIX ULM, 1, rue de France 73100 Aix-les-Bains
Tél. : 79-88-23-30.

L'école de formation d'animateurs sociaux organise, une préparation au diplôme d'Etat relatif à la fonction d'animation rémunéré pour candidat justifiant d'une expérience professionnelle de 3 ans à temps plein dont une année de responsabilité d'animation niveau bac requis.
Inscription EFAS,
31, rue Patou 59800 Lille.
Tél. : 20-57-04-78.

TOEFL
Stage intensif en université et famille (août) à Orlando/Floride.
Centre d'études franco-américain – B.P. 176 – 14104 Lisieux – Cedex.
Tél. : 31-31-22-01.

Séjours linguistiques en Angleterre pour jeunes et adultes très sérieux. Écoles anglaises agréés BRITISH COUNCIL. Doc. gratuite.
Tél. : (16-1) 64-22-98-98.

STAGE : THÉRAPIES ANALYTIQUES ET CORPORELLES 14-15 mai 1988, animé par le Dr. F. Grisoni, chef de service CHS Avignon, cette forme de psychothérapie prend en compte la parole, le corps, le groupe dans un travail de compréhension analytique et de communication. Stage ouvert à tous, et sensibilisation des professionnels qui envisagent une formation. Renseignements au lieu du stage : CENERIC, Saint-Bonnet de Valclérieux, 26350 CREPOL.
Tél. : 75-71-70-67, mercredi et jeudi h.b.

Cessez de fumer
par hypnose, auto-hypnose
VIVRE SANS TABAC
Tél. : (1) 47-46-03-62.

Hébergement pension Cévennes. Détente découverte Kayak Tir à l'arc, randonnée. Famille Groupe toute l'année.
Tél. : 66-87-50-97.

Avec Habitat-Formation et Codatel, l'École de Formation d'Animateurs Sociaux ouvre un cycle d'agents de développements local-actions loisirs Durée 18 mois Statuts : contrat de qualification niveau requis : Bac + 2 ou équivalent demande de renseignement à CODATEL
2, rue Lord-Byron
75008 Paris.

Soyez créateur pour :
– prendre conscience de VOS POSSIBILITÉS :
– vous impliquer dans un PROCESSUS D'ÉVOLUTION PERSONNELLE ;
– vous adapter aux MUTATIONS de la société.
Du 18 au 23 JUILLET inclus stage résidentiel pour acquérir techniques CRÉATIVITÉ pour votre vie personnelle et professionnelle. Michel ORLANDO – Tél. : 43-48-59-47 COANIMATION – 54, rue de Mayenne 94000 CRÉTEIL.

● Prix de la ligne 44 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
● Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
● Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le mercredi avant 11 h. pour parution du vendredi daté samedi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE TELEMECANIQUE

FRAMATOME FAIT UNE OFFRE SERIEUSE

PARLONS CLAIR

TELEMECANIQUE et FRAMATOME, leaders mondiaux dans leur domaine d'activités, ont bati ensemble un projet industriel ambitieux.

Le projet a reçu le soutien massif de la Direction et du Personnel de TELEMECANIQUE (Referendum du 19-4-1988).

FRAMATOME vous propose de prendre 100 % des actions TELEMECANIQUE à 4 500 F par action.*

C'EST CLAIR

L'offre de FRAMATOME est la meilleure et la plus sûre, pour vous, car elle vous protège du risque de réduction.
SCHNEIDER ne vous garantit de prendre que 710.000 actions. Or, 1.129.000 actions** environ peuvent encore être apportées à l'offre. Il existe donc un risque important de réduction.

FAITES VOS COMPTES et APPORTEZ VOS TITRES A FRAMATOME.

NOUS OFFRONS AU MARCHÉ 6,2 MILLIARDS DE FRANCS.

SCHNEIDER N'OFFRE QUE 3.9 MILLIARDS DE FRANCS

SCHNEIDER le sait bien puisqu'il a déposé le 23 mars 1988 une nouvelle surenchère dont l'examen a été différé par la Chambre Syndicale des Agents de Change...

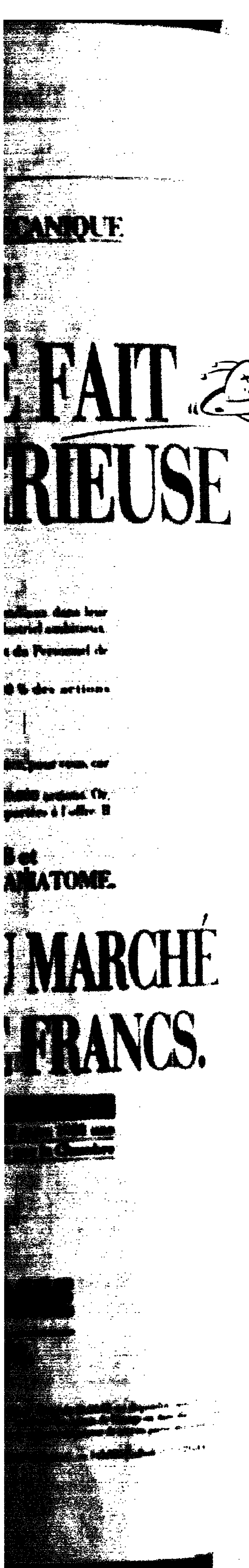
RESTONS CLAIR



LE FUTUR EN TÊTE.

* Une note d'information présentée conjointement par FRAMATOME et LA TELEMECANIQUE ELECTRIQUE (visa COB N° 88-63 du 26.02.88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés.
Les termes de la surenchère de FRAMATOME ont fait l'objet d'un avis n° 88-649 de la Chambre Syndicale des Agents de Change en date du 21.03.88.
Dans le cadre de cette dernière surenchère, si le nombre de titres présentés est inférieur à 610.000, FRAMATOME se réserve la faculté de se porter acquéreur de tout ou partie des titres présentés ou de renoncer à son offre.

** Solde d'actions susceptibles d'être apportées : 1.129.000 actions environ (1.626.000 — 352.000 (Coparec) — 145.000 (Cofitel) — 1.129.000)



هكذا من الأصل

SOMMAIRE

■ La proximité de l'élection présidentielle n'a pas ébranlé le franc, dont la santé apparaît solide (*lire ci-dessous*).

■ Le commerce extérieur de la France a été excédentaire de 1,8 milliard de francs en mars. Sur les trois derniers mois, le déficit est de 4 milliards de francs (*lire ci-dessous*).

■ Le conseil du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs) a examiné trois dossiers concernant les semi-conducteurs, le soja et les importations de pétrole dans lesquels se trouve impliquée la Communauté européenne (*lire page 30*).

■ Le président de la Bundesbank estime prématurée la mise en place d'une banque centrale européenne (*lire page 30*).

BILLET

Le chocolat stratégique

Quelles sont les industries qui méritent une protection des Etats face aux appétits étrangers ? Quelles sont celles que l'on peut qualifier de *« stratégique »* ? Vaine question, selon certains, puisque la réponse, en théorie économique, n'est pas facile à apporter, voire impossible. En définitive l'histoire montre que la pratique dépend plus de la puissance des groupes de pression (militaires, politiques, locaux...) que d'une réflexion... *« stratégique »*.

Vieille question en tout cas, qui revient ces temps derniers au devant de l'actualité pour différentes raisons : horizon 1992, multiplication des OPA, internationalisation accélérée des firmes... Le paradoxe est d'observer que les interrogations les plus vives ont lieu aujourd'hui dans deux des pays les plus « libéraux » : les Etats-Unis où l'on s'inquiète de la flambée des achats par les étrangers et la Grande-Bretagne.

Jeudi 5 mai, M. John Banham, directeur général du patronat britannique, a demandé au gouvernement de Mme Thatcher d'intervenir pour empêcher la prise de contrôle de Rowntree, fameuse société spécialisée dans la confiserie et le chocolat (marques : Smarties, Quality Street...). Il prenait le relais de la contestation de nombreux parlementaires et industriels contre les offensives suisses : Rowntree fait, en effet, l'objet de « ramassages » à la City de la part de Suchard (qui en détient 25,4 %) et parallèlement Nestlé (7 ou 9 %). A l'approche du marché de 1992, le Royaume-Uni ne peut se permettre de *« brader les marques britanniques »* a expliqué M. Banham, surtout si, comme c'est le cas, les opérations réciproques sont interdites par une législation suisse protectionniste.

La veille, Sir Audrian Cadbury avait fait la même demande auprès de Mme Thatcher, son groupe Cadbury-Schweppes étant la cible de l'américain General Cinema. Et le gouvernement avait lancé une « enquête » sur la prise de participation du Koweït dans la firme pétrolière BP, demandant qu'elle soit ramenée à 15 % (*le Monde* du 6 mai).

Le chocolat serait-il donc *« stratégique »* ? Il est vrai que l'émotion est grande outre-Manche, Rowntree étant bien connue pour ses différentes actions en faveur de la jeunesse. Les Suisses s'attaquent un peu à l'enfance de chaque Anglais... En réalité, le patronat britannique ne partage pas le libéralisme de la « dame de fer » en la matière, et celle-ci a dû en tenir compte.

En 1986, elle décidait de rapprocher le fabricant d'hélicoptères Westland avec l'américain Sikorsky, rejetant un projet européen concurrent et déclenchant ainsi un tollé politique et la démission de son ministre de la défense, M. Heseltine. Mais aussitôt après, elle changeait d'optique et bloquait la reprise des véhicules Land Rover par General Motors et des automobiles Austin par Ford. Rover a été confié, moyennant des aides publiques, à British Aerospace. L'enquête lancée sur BP l'est dans ce même esprit. Demain le chocolat ? C'est peu probable. Mais Mme Thatcher sait faire preuve de pragmatisme. Elle pourrait reprendre l'argument de la réciprocité et dénoncer le protectionnisme suisse.

E. L. B.

La proximité de l'élection présidentielle n'a pas ébranlé le franc

Pour la première fois depuis sept ans, la santé du franc n'a pas été évoquée ni avant ni pendant la campagne électorale. C'est bon signe : comme les peuples, les monnaies heureuses n'ont pas d'histoire, et, pour l'instant tout au moins, le franc français est heureux.

A la veille du second tour de l'élection présidentielle, la parité du franc avec la monnaie allemande, référence « magique », se maintient aux environs de 3,40 F pour un mark, la même depuis six mois, à peu de chose près. Aucune tension n'est observée sur les marchés des changes, ni à Paris ni sur les places étrangères où les opérateurs, quasi unanimes, n'envisagent après l'élection aucune dévaluation du franc à caractère politique, c'est-à-dire effectuée pour solder les errements de l'« héritage ».

Dans l'immédiat, nulle voix ...ne s'élève, dans la majorité actuelle, pour... réclamer un « ajustement ». C'est bien naturel après deux ajustements : une dévaluation, attribuée à l'« héritage », de 6 % effectuée le 6 avril 1986 ; et une réévaluation du mark de 3 % le 12 janvier 1987, qui, tout de même, correspondait à une dépréciation du même ordre pour le franc. Depuis, rien n'a vraiment affecté la santé du franc sauf une alerte en novembre dernier, qui, il faut bien le dire, a fait monter le cours du mark de 3,34 F à 3,40 F, ce qui équivaut à une dévaluation supplémentaire d'un peu moins de 2 %.

Le porte-parole de l'opposition, M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre des finances et partisan d'un franc fort, avait déjà vivement critiqué la dévaluation « Balladur » du 6 avril 1986. S'il accédait aux commandes demain, il s'opposerait de toutes ses forces à un changement quelconque de parité.

Dans les milieux industriels, toujours suspectés de vouloir compenser la cherté réelle ou supposée de leurs prix à l'exportation par une dépréciation supplémentaire du franc, nulle voix ne s'élève plus aujourd'hui pour réclamer une telle mesure. Même officieusement. Ainsi, M. Jacques Calvet, président de Peugeot-Citroën, qui, avant mars 1986, dénonçait la surévaluation du franc et les pertes essuyées, de ce fait, sur les ventes du groupe en Allemagne *(« 5000 F par voiture »)*, se déclare maintenant satisfait de la parité actuelle. Il est vrai qu'aujourd'hui les coûts de production unitaires sont plutôt moins élevés en France qu'en Allemagne, les salaires évoluant avec une remarquable sagesse. L'écart d'inflation entre les deux pays est d'ailleurs revenu à 1,4 point. Au surplus, l'industrie française, comme ne manque pas de le souligner l'INSEE, ne gagnerait rien ou peu de chose à une nouvelles dévaluation, les facteurs offre et qualité prenant désormais le pas sur le facteur prix dans beaucoup de secteurs.

A l'étranger, même son de cloche. Le niveau très élevé des taux d'intérêt pratiqués à Paris, supérieur de plus de deux points hors inflation par rapport à celui des taux pratiqués à Francfort, constitue une garantie suffisante contre le risque d'une dépréciation dont l'ampleur, précisément, ne saurait excéder 2 % à 3 % dans le pire des cas.

Un « ajustement » du SME ?

Une dévaluation du franc serait donc inutile, mais, si on nous permet de manier le paradoxe, un « ajustement » du système monétaire européen serait nécessaire pour permettre au franc de respirer à l'aise, sans obliger la Banque de France à maintenir les taux d'intérêt domestiques au niveau actuel qui est trop élevé de deux points. Un tel surcoût pèse sur des entreprises encore trop endettées et leur inflige une pénalisation indue, surtout pour les petites et moyennes. Il ne faut jamais l'oublier, l'argent a un prix qui est incorporé dans les coûts de production et affecte le financement des stocks et des investissements.

Cet ajustement du système monétaire européen pourrait s'effectuer en douceur d'ici à la fin de l'année, provoqué sans doute par une défaillance de la lire italienne, dont la faiblesse s'accentue vis-à-vis du mark, en raison d'une dégradation de la compétitivité des entreprises transalpines. Cett compétitivité est minée depuis deux ans par une inflation encore voisine de 5 %, supérieure à celle des pays européens, ce qui, à terme, ne pardonne pas dans un ensemble aussi étroitement imbriqué que l'est la CEE.

L'Allemagne se verrait alors contrainte de réévaluer unilatéralement sa monnaie. Outre-Rhin, les milieux économiques et financiers y sont résignés d'avance. C'est le prix à payer pour l'énorme excédent commercial germanique, et la Bundesbank adore réévaluer sa monnaie, pratique vertueuse et anti-inflationniste.

La France pourrait alors abaisser ses taux d'intérêt tout en consolidant sa désinflation. Ajoutons que, depuis le 1er janvier 1987, le franc s'est trouvé réévalué de plus de 10 % par rapport au dollar, ce qui a abaissé d'autant le coût d'une bonne partie de nos importations de matières premières, à commencer par le pétrole.

Qui donc parle de dévaluation ?

FRANÇOIS RENARD.

Le commerce extérieur de la France a été excédentaire en mars

Le commerce extérieur de la France a été excédentaire en mars de 1,8 milliard de francs après correction des variations saisonnières. Ce bon résultat compense ce qu'avait d'excessif le lourd déficit de février : 5,2 milliards de francs. Ainsi sur les trois premiers mois de l'année, le déséquilibre commercial atteint 4,1 milliards de francs contre un déficit de 7 milliards de francs au cours des trois premiers mois de 1987.

Les exportations se sont élevées à 81,8 milliards de francs en mars et après correction des variations saisonnières, soit une hausse de 9,6 % par rapport à février et de 15,2 % par rapport à mars 1987. Les importations ont atteint 80 milliards de francs, comme en février (+ 8,8 % par rapport à mars 1987). Le taux de couverture des ventes par les achats s'est donc établi à 102,3 % en mars après 99,2 % en janvier et 99,3 % en février.

Comment s'explique le bon résultat de mars ? L'excédent agro-alimentaire a été de 3,2 milliards de francs comme en février. Le déficit énergétique s'est réduit, revenant de 5,9 milliards en janvier et 4,7 en février à 4,3 milliards en mars.

C'est surtout sur la balance des produits manufacturés (matériel militaire compris) que s'est produite l'amélioration. Celle-ci qui avait été déficitaire de 6,5 milliards de francs en février a été équilibrée en mars, les exportations progressant de 10,5 % en un mois alors que les importations baissent de 0,6 %. Les exportations progressent dans tous les domaines : demi-produits, automobiles, biens d'équipement. La France a vendu en mars quatre Airbus pour environ 1,2 milliard de francs (contre 3 en février pour 900 millions). Les ventes de matériel militaire ont atteint 2,1 milliards contre 1,5 milliard en février.

Sur la CEE, le déficit de la France revient de 6,6 milliard en février à 1,2 milliards en mars (4,9 milliards de déficit mensuel moyen en 1987). Encore ces chiffres sont-ils donnés CAF-FAB par les douanes, ce qui gonfle le montant des importations qui — à la différence des exportations — incluent les frais de transport et d'assurance. En réalité, et sur des bases homogènes, notre balance commerciale a été équilibrée vis-à-vis de la CEE en mars.

Les résultats du mois de mars doivent être replacés sur une période plus longue d'au moins trois mois, les fluctuations mensuelles étant très importantes. D'autant plus importantes que l'adoption d'une nomenclature européenne au début de l'année a beaucoup perturbé les statistiques douannières.

Une chose apparaît sûre : depuis le mois de mars, la France a commencé de livrer un nombre accru d'Airbus. On peut en espérer un gain dans la balance d'environ 21 milliards de francs cette année contre 10 milliards en 1987. 11 milliards de gain d'une année sur l'autre. Cela est important.

REPÈRES

Budget

Progression modérée des dépenses

« Au cours des quatre premiers mois de l'année, les dépenses budgétaires ont continué d'évoluer à un rythme modéré, inférieur à celui de l'inflation, tandis que les recettes fiscales progressaient de 7 % par rapport à la même période de 1987 », indique un communiqué de la Rue de Rivoli. *« L'exécution du budget de 1988 au 28 avril confirme les évolutions constatées précédemment. » Au cours des trente précédentes années, la progression des dépenses budgétaires avait toujours excédé celle des prix »*, souligne le communiqué.

« Ces données et les prévisions que l'on peut faire à ce stade conduisent à penser que l'exécution du budget de 1988 sera conforme à la prévision, voire meilleure, comme en 1986 et 1987, dès lors que sera maintenu un contrôle rigoureux de l'exécution du budget », conclut le ministère de l'économie et des finances.

Masse monétaire

Léger ralentissement de la croissance

La progression de la masse monétaire s'est ralentie en mars. Selon les statistiques publiées par la Banque de France, le taux de croissance de M3 (moyens de paiement, placements à vue, comptes à terme, bons, titres à court terme négociables) est revenu à 8,1 % sur un an après 8,7 % en février.

Contrôle des changes

Libéralisation au Maroc

Les ressortissants marocains résidants à l'étranger pourront désormais ouvrir des comptes en dirhams convertibles auprès des banques, au Maroc, stipule une circulaire de l'office marocain des changes. Ces comptes pourront être utilisés pour l'achat de devises, les règlements en dirhams au Maroc ou la constitution de dépôts à terme rémunérés sans autorisation préalable. Seule condition posée par l'office des changes, un versement initial supérieur à l'équivalent de 500 000 dirhams (357 000 FF).

Numéro un mondial pour les piles alcalines

Duracell est racheté par ses cadres et Kohlberg

Rendues célèbres par la publicité des petits lapins frappant sur un tambour, les piles Duracell ne sont plus orphelines. Devant l'incapacité de leur maison mère, le groupe américain Kraft Inc., à trouver un repreneur, les cadres de la firme ont posé leur candidature au rachat de l'entreprise pour 1,8 milliard de dollars (10,2 milliards de francs). Leur offre a été acceptée. L'opération se déroulera au mois de juin prochain. La société d'investissement Kohlberg Kravis Roberts (KKR) prêtera une main secourable à la direction pour assurer sa bonne fin, mais dans le cadre d'une LBO (*leverage buy out*).

KKR est spécialisée dans les rachats d'entreprises par LBO, autrement dit par effet de levier, des transactions qui consistent à emprunter les capitaux nécessaires en les gageant sur les actifs de la firme convoitée. Cette société d'investissement n'a cependant pas pour habitude de se maintenir longtemps en place sans procéder à des opérations d'assainissement radicales. Ainsi, après avoir racheté en novembre 1985 la société Beatrice, elle avait commencé quelques mois plus tard à liquider ses grandes filiales (Samsonite, Avis, Playtex, ainsi que les intérêts dans l'embouteillage pour Coca-Cola) pour réduire l'endettement. A n'en pas douter, KKR ne se bornera pas à jouer les partenaires dormant auprès des cadres de Duracell. La société d'investissement s'emploiera-t-elle à remettre de l'ordre dans la maison ?

Kraft ne s'est pas débarrassé de cette filiale sans bonnes raisons. Le groupe affirme vouloir se consacrer entièrement à son métier, l'agro-alimentaire, et renforcer ses activités dans ce secteur. Mais dans les milieux financiers américains on affirme aussi qu'il avait un urgent besoin d'argent pour racheter ses propres actions et dresser ainsi un rempart contre toute tentative de main-mise par OPA. Enfin, force est de constater que Duracell faisait figure de canard dans la couvée de poussins.

Premier fabricant mondial de piles alcalines, numéro deux (tous produits confondus) derrière UCAR, ancienne filiale d'Union Carbide revendue à un autre groupe agro-alimentaire, Ralston Purina, Duracell est apparemment une affaire en bonne santé. En 1987, sur un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de dollars (6,3 milliards de francs), le groupe a dégagé un bénéfice net record de 53,9 millions de dollars (307,2 millions de francs), obtenant ainsi un rendement de 4,9 % assez exceptionnel dans une industrie à faible croissance comme les piles (+ 2 % l'an).

KKR conservera-t-il la société en l'état ou, au contraire, le groupe fera-t-il du portage avant de revendre sa participation au plus offrant ? La question peut se poser. Kodak, qui, semble-t-il, avait été, intéressé, n'a pas bougé, occupé qu'il était à digérer l'acquisition de Sterling Drug, sans doute aussi pour ne pas tomber sous le coup de la loi anti-trust. Mais une participation dans le capital de son plus grand concurrent ne serait peut-être pas pour lui déplaire. Tout dépendra du prix.

ANDRÉ DESSOT.

Économie

ETRANGER

Mise au point de M. Karl Otto Pöhl

La Bundesbank juge prématurée la mise en place d'une banque centrale européenne

BONN
de notre correspondant

Que la Banque centrale ouest-allemande tienne à son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique comme à la prunelle de ses yeux n'est un mystère pour personne. Son président, M. Karl Otto Pöhl, et son adjoint, M. Helmut Schlesinger, qui ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde, ont cependant jugé utile de réaffirmer solennellement ces principes au cours d'une conférence de presse tenue, le jeudi 5 mai, à Francfort. Le débat en cours en RFA autour de l'idée d'une banque centrale européenne, et celui qui va se dérouler la semaine prochaine au Bundestag sur la ratification du traité instituant le Conseil économique et financier franco-allemand sont l'occasion, pour les sceptiques, de faire valoir leurs arguments.

« Hâtons-nous lentement », tel est le fond de la philosophie des autorités monétaires ouest-allemandes face à l'enthousiasme européen d'un Jacques Delors, relayée de ce côté-ci du Rhin par l'ancien chancelier Helmut Schmidt. *« Nous sommes sur la voie d'une plus grande intégration des politiques monétaires »*, a déclaré M. Pöhl qui, néanmoins doute fort que les gouvernements européens soient disposés à abandonner leurs prérogatives et leurs droits souverains à une institution supranationale nommée *« Banque centrale européenne »*. Après le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, M. Pöhl a mis l'accent sur les préalables nécessaires pour effectuer ce pas décisif dans la construction européenne. Il s'agit de la libéralisation totale de la circulation des capitaux au sein de la CEE, de la réforme du système monétaire européen (intégration de la livre sterling, réduction du taux de flottement de certaines monnaies) et surtout d'une convergence plus grande des politiques économiques des pays de la Communauté. La mise en place d'une banque centrale pourrait alors constituer le couronnement d'un édifice dont les fondations stables auraient été assurées. *« Nous verrions très bien, une fois toutes ces conditions remplies, une institution monétaire européenne où le nom de l'unité de compte serait français (ECU), le siège à Luxembourg, et naturellement le président allemand »*, déclarait, mi-sérieux, mi-ironique, un membre du conseil d'administration de la Bundesbank à qui l'on reprochait de vouloir imposer une *« zone deutschemark »* à la Communauté.

M. Pöhl, par ailleurs, n'a pas jugée pertinente l'idée de M. Delors de vouloir faire du Fonds européen le germe d'une future banque centrale. *« Il manque à cette institution la nécessaire indépendance vis-à-vis des gouvernements et de la Commission »*, a souligné le président de l'institut d'émission. En revanche, il s'est prononcé pour le renforcement du rôle du conseil des gouverneurs des Banques centrales qui se réunit chaque mois à Bâle. Cette instance pourrait même, selon M. Pöhl, décider des variations des taux de change à la place des ministres de l'économie et des finances.

Le gouvernement fédéral a pris bonne note des remarques de M. Pöhl. Le secrétaire d'État aux finances, M. Hans Tietmeyer, s'est engagé au nom du gouvernement à ce que le texte de loi portant création d'un Conseil économique et financier franco-allemand comporte *« sous une forme ne prêtant pas à confusion »* la réaffirmation de l'intangible indépendance de l'institut d'émission.

L. R.

Demande intérieure et investissements en hausse

L'OCDE met en garde le Portugal contre les dangers d'une forte expansion

A l'extrême rigueur de la période 1982-1984 ont succédé, au Portugal, trois années de forte expansion. Si cette expansion n'est pas mieux contrôlée, elle pourrait faire perdre au pays une part des bienfaits de l'austérité, estime l'OCDE dans son dernier rapport annuel sur l'économie portugaise.

En 1986 comme en 1987, la demande intérieure a progressé à un rythme annuel de 9 %, deux fois plus rapide que la moyenne des pays membres de l'Organisation. Longtemps déprimés, les investissements ont, eux aussi, repris une vive courbe ascendante. Un double phénomène qui a permis de réduire le chômage à 7,3 % de la population active en 1987 mais qui alimente une poussée de 20 %, en volume, des importations, et s'est traduit par un quasi-doublement du déficit commercial entre le premier semestre 1986 et le premier semestre 1987.

Le triplement des recettes touristiques entre 1983 et 1987, l'augmentation des transferts des travailleurs émigrés et les 264 millions de dollars de financement, dont le Portugal a bénéficié l'an dernier du fait de son adhésion à la Communauté européenne, ont partiellement compensé cette détérioration. Mais la balance des paiements courants, encore excédentaire de 700 millions de dollars en 1987, risque de faire apparaître un léger déficit en 1988, appelé à se creuser par la suite.

Les experts du Château de la Muette n'accablent pas les dirigeants portugais. L'inflation, excessive, selon les normes européennes actuelles, a malgré tout été ramenée de 25 % en 1983 à 9,5 % en 1987. La politique des revenus, relâchée après les rudes sacrifices du début des années 80, a une chance de trouver un meilleur équilibre si le nouveau cadre de concertation sociale limitant les hausses de salaires à la hausse probable des prix (6,5 % pour 1988) est appliqué.

Mais les impératifs restent nombreux et difficiles. *« Indispensable »*, la réduction du déficit budgétaire qui représentait encore 9,1 % du produit intérieur brut en 1987, passe par un meilleur contrôle des dépenses des collectivités locales, par la diminution des sureffectifs dans la fonction publique, et par une réforme fiscale *« de grande urgence »*.

Reprendre en main la politique monétaire entre également dans les priorités fixées par l'OCDE, qui estime insuffisante la dépréciation de l'escudo, dont la dévaluation glissante sera poursuivie. Quant à l'entrée du Portugal au sein de la CEE, elle constitue *« une chance et un défi »*. Un défi, car l'ouverture du pays accroît sa vulnérabilité, notamment commerciale. Une chance, dans la mesure où Lisbonne peut espérer grâce à cette adhésion, améliorer son infrastructure comme la qualification des salariés.

A une réserve près, la promotion intérieure des investissements et l'afflux de capitaux étrangers, essentiellement européens, risquent de favoriser des projets peu rentables. Un appel à la vigilance justifié en outre par les insuffisances de la Bourse de Lisbonne. La volonté de privatisation du gouvernement, jugée opportune pour réduire le poids excessif du secteur public, ne pourra porter ses fruits que si s'instaure un *« marché des valeurs mobilières sain et stable »*. On ne peut être plus clair.

F. Cr.

Modeste inflation et revers industriel outre-Rhin

Deux indices sont venus alimenter la polémique, outre-Rhin, sur la nécessité de relance de l'économie. Les chiffres définitifs de l'inflation en avril, 0,2 % par rapport à mars, confortent l'analyse du président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, selon lequel *« les dangers inflationnistes sont faibles »*. En glissement annuel, la hausse des prix s'inscrit à 1 %, contre une moyenne de 0,2 % pour l'ensemble de 1987 et une baisse de 0,2 % en 1986. Mais cette remontée était prévisible et reste conforme aux objectifs gouvernementaux, même si elle inquiète, de toute évidence, certains membres du conseil d'administration de la Bundesbank.

L'annonce d'un recul de 2,5 % en mars de la production industrielle donne, par contre, un argument supplémentaire à l'opposition social-démocrate, qui réclame des mesures de relance de l'économie. Le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, a refusé, le jeudi 5 mai, une telle possibilité, en soulignant que l'expansion s'était *« renforcée »* durant les premiers mois de l'année.

De fait, durant la période janvier-février, la production industrielle a été supérieure de 3,4 % aux deux mois correspondants de 1987, les commandes du marché intérieur progressant de 7,4 % en volume et les contrats à l'exportation de 13,7 %. Mais la plupart des économistes estiment qu'il s'agit d'un feu de paille. Les cinq principaux instituts de conjoncture tablent sur un ralentissement de l'activité durant le second semestre. Le revers de la production industrielle en avril pourrait en être le premier signe, si les chiffres provisoires sont confirmés.

Annulation de la rencontre franco-canadienne sur la pêche

Un nouveau signe de tension est apparu, le vendredi 6 mai, dans les relations franco-canadiennes lorsque, la veille au soir, Ottawa eut décidé d'annuler *in extremis* la rencontre prévue à Paris entre les représentants des deux pays pour tenter de résoudre le conflit sur la pêche.

Au cours de cette rencontre, devait être annoncé le nom du médiateur choisi par les deux pays. La décision canadienne a été motivée par le fait qu'un navire de la marine nationale, le remorqueur de haute mer *le Tenace* a arraisonné le 5 mai un petit chalutier canadien immatriculé à Terre-Neuve qui pêchait, selon les autorités françaises, dans les eaux territoriales (12 miles) de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le chalutier a été conduit à Saint-Pierre avec son équipage.

Un porte-parole canadien avait affirmé pour sa part que le chalutier pêchait hors des eaux françaises lorsqu'il a été détourné, mais le patron du chalutier, plus tard, a reconnu qu'il était bien dans les eaux françaises.

La crise franco-canadienne s'était aggravée le 14 avril avec l'arrestation et l'emprisonnement temporaire à Saint-Jean de Terre-Neuve des 21 membres d'équipage du chalutier saint-pierrais *Croix-de-Lorraine*.

Semi-conducteurs, soja, importations de pétrole

Le GATT prend position sur trois dossiers intéressant la CEE

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Communauté était partie prenante dans trois des dossiers qui ont été examinés le mercredi 4 mai par le conseil du GATT, l'accord qui réglemente le commerce international, lors de sa réunion mensuelle.

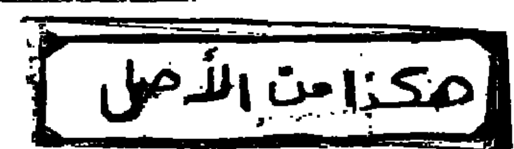
• **SEMI-CONDUCTEURS.** – La Communauté avait porté plainte contre le Japon. Elle contestait la clause de prix contenue dans l'accord conclu l'été 1986 par celui-ci avec les Etats-Unis. Il y était prévu que les prix à l'exportation des semi-conducteurs japonais seraient fixés par Tokyo à un niveau suffisamment élevé pour ne pas gêner les producteurs américains. Le panel, c'est-à-dire un groupe d'experts constitué au sein du GATT afin d'arbitrer ce différend, a donné raison à la Communauté, indiquant qu'un tel accord bilatéral de prix susceptible de porter préjudice aux autres clients du Japon était contraire aux règles du GATT. Le représentant japonais à Genève a déclaré que son gouvernement acceptait les conclusions du panel. *« C'est un premier pas satisfaisant »*, a commenté le porte-parole de la Commission européenne, ajoutant que celle-ci *« suivrait avec attention la manière dont le Japon mettrait sa législation en conformité avec les conclusions du panel. »*

• **AIDES A LA PRODUCTION DE SOJA.** – Les Etats-Unis, relayant une plainte de leur association de producteurs, reprochent à la Communauté de fortement subventionner ses propres producteurs de soja, ce qui, ajoutent-ils, a entraîné une chute spectaculaire des exportations américaines vers la CEE. Ils demandaient la constitution d'un panel. La Commission européenne s'y est opposée, expliquant que les consultations en cours avec les Américains n'étaient pas achevées et que ceux-ci n'avaient pas répondu aux questions posées par la CEE sur la réalité et sur l'origine du préjudice subi par leurs exportateurs. Les consultations constituent dans la procédure du GATT la première étape du règlement d'un différend avant la formation d'un panel. La Communauté fait notamment valoir que *ses importations totales de soja* n'ont pas diminué. Si la part des Etats-Unis s'est réduite, c'est que d'autres fournisseurs, en particulier le Brésil et l'Argentine, ont pris partiellement leur place, parce que moins chers.

• **TAXE SUR LES IMPORTATIONS DE PÉTROLE.** – Un panel constitué à la demande de la Communauté a conclu en juillet 1987 que la taxe sur le pétrole importé, appliquée par les Etats-Unis, était contraire aux règles du GATT. Le manque à gagner résultant de cette taxe est évalué par la Communauté à 7 millions de dollars. Depuis, les Etats-Unis, malgré les conclusions du panel, n'ont en rien modifié leur réglementation. La Communauté, conformément aux dispositions du GATT, demande donc l'autorisation de procéder à un *« retrait de concession »*, c'est-à-dire à se faire justice elle-même en augmentant ses propres droits de douane sur les produits pétroliers importés des Etats-Unis. Le GATT a refusé, invitant la CEE à poursuivre son dialogue avec les Américains. Le porte-parole de la Commission européenne a jugé cette position *« illogique »*.

PHILIPPE LEMAITRE.





ACTIONNAIRES DE TÉLÉMÉCANIQUE

LE JUSTE PRIX : 5.500 F.

SCHNEIDER vous offre 1.000 Francs de plus que Framatome.
Dans tous les cas de figure, notre offre est la meilleure pour les actionnaires.

L'offre de SCHNEIDER à 5.500 F porte sur 710.000 actions sans restriction alors que Framatome peut renoncer s'il n'obtient pas au moins 610.000 actions.

Nous détenons déjà 352.000 actions. Les titres susceptibles d'être apportés à notre offre ne dépasseront pas 900.000 actions*. Votre risque de réduction est donc très faible.

<u>De plus, SCHNEIDER conserve la possibilité de vous racheter au même prix de 5.500 F, tout ou partie du solde restant soit 190.000 actions au maximum (900.000 - 710.000).</u>

NOMBRE TOTAL D'ACTIONS TÉLÉMÉCANIQUE : 1 626 000

A DÉDUIRE :

Actions déjà détenues par Schneider (Coparec)	352 000
Actions Télémécanique de Cofitel	145 000
Actions détenues par Télémécanique elle-même	14 000
Actions du Fonds Commun de Placement Télémécanique	128 000
Actions souscrites par les salariés dans le cadre du Plan d'options d'actions Télémécanique	34 500
Actions détenues par le Conseil de Surveillance de Télémécanique	8 500
Actions en déshérence (estimation 2 %)	32 500
Actions détenues par des personnes physiques et morales alliées de Framatome dont la CGE (estimation)	43 500
Total des actions à déduire :	**758 000**
Reste un solde de :	**868 000**

SCHNEIDER

Pour une alliance Merlin Gerin Télémécanique

Une note d'information (visa COB n° 88475 du 26/2/88) ainsi qu'une note complémentaire du 7/4/88 sont tenues gratuitement à la disposition du public auprès des banques Paribas, Banque de Gestion Privée-SIB et Société Générale.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CIMENTS D'ORIGNY

Exercice 1987 : croissance et rendement

Le Conseil d'Administration réuni le 19 Avril 1988 a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

RÉSULTATS DU GROUPE CONSOLIDÉS

(Valeurs en Millions de F)	1987	1986	% 87/86
Chiffre d'affaires consolidé	1.033	905	+ 14 %
Cash flow consolidé	171	135	+ 27 %
Résultat net, part du Groupe	105	86	+ 22 %
Résultat net/CA (en %)	10,1 %	9,5 %	

Le résultat net (part du Groupe) franchit la barre des 100 MF et les 10 % du chiffre d'affaires.

Cette nouvelle progression des résultats s'explique par le niveau élevé de l'activité dans le secteur "ciment" et par une réduction significative des coûts énergétiques et des charges financières. Elle *résulte en outre, de la croissance interne et externe des secteurs* "bétons" et "granulats" (+ 19 %), et de l'amélioration sensible des résultats de toutes nos filiales.

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

Le Résultat net progresse de 31 % à 81,5 MF, tandis que le cash flow progresse de 28 % à 147,1 MF pour un chiffre d'affaires de 744 MF (+ 2,8 %). A méthodes comptables comparables, la croissance du résultat net aurait été de 39 %.

L'endettement a été ramené à moins d'une année de cash flow, malgré un effort accru d'investissements industriels et financiers (montant total engagé : 140 MF contre 78 MF engagés en 1986).

RÉSULTATS PAR ACTION ET DIVIDENDE

Le Conseil proposera à l'Assemblée du 23 Juin 1988 la distribution d'un dividende net de 18 F par action (soit 27 F avoir fiscal compris) ainsi que l'instauration d'un plan d'option d'achat d'actions pour certains collaborateurs du Groupe.

(Chiffres ramenés à une action)	1987	1986	% 87/86
Résultat net Groupe/action	62,98 F	51,46 F	+ 22 %
Dividende + avoir fiscal/action	27 F	22,50 F	+ 20 %

Le revenu global par action dégage un rendement compris entre 8 % sur le cours le plus bas depuis l'introduction en Bourse du 2 Juillet 1987, et 4 % sur le cours le plus haut.

CIMENTS D'ORIGNY, filiale française du premier cimentier européen et mondial : "HOLDERBANK"

CIMENTS D'ORIGNY : L'EXIGENCE INDUSTRIELLE

ERRATUM



NOTRE METIER : VOUS FINANCER

Dans l'avis financier SOVAC – paru dans les éditions du *Monde* du 3 mai daté 4 mai 1988, – il fallait lire au paragraphe intitulé « Résultats sociaux » :

« Le bénéfice net d'exploitation de SOVAC s'élève, en 1987, à 274,7 millions de francs, contre 225,4 millions de francs en 1986, soit une augmentation de 22 %. A ce bénéfice net s'ajoutent, en 1987, des plus-values nettes à long terme de 16,1 millions de francs pour former un bénéfice total de 290,8 millions de francs, contre 225,4 millions de francs en 1986. »

PLACEMENT COURT TERME

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Situation au 31 mars 1988

SICAV court terme classique, placement court terme, au 31 mars 1988, a vu son actif net atteindre 392 180 355,73 F et sa performance, depuis le début de l'année, s'établir en base annuelle à 11,54 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le *bulletin trimestriel d'information* auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société marseillaise de crédit, dépositaire, la Banque de Bretagne, la Banque Courtois et l'Union des banques de Paris.

Le détail du portefeuille de placement court terme ainsi que tout renseignement *complémentaire pouvent être obtenus* en s'adressant à :

Générale de placement banque 4, rue Aubert, 75009 Paris

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

79-81, boulevard Haussmann 75382 Paris Cedex 08

En présence de M. Y.S. Moskovski, président de la Banque pour les affaires extérieures économiques de l'URSS, et de M. V.A. Pekshev, vice-président de la Banque d'Etat de l'URSS, l'assemblée générale ordinaire de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank) réunie le 4 mai 1988, sous la présidence de M. Bernard Dupuy, a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Le bilan au 31 décembre 1987 s'équilibre à 34 milliards de francs, contre 38,3 milliards au 31 décembre 1986.

Les résultats de l'exercice s'inscrivent en recul d'environ 15 % sur ceux de 1986 en raison, notamment, de la contraction des marges sur les opérations du crédit international. Le produit net d'exploitation bancaire s'élève à 364 millions de francs. Les dotations nettes aux comptes de provisions, constituées essentiellement pour faire face aux risques « pays », représentent 140 millions de francs, ce qui porte à 38 % le taux de couverture global de nos provisions sur les pays en restructuration de dette. Le bénéfice net après amortissements, provisions et impôts s'établit à 47 millions de francs.

L'assemblée générale a décidé de mettre en distribution un dividende de 19 950 000 F, soit 133 F par action (hors avoir fiscal) et de porter le solde en réserves.

Enfin, la banque va contracter un emprunt subordonné d'un montant de 280 millions de francs auprès de la Banque internationale d'investissement à Moscou dans le but de consolider ses capitaux permanents. Les fonds propres *stricto sensu* de la Banque dépassent déjà 1 milliard de francs.



PALUEL-MARMONT S.A.

Le directoire de Paluel-Marmont S.A. (anciennement S.P.I.) s'est réuni le 26 avril 1988 sous la présidence de Roger Paluel-Marmont et a arrêté les comptes consolidés 1987 de la société qui font apparaître un résultat net de 28,3 MF contre 31,7 MF en 1986 en raison des plus-values exceptionnelles *enregistrées dans les comptes sociaux de 1986, dont le résultat était* de 11,4 MF contre 4,5 MF en 1987.

Le 24 mars dernier, le directoire de P.-M. S.A. a décidé de solliciter de l'Assemblée la distribution d'un dividende de 7 F par action contre 6 F en 1986.

Les comptes consolidés sont tenus à la disposition du public au siège social de Paluel-Marmont S.A., 26, rue Murillo à Paris 8e.

Le directoire a présenté son rapport sur la marche de la société au cours du premier trimestre 1988 au conseil de surveillance réuni le même jour sous la présidence de M. Jean-Pierre Brunet. Ce conseil a approuvé les comptes présentés par le directoire et a pris note du renforcement de la participation de Paluel-Marmont S.A. dans la Cie Lebon.

Conformément à l'avis à paraître le 23 mai 1988 au *Bulletin des Annonces légales obligatoires*, l'assemblée générale ordinaire se réunira le 23 juin 1988, à 11 h 30, à Paris 8e, 26, rue Murillo.

MAJORETTE

ATTRIBUTION GRATUITE D'UNE ACTION NOUVELLE POUR UNE ACTION ANCIENNE

Jouissance du 1er janvier 1987

Le conseil d'administration avait, en 1987, différé l'augmentation de capital par incorporation des primes d'émission et réserves.

– Cette augmentation se réalisera le 1er juin 1988 ;
– par la création de 976 300 actions nouvelles de 100 F nominal ;
– Date de jouissance : 1er janvier 1987 ;
– Attribuées aux actionnaires à raison d'une action nouvelle gratuite pour une action ancienne.

RÉSULTATS FINANCIERS 1987 – MAJORETTE SA

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1987 ressort à .... 412 342 KF
contre 400 010 F en 1986, soit avec une progression de ..... 3,06 %
Malgré cette faible progression, le profit net de l'exercice ... 32 546 KF s'accroît de 48,38 % (21 934 KF en 1986).

Cet accroissement des marges provient essentiellement :
– de nouveaux gains de productivité ;
– d'une politique d'approvisionnement en matière première judicieuse ;
– d'une réduction sensible des frais généraux et notamment de l'absence de charges exceptionnelles qui avaient été passées en totalité dans les comptes de l'exercice 1986.

Des chiffres clés de l'exercice sont les suivants :

	1987	% S/CA	1986	% S/CA
● Chiffre d'affaires	412 242	–	400 010	–
● Ensemble d'exploitation	387 169	93,92	393 199	98,29
● Résultat d'exploitation	69 471	16,85	51 437	12,85
● Après une dotation aux amortissements de	49 784 KF	12,08	50 560	12,63
● Une dotation aux provisions pour investissement constituée en franchise d'impôt de ..	834 KF	0,20	277	0,07
● Une participation des salariés aux fruits de l'expansion de ..	4 256 KF	1,03	3 345 KF	0,84
● Et un impôt sur les bénéfices de	18 173 KF	4,54	12 795 KF	3,20
Le bénéfice net ressort à	32 546 KF	7,89	21 934 KF	5,41

RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 1987

	1987	1986	VARIATION en %
Le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des sociétés du groupe a été de	504 755	496 559	1,65
L'exercice s'est achevé sur un bénéfice de	30 175	24 211	24,63
● Part du groupe	(27 555)	(21 542)	27,91
● Hors groupe	(2 620)	(2 669)	–

A l'intérieur de cette consolidation, les filiales industrielles ont obtenu les résultats suivants :

SA SOLIDO			
● Chiffre d'affaires	44 197	44 337	(0,32)
● Résultat net	3 784	3 498	8,18
SARL MAJORETTE PUBLICITÉ			
● Chiffre d'affaires	4 060	3 128	28,15
● Résultat net	185	(17)	–

PERSPECTIVES 1988

Dans un marché en faible croissance au niveau mondial et marqué par une concurrence internationale très vive, MAJORETTE n'a pas prévu de croissance significative de son chiffre d'affaires.

Toutefois, la société poursuivra ses efforts pour améliorer encore sa rentabilité tant au niveau de la maison mère que du groupe. L'implantation en Thaïlande, opérationnelle depuis le début de l'année, contribuera à cette évolution.

Cette stratégie d'ensemble s'accompagne d'un certain recentrage des productions sur ce que la société connaît le mieux : les voitures miniatures. MAJORETTE se met en position de profiter pleinement, le moment venu, de la reprise.

FRAMATOME : COMPTES 1987 ET AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Conseil d'Administration de FRAMATOME, réuni le 20 avril 1988 sous la Présidence de Monsieur Jean-Claude LENY, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 qui seront soumis à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Ces comptes peuvent être caractérisés de la façon suivante :
- chiffre d'affaires : 11,4 milliards de francs
- bénéfice après impôt : 913,4 millions de francs
- capacité d'autofinancement : 2132 millions de francs

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires :
- de fixer à 450 millions de francs le montant global du dividende attribué au titre de l'exercice 1987, soit un montant par action de 75 F qui, augmenté de l'avoir fiscal de 37,50 F, fait un total de 112,50 F.
- de porter le capital social de 600 millions à 1 milliard de francs par incorporation de réserves.



Fructi-Capi

SICAV du Groupe des Banques Populaires

L'Assemblée Générale Extraordinaire de FRUCTI-CAPI, qui s'est tenue le 25 avril 1988, a décidé de réduire la valeur unitaire des actions de cette SICAV.

A cet effet, il a été échangé une action ancienne contre dix nouvelles. Cette opération intervient sur la valeur liquidative du 5 mai 1988.

Cette décision permettra de faciliter l'emploi de la totalité des sommes investies dans le cadre d'un plan d'épargne à versements réguliers et de respecter le ratio de liquidités de 15 % fixé pour le P.E.R.

Rappelons que FRUCTICAPI est une Sicav composée d'obligations françaises dont la gestion est orientée vers la valorisation du capital investi à moyen et long terme.

En effet, depuis sa création en décembre 1985, la performance de FRUCTICAPI en taux annuel ressort au 31/03/1988 à 11,48 %.

Les souscriptions et rachats directs ou au travers du P.E.R. sont reçus auprès des 1851 guichets des Banques Populaires.

Division de la valeur de l'action



Économie

SOCIAL

Manifestation de salariés de Michelin à Clermont-Ferrand

« Des gros billets pas de la monnaie »

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Six mille agents de fabrication des usines de la Manufacture française des pneumatiques Michelin ont manifesté jeudi 5 mai après-midi dans les rues de Clermont-Ferrand. Les salariés des usines clermontoises constituaient la plus grosse partie du cortège, mais des délégations des autres unités étaient également présentes.

A l'issue de cette démonstration, les syndicats CGT, CFDT et Force ouvrière ont souligné qu'ils entendaient maintenir la mobilisation pour obtenir des négociations salariales.

« Ce ne sera pas un bouquet final... », dit ce militant de la CFDT de quarante-six ans, qui totalise vingt-six ans d'ancienneté chez « Bib » à Clermont. *« Dès demain, nous poursuivrons l'action sur le principe de brefs arrêts de travail afin de ne pas pénaliser les salariés, qui le sont déjà bien assez... »*

Sur la place des Carmes, noire de monde, devant la plus ancienne usine Michelin, il doit presque hurler pour parler. Depuis une demi-heure, les discussions, amplifiées par les haut-parleurs, traînent en longueur. M. François Duteil, secrétaire confédéral de la CGT, M. Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFDT, et M. François Grandazzi, secrétaire général de la Fédération FO de la chimie, sont venus apporter leur soutien. Parmi la foule des manifestants, les Dunlop de Montluçon avec M. Alain Clavaud, ce salarié réintégré après avoir été licencié à la suite d'une interview à *l'Humanité*.

Calmer le jeu ?

Il règne sur le meeting une atmosphère de kermesse lorsque les « Bibs » quitteront la place pour manifester en ville jusqu'à 18 heures. Les slogans repris en chœur : *« François des sous » !* bien sûr, *« Michelin doit négocier » !* mais surtout, par allusion à l'augmentation de 20 centimes, cause de tout, *« Des gros billets, pas de la monnaie » !*

La question se pose désormais de savoir si l'action entreprise depuis trois semaines va se poursuivre. La direction note pour sa part un essoufflement certain. Elle souligne que, le vendredi 29 avril, lors de la dernière manifestation, les grévistes étaient plus nombreux que ce 5 mai, où l'on comptait 43 % d'ouvriers en arrêt de travail.

Dans ce climat, la direction a décidé de ne pas rendre public le montant des augmentations individualisées qui devraient intervenir en mai et représentent globalement 1 % de la masse salariale. *« C'est peut-être*, disent certains, *pour les réajuster afin de calmer le jeu »*. *« Il n'y aura pas de nouvelles négociations*, maintient de son côté la direction. *Tout a été dit sur ce chapitre. La masse salariale globale des agents de la fabrication augmentera en 1988 de 3,80 % »*.

JEAN-PIERRE ROUGER.

● **Réparation automobile : signature de l'accord sur la transformation de la prime d'ancienneté.** – FO, la CFDT, la CGC et un syndicat autonome (le CSNVA) viennent de signer avec le patronat l'accord sur la transformation de la prime d'ancienneté dans le commerce et la réparation automobile (*le Monde* du 3 mai). La CGT et la CFTC ont rejeté ce texte. Pour M. Jean-Pierre Chaffin, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGC, *« nous avons recherché non le maintien des dispositions conventionnelles existantes au mépris des évolutions sociales mais, au contraire, le maintien voire le développement du niveau global des garanties conventionnelles en vue de déployer la politique contractuelle »*.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UCSimco
UNION POUR L'HABITATION

Le montant des loyers émis par la société au cours du premier trimestre de l'année 1988 est le suivant comparé à celui de 1987 :

1987 : 70 497 354 F.

1988 : 77 481 038 F.

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

Économie

PROTECTION SOCIALE

En France : les comptables en défaut

Le régime général de la Sécurité sociale vient à nouveau de connaître une bonne surprise. Les rentrées de cotisations enregistrées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS) au 31 mars étaient supérieures de 3,5 milliards de francs aux prévisions de décembre 1987. Déjà, aux tout premiers jours de 1988, on avait constaté un gain de l'ordre de 2,5 milliards de francs par rapport aux prévisions sur la fin de l'année 1987 (*le Monde* du 13 janvier). Cette nouvelle amélioration permettra à la trésorerie du régime général de passer le premier semestre et sans doute l'été sans recourir à des avances de la Caisse des dépôts, alors que les comptes prévisionnels de décembre annonçaient des déficits d'environ 3 milliards de francs entre le 12 et le 15 juin, et à nouveau vers les 12 et 28 septembre.

Ces gains correspondent à une baisse des *« restes à recouvrer »* – les cotisations non versées sur l'année, – passés en 1987 de 1,99 % du total à 1,82 % : une baisse de 15 centièmes de point qui représente des millions de francs et traduit l'amélioration de la santé des entreprises. Mais ils sont dus surtout à une progression de la masse salariale : celle-ci augmente actuellement au rythme de 4,3 %, alors que les comptes de décembre étaient fondés sur un chiffre de 3,6 %.

L'évolution porte en effet à la fois sur les rémunérations – ce qui pourrait résulter d'une simple avance « électorale » des revalorisations de salaire – et à moindre degré sur les effectifs, qui semblent croître légèrement, sur un rythme annuel d'environ 0,1 %, alors que les comptes de la nation prévoyaient une baisse de 0,2 %.

Semer le doute

Déjà les experts des comptes de la Sécurité sociale estiment, comme ceux de l'UNEDIC, que les effectifs salariés ont légèrement progressé (d'environ 0,1 %) en 1987, contrairement aux conclusions de l'INSEE (*le Monde* du 16 avril 1988). Les rentrées enregistrées au premier trimestre 1988 laissent penser que le mouvement continue, notamment dans les petites entreprises, sous l'effet des mesures d'aide à l'embauche des jeunes : 40 % des remboursements de cotisations à ce titre concernent des établissements de moins de dix salariés, alors que ceux-ci ne représentent que de 17 % de la masse des cotisations.

En tout état de cause, le constat contredit les calculs des comptables nationaux, qui, paradoxalement, viennent en mars dernier de réviser à la baisse leurs prévisions pour 1988, ramenant de 3,6 % à 3,3 % la croissance de la masse salariale en 1988 !

Considérable en chiffres absolus (8 milliards de francs), la différence avec les prévisions ne représente qu'une variation de 1,7 % du total des cotisations : cela illustre une fois de plus la faiblesse relative des mouvements annuels au regard de l'énormité des sommes perçues et versées par le régime général. Par comparaison, on peut signaler que le gain constaté sur l'impôt sur le revenu en 1987 dépasserait d'une quinzaine de milliards de francs les prévisions de la loi de finances.

Néanmoins, cette différence irrite fort les experts des comptes de la Sécurité sociale, qui fondent leurs prévisions sur les chiffres des comptes de la nation. Ces rectifications répétées en cours d'année finissent, estiment-ils, par jeter le doute sur la valeur de leurs comptes prévisionnels, aussi bien chez les partenaires sociaux et les responsables politiques que dans le grand public. Elles peuvent laisser croire que les choses s'arrangeront toujours et qu'il suffit d'attendre pour que, la croissance et le temps aidant, l'équilibre se rétablisse.

Les experts mettent en cause le système de prévision de la comptabilité nationale : celui-ci enregistre mal l'effet des primes périodiques (en fin d'année) et les évolutions à court terme, en particulier celles des petites entreprises. Or c'est là que se produisent les mouvements aujourd'hui (la croissance des cotisations est deux fois plus élevée dans celles de moins de dix salariés que dans celles de plus de quatre cents) ; c'est là qu'on embauche.

Le souci paraît justifié, même à court terme : si réjouissante soit-elle, l'amélioration des rentrées de cotisations ne suffira vraisemblablement pas à résoudre les difficultés du régime général à la fin de 1988. Difficultés pour la trésorerie d'abord : les besoins du régime pourraient dépasser les 10 milliards de francs dès le début de décembre et atteindre les 15 ou 20 milliards vers le milieu du mois. Difficultés pour les comptes de l'exercice 1988 ensuite : car, parallèlement, les dépenses d'assurance-maladie semblent augmenter plus vite que prévu.

Cette remontée a trois raisons : la fin de l'*« effet report »* sur 1988 de certaines mesures du plan Séguin (notamment la réduction du remboursement des médicaments à vignette bleue, qui n'a commencé qu'en février-mars 1987) ; une reprise de l'activité médicale, favorisée en partie par une épidémie de grippe ; enfin, de revalorisations d'honoraires assez importantes qui n'avaient pu être incluses dans les comptes prévisionnels de décembre. Avec quelques autres mesures de fin d'année (par exemple le plan mères de famille), tout cela pourrait bien, sauf inflexion sensible, consommer la moitié du gain prévisible d'ici à la fin de l'année. Moindre (14-15 milliards de francs) que prévu (19 milliards), le déficit ne serait cependant pas négligeable.

Bref, le gouvernement, quel qu'il soit devra prévoir de nouvelles mesures de financement sans trop tarder. Le maintien sur le second semestre 1988 du dispositif d'*« urgence »* adopté en juin 1987 (augmentation de 0,4 point de la cotisation maladie, de 0,2 point de la cotisation vieillesse, prélèvement social exceptionnel de 1 % sur les revenus du capital), ne rapportant au maximum que 7 milliards, ne suffirait sans doute pas. Triste perspective.

GUY HERZLICH.

Une légère remontée des dépenses d'assurance-maladie

Le taux de croissance des dépenses d'assurance-maladie a légèrement progressé au mois de mars, selon les chiffres publiés mensuellement par la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés. En moyenne annuelle, il est passé de 2,3 % en février à 2,4 % en mars.

Mais cette différence très faible résulte de deux mouvements contraires. D'une part, on constate un ralentissement des versements aux hôpitaux, qui n'ont augmenté que de 4,3 % au lieu de 4,5 % pour le secteur public, et de 3,2 % au lieu de 4 % pour le privé. En revanche, il y a une accélération des dépenses de médecine de ville : pour les honoraires médicaux, la progression est de 6,7 % contre 6,3 % en février ; pour les prescriptions, la baisse des dépenses enregistrée auparavant se ralentit (– 1,8 % contre – 2,4 % en février), notamment pour la pharmacie, la croissance des analyses biologiques restant stable (+ 6,2 %).

En fait, le premier trimestre paraît marqué par un redémarrage des dépenses de médecine de ville supérieur aux prévisions. Sur le trimestre, la progression des remboursements d'honoraires médicaux est de 12,8 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier (où, il est vrai, la morbidité avait été particulièrement faible). Pour les généralistes, la reprise d'activité (+ 7,8 % en mars) est notamment due à une épidémie de grippe qui a touché particulièrement les enfants. Mais la progression est nettement plus forte pour les spécialistes : 11,4 % en mars, après 10,3 % en février

En RFA : les médicaments en première ligne

BONN
de notre correspondant

« Chacun doit porter une part du fardeau de l'assainissement du budget de la Sécurité sociale. » M. Norbert Blüm, ministre du travail du gouvernement du chancelier Helmut Kohl, portait déjà le sien en venant présenter à la presse son projet de réforme du financement de l'assurance-maladie en République fédérale d'Allemagne : un rapport de plus de quatre cents pages pesant 1,9 kilo, où l'on trouve le détail des mesures destinées à contenir la croissance exponentielle des coûts dans ce secteur.

En 1987, les mille trois cent dix-neuf caisses d'assurance-maladie de RFA ont dépensé au total 123 milliards de deutschemarks (1), 3 % de plus qu'en 1986 et presque l'équivalent de la moitié du budget fédéral (270 milliards de deutschemarks). Entre 1960 et 1987, les dépenses de santé ont été multipliées par 14, alors que les salaires quintuplaient (2). En moyenne, les assurés sociaux ouest-allemands payent une cotisation correspondant à 13 % de leur salaire brut, et les employeurs une part équivalente.

Le ministre du travail a décidé de prendre à bras-le-corps ce problème, et de risquer l'impopularité non seulement auprès des usagers, mais aussi des puissants lobbys pharmaceutiques et des professions médicales, qui se sont engraissées pendant plusieurs décennies en puisant dans la manne mise à leur disposition par les caisses d'assurance-maladie. Ce qui était supportable en période d'expansion continue du *« miracle économique »* allemand ne l'est plus lorsque l'activité est stagnante, le chômage en hausse, et surtout lorsque la structure démographique est en déséquilibre du fait de la proportion de plus en plus grande de personnes âgées, grosses consommatrices de soins et ne versant qu'une cotisation minimale. Des projections apocalyptiques indiquent que dans cent ans l'ensemble du produit national brut de la RFA serait englouti dans les dépenses de santé.

« Bons de maladie »

Non sans un certain courage, M. Norbert Blüm a décidé d'élargir quelque peu les mailles du *« filet de protection sociale »* créé par Bismarck à la fin du siècle dernier et qui n'avait cessé, au fil du temps, de se perfectionner. Le système du *« tiers payant »* est, par exemple, généralisé : muni de son carnet de *« bons de maladie »* délivrés par sa caisse, le patient ne débourse rien pour sa consultation médicale, et les médicaments qui lui sont prescrits lui sont délivrés par le pharmacien contre un ticket modérateur forfaitaire de 2 deutschemarks, quel que soit le prix de la spécialité.

Le plan de M. Blüm vise à économiser 14 milliards de dépenses en année pleine, dont la moitié serait consacrée à diminuer le taux des cotisations sociales, et l'autre à améliorer la prise en charge des grands malades et invalides soignés à domicile. La principale modification proposée concerne le taux de remboursement des médicaments. Celui-ci se fera dorénavant sur la base de la spécialité la moins chère existant dans un groupe de médicaments. Pendant une période transitoire jusqu'en 1990, les autres spécialités seront soumises à un ticket modérateur de 3 deutschemarks, et, au-delà de cette date, le coût supplémentaire sera payé par l'assuré.

Cette mesure a été vivement combattue par l'industrie pharmaceutique, qui avait pris l'habitude de substituer régulièrement de nouveaux produits aux anciens, avec une substantielle augmentation de prix, ou de changer les conditionnements pour pousser à la consommation. M. Blüm a tenu bon, estimant qu'il *« n'y avait pas de raison de faire porter à l'assurance-maladie le paiement de médicaments chers quand ceux qui sont bon marché sont aussi efficaces »*. En revanche, il a dû céder au lobby des pharmaciens d'officine sur la rémunération de leurs services.

Le ministère avait songé à payer la marge bénéficiaire du pharmacien forfaitairement par emballage vendu, quel que soit le prix du produit. Cette petite révolution a fait long feu devant la levée de boucliers des pharmaciens, qui craignaient une réduction importante de leurs revenus. Le gouvernement a senti qu'il y avait dans cette grogne des commerçants en blouse blanche un danger politique : cette corporation, dans sa grande majorité favorable aux chrétiens-démocrates, avait commencé une campagne de dénigrement du gouvernement auprès de sa clientèle, particulièrement auprès des personnes âgées.

Taxis et pompes funèbres...

Deux autres corporations ont réussi à faire partiellement reculer M. Blüm : celles des chauffeurs de taxi et des entrepreneurs de pompes funèbres. Les premiers s'insurgeaient contre le projet de suppression du remboursement des trajets entre le domicile d'un malade et les centres de consultation, qui était garanti à tous les patients, même lorsqu'ils étaient en état de se déplacer par leurs propres moyens. Le projet prévoit simplement de ne pas rembourser les trajets en taxi dont le montant serait inférieur à 20 deutschemarks. Ainsi pourra se perpétuer un usage maintenant bien établi dans les campagnes, où l'on profite de la consultation hebdomadaire du grand-père ou de la grand-mère chez le médecin à la ville pour aller faire ses courses aux frais de la caisse d'assurance-maladie...

Le ministère envisageait également de supprimer le *« forfait obsèques »* de 2 300 deutschemarks accordé à chaque assuré social qui passait de vie à trépas. C'était une mesure prise juste après la guerre, dans une période de difficultés économiques, pour assurer des enterrements décents aux gens dont le patrimoine avait été détruit par la guerre. Les patrimoines se sont reconstitués, mais le *« forfait obsèques »* était devenu une institution intouchable. Les entrepreneurs de pompes funèbres ont gagné, à force de pressions, un sursis : les personnes nées avant le 1er janvier 1938 conserveront cet avantage. Les autres devront penser, avant de quitter ce monde, à mettre de côté les sommes qui leur éviteront l'humiliation de l'enterrement des pauvres.

Le projet de réforme doit maintenant subir l'épreuve du Parlement. Le Parti social-démocrate a déjà fait connaître son opposition à un plan jugé par lui profondément antisocial, mais on peut compter aussi sur les porte-parole des professions médicales et paramédicales, nombreux dans la majorité conservatrice, pour mener le combat au nom des intérêts de leurs mandants. M. Blüm, qui bénéficie du soutien du chancelier, devra ferrailler dur à la tribune du Bundestag s'il ne veut pas se retrouver en bout de course avec un projet dénaturé.

LUC ROSENZWEIG.

(1) Un deutschemark vaut environ 3,4 francs.

(2) En RFA, selon les dernières statistiques de l'OCDE, 78,1 % des dépenses de santé sont prises en charge par des systèmes publics, contre 71,2 % en France.

Marchés financiers

Dow Chemical porte à 5% sa participation dans Montedison

Une OPA se prépare-t-elle sur le groupe milanais Montedison? Rien n'est moins sûr, mais les manœuvres singulières auxquelles se livre *actuellement Dow Chemical*, deuxième chimiste américain et septième mondial (environ 77,5 milliards de francs de chiffre d'affaires), éveillent de sérieux soupçons. Le mois dernier, ce groupe avait, en effet, annoncé avoir racheté en Bourse 2% des actions Montedison (*le Monde* du 13 avril). Interrogée sur ses intentions, sa direction avait répondu qu'il s'agissait d'« *une excellente opportunité pour* [son] *portefeuille d'investissement* ». Le 5 mai, à Midland (Michigan), siège de la société, son porte-parole révélait que Dow détenait maintenant entre 4% et 5% des actions Montedison et que la direction avait demandé à la Commission anti-trust l'autorisation de porter sa participation aux alentours de 10%.

D'après les informations circulant dans les milieux financiers, l'investissement initial de Dow se situerait entre 50 et 60 millions de dollars (285 à 342 millions de francs). Il dépasserait maintenant 130 millions de dollars (740 millions de francs). Manifestement, le rapprochement envisagé entre la Montedison et Enichem (filiale chimique du groupe public italien ENI) donne peut-être à Dow Chemical des idées de faire un « come-back » remarqué en Europe.

Au début des années 70, le groupe se trouvait dans toutes les grandes opérations d'investissements dans la chimie lourde sur le Vieux Continent, y compris dans les pays de l'Est. Avec la crise pétrolière, il s'était prudemment replié sur son marché pour y recentrer ses activités et se diversifier. Le renouveau assez fantastique dont profite depuis plus d'un an l'industrie chimique européenne plaide, semble-t-il, en faveur d'une telle incursion, qui survient, si l'on en croit M. A. Giacco, nouveau responsable de la Montedison, une quinzaine de jours avant la signature d'une lettre d'intention avec Enichem en vue d'une fusion prévue en principe à l'automne.

L'arrivée de ce troisième larron américain, dont on murmure en outre qu'il ramasse discrètement des actions Iniziativa Meta, filiale (services financiers) du groupe Ferruzzi, nouveau propriétaire de la Montedison, pourrait bien remettre en question ce mariage à l'italienne. A moins que Dow Chemical n'agisse que par pure spéculation, ce qui n'est pourtant pas son genre. Le groupe ne cache pas que les deux filiales Himont (polypropylène) et Erbamont (pharmacie) de la Montedison l'intéressent beaucoup.

A. D.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FIAT

FIAT FRANCE : résultats de l'exercice 1987

L'assemblée générale ordinaire de Fiat France SA, qui s'est réunie le 28 avril 1988, sous la présidence de Giorgio Frasca, a approuvé les comptes de l'exercice 1987, qui font apparaître un bénéfice net de 24 779 506 F, après impôts, amortissements et provisions.

Le dividende, fixé à 4,80 F par action, augmenté d'un avoir fiscal de 2,40 F, soit un revenu global de 7,20 F, est mis en paiement à partir du 5 mai 1988.

Le chiffre d'affaires global réalisé en 1987 par les quarante-cinq sociétés du groupe Fiat en France a dépassé 22 milliards de francs.

PLACEMENT A

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Situation au 31 mars 1988

SICAV MONORY CEA, Placement A, au 31 mars 1988, a vu son actif net atteindre F 116 952 120,47 et sa performance, depuis le début de l'année, s'établir en données brutes à – 1,49 %, chiffre à rapprocher de l'indice CAC qui est passé de 280,70 à 284,10 durant la période de référence, soit une progression de 1,21 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société marseillaise de crédit, dépositaire, et la Banque de Bretagne.

Le détail du portefeuille de Placement A ainsi que tout renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Générale de placement banque
4, rue Auber, 75009 Paris

PLACEMENT PREMIER

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Situation au 31 mars 1988

SICAV long terme première catégorie, placement premier, au 31 mars 1988, a vu son actif net atteindre 336 382 773,97 F et sa performance, depuis le début de l'année, s'établir en base annuelle à 11,82 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société marseillaise de crédit, dépositaire, la Banque de Bretagne, la Banque La Hénin, la Caisse centrale de réescompte et l'Union des banques à Paris.

Le détail du portefeuille de placement premier ainsi que tout renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Générale de placement banque
4, rue Auber, 75009 Paris

SOVABAIL

Les actionnaires de SOVABAIL, Sicomi du groupe SOVAC, réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire le 3 mai 1988, ont approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Le montant du bénéfice net comptable s'établit à 83 958 225 F, contre 83 048 765 F au titre de l'exercice 1986.

L'assemblée a décidé la distribution, à compter du 16 mai 1988, d'une somme de 72 150 000 F ; le dividende unitaire correspondant s'élève à 55,50 F, contre 53,50 F pour l'exercice précédent.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée a pris connaissance des nouveaux engagements pris depuis le début de l'exercice, *qui s'élèvent à près de 250 MF* en crédit-bail immobilier et à 80 MF en location simple.

Il a, par ailleurs, nommé MM. Bernard Fraigneau et Michel Pariat en qualité de censeurs.

PLACEMENT J

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Situation au 31 mars 1988

SICAV monétaire investie en réméré et en obligations à taux variable, Placement J, au 31 mars 1988, a vu son actif net atteindre 2 215 177 330,90 F et sa performance s'établir à 7,33% en base annuelle depuis le début de l'année. Cette performance est voisine de l'évolution du TMP sur la même période, ce qui est son objectif de gestion.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société marseillaise de crédit, dépositaire ; la Banque La Hénin, la Banque Martin Maurel, la Caisse centrale de réescompte, la Société financière et foncière et l'Union des banques à Paris.

Le détail du portefeuille de Placement J ainsi que tout renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Générale de placement-banque
4, rue Auber, 75009 Paris.

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS AGP SA

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 4 mai 1988, s'est félicité de l'aboutissement des négociations menées avec le groupe Axa en vue du rapprochement de ses intérêts avec ceux que détient la Compagnie du Midi dans l'assurance.

Il a approuvé le projet de traité de fusion entre AGP SA et Axa Assurances Holding et décidé la convocation des actionnaires d'AGP SA le 22 juin 1988 en une assemblée générale extraordinaire qui statuera sur cette opération.

La parité de fusion proposée est de 9 actions nouvelles Axa Assurances Holding pour 10 actions AGP SA coupon 1987 détaché. La société résultant de la fusion adopterait la nouvelle dénomination d'Axa Midi Assurances.

NEW-YORK, 5 mai ↓

Nouveau recul

En deux séances, mercredi et jeudi, les gains enregistrés en début de semaine à Wall Street ont été effacés, les investisseurs devenant de plus en plus nerveux à l'approche de la publication des statistiques américaines sur le chômage pour avril.

Jeudi, l'indice Dow Jones a abandonné 16,08 points, à 2 020,23, son plus bas niveau depuis deux semaines. En fin de séance, on dénombrait 904 baisses pour 557 hausses, dans un marché où 171 millions d'actions ont été échangées. A eux seuls, les échanges sur General Motors ont porté sur 24 millions d'actions, à la veille du détachement du coupon par ce groupe.

Les opérateurs étaient donc anxieux à la veille de la publication des chiffres du chômage, redoutant notamment une réaction sensible du marché si les chiffres sont trop bons. En effet, cela aviverait les craintes d'une reprise de l'inflation, immédiatement sanctionnée par une hausse des taux d'intérêt, estimaient la plupart des observateurs. Les taux évoluaient autour de 9 % jeudi. « *S'ils montaient davantage, le marché des actions en pâtirait* », déclaraient encore des analystes. Le dollar s'est nettement redressé en fin d'après-midi face à toutes les monnaies à la suite d'achats de couverture.

Parmi les titres en baisse, on relevait Warner Lambert, Allegis et Merck ; Kaisertech a gagné près de 3 dollars et Kraft 1 dollar et demi.

VALEURS	Cours du 4 mai	Cours du 5 mai
Alcoa	45	44 5/8
Allegis (ex-UAL)	88 1/2	87 3/8
A.T.T.	26 1/4	26 1/8
Boeing	49 1/8	48 3/4
Chase Manhattan Bank	24 1/2	24 1/4
Du Pont de Nemours	86 1/4	84
Eastman Kodak	41 3/4	42 1/8
Exxon	44 1/8	43 7/8
Ford	47 7/8	48
General Electric	39 7/8	40
General Motors	76	76 3/4
Goodyear	64 5/8	63 5/8
I.B.M.	113 1/4	111 1/4
I.T.T.	48 3/4	48 1/4
Mobil Oil	45 5/8	46 1/2
Pfizer	54 7/8	54
Schlumberger	36 3/4	36 3/8
Texaco	49 3/4	51 1/8
Union Carbide	23 3/8	22 7/8
U.S.X.	31 1/4	31 5/8
Westinghouse	52 3/8	51 1/2
Xerox Corp.	54 3/8	53 1/8

PARIS, 6 mai =

Attentisme

Jour « J » moins deux, vendredi, à la Bourse de Paris, où, d'une façon générale, les investisseurs ont jugé préférable de se réfugier dans l'attentisme. Non point qu'à leurs yeux les jeux ne soient déjà faits pour le second tour de la présidentielle. Mais beaucoup préfèrent juger sur pièces les scores réalisés par les deux candidats. Encore un peu lourd dans la matinée, le marché est redevenu ensuite très résistant. Et en repli de 0,64 % à l'ouverture matinale, l'indicateur instantané progressait de 0,15 % à la clôture de la séance officielle.

Un ancien agent de change était catégorique. « Si Mitterrand passe, le marché baissera lundi et mardi. Si c'est Chirac, alors on sera ferme. De toutes les manières, les pendules seront remises à l'heure mercredi. » Cette opinion reflétait un peu ce sentiment général. Tout le monde, rue Vivienne, ou presque, table sur une réélection du président-candidat, mais avec une plus faible avance que celle pronostiquée, donc sur la constitution d'un gouvernement de centre-gauche. « On revient au rad'-soc' », disait quelqu'un. Une victoire de Jacques Chirac créerait une divine suprise. Mais personne sous les verrières n'osait même y penser.

Phénomène plutôt réconfortant : quel que soit le vainqueur, une majorité était plus optimiste pour les mois à venir, ne serait-ce qu'avec le retour à l'excédent de la balance commerciale. De l'avis général, New-York étant de *moins en moins appelé à tenir le rôle de* « leader », la zone européenne, où la situation économique est plutôt bonne, pourrait servir de refuge pour les capitaux américains notamment.

Dans l'immédiat, beaucoup attendaient de connaître les chiffres du chômage aux Etats-Unis, publiables en début d'après-midi, pour juger de l'état de la croissance outre-Atlantique. Réservée à la baisse dans la matinée, à 1 627 F, l'action Midi est ensuite remontée à 1 730 F.

Sur le marché obligataire, mieux orienté, le plus grand calme a régné.

LONDRES, 5 mai ↓

Faiblesse

Après une évolution en dents de scie durant une grande partie de la séance, la Bourse de Londres a terminé la journée de jeudi en baisse : l'indice Financial Times a cédé 7,4 points, à 1 430,7, et le « Footsie » 5,2 points, à 1 789,5. L'ambiance était très calme avec 454 millions de titres échangés. La cote avait commencé à baisser après le recul de Wall Street la veille. Puis une tentative de reprise en mi-journée a rapidement avorté, les investisseurs institutionnels se tenant à l'écart du marché, qui était, d'autre part, encore sous le coup de l'examen demandé à la Commission des monopoles au sujet de la participation du Koweït dans BP. Seuls les cas particuliers ont retenu l'attention des opérateurs. Rowntree Mackintosch n'a pas varié après que le groupe suisse Jacobs Suchard eut annoncé avoir augmenté sa participation dans la firme britannique à plus de 25,4 %. Le groupe pharmaceutique Wellcome, qui commercialise notamment un médicament pour soigner le SIDA, a nettement progressé après l'annonce de résultats semestriels conformes aux prévisions.

Les titres immobiliers et ceux de l'industrie ont sensiblement baissé, tandis que les assurances et les bancaires progressaient. Les fonds d'Etat, faibles en début de journée, se sont redressés par la suite, pour gagner plus d'un quart de point. Les mines d'or étaient également très fermes.

TOKYO, 6 mai ↓

Repli

Après trois jours fériés en raison de la « Golden Week », la Bourse de Tokyo a rouvert ses portes sur une baisse assez sensible, l'indice Nikkeï cédant 135,33 points, à 27 534,39. Les opérateurs, très optimistes la semaine précédente, s'interrogeaient après le recul, ces derniers jours, de Wall Street et des autres places financières, recul lié notamment à une crainte de remontée des taux d'intérêt. Certains professionnels évoquaient même la possibilité d'un relèvement du taux de l'escompte américain prochainement. Le marché obligataire a, d'ailleurs, anticipé cette augmentation, accusant une baisse assez sensible. Les valeurs fortement capitalisées telles les sidérurgiques, les électriques, les automobiles, ainsi que celles des instruments de précision, ont cédé du terrain.

Le dollar était également en baisse, cotant 124,88 yens à la mi-journée, contre 125,33 yens lundi dernier en clôture.

VALEURS	Cours du 2 mai	Cours du 6 mai
Akaï	640	639
Bridgestone	1 470	1 450
Canon	1 340	1 320
Fuji Bank	3 380	3 330
Honda Motors	1 850	1 840
Matsushita Electric	2 800	2 770
Mitsubishi Heavy	740	731
Sony Corp.	5 650	5 600
Toyota Motors	2 410	2 410

FAITS ET RÉSULTATS

● **Bridgestone a acquis 96 % du capital de Firestone.** – Le japonais Bridgestone a annoncé, le 6 mai, avoir acquis 96 % des actions ordinaires du pneumaticien américain Firestone. L'apport de ces actions, payées 80 dollars chacune, permet de considérer Firestone – qui continuera à être gérée de façon indépendante – comme une filiale à 100 % du numéro un japonais des pneumatiques et troisième mondial, proche désormais des deux premiers, l'américain Goodyear et le français Michelin. Les titres Firestone non apportés pendant l'OPA ont été tranformés en certificats donnant droit à un versement en liquide de 80 dollars.

● **Wolverine accepte l'OPA de Saint-Gobain.** – La société américaine Wolverine Technologies Inc. (produits en vinyl) a annoncé, le 5 mai, que son conseil d'administration avait accepté l'offre publique d'achat (OPA) lancée par le groupe français Saint-Gobain. L'OPA de Saint-Gobain, qui proposait 23 dollars par action, était en concurrence avec celle d'une société américaine Ply-Gem, qui offrait seulement 18,50 dollars par action. Wolverine a souligné que l'offre du groupe verrier français était « *équitable pour les actionnaires* », et précisé qu'un accord définitif de fusion devait être signé avec SG Acquisition Corp., filiale de Saint-Gobain, à l'issue de l'OPA.

● **Souriau dans le rouge en 1987.** – Le groupe Souriau, deuxième constructeur européen de connections électriques et électroniques, a viré au rouge en 1987 : il affiche une perte de 79 millions de francs, contre un bénéfice de près de 62 millions en 1986. Cette perte, selon l'entreprise, est due à un résultat exceptionnel négatif de 46 millions de francs, qui intègre le coût de deux plans sociaux. Le chiffre d'affaires consolidé s'inscrit en recul de 8,7 %, à 1,393 milliard de francs, en raison d'une concurrence accrue des constructeurs américains, stimulés par la baisse du dollar. L'entreprise table, pour cette année, sur un net redressement de ses résultats. Framatome, rappelle-t-on, a pris une participation de 15 % dans Souriau.

● **Bénéfice en hausse pour Magneti-Marelli.** – Le bénéfice de la société Magneti-Marelli, filiale de Fiat spécialisée dans les composants automobiles, a progressé de 52 % en 1987, à 30,4 milliards de lires (141,36 millions de francs), contre 20 milliards de lires précédemment (93 millions de francs) en 1986. Le chiffre d'affaires a fortement progressé en raison de l'intégration d'importantes sociétés acquises et passe ainsi de 597 milliards de lires en 1986 à 2 641 milliards en 1987, et le bénéfice net consolidé ressort à 68,2 milliards de lires (317,13 millions de francs).

● **Hausse en 1987 du résultat de la SEL (groupe Alcatel).** – La SEL (Standard Elektrik Lorenz), la plus grosse filiale d'Alcatel NV (groupe CGE), affiche, pour 1987, un bénéfice en hausse de 77 %, à 167,63 millions de deutschemarks (570 millions de francs). Le chiffre d'affaires a reculé de 1,6 %, à 5,31 milliards de deutschemarks (18 milliards de francs). Pour 1988, la SEL table sur un chiffre d'affaires d'environ 4 milliards de deutschemarks, après la cession au finlandais Nokia des activités audio-vidéo de l'entreprise, qui pesaient pour 1,4 milliard de deutschemarks (4,7 milliards de francs) en chiffre d'affaires. Cette branche avait perdu environ 60 millions de deutschemarks (200 millions de francs) en 1987. Après cette opération, les effectifs de SEL s'établissaient à 23 556 salariés.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	300	304	IN2	138	136
Arnault & Associés	400	400	Int. Metal Service	200	201 40
Asystel	295	257 o	La Commande Electro.	190	187 20
B.A.C.	415	415	Le gd livre du mois	240	240
B. Demachy & Assoc.	390	396	Loca Investissement	269	266
B.I.C.M.	620	620	Locamic	134 40	130
B.I.P.	422	422	Marlin Immobilier	297	297
Boiron	283	280	Metallurg. Minière	112 50	117
Bolloré Technologies	705	710	Métrologie Internat.	310	310
Buitoni	740	....	Métroservice	136	130
Câbles de Lyon	1150	1150	M.M.B.M.	444	426 30
Calberson	632	628	Molex	210 10	210 10
Canal Plus	490	486	Navale-Delmas	450	440
Cardif	1111	1111	Olivetti-Logabax	175	....
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	250	250	Om. Gest.Fin.	300	310
C.A.T.C.	127 20	....	Presbourg (C. In. & Fin.)	96 50	97
C.D.M.E.	745	744	Razel	810	820
C. Equip. Elect.	275	278	St-Gobain Emballage	1164	1164
C.E.G.I.D.	580	578	St-Honoré Matignon	152	152
C.E.G.E.P.	155	155	S.C.G.P.M.	140	144 20 d
C.E.P.-Communication	1133	1186	Segin	333	327
C.G.I. Informatique	548	548	Sema-Metra	630	630
Ciments d'Origny	462	465	S.E.P.	1123	1102
C.N.I.M.	286	281	S.E.P.R.	1150	1125
Concept	275	275	Sligos	1395	1405 e
Conforama	610	611	S.M.T.Goupil	220	228 60
Creeks	343	341	Sodinforg	714	710
Dafsa	138 60	144 20	Supra	292	290
Dauphin	3460	3460	TF 1	190	189
Devanlay	998	1000	Unilog	119	118
Deville	625	643	Union Financ. de Fr.	449 90	452
Duménil-Leblé	830	832	Valeurs de France	314	307
Editions Belfond	108 60	112 90 d			
Elysées Investiss.	20 70	20 70			
Finacor	461	469 d			
Guintoli	560	559			
Guy Degrenne	880	....			
I.C.C.	218	227			
IDIA	175	178			
I.G.F.	120	116			

Marché des options négociables le 5 mai 1988

Nombre de contrats : 7 534

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Septembre dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Septembre dernier
Accor	400	47	69	14	–
CGE	240	12	20	–	–
Elf-Aquitaine	280	12,10	18,25	9,99	–
Lafarge-Coppée	1 100	73	105	37	–
Michelin	160	28	–	2,20	7
Midi	1 400	430	520	39,50	–
Paribas	320	40	53	8,10	18,50
Peugeot	920	140	165	13,40	38
Saint-Gobain	440	6,50	14	–	–
Thomson-CSF	152	23	–	3,50	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 5 mai 1988

Nombre de contrats : 45 065

COURS	ÉCHÉANCES Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	100,35	99,45	98,85
Précédent	100,75	99,85	99,35

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
100	1,21	1,73	0,45	1,77

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,70 F ↑

Le dollar s'est un peu raffermi vendredi 6 mai sur toutes les grandes places financières internationales. Il s'est, en particulier, échangé à 5,7065 F (contre 5,7045 F la veille). Les opérateurs s'attendent généralement à une nouvelle réduction du chômage américain, dont les chiffres doivent être publiés à 14 h 30. L'activité, cependant, a été calme.

FRANCFORT	5 mai	6 mai
Dollar (en DM)	1,6772	1,6790
TOKYO	2 mai	6 mai
Dollar (en yens)	125,33	124,88

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (6 mai) .... 7 1/8-7 1/4 %
New-York (5 mai) .. 6 13/16-6 7/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	4 mai	5 mai
Valeurs françaises	111,3	110,7
Valeurs étrangères	107,4	107,5

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	313,2	314,3

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	4 mai	5 mai
Industrielles	2 036,30	2 020,23

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	4 mai	5 mai
Industrielles	1 438,1	1 430,70
Mines d'or	198,6	199,20
Fonds d'Etat	89,72	

TOKYO

	5 mai	6 mai
Nikkeï Dow Jones	Clos	27 534,39
Indice général	Clos	2 201,93

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	5,7200	5,7220	+ 27	+ 42	+ 55	+ 80	+ 130	+ 210
$ can.	4,6316	4,6445	– 53	– 26	– 94	– 56	– 286	– 190
Yen (100)	4,5808	4,5860	+ 147	+ 170	+ 295	+ 334	+ 882	+ 979
DM	3,4007	3,4039	+ 115	+ 135	+ 244	+ 270	+ 732	+ 803
Florin	3,0329	3,0355	+ 90	+ 103	+ 188	+ 208	+ 565	+ 623
FB (100)	16,2708	16,2811	+ 216	+ 305	+ 481	+ 623	+1 503	+1 898
FS	4,0828	4,0871	+ 186	+ 286	+ 383	+ 411	+1 123	+1 288
L (1 000)	4,5541	4,5594	– 96	– 48	– 200	– 144	– 612	– 489
£	10,6689	10,6784	– 24	+ 21	– 58	+ 12	– 371	– 171

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	6 13/16	6 15/16	7	7 1/8	7 3/16	7 5/16	7 1/2	7 5/8
DM	3	3 1/4	3 3/16	3 5/16	3 5/16	3 7/16	3 9/16	3 11/16
Florin	3 7/8	4 3/8	4	4 1/8	4	4 1/8	4 1/8	4 1/4
F.B. (100)	5 5/8	6 1/8	5 7/8	6 3/16	5 7/8	6 3/16	6	6 5/16
F.S.	1 3/4	2 1/4	2 1/16	2 3/16	2 3/16	2 5/16	2 7/16	2 9/16
L (1 000)	9	10	9 1/2	10	9 7/8	10 3/8	10 1/2	10 7/8
£	6 3/4	7	7 13/16	7 15/16	8 1/16	8 3/16	8 3/4	8 7/8
F. franç.	7 3/16	7 7/16	8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 6 MAI

Cours relevés à 14 h 55

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
....	C.N.E. 3%	3851 80	3851	3852	+ 0 01
1050	B.N.P. T.P.	1040	1041	1041	+ 0 10
1080	C.C.F. T.P.	1080	1079	1079	– 0 09
1083	Créd. Lyon. T.P.	1059	1058	1058	– 0 09
1245	Renault T.P.	1246	1244	1244	– 0 16
1490	Rhone-Poul. T.P.	1490	1495	1495	+ 0 34
1236	St-Gobain T.P.	1249	1244	1244	– 0 40
1200	Thomson T.P.	1206	1206	1207	+ 0 08
370	Accor	420	417	420	....
475	Air Liquide	475	475 10	479	+ 0 84
1830	Alcatel ★	1770	1718	1814	+ 2 49
1140	Als. Superm.	1189	1175	1175	– 1 18
225	A.L.S.P.I.	225 10	225	225	– 0 04
255	Alsthom ★	269 70	265	268 20	– 0 56
2020	Arjom. Prioux ★	2080	2080	2055	– 1 20
525	Ausedat-Rey	535	539	540	+ 0 93
735	Aux. Entrepr. ★	815	810	786	– 3 56
780	Av. Dassault ★	751	761	760	+ 1 20
300	BAFIP	300	295	295	– 1 67
270	Bail-Equipem. ★	272	273	270	– 0 74
835	Bail Investiss.	814	810	812	– 0 25
250	B.N.P. C.I.	237	238	238	+ 0 42
380	Cie Bancaire ★	392 10	395	399	+ 1 76
295	Bazar H.-V.	313	308	315	+ 0 64
380	Béghin-Say ★	398	398	392	– 1 51
705	Berger (Mé)	738	739	739	+ 0 14
580	Bic ★	612	602	630	+ 2 94
1010	B.I.S.	1060	1060	1049	– 1 04
1990	Bongrain S.A.	2040	2095	2090	+ 2 45
750	Bouygues ★	847	854	860	+ 1 53
71	B.P. France ★	79	76 70	76 60	– 3 04
4040	B.S.N. ★	4160	4160	4140	– 0 48
1800	Cap Gem. S. ★	1900	1840	1865	– 1 84
1290	Carnaud	1306	1340	1350	+ 3 37
2170	Carrefour ★	2260	2260	2274	+ 0 62
115	Casino	126 70	123 50	125	– 1 34
102	Casino A.D.P.	102 90	102 90	104	+ 1 07
955	C.C.M.C.	965	970	970	+ 0 52
665	Cetelem	604	598	603	– 0 17
460	Cerus	452	450	445	– 1 55
1130	C.F.A.O. ★	1290	1298	1315	+ 1 94
240	C.G.E.	235 80	235	235	– 0 34
810	C.G.I.P. ★	875	875	900	+ 2 86
805	Chargeurs S.A ★	920	905	944	+ 2 61
855	Ciments franç. ★	923	920	915	– 0 87
380	Club Méditerr. ★	420	417	423 50	+ 0 83
161	Codetel ★	156 90	155	156 50	– 0 25
290	Colimeg	290	290 20	290	....
1770	Colas	1777	1770	1770	– 0 39
161	Compt. Entrepr.	199	197	193	– 3 02
605	Compt. Mod. ★	625	597	605	– 3 20
860	Créd. Foncier ★	840	840	836	– 0 48
385	Crédit F. Imm. ★	377	376	368	– 2 39
109	C.C.F.	110 20	109 50	110 80	+ 0 54
505	Créd. Lyon. (CI)	474	471	471	– 0 83

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
765	Crédit Nat. ★	794	780	790	– 0 50
....	CSEE (ex-Sign.) ★	553	545	552	– 0 18
235	Crouzet ★	271	270 50	267	– 1 48
2000	Damart S.A.	1976	2000	2000	+ 1 21
325	Darty ★	388	....	....	....
245	Darty (DP)	269	....	....	....
1430	De Dietrich	1580	1584	1575	– 0 32
184	Dév. R.d.C. (Ly)	202	202	202	....
410	D.M.C.	438	438	446 40	+ 1 92
295	Drouot Assur.	310	320	322	+ 3 87
1490	Docks France ★	1590	1609	1600	+ 0 63
490	Dumez ★	522	520	526	+ 0 77
1080	Eaux (Gén.)	1138	1125	1132	– 0 53
985	Ecco ★	1115	1101	1095	– 1 79
600	Electrofinanc. ★	620	615	615	– 0 81
385	El. S. Dassault	402 90	403	402 10	– 0 20
285	Elf-Aquitaine	280	277	276	– 1 43
245	– (certific.)	229	227 50	227 50	– 0 66
555	Epeda-B-Faure	587	586	586	– 0 17
2030	Essilor	2095	2110	2078	– 0 81
1440	Essilor int. (DP)	1480	1460	1460	– 1 35
295	Esso S.A.F. ★	297 90	292 50	293 50	– 1 48
1180	Eurafrance	1238	1238	1255	+ 1 37
900	Eurocom ★	925	921	967	+ 4 54
2420	Euromarché	2335	2330	2315	– 0 86
430	Europe n° 1 ★	500	503	510	+ 2
34	Eurotunnel ★	34 30	34 35	34 60	+ 0 87
820	Exor ★	886	875	875	– 1 24
730	Facom	800	793	805	+ 0 63
950	Fichet-Bauche	959	960	950	– 0 94
200	Finextel ★	199	188 60	195	– 2 01
80	Fives-Lille ★	105 10	104 80	103 80	– 1 24
1020	Fromageries Bel	1129	1100	1100	– 2 57
745	Gal. Lafayette ★	781	780	772	– 1 15
280	Gascogne	283	....	....	....
1130	Gaz et Eaux	1245	1249	1229	– 1 29
385	Géophysique ★	460	441	454 10	– 1 28
485	Gerland	489	487	487	– 0 41
430	GTM-Entrepose	443	436	433 50	– 2 14
505	Guyenne-Gas. ★	524	533	511	– 2 48
1990	Hachette ★	1861	1850	1870	+ 0 48
520	Havas ★	540	539	537	– 0 56
405	Hénin (La)	434	424	426	– 1 84
980	Hutchinson ★	970	991	982	+ 1 24
159	Imétal	179	171	172 50	– 3 63
....	Imm. Plaine-M.	318	323	324 50	+ 2 04
1040	Ingénico	1038	1030	1040	+ 0 19
3320	Inst. Mérieux	3279	3280	3320	+ 1 25
515	Interbail ★	514	515	512	– 0 39
1090	Intertechnique	1206	1201	1190	– 1 33
700	J. Lefebvre	727	724	720	– 0 96
1020	Lab. Bellon	1080	1090	1075	– 0 46
1120	Lafarge-Coppée	1115	1112	1125	+ 0 90
1090	Lebon ★	1112	1149	1140	+ 2 52

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
2510	Legrand ★	2500	2500	2490	– 0 40
1930	Legrand (DP) ★	1890	1876	1895	+ 0 26
580	Leroy-Somer ★	618	620	596	– 3 56
1820	Lesieur	1900	1900	1880	– 1 05
650	Locabail Immob.	649	649	650	+ 0 15
380	Locafrance ★	379	376	380 60	+ 0 42
885	Locindus	835	854	837	+ 0 24
230	Luchaire	271	270	269	– 0 74
1760	L.V.M.H. ★	1910	1905	1925	+ 0 79
1120	Lyonn. Eaux ★	1145	1148	1150	+ 0 44
45	Mais. Phénix	50 90	49	49	– 3 73
315	Majorette (Ly)	345	352	352	+ 2 03
255	Mar. Wendel ★	251 10	254	253 50	+ 0 96
139	Matra	151 10	149	149 10	– 1 32
1850	Merlin-Gerin ★	1861	1860	1910	+ 2 63
185	Michelin	180	180	183	+ 1 67
1800	Midi (Cie)	1750	1670	1700	– 2 86
175	Midland Bk SA ★	161 60	160	160	– 0 93
465	Min. Salsig. (Ma)	456	462	462	+ 1 32
39 50	M.M. Penarroya	46 90	47	47 80	+ 1 92
64	Moulinex	71 10	71	71	– 0 14
840	Navig. Mixtes ★	1030	1023	1030	....
79	Nord-Est ★	86	87 90	85 70	– 0 35
345	Nordon (Ny)	360	380	380	+ 5 56
325	Nouvelles Gal.	345	346	346	+ 0 29
670	Occid. (Gén.) ★	650	659	649	– 0 15
935	Omn.F.Paris	990	960	960	– 3 03
265	Olida-Caby	319 10	316	320	+ 0 28
315	Opfi-Paribas	337	339	333	– 1 19
2960	Oréal (L')	3130	3080	3145	+ 0 48
330	Paribas	355	351	355	....
340	Paris-Réesc. ★	325 60	326 10	332 50	+ 2 12
880	Pechelbronn ★	984	970	990	+ 0 61
290	Penhoet	289 10	286	289	– 0 03
720	Pernod-Ricard ★	910	902	920	+ 1 10
1030	Peugeot S.A.	1022	1021	1023	+ 0 10
480	Poliet	481	480	480	– 0 21
630	P.M. Labinal	619	621	625	+ 0 97
2430	Presses Cité ★	2360	2480	2325	– 1 48
1090	Prétabail Sic.	1119	1121	1135	+ 1 43
696	Primagaz	601	606	600	– 0 17
400	Printemps ★	404	393	394 80	– 2 28
1230	Promodès	1360	1350	1350	– 0 74
785	Radiotechn.	761	760	761	....
71	Raff. Dist. Total	69 80	71 90	71 90	+ 3 01
2050	Redoute (La) ★	2410	2390	2400	– 0 41
315	Robur financière	312	312	312	....
800	Roussel-Uclaf	791	790	792	+ 0 13
....	Rous.-Ucl.-C.N.I.	525	529	529	+ 0 76
3140	R. Impériale (Ly)	3120	3100	3100	– 0 64
185	Sade	189 50	189 10	189 10	– 0 24
1300	Sagem ★	1485	1490	1450	– 2 36
400	Saint-Gobain	408	408 10	410 50	+ 0 61
975	St-Louis ★	993	980	980	– 1 31

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1170	Salomon	1275	1275	1285	+ 0 78
570	Salvepar	636	639	639	+ 0 47
575	Sanofi ★	656	650	657	+ 0 15
665	S.A.T. ★	730	710	716	– 1 92
161	Saulr.-Chât. (B)	170 10	171	170 10	....
1020	Saupiquet (Na)	1230	....	....	....
240	Schneider ★	285	290	289 70	+ 1 65
49	S.C.O.A.	52 50	51	51	– 2 86
575	S.C.R.E.G.	555	555	555	....
645	Seb ★	737	711	752	+ 2 04
410	Sefimeg ★	413 80	411	410	– 0 92
1700	S.F.I.M.	1711	1690	1682	– 1 69
27	S.G.E.	28 80	28 75	29 15	+ 1 22
685	Silic	694	686	698	+ 0 58
510	Simco-U.P.H. ★	485	481	478	– 1 44
305	Simnor (Li)	310	310	310	....
725	Skis Rossignol	725	728	734	+ 1 24
665	Siminco	660	640	643	– 1 08
270	Société Générale	264	264	268	+ 1 52
168	Sodecco	176 10	....	....	....
155	Sodero (Na)	153	156	156	+ 1 96
2030	Sodexho ★	2380	2350	2340	– 1 68
89	Sogenal (Ny)	90 50	90 20	90 20	– 0 33
265	Sogerap	265	275	271	+ 2 26
1900	Somm.-Allib. ★	2080	2060	2049	– 1 49
595	Source Perrier	680	705	700	+ 2 94
590	Sovac ★	668	655	669	+ 0 15
335	Spie-Batignol.	356	349	349	– 1 97
415	Strafor ★	420	420	428 50	+ 2 02
230	Suez	225 80	226 50	225	– 0 35
370	Synthelabo ★	369	368	368 60	– 0 14
900	Talcs Luzenac	900	901	901	+ 0 11
5000	Tél. Elect.	5505	....	....	....
170	Thomson-C.S.F.	169	169 10	169 20	+ 0 12
340	Total (CFP) ★	339	338 50	340	+ 0 29
74	– (certific.)	73	73	73	....
995	T.R.T. ★	1085	1070	1105	+ 1 84
....	U.F.B.-Locab. ★	....	....	....	....
805	U.I.C. ★	789	795	788	– 0 13
510	U.I.F. ★	498	498	490	– 1 61
860	U.I.S.	825	815	810	– 1 82
159	U.C.B. ★	171	171	172 90	+ 1 11
660	Unibail	650	658	660	+ 1 54
415	Valéo	417	416	416	– 0 24
82	Vallourec	91 95	93 90	94 50	+ 2 77
305	Via Banque	326	315 10	329	+ 1 23
675	Elf-Gabon	718	718	718	....
121	Amax Inc.	114	114 60	114 60	+ 0 53
137	Amer. Express	135 10	134	134	– 0 81
151	Amer. Teleph.	150	149	150	....
93	Anglo Amer. C.	92 50	98	95 20	+ 2 92
485	Amgold	463	461	461	– 0 43
835	BASF (Akt)	807	810	810	+ 0 37
910	Bayer	893	890	891	– 0 22

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
100	Buffelsfont.	98 70	98 95	98 95	+ 0 25
140	Chase Manh.	143	142	142	– 0 70
59	De Beers	67 90	67 15	67 40	– 0 74
1400	Deutsche Bank	1348	1330	1330	– 1 34
825	Dresdner Bank	791	787	787	– 0 51
61	Driefontein Cal	61	60	60	– 1 64
485	Du Pont-Nem.	483	479	480	– 0 62
225	Eastman Kodak	237 50	238	240	+ 1 05
30	East Rand	30 60	31	31	+ 1 31
230	Electrolux	242	240	240	– 0 83
215	Ericsson	230	230	230	....
235	Exxon Corp.	249 50	248 80	248 80	– 0 28
250	Ford Motors	274	274 50	274 50	+ 0 18
57	Freegold	56 50	55 50	55 45	– 1 86
90	Gencor	90	92	92	+ 2 22
220	Gén. Electr.	229	227	229	....
820	Gén. Belgique	761	755	755	– 0 79
405	Gen. Motors	431	429	427	– 0 93
95	Goldfields	101 30	102 90	102 90	+ 1 58
50	Gd Metropolitain	52 50	52 90	52 90	+ 0 76
44	Harmony	41 60	42 30	42	+ 0 96
64	Hitachi	67 60	67	67 20	– 0 59
860	Hoechst Akt.	854	852	850	– 0 47
103	Imp. Chemical	103 80	103 40	103 40	– 0 39
640	IBM	641	637	638	– 0 47
255	ITT	276	276	276	....
210	Ito-Yokado	218	215	215	– 1 38
122	Matsushita	126 50	126 50	126	– 0 40
885	Merck	890	885	885	– 0 56
330	Minnesota M.	333	333	333	....
255	Mobil Corp.	260	260	260	....
181	Morgan J.P.	179	179 50	179 50	+ 0 28
34500	Nestlé	33800	33500	33500	– 0 89
178	Norsk Hydro	180 10	179	179	– 0 61
140	Ofsil	135 90	135 90	135 90	....
1780	Petrofina	1805	1810	1805	....
485	Philip Morris	491	486 50	486 50	– 0 92
84	Philips	83 90	84	83 60	– 0 36
73	Placer Dome	74	73 60	73 60	– 0 54
320	Quilmès	335	330	330	– 1 49
445	Randfontein	416	403	403 50	– 3
585	Royal Dutch	693	696	696	+ 0 43
38	Rio Tinto Zinc	40 15	40 20	40 20	+ 0 12
50	St Helena Co	51 60	51 40	51	– 1 16
205	Schlumberger	208 50	206 50	206	– 1 20
115	Shell transp.	114 60	115	115	+ 0 35
1170	Siemens A.G.	1132	1127	1127	– 0 44
250	Sony	254 50	254	254	– 0 20
205	T.D.K.	212 80	211	211	– 0 85
36	Toshiba Corp.	40 95	40	39 80	– 2 81
330	Unilever	329	322	325	– 1 22
215	Unit. Techn.	220 50	216 40	216 40	– 1 86
485	Vaal Reefs	475	470	470	– 1 05
325	Volvo	333	335	336	+ 0 90
205	West Deep	207	205 10	205	– 0 97
300	Xerox Corp.	309	305	305	– 1 29
1 38	Zambia Corp.	1 41	1 40	1 40	– 0 71

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	127 95	8 415
9,80 % 78/93	101 65	8 033
10,80 % 79/94	103 95	7 258
13,25 % 80/90	106 50	12 273
13,80 % 81/89	103 85	4 261
16,20 % 82/90	112 05	5 080
16 % juin 82	114 10	14 557
14,60 % fév. 83	114 05	3 032
13,40 % déc. 83	116 46	5 062
12,20 % oct. 84	110 95	7 087
11 % fév. 85	109 83	2 284
10,26 % mars 86	103 25	1 574
ORT 12,75 % 83	1887	..
OAT 10 % 2000	102 50	9 454
OAT 9,90 % 1997	105 95	3 949
OAT 9,80 % 1996	101 93	2 624
Ch. France 3 %	147	..
CNB Bques janv. 82	102 66	3 499
CNB Paribas	102 60	3 499
CNB Suez	102 64	3 499
CNI janv. 82	102 63	3 499
PTT 11,20% 85	106 70	4 517
CFF 10,30% 86	102 60	2 735
CNE 11,50% 85	107 80	9 586
CNT 9% 86	100 20	0 666
CRH 10,90% déc. 85	106 10	3 458
C.N.C.A. T.P.	1172	117
Drouot Ass. Obl. conv.	2115	213
Mécalogie L 6% 6/7	77 10	7 780

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	1580	1530
A.G.F. (St Cent.)	558	555
Applic. Hydraul.	700	....
Arbel	367	369
Astorg	185	184
Avenir Publicité	575	575
Bain C. Monaco	200	196
Banque Hypoth. Eur.	308	285
Béghin-Say (C.I.)	351	351
B.G.L.	850	810
Blanzy-Ouest	560	582
B.N.P. Intercontin.	205	210
Bénédictine	5800	7600
Bon-Marché	720	705
B.T.P.	124 30	119 50
Calf	683	680
Cambodge	680	680
C.A.M.E.	115 20	111
Campenon Bern.	170	182 d
Carbone-Lorraine	559	536
Case-Poclain	22	22 d
C.E.G.Frig.	483	482
Centen. Blanzy	1405	1461
Centrest (Ny)	226	221

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cambati	121	121
Chambourcy (M.)	980	....
Champex (Ny)	150	145
C.I.C. (Financ. de)	180	180
C.I. Maritime	672	672
Citram (B)	871	800 d
Clause	868	870
Cofradel (Ly)	1005	....
Cogifi	315	304
Comiphos	310	309
Cie Industrielle	2704	2812 d
Comp. Lyon-Alem.	276	280
Concorde (La)	750	750
C.M.P.	13 50	14
Créd. Gén. Ind.	525	524
Cr. Universel (Cie)	544	541
Créditel	137	137
Darblay S.A.	530	530
Degremont	137 50	136 50
Delalande S.A.	1080	1090
Delmas-Vielj. (Fin.)	1550	1550
Didot-Bottin	800	800
Eaux Bass. Vichy	990	999
Eaux Vittel	1830	1850
E.C.I.A.	840	860
Economats Centre	265	260
Electro-Banque	291	295 10
Elf-Antargaz	510	557 d
E.L.M. Leblanc	590	589
Ecafi-Bretagne	257 50	251
Entrepôts Paris	451	469 d
Epargne (B)	2765	....
Europ. Accumul.	50 80	52 80
Europe Soudure Indust.	80	....
Eternit	1750	1730
Finalens	191	198 60
FIPP	369 60	....
Frec	553	546
Foncière (Cie)	460	450
Fonc. Lyonnaise	495	475
Foncina	424	420
Forinter	1085	1085
Fougerolle	263	265
France I.A.R.D.	270	251 40
France (La)	4400	4460
From. Paul Renard	634	650
GAN	769	755
Gaumont	338	339
Gévelot	615	....
Gr. Fin. Constr.	375	371
Gds Moul. Paris	380	360
Groupe Victoire	563	563
G. Transp. Ind.	427	430
Immindo S.A.	400	394 60
Immolvest	274 50	278
Immobail	381	387
Immobanque	661	670
Immob. Marseille	6350	6390
Immofice	445	439
Invest. (Sté Cent.)	815	815
Jaeger	119 10	123 80
Lafitte-Bail	435	435
Lambert Frères	240	241
Lille-Bonnières	510	510
Loca-Expansion	270	280
Locafinancière	336	334
Locatel	760	761
Louvre (Sté)	1167	1120

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Lucia	1060	1020
Lyonnaise Immob. (Cie)	315	315
Machines Bull	94	94
Magasins Uniprix	131 50	132 10
Magnant S.A.	110	102 40 o
Maritimes Part.	280	285
Métal Déployé	408	410
Moss	60 90	66 60 d
Navig. (Nat. de)	55 10	55 50
OPB Paribas	215	213
Optorg	310	320
Oréal (L') C.I.	2030	2030
Origny-Desvroise	1010	1005
Palais Nouveauté	431	418
Paluel Marmont	530	540
Parfinance	160	160
Paribas-CIP	320	332 80 d
Paris France	188	189
Paris-Orléans	218	220
Parténaires	225	218
Patern. Risq. Div.	1105	1150
Pathé-Cinéma	357	371
Pechiney (cert. inv.)	215	216
Piles Wonder	726	755
Piper-Heidsieck	1010	1012
P.L.M.	106 90	108
Porcher	370	368
Promodès	1150	1150
Providence S.A.	1120	1100
Publicis	2330	....
Rhône-Poul. (c. inv.)	318	318
Ricqlès-Zan	197	....
Rochefortaise S.A.	572	595 d
Rochette-Cenpa	33 15	....
Rosario (Fin.)	470	....
Rosière	185	180
Rougier et Fils	78	80
Sacer	485	500
SAFAA	276	283
Safic-Alcan	780	811 d
SAFT	1399	1377
Saga	177	177
St-Gobain C.I.	486	488
Salins du Midi	468 50	465
Santa-Fé	124 50	126
Satam	74	77
Savoisienne (M)	217	208 o
SCAC	465	465
Semelle Maubeuge	301	301
S.E.P. (M)	161	158
Sical	177 30	184
Sicotel	295	290
Simnin	269 90	254 30
Siph (Plant. Hévéas)	338	345
Sté Générale-CIP	211	209
Sofal financière	1710	1650
Soficol	886	885
Soflo	485	451 o
Soficomi	700	700
S.O.F.I.P. (M)	102 50	106 d
Sofragi	801	801
Soudure Autog.	375	379
Sovabail	610	610
Suez (Fin. de)-CIP	190	....
Stemi	760	....
Taittinger	2100	2100
Testut-Aequitas	215	206 40 o

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Tour Eiffel	384	385
Ufiner S.M.D.	500	498
U.A.P.	285	284
U.T.A.	1010	1020
Veuve Clicquot	3280	3250
Vicat	1350	1360
Viniprix	1017	1016
Virax	95	....
Waterman S.A.	655	685
Brass. du Maroc	125	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	750	....
Akzo	330	346
Alcan Alum	162	....
Algemeine Bank	110 10	110 20
American Brands	252	252
Am. Petrofina	375	380
Arbed	245	....
Asturienne Mines	127	....
Banco de Santander	320	....
Bco Pop Espanol	452	450 10
Banque Ottomane	2100	....
B. Régl. Internat.	42500	42010
Br. Lambert	489	490
Canadian-Pacific	104	103
Chrysler corporation	129 10	129 10
CIR	24 40	24 50
Commerzbank	734	730
Dart. and Kraft	296	290
De Beers (port.)	53	....
Dow Chemical	472	475
Gén. Belgique	761	755
Gevaert	1102	1074
Glaxo	100 50	100 50
Goodyear	362	357
Grace and Co	150 50	151
GTE corporation	195	197 50
Honeywell Inc.	385	380
I. C. Industries	189	186 10
Johannesburg	775	....
Kubota	32	31
Laconia	....	....
Midland Bank Plc	40	41 50
Mineral-Ressourc.	71 15	70 70 c
Nadorf	1765	1700
Noranda	102	102 10
Olivetti	27	25
Pakhoed Holding	231	228
Pfizer Inc.	318	315
Procter Gamble	460	452
Ricoh Cy Ltd	63	65
Rolinco	253 10	....
Robeco	266 80	....
Rodamco	470	470
Saipem	9 60	9 50
Shell fr. (port.)	107	....
S.K.F. Aktiebolag	222	....
Steel Cy of Can.	109	109
Squibb	342	346
Tenneco	250 80	....
Thorn EMI	65	66 50
Toray indust. inc	38 60	38 20
Vieille Montagne	930	930
Wagons-Lits	800	800
West Rand	8 30	8 10

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	280	....
Calciphos	135	130
Cochery	160	....
Cogenhor	121	123 50
C. Occid. Forestière	180	....
Copirex	347	348
Dubois Inv. (Casto.)	650	630
Gachot	65	65
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	13	14 30 d
Nicolas	750	....
Révillon	350	....
Rorento N.V.	174 80	174 50
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.P.R.	308	....
Sté Lecteurs du Monde	702	700
Ufimex	380	....
Union Brasseries	118 80	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/5	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 704	5 706	5 500	5 900
ECU	7 052	7 047	....	....
Allemagne (100 DM)	340 280	340	330	349
Belgique (100 F)	16 264	16 253	15 650	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	303 380	303 200	293	313
Danemark (100 krd)	88 370	88 140	85	92
Norvège (100 k)	92 550	92 630	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 646	10 652	10 300	11 100
Grèce (100 drachmes)	4 240	4 238	3 800	4 650
Italie (1 000 lires)	4 559	4 563	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	408 730	407 800	396	419
Suède (100 krs)	97 050	97 040	94	100
Autriche (100 sch)	48 400	48 380	46 850	49 850
Espagne (100 pes.)	5 146	5 136	4 900	5 400
Portugal (100 esc.)	4 151	4 150	3 800	4 650
Canada ($ can 1)	4 622	4 629	4 450	4 850
Japon (100 yens)	4 583	4 580	4 430	4 640

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/5
Or fin (kilo en barre)	81000	81200
Or fin (en lingot)	81050	81250
Pièce française (20 fr)	504	503
Pièce française (10 fr)	370	.....
Pièce suisse (20 fr)	512	521
Pièce latine (20 fr)	465	468
Souverain	593	595
Pièce de 20 dollars	2790	2770
Pièce de 10 dollars	1380	1410
Pièce de 5 dollars	860	.....
Pièce de 50 pesos	3115	3105
Pièce de 10 florins	477	486
Or Londres	445 35	446 95
Or Zurich	445	445
Or Hongkong	445 05	446 95
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 5/5

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	738 18	720 18
Action	200 34	194 98
Actions France	388 21	374 18
Actions sélectionnées	499 56	481 49
Aedificandi	543 18	523 55
A.G.F. Actions (ex-CIP)	986 10	942 54
A.G.F. 5000	488 33	476 42
A.G.F. ECU	1042 02	1031 70
A.G.F. Interfonds	408 09	398 14
A.G.F. Invest	100 46	98 01
A.G.F. OBLIG.	1018 57	1013 50
A.G.F. Sécurité	10288 34	10288 34
Agfimo	539 88	526 71
Altefi	208 77	199 30
A.L.T.O.	175 05	168 72
Ameri-Gan	4725 81	4611 51
America-Valor	618 68	603 59
Amplitude	478 14	462 27
Arbitrages court terme	5373 71	5362 97 ◆
Argonautes	351 34	340 28
Associc	1130 38	1130 38
Atout Futur	262 90	254 26
Aurecic	1349	1309 71
Axa Europe	117 86	112 52
Axa Investissements	108 37	101 56
Bred Associations	2548 79	2541 17
Bred International	79 37	77 81
Capital Plus	1684 32	1684 32
Cardan-Pierre	26 17	25 04
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptavalor	108 33	103 23
Convertimmo	337 81	324 82
Cortal court terme	1269 52	1268 52
Cortal intérêts trim.	1055 51	1035 32
Credinter	474 54	460 72
Drouot-France	574 94	548 87
Drouot-Investiss.	899 33	858 55
Drouot-Sécurité	238 19	227 39
Drouot-Sélection	140 39	134 02
Ecucic	1149 52	1132 53
Ecureuil Prévoyance	324 95	315 39
Energie	230 04	219 61
Epacic	2702 10	2702 10
Epercourt Sicav	4086 05	4075 86
Epargne Associations	24073 92	24037 86
Epargne-Capital	7965 09	7787 22
Epargne-Industr.	84 83	81 89
Epargne J	52787 64	52787 64
Epargne Long-Terme	162 98	159 62
Epargne Monde	1044 77	1016 81 ◆
Epargne Première	12415 17	12415 17
Epargne-Oblig.	186 02	180 07
Epargne-Quatre	1082 76	1082 76
Epargne-Unie	1108 26	1068 20
Epargne-Valeur	385 34	375 03
Eparoblig	1263 78	1261 26
Epsilon	1089 32	1058 73
Eurinvest Croissance	1119 75	1069 97
Eurinvest Rendement	1110 75	1060 38
Eurocic	8980 15	8847 44
Eurodyn	976 72	944 60
Euro-Gan	4478 33	4275 28 ◆
Euro-Mail	25 41	25 03
Fnord Placement	59779 10	59603 29
Fnord Valorisation	13378 44	13116 12
Foncicav (div. par 10)	10706 62	10706 62
Foncival	233 19	225 65
France-Gan	5336 76	5094 76
France-Garantie	267 02	266 49
France-Investiss.	379 53	362 32
France-Obligations	432 31	428 03
Francic	345 99	335 91
Francic Pierre	91 92	89 24
Francic Régions	910 14	893 63
Fructi-Associations	27 98	27 98
Fructi-Epargne	26 26	25 62
Fructicapi	31 41	30 95

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructicourt	110612 51	110612 51
Fructidor	245 13	241 51
Fructifrance	661 93	645 79
Fructissimo	238 16	232 35
Fructivar	4188 92	4159 52
Fructi ECU	568 54	550 29
Fructi-Première	11686 42	11612 73
Futuroblig	1099 81	1057 84
Gestilion	60608 34	60457 20
Gestion Sécuricourt	11123 55	11013 42
Gestion Associations	141 18	138 07
Gestion Mobilière	580 26	553 95
Haussmann Associat.	1176 35	1176 35
Haussmann court terme	1182 22	1182 22
Haussmann Epargne	1364 55	1364 55
Haussmann Europe	1938 29	1868 23
Haussmann France	808 04	776 91
Haussmann Multiav.	1329 69	1269 39
Haussmann Obligation	1394 62	1344 21
Horizon	1005 13	975 86
Interoblig.	12234 92	11764 35
Intersélect France	391 63	380 22
Invest. net	14598 52	14569 38
Invest.Obligataire	17992 52	17958 61
Japacic	183 59	178 24
Jeune épargne	239 13	235 60 ◆
Laffitte-Amérique	236 92	226 18
Laffitte Europe	235 29	224 62
Laffitte-Expansion	256 84	245 19
Laffitte-France	278 91	266 26
Laffitte-Immobilier	222 83	212 73
Laffitte-Japon	376 15	369 09
Laffitte-Oblig.	146 02	139 40
Laffitte-Rend.	215 58	205 80
Laffitte-Tokyo	374 01	357 06
Lion-Associations	11242 45	11242 45
Lion court terme	115003 09	115003 09
Lion-Institutionnels	22553 10	22466 86
Lionplus	725 63	718 45
Livret Bourse Investiss.	391 07	379 68
Livret portefeuille	597 66	580 25
Méditerranée	148 68	141 94
Mixicex	26058 90	26058 90
Mondiale Investissem.	398 65	380 57
Monecic	5833 01	5833 01
Monedem	53721 52	53721 52
Moné.J.	54344 03	54344 03
Morgan court terme	14944 39	14944 39 ◆
Mutuelle Unie Sél.	140 77	134 39
Natio.-Assoc.	8632 57	8619 53
Natio.-Epargne	13423 98	13291 07
Natio.-Court terme	209744	209744
Natio.-Inter.	1189 94	1137 65
Natio.-Obligations	539 13	524 70
Natio.-Patrimoine	1285 87	1251 55
Natio.-Placements	63909 69	63909 69
Natio.-Revenus	1051 26	1040 87
Natio.-Sécurité	11304 99	11304 99
Natio.-Valeurs	603 64	597 48
Nippon-Gan	5326 58	5085 04
Nord-Sud Dévelop.	1169 59	1167 26
Normant IF	12842 26	12590 45
Obli Associations	119 79	118 80
Oblicic Régions	1093 84	1077 87
Obligations Convert.	396 04	378 08
Oblig. toutes catég.	153 12	148 30
Oblitor	1080 94	1070 24
Optimavalor	172 57	169 36
Oraction	1124 52	1087 54
Orvalor	5502 02	5303 15
Paribas Croissance	554 39	531 79
Paribas Epargne	15482 50	15451 60
Paribas France	82 38	79 98
Paribas Oblimonde	984 18	989 64
Paribas Opportunités	103 43	100 42
Paribas Patrimoine	492 99	472 89
Paribas Revenu	93 53	92 60

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Parnasse-Valor	1070 86	1059 59
Patrimoine-Retraite	1679 87	1646 93
Pervalor	545 28	529 40
Phenix Placements	242 66	241 45
Pierre Investiss.	657 67	627 95
Placement A	842 08	842 08
Placement crt-terme	75191 55	75191 55
Placement J	57980 31	57980 31
Placement Premier	58699 77	58699 77
Plénitude	106 77	103 91
Première Obligations	10418 90	10398 10
Prévoyance Ecureuil	106 15	103 31
Pri/Association	21967 69	21967 69
Quartz	109 62	106 92
Quatre-quarts Retraite	1 04	1 01
Rentacic	160 55	158 18
Revenus Trimestriels	5579 32	5524 08
Revenu Vert	1138 43	1137 29
Rivoli Action Invest.	319 29	304 81
Rivoli Plus	1114 20	1063 68
St-Honoré Assoc.	13828 39	13759 59
St-Honoré Bio-aliment.	715 05	682 63
St-Honoré Pacifique	519 79	496 22
St-Honoré P.M.E.	421 20	402 10
St-Honoré Real	11873 59	11826 28
St-Honoré Rendement	11155 73	11100 23
St-Honoré Services	467 49	443 74
St-Honoré Technol.	698 98	667 19
St-Honoré Valor	11814 38	11814 38
Sécuricic	11485 08	11473 61
Sécuri Taux	10480 74	10480 74
Sélection Croissance	470 48	456 76
Sicaden (Caedes BP)	728 97	718 20
Sicav-Associations	1390 82	1388 74
S.F.I. fr. et étr.	576 04	559 26
Sicav 5000	307 78	299 52
S.I. Est	1188 59	1134 68
S.I.G.	777 87	742 07
Silvafrance	490 94	477 80
Silvam	382 24	372 01
Silvarente	214 45	212 33
Silvinter	405 29	394 44
S.N.I.	1085 31	1053 70
Sogepargne	353 05	340 29
Sogevar	932 99	890 68
Sogister	1247 30	1190 74
Soleil Investissement	452 50	431 96
Stratégie Actions	1008 57	969 78
Stratégie Rendement	1104 52	1089 75
Technocic	1101 26	1089 18
Techno-Gan	5486 94	5238 13
Trilion	5287 94	5215 78
U.A.P. Investiss.	373 15	359 66
Uni-Associations	111 65	111 65
Unifrance	410 84	395 98
Unifoncier	1063 34	1024 91
Uni-Garantie	1294 80	1289 39
Uni-Régions	2416 94	2329 58
Unirente	2159 84	2088 82
Univer	182 11	182 11
Univers-Actions	1010 40	977 16
Univers-Obligations	1859 49	1608 21
Valorem	476 02	464 41 c
Valorg	1556 87	1554 32
Valrad	79944 67	79904 72 c
Vauban	22668	22675 30

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

MINITEL

LA NUIT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

● *Dimanche 8 mai, 20 heures : tous les résultats ville par ville, les reports de voix, les analyses, les commentaires du* Monde.

3615 Tapez LEMONDE
3615 Tapez LM

Les suites de l'affaire du « Rainbow-Warrior »

Le retour en France du capitaine Dominique Prieur a été annoncé par la Nouvelle-Zélande

Le capitaine Dominique Prieur, un des deux agents français impliqués dans l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*, en 1985, a quitté l'atoll de Hao, où elle vivait depuis 1986, et se trouve à bord d'un avion qui la ramène à Paris. Le ministère de la défense a confirmé, vendredi 6 mai, l'information donnée plus tôt à ce sujet par le premier ministre néo-zélandais. Selon le porte-parole du ministère, la décision de rapatrier Mme Prieur a été prise sur la base d'un *« dossier précis »* ; en fait, Mme Prieur serait enceinte. Jeudi soir, avant l'annonce de cette nouvelle, M. Pasqua, ministre de l'intérieur, avait déclaré au cours d'une réunion électorale à Paris : *« J'en ai assez des conseils, des observations, des remontrances de tous ordres que nous donnent les Néo-Zélandais et Australiens. »* M. David Lange avait affirmé, dans une déclaration, que Paris lui avait fait connaître, vendredi matin, sa décision de rapatrier *« immédiatement »* Mme Prieur, qui est attendue en France avec son mari samedi.

« Ce départ n'a pas reçu [notre] *consentement*, a ajouté M. Lange. *Si elle part, ce sera une infraction patente aux obligations de la France dans le cadre de la législation internationale. [...] Après l'élection présidentielle de dimanche, le gouvernement néo-zélandais discutera de cette affaire avec les autorités françaises. »* Le secrétaire général des Nations unies *« a été informé de ce développement »*, a conclu M. Lange.

Après le retour controversé en France, en décembre dernier, du commandant Alain Mafart, le second agent impliqué dans l'affaire, pour raisons de santé, Paris avait tenu à rassurer Wellington sur la présence du capitaine Prieur à Hao, où elle était assignée à résidence pour trois ans, en vertu d'un accord en bonne et due forme signé entre Paris et Wellington, sous les auspices des Nations unies, en juillet 1986. Un médiateur néerlandais, choisi d'un commun accord entre les deux parties, est même allé s'assurer personnellement, il y a quelques semaines, que Mme Prieur se trouvait bien à Hao.

Après une période de soins, surveillés par un médecin choisi par les Néo-Zélandais, le commandant Mafart suit actuellement les cours de l'Ecole supérieure de guerre de Paris où il est stagiaire. A plusieurs reprises, Wellington a demandé son retour à Hao une fois les soins terminés. Sans succès.

En dépit de cette affaire, les relations franco-néo-zélandaises s'étaient améliorées au début de l'année. *« La France a un rôle à jouer dans le Pacifique sud »*, avait déclaré au *Monde* le ministre néo-zélandais des affaires étrangères en mars dernier, lors d'une visite à Paris. Ce qui n'empêchait pas Wellington d'avoir une attitude très critique envers la politique du gouvernement Chirac en Nouvelle-Calédonie.

L'opération de commando à Ouvéa ne devrait pas faire changer d'avis Wellington, au contraire, même si M. Lange s'est pour le moment abstenu de tout commentaire. Le premier ministre de l'Australie, M. Bob Hawke, a estimé qu'il s'agissait d'une *« tragédie »* et qu'on *« ne résoudra pas l'avenir de la Nouvelle-Calédonie de cette façon »*. *« Le mieux que nous puissions espérer*, a-t-il ajouté, *c'est que cette violence sera abandonnée par le FLNKS et que les autorités françaises agiront avec compréhension et compassion et accepteront de dialoguer »*.

Depuis des mois, Australiens et Néo-Zélandais ne dissimulaient plus leur inquiétude devant l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie. Ils ont soutenu le plan Pisani, dont M. Lange a encore fait l'éloge le 29 avril. Ils craignent que cette crise qui se prolonge ne déstabilise un Pacifique sud où la France n'est guère populaire actuellement. A mots couverts, ils ne cachaient pas avant le début de la campagne électorale leur préférence pour MM. Barre ou Mitterrand.

P. de B.

M. Chirac : ce retour est « conforme aux accords franco-néo-zélandais »

M. Jacques Chirac a affirmé vendredi que le retour imminent à Paris du capitaine Dominique Prieur est « conforme aux accords franco-néo-zélandais ». Le premier ministre-candidat, qui s'exprimait à Agen a déclaré : *« Ce retour, je l'ai décidé conformément aux accords franco-néo-zélandais. Lorsque j'ai signé un accord, il faut savoir que je le respecte. »*

« Mme Prieur est actuellement enceinte et l'accord prévoyait que, dans cette circonstance, elle devait être rapatriée à Paris. Moi, je respecte ma signature. Son état a été officiellement constaté par la faculté. »

Sur le vif

On solde

Ça y est ! J'ai gagné ! Je l'avais parié ! Une bouteille de whisky. Dominique Prieur, vous savez, Mme ex-Turenge, l'agent secret mêlé à l'attentat du « Rainbow-Warrior », eh ben, elle rapplique. Elle a quitté son atoll de crotte sur les talons de son faux époux Mafart. Normal. A l'enseigne de mon Jacquot, on brade, on liquide les stocks avant la fermeture de la boutique le 8 mai. On regarde pas au prix. Les otages, la libération des gendarmes à Ouvéa, et puis, là, ce retour en fanfare, si ça fait pas rentrer des voix, c'est à désespérer des soldes.

Et qui c'est qui va me l'offrir, cette bouteille de J & B ? Vous ne devinerez jamais. Les Néo-Zélandais ! Ouais, des confrères de la télé, venus enquêter sur la libération de Mafart et son admission à l'Ecole de guerre. Faut dire, ils sont d'un lourd, ces mecs, c'est pas croyable ! Des naïfs, des grands enfants.

A peine débarquée, où elle va planter ses caméras, l'équipe ? A l'hôpital du Val-de-Grâce : vous auriez pas, parmi vos malades, un étudiant, un certain commandant Mafart ? Il a mal au ventre. Grosse rigolade au bureau d'accueil, et prière d'aller se faire voir ! C'est ce qu'elle a fait. Elle a fait du micro trottoir dans les rues de Paris. Qu'est-ce que vous en pensez, de l'affaire Mafart ? Croyez pas qu'il devrait retourner purger sa peine à Hoa, comme l'y oblige la *loi* ? La loi internationale.

Qu'est-ce que vous dites de ça ? C'est pas trop trognon ? Le respect des accords, la médiation des Nations unies, nous, ici, on en a rien à foutre, de ces conneries. C'est pas Mafart qui va repartir, c'est Prieur qui va revenir. Combien vous pariez ? Ils étaient prêts à parier n'importe quoi, ces idiots-là. J'ai été bien bête. Le whisky, j'aurais dû en exiger une caisse entière. D'autant qu'elle attend un bébé, le capitaine Prieur. C'est une future maman. Alors si lui, Mafart, a été rapatrié rapport à son ventre, elle, pensez... !

CLAUDE SARRAUTE.

Après l'opération d'Ouvéa

« On a demandé la négociation on nous a donné le sang »

NOUMÉA
de notre correspondant

Ce sont des scènes mille fois vues et revues, des images-refrains, des incantations lancinantes. C'est un retour à la case départ, un carré d'herbe à l'ombre des tours du ghetto de Montravel, à la lisière de Nouméa, où le même mégaphone grésille les mêmes mots de l'impuissance. On se croirait au lendemain de l'acquittement des auteurs de la fusillade de Hienghène, en octobre 1987, avec ces regards embués et ces mâchoires serrées.

Il y a toujours un « vieux » pour bredouiller : *« Aujourd'hui je suis un vieux qui pleure ses enfants. On a demandé la négociation, on nous a donné le sang. »* Il y a aussi toujours un lycéen pour interpeller le *« pouvoir colonial »* : *« Vous pouvez massacrer tous les kanaks que vous voudrez. Mais alors n'en laissez aucun, parce que tant qu'il restera un seul kanak, la lutte pour la Kanaky libre continuera. »* Comme toujours, il y a des fourgonnettes de CRS garées en retrait. Comme toujours, au-delà de l'usine métallurgique de la Société Le Nickel (SLN), le centre commercial de Nouméa est hors de portée des slogans.

Comme toujours ? *« Maintenant il n'y a plus aucune consigne »*, murmure une militante. Elle veut dire : plus aucune consigne d'apaisement. En décembre 1984, au lendemain de la tuerie de Hienghène, le chef du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou, confirmait la décision — prise antérieurement — de lever les barrages qui bloquaient les axes routiers de l'archipel. Une manière de neutraliser toute tentation de représailles. En janvier 1985, quelques heures après la mort d'Eloi Machoro, tué par le GIGN, le FLNKS décrétait trois jours de *« deuil canaque »*. Autre façon de calmer le jeu.

Aujourd'hui, plus rien. Bien au contraire, le ton est à la *« remobilisation »*. Maîtres du jeu pendant toute la durée de la prise d'otages d'Ouvéa, les indépendantistes avaient préféré ménager leurs forces dans leurs fiefs de la côte est, des îles Loyauté. La parenthèse semble close. Pour les jours qui suivent, il est question de *« passer au cran supérieur »*, et les dirigeants du FLNKS parlent à nouveau d'*« actions dures »*. Ce « second souffle » était déjà programmé dans la perspective du second tour du scrutin présidentiel. Les événements d'Ouvéa y apportent, aux yeux des indépendantistes, une justification supplémentaire.

FRÉDÉRIC BOBIN.

Pierre Vozlinsky quitte l'Opéra-Bastille

Le conseil d'administration de l'Association de préfiguration de l'Opéra-Bastille, qui s'est réuni ce vendredi 6 mai, a confirmé l'engagement de Daniel Barenboïm comme directeur artistique pour cinq ans. Mais il a constaté l'impossibilité de se mettre d'accord avec Pierre Vozlinsky sur son contrat de directeur général.

Une nouvelle personnalité sera désignée pour ce poste dans les prochaines semaines. Rappelons que Pierre Vozlinsky est actuellement directeur général de l'Ochestre de Paris.

Fin de la tension entre les deux Yémens

Sanaa et Aden décident de créer une zone démilitarisée dans une région frontalière

Les dirigeants des deux Yémens ont décidé de retirer, à partir de samedi 7 mai, leurs troupes aux frontières et de créer une zone démilitarisée de 2 200 kilomètres carrés dans la région située entre Maarib et Chabwa pour faciliter l'exploitation commune de gisements pétroliers, désamorçant ainsi une crise qui avait provoqué, fin mars, une tension militaire entre les deux pays, qui avaient massé des troupes autour de la zone litigieuse.

Dans une déclaration faite mercredi soir à Radio-Aden, M. Fadl Mohsen, membre du bureau politique du Parti socialiste du Yémen, a précisé que cette décision avait été prise dans le cadre de l'accord conclu mardi à Sanaa entre le président nord-yéménite, M. Ali Abdallah Saleh, et le secrétaire général du parti sud-yéménite, M. Ali Salem el Beid. Cet accord prévoit l'exploitation commune des gisements de Maarib-Chabwa.

Les champs pétrolifères nord-yéménites de Maarib sont mis en valeur par la compagnie américaine Hunt et ont commencé à être productifs en décembre 1987, au rythme de 150 000 à 200 000 barils/jour. Ceux de Chabwa sont exploités depuis avril 1987 avec l'assistance de l'URSS, mais la production n'a pas dépassé, jusqu'à présent, les quelques milliers de barils/jour. Selon des études préliminaires, les gisements situés entre ces deux champs pétrolifères seraient très prometteurs. — *(AFP.)*

L'Inde aurait acquis clandestinement 15 tonnes d'eau lourde norvégienne

Quinze tonnes d'eau lourde norvégienne ont disparu en décembre 1983 au cours d'un transport et seraient probablement parties vers l'Inde. La nouvelle avait filtré dans la presse norvégienne et vient d'être confirmée à Oslo par le ministère des affaires étrangères. L'importance de cette disparition tient au fait que l'eau lourde est un bon modérateur (matérian freineur de neutrons) pour des réacteurs nucléaires transformant de l'uranium naturel en plutonium de qualité militaire.

Une société allemande, Rohstoff Einfuhr, serait impliquée dans ce détournement. Elle avait acheté les quinze tonnes d'eau lourde et devait les faire transporter par avion à Francfort. En dernière minute, la destination fut changée et l'avion atterrit à Bâle. La trace de l'eau lourde a été ensuite perdue.

L'Inde est présumée être la destination finale. Ce pays a procédé en 1974 à une explosion nucléaire unique en utilisant le plutonium produit par un réacteur expérimental Cirus, que lui avait fourni le Canada. Ce réacteur utilise l'eau lourde comme modérateur. A la suite de cette explosion, le Canada avait mis fin aux échanges entre les deux pays et mis sous embargo toute expédition d'équipements nucléaires vers l'Inde. Le réacteur contient en gros quinze tonnes d'eau lourde.

Une grève des NMPP a perturbé la diffusion des quotidiens

Les ouvriers du Livre CGT des messageries de presse NMPP) ont bloqué dans la nuit du 5 au 6 mai la sortie des principaux quotidiens nationaux. Le syndicat avait appelé jeudi, vers 17 heures, à une grève de vingt-quatre heures pour protester *« contre les projets patronaux visant à faire effectuer à la sortie des imprimeries certaines opérations comme le tri et le routage, jusque-là dévolues aux messageries de presse »*.

Toutefois un accord définissant un calendrier de négociations est intervenu entre le syndicat et les NMPP vers 3 heures du matin. Certaines imprimeries ont pu alors reprendre le tirage. C'est ainsi que *l'Humanité*, *le Quotidien de Paris* et *les Echos* ont pu être distribués en kiosques à Paris et en banlieue. En revanche, *Libération*, *le Figaro*, *France-Soir*, *le Parisien libéré* et *l'Equipe* n'ont pu paraître.

EN BREF

● **La Roumanie veut acheter six Boeing-767.** — Le gouvernement roumain a pris une option sur six Boeing-767, selon le service commercial de l'avionneur américain. Un mémorandum préliminaire vient d'être signé à Bucarest. Il prévoit que l'achat des avions se ferait dans le cadre de compensations et sous le régime de la clause de la nation la plus favorisée dont bénéficie la Roumanie jusqu'au 3 juillet prochain. — *(AFP.)*

● **ESCRIME : Masters de sabre.** — Le Français Jean-François Lamour a remporté, le jeudi 5 mai à Paris, le Masters de sabre, qui opposait les huit meilleurs spécialistes mondiaux, en battant en finale le Hongrois Laszlo Csongradi.

● **AUTOMOBILISME : le Tour de Corse.** — Malgré sept meilleurs temps sur les dix spéciales de la troisième étape, courue le jeudi 5 mai, Yves Loubet (Lancia Delta integrale), victime d'un bris de boîte de vitesses, a dû laisser la place de leader au classement général provisoire à Didier Auriol (Ford).

Le numéro du « Monde » daté 6 mai 1988 a été tiré à 709 798 exemplaires



A B C D F G H